

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

**Chronique
des événements mondiaux.....** page 3

Chronique russe page 13
(Par Jean-Jacques Marie)

**Chronique italienne
(septembre 1994-janvier 1995)** page 19
(Par Marie Stagliano)

**Portrait d'un homme dangereux.
Jacques Delors et sa doctrine :
une étude nécessaire.....** page 37
(Par Daniel Gluckstein)

**Révolution
et contre-révolution en Grèce.
Comment en est-on arrivé
aux événements de décembre 1944 ?.....** page 73
(Par Dimitri Asteriou)

**Nouvelles de la IV^e Internationale
Nouvelles de l'Entente internationale** page 95

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

des événements mondiaux

SOMMAIRE

**Chronique
des événements mondiaux.....** page 3

Chronique russe page 13
(Par Jean-Jacques Marie)

**Chronique italienne
(septembre 1994-janvier 1995)** page 19
(Par Marie Stagliano)

**Portrait d'un homme dangereux.
Jacques Delors et sa doctrine :
une étude nécessaire.....** page 37
(Par Daniel Gluckstein)

**Révolution
et contre-révolution en Grèce.
Comment en est-on arrivé
aux événements de décembre 1944 ?.....** page 73
(Par Dimitri Asteriou)

**Nouvelles de la IV^e Internationale
Nouvelles de l'Entente internationale** page 95

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

| | |
|---|---------|
| Chronique des événements mondiaux..... | page 3 |
| Chronique russe (Par Jean-Jacques Mahé) | page 13 |
| Chronique italienne (septembre 1954-janvier 1955) (Par Mario Stigliano) | page 19 |
| Portrait d'un homme dangereux. Jacques Duros et sa doctrine : une étude nécessaire..... | page 37 |
| Révolution et contre-révolution en Grèce. Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1954 ? | page 73 |
| Nouvelles de la IV ^e internationale Nouvelles de l'Entente internationale..... | page 95 |

Chronique des événements mondiaux

Le spectre d'un nouveau krach boursier mondial se profile

La "crise du peso mexicain", événement considéré au début comme marginal par la presse internationale, a pris au fil des jours une dimension mondiale, faisant trembler l'ensemble du système financier international. Ce qui est significatif de la fragilité de celui-ci.

En effet, rien de particulier ne prédestinait le Mexique à être au centre d'une tourmente financière internationale, ni sa place dans le commerce mondial ni le volume de sa production. Cela a commencé au Mexique, comme cela aurait pu commencer en Afrique du Sud, au Brésil ou en France.

Le problème ? Il a été analysé dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 25 janvier 1995 :

« Le caractère parasitaire de ce marché est précisément fourni par l'origine des fonds qui le nourrissent : dette publique, plans "sociaux" d'austérité dans tous les pays, privatisations, déréglementation, flexibilité, mise en jachère des terres cultivables, destruction du tissu industriel et agricole de tous les pays organisée par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne.

En ce qui concerne la dette publique, aussi longtemps que les spéculateurs ne demandent pas le remboursement de leurs investissements parasitaires, la spéculation se nourrit d'elle-même, les Etats empruntant sans cesse pour payer les intérêts de la dette spéculative. Plus les Etats s'appauvrissent, plus grand est leur besoin d'obtenir des crédits, de nouvelles avances pour payer les intérêts des emprunts. Le recours au parasitisme n'est plus essentiellement déterminé par la production de marchandises, mais devient la fraction de plus en plus importante d'opérations financières spéculatives garanties, si l'on peut dire, par la destruction du tissu industriel et agricole. Et quand vient la banqueroute, les spéculateurs retirent les sommes "investies" dans la dette pour se mettre à l'abri... et le mythe du "peso fort" s'effondre. Que va-t-il devenir du "franc fort" ? »

Nous y reviendrons. En même temps, il est évident que ce n'est pas seulement sur le terrain économique qu'une crise majeure se profile. Une crise majeure menace aussi l'ensemble des rapports politiques instaurés par l'impérialisme, comme le démontrent un certain nombre de développements récents.

Le "sommet social de l'ONU", révélateur des grandes tendances et contradictions de l'impérialisme aujourd'hui

Le "sommet social" qui devait donner un contenu social au nouvel ordre mondial a perdu une partie de son objectif premier : celui d'ouvrir la voie à une intégration "harmonieuse" et mondiale du mouvement ouvrier aux institutions internationales du capital.

Il n'en reste pas moins que le sommet social aura révélé dans sa préparation un ensemble de tendances marquant la situation mondiale actuelle, à commencer par l'étendue des exigences meurtrières du capital, au premier rang desquelles la tentative revendiquée de liquider les organisations ouvrières. En ce sens, il s'agit d'un pas supplémentaire dans l'offensive impérialiste pour intégrer, domestiquer et détruire la classe ouvrière et ses organisations. En effet, le "sommet social", dans sa préparation comme dans sa tenue, aura été avant tout une tentative d'institutionnaliser un certain type de rapports niant le droit des organisations ouvrières à parler et agir au nom de ceux qu'elles représentent.

L'ONU ne reconnaît que deux types d'organisations : gouvernementales et "non gouvernementales" (ONG). Dans ces dernières, sur un même plan et étant censés représenter les mêmes objectifs (ceux de la prétendue "société civile"), on veut mettre à la fois organisations "humanitaires", Eglises, organisations patronales... et syndicats, auxquels on demande de soutenir un même objectif : accompagner, soutenir les plans gouvernementaux, les plans des institutions internationales du capital.

Ainsi, l'ONU, dans le projet de déclaration finale, considère que le cadre qui s'impose à tous est, en particulier, celui issu des dernières négociations du GATT :

"Appliquer fidèlement et selon le calendrier prévu les résultats des négociations de l'Uruguay Round, y compris les dispositions supplémentaires contenues dans les accords de Marrakech."

Parmi les mesures "sociales" proposées par l'ONU, on peut souligner "*la privatisation des services publics*". On peut lire dans le document *Agenda pour le développement*, élaboré par l'ONU et servant de contribution au "sommet social" :

"La contribution apportée par les entreprises privées à la solution de problèmes dont on pensait précédemment qu'ils relevaient spécifiquement de la compétence des autorités publiques est de plus en plus largement reconnue. Dans certains pays, par exemple, des sociétés privées fournissent des services d'utilité publique comme les télécommunications, les transports, l'approvisionnement en énergie, le recyclage des déchets et l'alimentation en eau."

De même, le droit à l'instruction est remis en cause par l'affirmation selon laquelle les familles sont, avant toute chose, le milieu fondamental dans lequel les enfants acquièrent les connaissances et les aptitudes qui leur serviront une fois parvenus à l'âge adulte. *Quid* de l'école... Et surtout, la préparation du "sommet social" aura été l'occasion pour l'ONU de formuler sa conception d'un monde "nouveau", remettant en cause le droit à l'existence même des nations et institutionnalisant la dislocation générale.

« En août 1994, l'Organisation des nations unies comptait 184 Etats membres, qui se composent en réalité de plusieurs milliers de "nations" ou de "peuples". Dans ce monde bigarré multiethnique et multiculturel, le développement humain durable suppose une armature souple » (Vers une société pour tous, document du comité préparatoire du "sommet social").

Du Rwanda à l'ex-Yougoslavie en passant par la Tchétchénie, on sait ce qu'il en est de la société "multiethnique et multiculturelle" selon l'ONU.

On pouvait penser qu' autour des objectifs meurtriers du "sommet social" l'una-

nimité se réaliserait au sommet des grandes puissances impérialistes qui toutes poursuivent le même objectif qui est de mettre en cause l'existence du mouvement ouvrier. Les responsables de l'ONU le pensaient en tout cas. Ils ont proposé de constituer à travers le "sommet social" un fonds de 30 milliards de dollars à partir des dons des pays du G 7, fonds permettant de "gratifier" l'action des organisations s'engageant derrière les objectifs du "sommet social". Il s'agit d'une somme sans doute importante, mais sans commune mesure avec ce que les gouvernements sont disposés à "investir", dès lors qu'il s'agit d'intégrer verticalement les organisations ouvrières (par exemple, le gouvernement espagnol vient de constituer un fonds "pour le développement" de plus de 3 milliards de dollars, dont la gestion a été confiée aux organisations patronales, syndicales et aux ONG).

Or il s'est avéré que la préparation du sommet social aura été surtout l'occasion de nouvelles fractures au sommet. Non pas sur le fond, évidemment, mais sur la place que les uns et les autres, et surtout

les Etats-Unis, entendent donner à l'ONU. Dans ce cadre, les Etats-Unis n'entendent financer aucune ONG autre que celles qui sont directement liées à l'Etat américain. Exit donc le fonds de 30 milliards de dollars ! Tout comme une partie du financement qui devrait servir à faire venir 40 000 invités (!) à Copenhague...

Dès juin 1994, les Etats-Unis rejettent l'idée d'une "clause sociale" du GATT, ôtant ainsi au "sommet social" une partie de sa justification initiale.

« Le secrétaire américain au Travail, Robert Reich, a estimé jeudi à Genève qu'il "n'est ni juste, ni réaliste" de demander aux pays en voie de développement de respecter, en matière de conditions de travail, des normes "identiques" à celles des pays industrialisés. La communauté internationale "ne peut pas tenter d'imposer" aux pays en voie de développement des durées du travail, des salaires minimaux ou des règles en matière de santé qui atteindraient le même niveau qu'aux Etats-Unis ou dans d'autres pays industrialisés, a-t-il expliqué » (AFP, 9 juin).

Accélération de la guerre politique et commerciale ouverte entre les Etats-Unis et l'Europe

La situation aujourd'hui contraste singulièrement avec celle qu'avaient prédite les propagandistes du grand capital dans les mois qui ont suivi la chute du Mur de Berlin : "la fin de l'histoire" (titre d'un best-seller de l'époque dans lequel on annonçait un nouvel ordre mondial, sans conflits ni contradictions).

Aujourd'hui, nous sommes très loin de ce nouvel ordre mondial. Ainsi on peut lire dans le rapport annuel publié par l'institut Ramses de 1995 :

« En vérité, quelque cinq ans après la chute du Mur de Berlin, la physionomie du monde a commencé à se transformer sans que l'on puisse sérieusement imaginer l'aboutissement du processus. Parler de "nouvel ordre mondial" est aujourd'hui anachronique. Le monde reste déséquilibré à l'échelle d'une, sinon de plusieurs générations, beaucoup

de turbulences découlent de la révolution de 1989-1991. Le drame yougoslave est actuellement le plus visible pour les Européens occidentaux que nous sommes. »

C'est la confirmation de ce que nous disions dès 1989 : la crise d'effondrement de la bureaucratie n'allait pas consacrer une période de stabilité politique, au contraire.

Face à cette situation, les Etats-Unis ne tardèrent pas à en tirer les conclusions qui s'imposaient du point de vue de la défense des intérêts spécifiques et dominants du capital américain.

Une "contribution" récente du conseiller de Bill Clinton à la sécurité traduit l'affirmation, sans aucune précaution diplomatique, de la volonté de l'impérialisme américain d'accélérer la guerre ouverte contre les positions de toutes les

autres puissances impérialistes, en particulier celles d'Europe :

« La "globalisation" de l'économie à laquelle nous assistons actuellement implique que soient mises en place de nouvelles structures dont les citoyens américains puissent tirer des avantages tangibles. »

Et pour que l'avertissement soit clair, il ajoute :

« L'efficacité de la diplomatie américaine tient naturellement au talent de ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre, mais aussi à la puissance des Etats-Unis » (Jeune Afrique, 1^{er} décembre 1994).

A cet égard, l'évolution de la position américaine à propos du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est particulièrement significative.

On sait ce que cet accord a représenté comme concessions commerciales majeures de la part des pays de l'Union européenne, notamment un abaissement généralisé des droits de douane pour les importations en provenance des Etats-Unis, ainsi que la remise en cause des accords "privilégiés" (appelés "accords UE-ACP") liant l'Europe et ses anciennes colonies (Union européenne, Afrique, Caraïbes, Pacifique). Mais à peine les Etats-Unis l'eurent-ils signé — tout en gardant les "acquis" — qu'ils l'ont remis en cause.

Une courte chronique suffit pour s'en rendre compte :

— En juin 1994, on annonçait déjà :

"Les Etats-Unis viennent en première position des pays contre lesquels des plaintes sont déposées au GATT pour politique commerciale abusive."

— Octobre 1994 : signature d'un accord Washington-Tokyo au détriment de l'Union européenne :

"L'Union européenne ne veut pas être désavantagée par l'accord conclu en octobre entre les Etats-Unis et le Japon et entend s'assurer qu'il n'empêchera pas les produits européens d'accéder au

marché japonais, a indiqué un porte-parole de la Commission" (AFP, novembre 1994).

— Décembre 1994 : le Congrès américain vote les accords du GATT. Mais, selon le ministre français chargé des Relations européennes, "il y a anguille sous roche".

« Le ministre délégué aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, a plaidé mercredi pour un renforcement de l'arsenal de défense commerciale des Européens s'il s'avère que les Américains assortissent leur ratification des accords du GATT d'une législation "leur permettant de reprendre d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre".

La ratification par le Congrès américain du traité de Marrakech sur les négociations du GATT est "positive", mais l'attitude des Etats-Unis reste "ambiguë", a déclaré le ministre devant l'Assemblée nationale » (AFP, 7 décembre 1994).

— Décembre 1994 : les Etats-Unis demandent à être "payés" en contrepartie de l'élargissement de l'Union européenne :

"Le représentant américain pour le Commerce, Mickey Cantor, a demandé, lundi, des concessions commerciales à l'Union européenne pour compenser les pertes d'exportations américaines que provoquera l'accession de la Finlande, de la Suède et de l'Autriche à l'Union européenne."

— Janvier 1995 : pas de commerce Union européenne-pays de l'Est européen au détriment des Etats-Unis :

« Le secrétaire américain au Commerce, Ron Brown, a mis en garde, jeudi, les pays d'Europe de l'Est contre des liens commerciaux trop étroits avec l'Union européenne, le premier jour d'une conférence de deux jours réunissant à Cleveland (Ohio) des représentants de quatorze pays de la région.

Soulignant que "l'accent doit être davantage mis sur la privatisation, notamment en termes de procédures équitables et transparentes pour les investisseurs étrangers", M. Brown a souligné qu'un problème particulier

résidait dans la discrimination croissante dans les taxes imposées aux exportations américaines, au fur et à mesure que

l'Europe de l'Est met en vigueur des accords d'association avec l'Union européenne » (AFP, 12 janvier).

Le poids de la politique américaine

Le poids de la politique "extérieure" des Etats-Unis aboutit à déstabiliser les positions politiques et économiques des autres puissances impérialistes.

Ainsi, au mois de décembre et contre le dispositif de l'Europe, les Etats-Unis levaient de fait l'embargo des armes sur le régime bosniaque en participant ouvertement à l'offensive de celui-ci contre la fraction "serbe" de Milosevic.

« De source officielle à Sarajevo, on ne cache plus la visite — attendue depuis longtemps — du général américain John Galvin, aujourd'hui "à la retraite", censé aider les Bosniaques et les Croates à bâtir une "armée de la fédération". "Des volontaires étrangers sont venus en Bosnie défendre une cause", déclare en souriant Kemal Muftik, conseiller du président bosniaque, Alija Izetbegovic. "Pourquoi des militaires occidentaux à la retraite ne viendraient-ils pas défendre cette cause ?" »

Selon le quotidien londonien The Independent, citant la semaine dernière un diplomate britannique à Sarajevo, les Etats-Unis aident l'armée bosniaque par l'intermédiaire de conseillers militaires et également en lui fournissant des renseignements, dont des photographies aériennes des positions serbes. Selon nos informations, ce sont également des experts américains qui auraient aidé les Bosniaques à remettre en état l'aéroport

de Vosoko, en Bosnie centrale, désormais susceptible d'accueillir de nuit, des avions porteurs de cargaisons clandestines » (Le Monde, 17 novembre 1994).

Aujourd'hui, deux mois plus tard, la diplomatie américaine fait l'inverse.

« New York. — Le gouvernement américain s'apprête à entamer des consultations directes avec les Serbes de Bosnie, malgré une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies refusant de tels contacts, rapporte samedi le New York Times.

Le journal écrit que l'initiative de M. Christopher fait partie d'un effort diplomatique de Washington visant à obtenir davantage de flexibilité de la part du gouvernement bosniaque vis-à-vis du plan de paix élaboré par le groupe de contact international sur la Bosnie (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne), et pour que celui-ci cesse de tenter de persuader le gouvernement américain de violer l'embargo des Nations unies sur les livraisons d'armes en Bosnie » (AFP, 21 janvier 1995).

La diplomatie de l'Union européenne, quant à elle, court derrière les volte-face américains, sans même donner l'impression de contrôler la situation dans une région censée apporter la preuve des capacités d'intervention de l'Union européenne.

La dimension non maîtrisée par l'impérialisme des processus de dislocation.

Les Etats-Unis ne peuvent pas exporter les crises sans introduire en même temps des éléments majeurs de crise dans leur propre système de domination.

La signification de la crise mexicaine.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui a été dit plus haut que dans la marche à la dislocation, les processus seraient totalement maîtrisés par l'impérialisme en

général et par l'impérialisme américain en particulier. Il y a dans la politique américaine, notamment, des aspects délibérés et des aspects non maîtrisés. Par exemple, la

participation américaine au processus de dislocation de l'Algérie est délibérée et correspond à un objectif clair qui est l'expulsion de la France de ses positions dans la région. Mais si le conflit algérien venait à s'étendre au Maroc, à la Tunisie, à l'Égypte, cela ne correspondrait plus à un développement maîtrisé.

C'est que la place des différentes puissances impérialistes et celle des États-Unis, en particulier, ne peut être "défendue" que comme place mondiale. Et les conditions de cette domination sont affectées par les développements non maîtrisés de la situation actuelle. On le voit à travers la réponse rapide des États-Unis à la crise mexicaine.

Toutes les informations attestent que l'effondrement du peso n'a été organisé ni par le FMI, ni par la Banque mondiale, ni par l'impérialisme américain, contrairement à ce qui s'était passé pour le franc CFA. Ce sont les "investisseurs institutionnels", autrement dit les spéculateurs, qui ont été amenés, comme ils disent, à "couper" leur position en vendant des obligations d'État qu'ils avaient achetées au gouvernement mexicain : ces obligations en dollars représentaient des fractions de la dette extérieure mexicaine, pour une valeur qui correspond aujourd'hui au deux tiers de la dette publique. Ce qui s'est passé, c'est que le marché spéculatif est un marché comme les autres : "l'investissement" spéculatif obéit aux lois du marché. De la même façon que le marché n'est plus capable d'absorber la masse des marchandises produites, le marché financier doit sans arrêt être nourri, et, se nourrissant de la spéculation, a des limites qu'il doit toujours dépasser.

C'est ce qui a conduit le gouvernement américain à décider une action rapide avec des banques commerciales créancières, en mettant à la disposition du Mexique 18 milliards de dollars pour la constitution d'un "fonds de stabilisation du peso" (dont la moitié doit venir directement de la Réserve fédérale américaine). Ce plan de sauvetage financier a été qualifié par *La Tribune-Desfossés*, du 4 janvier 1995, comme étant "d'une ampleur exceptionnelle et d'un type parfaitement inédit".

Selon le même journal,

"le but avoué de l'opération (est d')enrayer la chute vertigineuse du peso mexicain qui risque de mettre à mal toute une partie de l'industrie américaine désormais exposée au made in Mexico, en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain. Et surtout conjurer un effrayant risque systémique (...). Il faut dire qu'en quelques années, le Mexique est devenu un eldorado pour les investisseurs attirés par des rendements mirifiques (...). Engagées dans un processus de privatisation, les grandes entreprises nationales (mexicaines) ont fait largement appel au marché. Et les investisseurs nord-américains se sont rués vers les tesobonos — les bons du Trésor mexicain — dont ils détiennent 82 % des 20 milliards de dollars émis. (...) Du fait de la prodigalité de l'État mexicain, la bulle financière a fini par exploser et il faut désormais renflouer."

Dans un article intitulé "Les États-Unis redoutent l'effet tâche d'huile", le correspondant de *La Croix* à New York écrit, le 3 janvier :

"Selon des analystes mexicains, les États-Unis ne peuvent se permettre de ne pas soutenir le Mexique, à moins de prendre le risque de voir s'écrouler une à une, comme un véritable château de cartes, les économies des autres pays à risque, et où sont investis des capitaux américains, non seulement en Amérique latine, mais également en Asie et en Europe de l'Est."

Mais tous ces efforts des gouvernements mexicain, américain et d'autres gouvernements et institutions internationales n'ont pas été suffisants jusqu'ici pour rassurer les "marchés".

Le journal patronal français *Les Echos*, du 6 janvier 1995, intitule un article : "Les marchés réfractaires aux efforts de persuasion du gouvernement mexicain", en disant :

"Le sacrifice de la croissance fait par les autorités mexicaines, dans une période où les tensions sociales et politiques auraient au contraire nécessité un regain d'activité, n'a pas été suffisant aux yeux des investisseurs, essentiellement américains (...)."

La poursuite de la tendance à la dépréciation du peso, à la baisse de la Bourse du Mexique, à la chute des titres de la dette mexicaine, a obligé la Réserve fédérale des Etats-Unis à intervenir directement sur les marchés des changes pour soutenir le peso.

Résultat : "Les interventions américaines en faveur du peso font plonger le dollar", titrent *Les Echos*, du 10 janvier 1995, ajoutant que :

"En fait, moins que les ventes ponctuelles de dollars contre pesos (5 millions de dollars), ce sont surtout l'ampleur et les conséquences de l'engagement américain qui inquiètent les marchés. Certains observateurs n'ont pas hésité à en déduire que la Fed serait empêchée par la crise mexicaine de relever ses taux lors de sa prochaine réunion du 31 janvier. (...) Les marchés restent donc méfiants à l'égard du billet vert et du marché obligataire américain (...)."

La Tribune-Desfossés, du même jour, titrait : "La brutale rechute du dollar fait des dégâts en Europe", indiquant que :

"Les déboires du dollar ont sérieusement aggravé la situation des deux monnaies méditerranéennes, en première ligne depuis plusieurs séances. Prises dans l'engrenage des troubles politiques, la peseta espagnole et la lire italienne ont perdu de nouveaux points face au deutsche mark..."

Et nous sommes à peine au début de la crise...

Autre aspect des conséquences à l'échelle internationale de la "crise du peso" : les répercussions immédiates qu'elle a eues sur les marchés financiers du Sud-Est asiatique, en particulier sur ceux que le FMI et la Banque mondiale présentaient comme des "modèles de croissance" : ce qu'on appelle les "dragons asiatiques" (Singapour, Taiwan, etc.), révélant ainsi les limites des possibilités offertes par la politique de "délocalisation" dont le Mexique était un des "modèles".

En effet, si les délocalisations permettent au capital d'abaisser les coûts de production, en particulier ceux liés au "coût du travail", ce processus s'opère au prix

d'une pression négative sur le pouvoir d'achat dans les pays qui constituent le marché pour l'industrie délocalisée.

Ce qu'a résumé ainsi un patron français commentant la crise mexicaine :

"On avait oublié que ceux qui ont été licenciés en conséquence des délocalisations étaient en même temps les acheteurs potentiels de la production délocalisée..."

On voit que les "délocalisations" ne permettent pas au capital, loin s'en faut, de surmonter les contradictions liées à sa propre crise.

Remettre en cause et soumettre l'ensemble des rapports issus de la résistance ouvrière aux impératifs du capital, à commencer par les pays capitalistes avancés, est devenu un impératif incontournable... avec tous les risques d'explosion sociale que cela implique, comme par exemple importer la crise mexicaine à l'intérieur même des Etats-Unis.

Le point de vue exprimé par Craig Roberts, secrétaire adjoint au Trésor américain du temps de Reagan, est significatif de ces exigences meurtrières :

"Les Etats-Unis n'ont d'autre choix que d'arrêter de mettre en place une protection sociale et des droits acquis qu'ils ne peuvent plus se permettre, et de revenir à l'époque de la non-intervention de l'Etat qui avait permis aux vague successives d'immigrants sans le sou d'être absorbés dans la vie économique d'une nation en plein développement."

Le contrat des républicains fait quelques pas dans la bonne direction, mais ce sont les pas hésitants d'un nourrisson et non les grandes enjambées de dirigeants sûrs d'eux. Les républicains sont trop imprégnés de sentiments de culpabilité vis-à-vis des inégalités qui ont permis à l'Amérique d'être réellement compétitive sur la scène mondiale."

Si les Etats-Unis, devenus un Etat-providence mou et gras, veulent survivre dans la compétition mondiale postsocialiste, ils doivent privatiser la Sécurité sociale et la santé, supprimer l'aide sociale et cesser d'accabler d'impôts le capital humain et matériel."

La privatisation de la Sécurité sociale est une urgence pour notre survie. La viabilité d'un système de remboursement qui transfère l'argent de génération en génération exige un pourcentage élevé de travailleurs par rapport aux retraités. Ce n'est plus le cas aux Etats-Unis, et le système rogne déjà sur ses promesses en taxant les bénéficiaires de la Sécurité sociale.

La privatisation sera un défi financier. D'importantes sommes du revenu de la nation devront être utilisées pour aider les retraités pendant que les travailleurs plus jeunes seront aiguillés vers des comptes de retraite individuels et autres plans similaires.

Ces sommes ne peuvent être obtenues qu'en réduisant certains aspects de l'action gouvernementale qui sont incom-

patibles avec le sens des responsabilités d'un peuple.

Comme l'Europe de l'Ouest l'a découvert, une population dépendante d'un Etat-providence est un désavantage dans la concurrence mondiale. Seul un peuple discipliné avec un taux d'épargne élevé pour se prémunir contre les incertitudes de l'avenir sera capable de s'adapter au nouvel ordre mondial.

Le coût économique d'un filet de sécurité fourni par le gouvernement est exorbitant, et ses incitations perverses, socialement débilantes. Un nouveau filet de sécurité devra être mis sur pied, par une combinaison de réduction des impôts, du développement des épargnes-retraite individuelles, des assurances médicales individuelles et des actions de charité" (Herald Tribune, 5 janvier 1995).

Les aspects non contrôlés de la crise : le régime Eltsine et la crise tchétchène

L'article de Jean-Jacques Marie, publié dans ce numéro de *La Vérité*, sur la situation en Russie, éclaire les développements actuels dans ce pays.

Nous avons vu comment, dans la guerre politique et commerciale opposant les Etats-Unis aux gouvernements de l'Europe capitaliste. Les Etats-Unis exigent aujourd'hui un "droit de priorité" sur l'est de l'Europe, et sur la Russie en particulier.

Un élément central de cette politique vise, bien entendu, à une relative stabilisation du régime dirigé par Eltsine.

C'est ce qui explique la préoccupation des cercles dirigeants américains devant les derniers développements révélés par la crise tchétchène :

"L'attaque russe sur Grozny est un désastre politique, militaire et moral pour Boris Eltsine, à court terme et peut-être au-delà (...).

Tactiquement, la guerre de Tchétchénie est une mauvaise nouvelle, pour les Américains qui ont pris l'habitude de

pleinement identifier M. Eltsine aux efforts pour consolider la démocratie et le marché libre dans la Fédération de Russie.

Jusqu'à présent, des événements qui déstabilisaient M. Eltsine étaient contraires aux intérêts américains. Mais, stratégiquement, la crise tchétchène peut modifier cette donnée. La guerre ne manifeste pas une résurgence du nationalisme russe et de son impérialisme, elle manifeste au contraire sa faiblesse (...). Le nationalisme russe n'est pas assez fort pour maintenir unifié un Etat succédant à l'Union soviétique qui inclut Moscou et le Caucase ; encore moins est-il capable de reconstruire un empire qui s'étendrait jusqu'aux frontières de la Pologne et au-delà.

Il faut ajouter que la force brutale et l'improvisation ne constituent pas un ciment efficace pour la Fédération de Russie elle-même. La Russie fait face à la possibilité de voir la crise tchétchène se développer. M. Eltsine — et son ou ses successeurs — doivent et devront s'attacher à stopper la fragmentation en chaîne qui a commencé en Europe centrale en 1989 et qui n'est pas terminée (...)" (Washington Post, 5 janvier 1995).

Les aspects non contrôlés de la crise : le sommet social comme révélateur des développements de la crise entre "appareils traditionnels" et mouvement ouvrier

Les documents préparatoires au sommet social font très souvent référence aux espoirs que pouvait susciter la fin de la "guerre froide". Pour les responsables de l'ONU, cela voulait dire avant tout la possibilité de pouvoir compter, dans l'application des objectifs du sommet social, sur le soutien plein et entier des appareils en général et de celui qui reste de la crise du stalinisme en particulier.

Concernant ce dernier point, les dirigeants de l'ONU ne s'étaient pas trompés.

Ainsi par exemple, la direction de la CGT en France a apporté un soutien sans failles au sommet social. Dans un *Mémoire*, elle soutient l'esprit et la lettre du "sommet social" :

"L'ordre du jour du sommet de Copenhague est juste, approprié. Il correspond aux besoins de la communauté internationale dont la responsabilité est de résoudre les immenses problèmes de la pauvreté, du chômage, de la marginalisation sociale et de l'exclusion."

La direction de la CGT soutient en particulier dans ce *Mémoire* un "système flexible" de protection sociale qui correspond totalement à la vision qu'ont le FMI et l'Union européenne de ce problème :

"Il faut créer un système différencié de droits sociaux reconnus suivant les niveaux de développement. Une charte sociale ne peut pas s'aligner sur un certain nombre de droits minimaux au risque d'être, soit d'une totale inefficacité, soit le moyen de faciliter un ajustement à la baisse des droits sociaux dans les pays avancés."

Un alignement par le haut, brutal, aboutirait à demander un effort insoutenable aux pays les moins avancés. Il faut donc créer un système commun de normes sociales, dont le niveau ajustable

serait différent suivant la zone économique à laquelle appartiendrait le pays concerné."

Parallèlement, la direction de la CGT participait à la dissolution de ce qui restait de la FSM. C'est-à-dire à la fin de ce qui restait de l'appareil qui, il y a quelques années, contrôlait 40 % du mouvement syndical officiel.

La fin de la FSM n'a pas seulement une valeur de symbole. L'unification de la majorité des organisations au sein de la CISL se fait certes dans des conditions où l'appareil exerce un contrôle relatif sur ce processus. Mais le degré de contrôle exercé par la direction de la CISL ne peut pas être le même que celui qui existait au moment où le mouvement ouvrier était "officiellement" divisé en trois.

C'est tout le sens de la prudence dont fait preuve, par exemple, le grand journal du capital en France, *Le Figaro* (11 janvier 1995) :

"La chute du Mur de Berlin a symboliquement marqué la chute du communisme en Europe et ainsi redistribué les cartes politico-syndicales. La Fédération syndicale mondiale, née en 1945 dans le contexte de l'entente des quatre grandes puissances victorieuses, n'a pas résisté à la fin de la guerre froide. La CISL, en revanche, semble la grande gagnante de cet affrontement idéologique."

Avec 188 organisations disséminées dans 134 pays, elle compte sur le papier 126 millions de membres. Mais ce gigantisme peut à terme la vouer au sort des dinosaures handicapés par un trop grand corps. La fin du communisme débouche sur une nouvelle donne. La guerre que se livraient défenseurs du monde libre et partisans du totalitarisme soviétique conduisaient à l'élargissement des zones d'influence par tous les moyens. Aujourd'hui, à l'heure où il est patent que la fin du communisme ne signifie pas

pour autant que le capitalisme surtout dans sa forme ultralibérale soit capable de résoudre tous les problèmes économiques et sociaux de la planète, chacun doit retrouver ses marques."

Sur le terrain politique, il y a la place nouvelle occupée par l'Internationale socialiste, son extension comme organisation mondiale. Mais l'Internationale socialiste ne jouait pleinement son rôle que comme "sœur jumelle" du dispositif mondial du stalinisme et dans le cadre des possibilités de division ouvertes par la double "affiliation", par laquelle on séparait le mouvement ouvrier "officiel". On lira dans l'article sur la "pensée" de Jacques Delors comment cherche à s'organiser le corporatisme contre la classe ouvrière, drapé dans les oripeaux de l'Internationale socialiste. Mais l'Internationale socialiste ne peut pas remplacer à elle seule l'appareil central du mouvement ouvrier que constituaient les régimes de la bureaucratie et sous une autre forme le contrôle exercé par les régimes issus des indépendances de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

Cette difficulté à contrôler "comme avant" s'est exprimée notamment (mais pas seulement) dans les très officielles réunions dans lesquelles l'OIT (Organisation internationale du travail) préparait "le sommet social" par la voie

des prises de position adoptées par les "représentants ouvriers" à l'OIT. Relevons notamment la position suivante qui pose les problèmes les plus fondamentaux qu'il soit :

« L'idée même de "filet de sécurité" en dit long quant à la pensée actuelle en matière de politique sociale. Les filets servent à rattraper les personnes qui tombent. Un bon filet à mailles serrées capture tout le monde s'il y a chute, un mauvais laisse passer certains déshérités au travers de ses mailles. Mais l'idée même, liée aux démarches contemporaines favorables au marché en vue d'un développement et d'un redéploiement économique, est potentiellement négative vue sous l'éclairage de la pensée sociale. Le concept sous-jacent est que — à tout le moins dans le court terme non défini — les politiques axées sur le marché auront des coûts sociaux dont le gros sera supporté par les membres les plus pauvres de la société. Cette démarche s'éloigne nettement des idées, en matière de politique sociale et de protection qui, au moins dans les pays industrialisés, ont imprégné les premières décennies après la guerre » (Bureau international du travail, Contribution au comité préparatoire au sommet mondial, février 1994).

**La Vérité,
janvier 1995**

Chronique russe

Par Jean-Jacques MARIE

11 DÉCEMBRE

Les tanks russes pénètrent dans Grozny. L'état-major annonce que la conquête de la ville, et en particulier du palais présidentiel, n'est qu'une question d'heures. Le rouble commence sa plongée, qui va le mener d'un taux de 3 200 roubles pour 1 dollar à plus de 3 900 roubles cinq semaines plus tard.

Pendant des jours, l'offensive s'enlise et suscite une véritable résistance populaire.

19 DÉCEMBRE

Serge Kovalev et quatre députés de la Douma en mission à Grozny visitent un quartier avec le ministre de la Justice de Tchétchénie. L'état-major tente de les faire abattre à la roquette. Raté.

21 DÉCEMBRE

Le député Pavel Bounicht écrit dans *Troud*, sous le titre "Le conflit est dangereux pour la Russie" :

"Même si, en Tchétchénie, la victoire est remportée, c'est-à-dire si les armées russes prennent Grozny et si, au début, nous battons le tambour, la lutte se prolongera plus en profondeur, les gens et les combats se déplaceront dans les montagnes d'où tous les vieux et nouveaux problèmes non réglés se répandront sur la Russie."

23 DÉCEMBRE

Les *Izvestia* titrent : "Qui dirige la Russie ? Eltsine, Tchernomyrdine ou Korjakov ?" (le président, le Premier ministre ou le chef des services de sécurité présentiels, ancien dirigeant du KGB).

24 DÉCEMBRE

Troud annonce : à la fin novembre 1994, le nombre de chômeurs en Russie atteint le chiffre de 5,1 millions ; le nombre de personnes ayant des revenus inférieurs au minimum vital est passé de 31,8 millions à 33,6 millions entre le 1^{er} et le 30 novembre ; à la fin de septembre, 7,6 millions de citoyens russes avaient des revenus inférieurs à 40 000 roubles par mois, et donc, dit le journal, "meurent de faim".

Mais pour le FMI et le gouvernement Eltsine, la privatisation ne va pas assez vite...

"Les ministres russes, y compris les ministres chargés des forces armées, sont aujourd'hui incapables de gérer la situation politique et économique du pays. Cela effraie. Et c'est pourquoi ils n'ont rien pu trouver de mieux que de trouver un ennemi au sein de leur propre peuple de Russie et de déchaîner la guerre contre lui",

explique un représentant tchéchène, Malik Saïdioulaïev (*Argumenty et Fakty*, n° 51).

Cette analyse reflète un sentiment répandu dans la population russe, et explique le très bas moral des appelés et leur réticence à se battre.

"Dans certains cas, des soldats russes ont littéralement demandé aux Tchétchènes de saboter par n'importe quel moyen le matériel militaire russe pour arrêter le mouvement des troupes russes vers Grozny."

26 DÉCEMBRE

Le Kremlin annonce la formation prochaine d'un gouvernement de la renaissance nationale tchéchène, dont le chef serait un demi-Tchéchène désigné par Moscou, Salam Bek Khadjiev. Le journal *Nezavissimaia Gazeta* du 27 décembre comment ironiquement :

"Cette désignation (...) ne fera que répéter la triste expérience du conseil provisoire (tchéchène) formé de dirigeants tchéchènes dont les noms étaient plus connus à Moscou qu'à Grozny."

27 DÉCEMBRE

La *Komsomolskaia Pravda* titre : "Les bombardements chassent les derniers démocrates du Kremlin."

28 DÉCEMBRE

L'un des responsables des services de sécurité (FSK et KGB) dénonce une partie de la presse et des médias russes qui osent dire quelques vérités sur l'invasion de la Tchétchénie et affirme :

"Une enquête judiciaire est en cours contre certains médias russes."

Le même jour, la présidence de la République russe dément les bombardements sur Grozny depuis le 23 décembre au mépris de l'évidence.

30 DÉCEMBRE

Les *Izvestia* présentent la mission de Serge Kovalex à Grozny avec un certain humour noir :

"Aujourd'hui, dans Grozny assiégée, les plaisanteries ne courent pas les rues. Il y en a pourtant. L'une d'entre elles porte sur la démocratie. On qualifie ici les bombes et les roquettes d'instrument de la démocratie car elles établissent rapidement l'égalité des droits des Russes, des Tchétchènes, des Ingouches, des enfants, des vieillards et des femmes"

en détruisant de façon égalitaire leurs maisons et en les tuant sans distinction...

Kovalex déclare au journaliste des *Izvestia* :

"Aujourd'hui, j'ai vu de simples habitants de Grozny qui avaient pris les armes. Ce ne sont pas des bandits, c'est le peuple. C'est la Russie qui a fait de Djokkar Doudaïev le leader non seulement du peuple tchéchène, mais même de tout le Caucase."

Le premier numéro de janvier de l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* note :

"En Tchétchénie aujourd'hui, des centaines de mères cherchent à débuser et à sauver leurs gamins, chacune comme elle le peut. Il y a en plus des gars qui abandonnent leurs unités lorsqu'ils apprennent qu'on s'appête à les envoyer

en Tchétchénie. "Nous les appelons des fuyards, nous dit T. Zwatchkova, membre du comité de coordination du comité des mères de soldats. Nous leur demandons de venir nous voir. Nous les défendons jusqu'au dernier. Je sais qu'on les menace du tribunal et du poteau d'exécution". »

La décomposition du "mouvement ouvrier" officiel, étatisé, stalinisé, n'a pas encore permis la naissance d'un mouvement sain et indépendant ; mais elle ouvre la voie à l'action indépendante du peuple dressé contre la guerre d'Eltsine. C'est ce que manifeste aujourd'hui l'action des mères de soldats. Ces mères ont fondé un comité dirigé par un comité de coordination qui s'occupe de défendre les droits des soldats et des "déserteurs" qui ne veulent pas aller se battre en Tchétchénie.

31 DÉCEMBRE

L'armée russe donne l'"assaut final" à Grozny. L'aviation s'acharne sur la raffinerie de pétrole déjà bombardée et en flammes depuis plusieurs jours. Une journaliste russe qui publie son reportage dans la *Pensée russe* du 12-18 janvier constate que "les tanks russes flambent comme des allumettes". Elle rencontre des soldats servant d'un char et faits prisonniers par les Tchétchènes. L'un d'eux lui raconte que le canon de leur char ne fonctionnait pas, mais que, de toute façon ils ne pensaient pas qu'ils auraient à s'en servir, et lui demande :

"Pouvez-vous me dire qui se bat contre qui ici ?"

Le journaliste de télévision stalinien *Nevzorov*, qui soutient inconditionnellement l'invasion de la Tchétchénie, propose à la Douma de condamner Kovalev et le groupe de députés partis avec lui en Tchétchénie, et il propose d'installer un blocus complet de l'information en Tchétchénie pour permettre à l'armée de faire son travail tranquillement (*Troud*, 12 janvier). Le même journal, du même jour, publie une rubrique : "L'offensive de la vie chère est plus efficace que celle des armées de Gratchev."

3 JANVIER

L'aviation russe bombarde le village de Archbi, à 70 kilomètres de Grozny : ce village de 200 familles ne contient aucune arme, n'abrite aucun combattant.

Le même jour, l'aviation russe bombarde le village tout aussi pacifique de Chali : écraser la population en massacrant enfants, vieillards, femmes, tel est l'objectif politique des héritiers de Staline, hérauts de la privatisation et du FMI.

11 JANVIER

Ce jour-là s'ouvre la session extraordinaire de la Douma (Parlement), dont la session ordinaire devait s'ouvrir... le 12 !

Le président de la Chambre, C. Rybkine, a refusé de l'avancer au 7, comme le demandaient 92 députés de la Douma (dont le règlement stipule qu'il suffit que 90 députés en fassent la demande pour qu'elle soit recevable !).

16 JANVIER

Le dollar est coté à 3 817 roubles, soit 41 de plus que la veille.

17 JANVIER

Un dollar s'échangeait contre 3 861 roubles, soit 44 de plus que la veille. Ce jour-là, *Troud* publie la dernière lettre d'un soldat sûr de mourir le lendemain, et ajoute :

"On a envoyé en enfer des jeunes gars qui n'avaient jamais subi le feu, la nuque encore rasée des jeunes appelés, et on les a envoyés sans vêtements chauds, sans nourriture, sans eau, dans des véhicules qui flambaient comme des allumettes."

 18 JANVIER

Le quotidien *Troud* écrit :

“Les dispositions antiguerre se développent et des mouvements spéciaux du type des Mères des soldats russes font de plus en plus parler d’eux.”

Le même jour, une délégation du FMI est arrivée à Moscou pour exiger l’adoption d’un budget conforme à ses exigences : austérité et nouvelle relance des privatisations. Ce 18 janvier, Boris Eltsine désavoue les déclarations faites trois semaines plus tôt par le nouveau responsable du gouvernement aux privatisations, Vladimir Polevanov : il avait laissé entendre que certaines entreprises “privatisées par erreur” seraient renationalisées. Effroi au FMI. “*Cet homme n’a pas compris son rôle*”, précise Boris Eltsine. Indubitable. *Le Monde* du 23 janvier, qui cite ces propos, rappelle ceux tenus par le nouveau vice-Premier ministre de l’Economie, Anatoli Tchoubaïs :

“Il ne peut être question d’un quelconque changement dans la voie économique suivie par le gouvernement en général et dans le domaine des privatisations en particulier.”

Ce même 18 janvier, *Le Monde* publie un article de Sophie Shihal sur le désarroi des troupes russes :

« Depuis deux jours, la mauvaise volonté des forces russes transparait dans les reportages effectués à Moscou. Les stagèges du Kremlin ont jugé nécessaire une contre-attaque médiatique. L’effet n’a pas été celui attendu. Certains journalistes ont fait complaisamment écho aux nouveaux thèmes de la propagande qui évoque des prisonniers russes “castrés”, voire “crucifiés”, mais la plupart des journalistes ont insisté sur le désarroi qui règne dans les rangs russes. Arrivées au centre de Grozny, les unités du général Babitchev devaient prendre d’assaut le palais. Mais un des officiers expliquait, dimanche, sur la chaîne privée NTV, qu’ils “n’étaient pas pressés” et qu’il ne servait à rien “de risquer la vie de ses hommes en voulant à tout prix prendre un bâtiment sans signification réelle”.

De jeunes recrues racontent aussi comment elles ont été jetées dans l’enfer de Grozny après six mois de service seulement, durant lesquels elles “ont surtout appris à manier les pelles”. De toute la Russie arrivent des informations sur des unités qui ont refusé de partir en Tchétchénie ; sur d’autres qui ont décidé de rentrer chez elles ; sur des officiers qui refusent les ordres. Humiliation supplémentaire, le procureur général de Russie a reconnu, lundi, que ses menaces de poursuites de ces officiers rebelles n’étaient que du vent : le parquet militaire n’a pas ouvert d’enquête et procède à de simples “vérifications”. »

La propagande officielle devant le rejet — souvent passif, mais profond — de la guerre tente d’entraîner l’adhésion en recourant aux vieilles méthodes de la propagande patriotique : la rumeur. Les Tchétchènes castreraient les prisonniers russes et leur arracheraient les yeux. Ainsi *Troud*, du 21 janvier, publie en première page, sous le titre “La guerre sans règles”, le “témoignage” d’un soldat russe blessé qui a hâte de retourner se battre auprès de ses copains :

“Les blessés, parfois les partisans les achèvent, parfois ils arrachent les yeux des malheureux, parfois ils leur coupent les oreilles.”

Le lendemain, un médecin chef d’hôpital qui soigne les blessés affirme qu’il ne s’agit là que de rumeurs, il n’a vu aucun soldat directement témoin de ce genre de pratique...

L’aviation russe, après avoir détruit Grozny, bombarde systématiquement les villages des montagnes tchétchènes. Justification de l’état-major : nous détruisons les dépôts de matériel et les bases des “bandes de Doudaïev”.

 19 JANVIER

Les *Izvestia* annoncent en manchette : “La guerre de partisans en Tchétchénie n’est pas loin.” Le quotidien publie un reportage d’un journaliste qui a fait la tournée de plusieurs villages. Il a constaté de visu que l’aviation russe bombarde des

villages sans le moindre armement... Il s'interroge :

"Pourquoi les avions russes mitraillent-ils aussi méthodiquement et avec autant d'acharnement des villages effectivement paisibles ? C'est difficile à dire. Les prend-on réellement pour des bases militaires, pour des repaires de partisans ? Difficile à croire."

Certes, l'état-major russe veut terroriser la population pour la mettre à genoux et isoler les partisans. Malgré les souffrances endurées, cela ne suscite qu'une seule réaction : *"Que Moscou soit maudite"*, selon le cri d'un vieillard tchéchène. Le journaliste en déduit :

"La nouvelle étape de la guerre risque d'être bien plus longue et cruelle."

L'armée russe s'empare du palais présidentiel de Doudaïev, à Grozny. Mais, bizarrement, le communiqué du service de presse de la présidence affirme :

"Les partisans de Doudaïev, déterminés à résister, renforcent leurs positions."

L'hebdomadaire russe *La Pensée russe*, du 19-25 janvier, reproduit les déclarations du journaliste de télévision russe Andreï Karaoulov :

"Il semble que dans notre pays s'installe peu à peu un régime qui sera sous beaucoup d'aspects semblable au régime stalinien... Les arrestations politiques ont commencé. Le pouvoir angoisse, c'est pourquoi aujourd'hui il est capable de tout."

20 JANVIER

A la télévision, le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, affirme qu'en Tchétchénie les soldats russes meurent *"le sourire aux lèvres"*. Le même jour, *Troud* publie une interview du député russe Mikhaïl Molotskov, de retour de Grozny où il était parti depuis le 14 décembre :

"Un officier m'a dit que nous subissons des pertes beaucoup plus importantes qu'en Afghanistan."

Molostkov compare le bombardement de Grozny qui est presque complètement détruite à celui de Dresde, entièrement détruite par les Américains en 1945 :

"Maintenant, on détruit la ville "en passant". On sait que Doudaïev n'y est plus et on continue à bombarder sans fin."

21 JANVIER

Igor Gaïdar :

"Seul le dernier des imbéciles va investir dans la production."

Igor Gaïdar est le père de la "réforme" économique qui, en 1992, a, sous sa direction du Premier ministre, "libéré" les prix, exigé la privatisation déjà envisagée par Gorbatchev, etc. Lors d'une interview, il vient de déclarer :

"Au printemps (...), on a imprimé 10 000 milliards de roubles supplémentaires. Mais ces moyens gigantesques n'ont pas été utilisés au développement de l'agriculture, ils ont tous été placés sur les plans boursiers."

Les manipulations monétaires continuent à miner notre économie, parce que, aujourd'hui, avec une inflation de 15 % par mois et des taux d'intérêt qui peuvent atteindre 150 %, seul le dernier des imbéciles va investir dans la production" (*Troud*, 21 janvier).

C'est l'envers de la privatisation forcée qui doit être menée avec une poigne de fer : pour imposer 15 millions de chômeurs à la fin de l'année, il faut écraser la Tchétchénie, écraser les Ingouches, instaurer un régime autoritaire et policier en Russie.

Le "démocrate" privatiseur Gaïdar a beau être opposé à la guerre en Tchétchénie... il est plus encore opposé à la démission d'Eltsine : les "réformes" doivent continuer.

Dans le supplément des *Nouvelles de Moscou* (troisième semaine de janvier), le général Lebed (commandant de la 14^e armée russe) déclare :

"Pour les habitants de la République (de Tchétchénie), cette agression s'est depuis longtemps transformée en guerre populaire. Les régiments d'opérette russes se battent contre le peuple et sont donc condamnés."

L'armée se déchire ainsi parce que la masse de population rejette cette guerre, et le pouvoir qui la mène, malgré la puissance de feu meurtrière qu'il peut déployer, est au-dessus du vide. C'est ce que se permettait de souligner Doudaïev lui-même, qui, le 23 janvier, déclarait à Svovboda :

"La haute direction politique du pays ne contrôle ni ne dirige la situation..."

Et il ajoutait :

"La guerre durera au moins cinquante ans."

Au-delà de la bravade, une chose est sûre : les métastases de l'agression déchaînée par le gouvernement de la privatisation et du chômage massif s'étendent déjà aux régions voisines du Caucase.

23 JANVIER

Nouvelle glissade du rouble : le dollar est coté à 3 969 roubles...

24 JANVIER

Troud annonce que,

"pour l'année 1995, le potentiel général de chômeurs (sic !) peut s'élever à 15 millions de personnes, soit un cinquième de la population économique active de la Russie".

Le Monde informe : l'Union européenne ne modifiera pas d'un pouce sa politique "d'assistance" à l'ex-URSS.

Jean-Jacques Marie

Chronique italienne

(septembre 1994-janvier 1995)

Par Marie STAGLIANO

Les trois mois qui viennent de s'écouler ont vu se concentrer, sur le territoire de la péninsule Italienne, des événements politiques qui illustrent des traits caractéristiques de toute la situation mondiale. Il a semblé nécessaire et intéressant d'en faire une chronique séparée pour ce numéro de *La Vérité*.

"L'ÉCHELLE MOBILE DES PENSIONS N'EST PAS UN DROIT ACQUIS"

7 septembre

Le ministre du Trésor du gouvernement Berlusconi, Lamberto Dini, annonce à la Chambre les propositions du gouvernement pour régler le déficit de l'Etat, dans le cadre de la loi de finances pour 1995.

Pour la première fois, les économies porteront sur les dépenses publiques liées aux retraites et à la santé. "L'échelle mobile sur les pensions n'est pas un droit acquis", déclare-t-il. Et il annonce la couleur : relèvement de l'âge de la retraite de 61 ans à 63 ans, pour arriver à 65 ans en l'an 2000 (de 56 à 60 ans pour les femmes), gel des départs en retraite après trente-cinq ans d'activité pendant un an ; augmentation des limites nécessaires pour obtenir la pension d'ancienneté (de 35 ans à 38-40 ans) ; réduction de la pension de 80 à 60 % du salaire ; remise en cause de l'échelle mobile sur les pensions. Au total, une économie de plus de 8 000 milliards de lires (1) sur le système de prévoyance.

"Un budget rigoureux et équitable", déclare le président du Conseil, S. Berlusconi (2).

Le ministre du Budget, G. Pagliarini, membre de la Ligue lombarde (3) désigne les responsables du déséquilibre des finances publiques :

"Assez des privilèges, l'objectif du gouvernement est celui d'éliminer les privilèges, non pas effacer le droit à la retraite, mais plutôt adapter progressivement les pensions italiennes aux normes européennes qui, sur certains points, sont inférieures aux nôtres, en particulier quant à l'âge de la retraite et la corré-

(1) Pour obtenir la valeur approximative en francs, diviser par 300.

(2) Rigoureux et équitable ? On sait très bien que ces 8 000 milliards de lires sont destinés aux spéculateurs à qui "appartient" la dette italienne, comme celle de tous les pays. Il s'agit donc de voler aux vieux, aux retraités et à tous les travailleurs ce qui ira engraisser les coffres-forts de ceux que les journaux appellent poliment les "investisseurs institutionnels" !

(3) La Ligue lombarde ou Ligue du Nord : parti fédéraliste dirigé par Bossi, qui prône la division de l'Italie en plusieurs régions autonomes.

tion entre les cotisations effectuées et la pension encaissée" (*La Stampa*, 8 septembre 1994).

Dans tous les pays, ces gens-là appellent "privilèges" les droits acquis des travailleurs, tandis que la spéculation, c'est pour eux les "règles de l'économie de marché" ! Ils détruisent, mais camouflent en disant : nous adaptons ! (4) La Confindustria (5) juge ce système "beaucoup trop généreux" par rapport à ce qui existe en particulier en France et en Allemagne. "Je crois, ajoute le directeur général du syndicat patronal, que les gens par leur bon sens partageront un tel objectif."

Les marchés financiers et la Bourse respirent : la lire progresse par rapport au mark et au dollar. Et les experts du FMI dans le *World Economic Outlook* recommandent à l'Italie de mettre en action tout de suite des mesures d'assainissement : "Une seule voie : la rigueur" (*La Repubblica*, 9 septembre 1994). Le FMI ? Lamberto Dini en sait quelque chose, lui qui, entré à 28 ans dans cet organisme international, est resté vingt ans à son service, au point d'en devenir codirecteur.

8 septembre

Aussitôt connues les propositions du gouvernement, les travailleurs, les retraités commencent à faire entendre leur "bon sens". "La protestation grandit d'heure en heure", annonce *La Stampa*, dès le 8, qui parle de "tension extrême". Dans toute l'Italie, débrayages spontanés, cortèges dans les villes : "Voleurs, laissez-nous au moins ça : notre pension." "Pensions : l'automne sera chaud", titre *La Repubblica*. A Turin, les métallos débrayent pendant deux heures, 7 000 personnes manifestent. Un seul cri : "Grève générale", c'est ce que demandent les ouvriers de Fiat, de Pirelli, qui se sont réunis en assemblée générale. La révolte contre le projet de loi de finances se répand comme une traînée de poudre dans toute l'Italie.

Dans la région milanaise, grèves dans les principales entreprises, comme Zanussi, Italtel. Même riposte à Bologne, où des communiqués de protestation ne

cessent de parvenir à la Bourse du travail de tous les secteurs de la ville, du textile, de la fonction publique, du dépôt des trains. Partout, les arrêts de travail ont été spontanés et des grèves continuent à être annoncées pour le lendemain dans de nombreuses autres usines.

"Les arrêts spontanés ne sont que partiellement contrôlés par les syndicats",

rapporte *La Stampa* du 9 septembre.

"Pour l'usine, nous sommes trop vieux, pour le gouvernement nous sommes trop jeunes",

s'écrie un travailleur de Pininfarina.

Aussitôt, le gouvernement tente de désarmer le mouvement. Il annonce que 20 % seulement des économies budgétaires concerneront le système de prévoyance. Mais travailleurs et retraités ne l'entendent pas de cette oreille. D'autres grèves commencent et des manifestations ont lieu dans tous les centres industriels.

C'est le moment que choisissent les responsables des trois confédérations syndicales, CGIL (6), UIL (7) et CISL (8) pour prendre position. Que disent-ils ? Bien sûr, ils protestent contre l'atteinte aux retraites. Mais, à la contre-réforme destructrice du gouvernement, ils opposent leur propre projet de réforme du système de prévoyance fondé sur deux piliers : l'un public, sur la base de la répartition, et un autre, complémentaire, sur la base de la capitalisation.

Sur cette base, les trois confédérations acceptent de participer à une commission

(4) Intéressante, la référence aux "normes européennes" : les dirigeants de la Commission de Bruxelles, comme par exemple M. O. Sullivan, qui a reçu une délégation de l'AET le 22 octobre dernier, ne cessent de répéter : les normes européennes sont destinées à élever le niveau social dans le pays où il est bas, et ne peuvent être utilisées pour abaisser le niveau social. Le ministre italien montre bien que tout cela n'est que mensonge.

(5) Patronat italien.

(6) Centrale proche du PDS.

(7) Centrale "réformiste".

(8) Centrale liée à l'ex-Démocratie chrétienne.

gouvernementale associant patronat et syndicats pour élaborer ensemble une "réforme" du système des pensions, qui devra être subordonnée à un impératif : boucher le "trou" dans le cadre de la loi de finances.

"La responsabilité de la grève de ces derniers jours, déclare le secrétaire général de la CGIL, en revient à ceux qui ont dépensé des paroles avec trop de désinvolture. Economiser est nécessaire, ajoutez-t-il, mais les économies doivent être la conséquence d'une hypothèse de réforme qui doit être définie avec les partenaires sociaux."

Sur la base de cette orientation, les responsables des confédérations prennent rendez-vous quelques jours plus tard au Palazzo Chigi, siège du gouvernement, pour envisager avec Berlusconi s'il est possible de trouver un "armistice honorable" à la bataille sur la prévoyance. Mais les dirigeants mesurent la profondeur de la révolte qui soulève les travailleurs dans toute l'Italie.

Ils savent qu'il sera difficile d'éviter la grève générale. Dans cette éventualité, ils en donnent le cadre par avance :

"Le syndicat ne pourra se limiter à une grève générale, mais il devra réfléchir à une lutte capable de durer et de modifier radicalement ces choix iniques et dommageables pour le système économique lui-même",

déclare Pietro Larriza, responsable de l'UIL. Et il ajoute que

"la grève générale n'aura aucune connotation politique dans ce sens qu'elle n'aura pas comme objectif de renverser l'exécutif ("il n'y a pas d'autre gouvernement et si c'était le cas, ce serait encore pire"), mais simplement de modifier l'orientation de la politique de prévoyance" (La Stampa, 9 septembre 1994).

Mais pour les travailleurs, pas question de céder.

"Ce gouvernement veut satisfaire toujours plus les puissants et appauvrir toujours plus ceux qui sont déjà pauvres." "Ils mangent des langoustes dans leurs villas de la Costa Esmeralda, les députés s'augmentent leurs salaires et donc leurs pensions. Et voilà" (9)

(propos de travailleurs rapportés par *La Repubblica*).

"ARRÊTONS L'ARROGANCE DE CLASSE DE CE GOUVERNEMENT"

9 septembre

Dans une interview à *La Repubblica*, D'Alema, secrétaire national du PDS (le Parti communiste italien "renoué"), répond à la question : le PDS est-il d'accord sur la nécessité d'assainir le système des pensions :

"Certainement, et de fait, nous avons déjà notre projet. Nous sommes favorables à un système mixte qui prévoit d'un côté un mécanisme de répartition de façon à fournir aux retraités une base vitale. De l'autre, des fonds de pensions, les pensions privées. Nous nous rendons parfaitement compte de la nécessité de faire des sacrifices. (...) Je voudrais rappeler que le PDS a eu le rôle déterminant dans le fait de faire passer la loi financière du gouvernement Ciampi. Et donc, outre que nous avons les papiers en règle, nous n'acceptons pas de leçons de rigueur du gouvernement Berlusconi. Si le gouvernement a des propositions qu'il les avance collégialement, sérieusement et avant tout avec les syndicats."

C'est vrai : héritier du PCI de l'époque du compromis historique, le PDS a "les papiers en règle" quant à la mise en œuvre d'une politique de rigueur anti-ouvrière... (10).

10 septembre

Grèves et manifestations continuent, mais maintenant "chevauchées" par les dirigeants syndicaux. L'exemple de Turin

(9) Les députés siciliens, tous partis confondus, viennent juste de voter, dans le cadre de l'autonomie budgétaire, une augmentation de leur indemnité de 2 millions de lires, qui passe ainsi de 14 à 16 millions de lires.

(10) Dans la continuité du PCI, le PDS participe à la gestion économique et politique du pays, en particulier à travers le contrôle de la CGIL. Se reporter à l'article de R. Clément dans *La Vérité*, n° 10, juin 1994 : "Le syndrome italien, un avertissement pour toute l'Europe".

est révélateur : mobilisation de la zone ouest de la ville, le 9 septembre, puis, le 12, ce sera le quartier de Fiat-Mirafiori (le "bastion historique" de la classe ouvrière italienne), et, le 15, une troisième zone. Mais la réponse ouvrière submerge ce dispositif de dislocation : bilan de la zone ouest : 80 à 100 % de grévistes et 8 000 ouvriers en manifestation ; Pininfarina : 80 % de grévistes, au premier rang desquels les jeunes sous contrat de formation.

Toute la presse fait état d'une grande volonté de grève. "Arrêtons l'arrogance de classe de ce gouvernement", s'écrient les métallos de Turin.

Le rendez-vous avec Berlusconi est fixé au 14 septembre. Entre-temps, la situation est confuse, du côté du gouvernement. Plusieurs propositions pour chiffrer les coupes dans les pensions. Aucune n'est exclue, aucune n'est confirmée. L. Dini maintient, lui, la valeur de 8 600 milliards d'économie. Et la commission gouvernementale planche...

"La voie est celle d'une réforme organique pour laquelle il faut l'accord des travailleurs",

martèle Pietro Larizza, de l'UIL.

De Landau, en Allemagne, à l'occasion d'une réunion de la Commission européenne avec les gouvernements et les banques centrales, répondant aux injonctions du FMI, L. Dini annonce : "Nous devons faire les coupes au plus vite et d'un seul coup." Il est confiant et il compte sur l'appui des dirigeants syndicaux :

"Au début de la semaine prochaine, nous rencontrerons les syndicats. Nous sommes prêts à écouter leurs suggestions et à en tenir compte et, d'autre part, ajoute-t-il, les syndicats savent très bien que le système de prévoyance n'est plus viable" (La Stampa, 11 septembre 1994).

Optimiste sur l'avenir, Berlusconi l'est aussi :

"Je conduirai l'Italie en supersérie A. Nous ne pouvons nous permettre de perdre la grande occasion que nous avons devant nous. Nous ne pouvons ni retarder, ni dénaturer, ni renverser les mesures de rigueur financière pour faire

cadrer les comptes d'un passif désastreux."

14 septembre

"Rencontre au Palais (Palazzo Chigi) et cortèges dans les rues", titre *La Repubblica*. Les jours précédents, nouvelles grandes manifestations et grèves à la Fiat-Mirafiori. La grève a été suivie par plus de 80 % des travailleurs et des cortèges se sont formés dans tous les grands centres industriels du Nord. Sur les banderoles : "Ne touchez pas aux pensions !"

Au siège du gouvernement, c'est "l'heure du dialogue". *La Stampa* annonce que Berlusconi a évité de justesse l'affrontement. Il a promis aux confédérations "un effort majeur" sur les recettes, mais aucune modification du montant des économies budgétaires qui reste d'au moins 45 000 milliards de lires. Cofferati (CGIL) répond :

"Jamais nous n'avons nié l'exigence d'une économie budgétaire rigoureuse pour 1995."

"La grève générale contre les pensions ne se fera pas", se réjouit le quotidien italien.

Ce que confirment les représentants syndicaux présents : "Un pas en avant a été réalisé", résume S. Cofferati, de la CGIL, qui précise : "Le résultat est positif." Pour d'Antoni, de la CISL :

"C'est exactement ce que nous demandions au gouvernement parce que aucun d'entre nous n'a jamais contesté le montant de l'économie budgétaire d'assainissement à hauteur de 45 000 milliards."

Et il ajoute :

"Stabilité, consensus social, assainissement équitable : voilà ce qui intéresse les marchés."

Et Dini, de conclure :

"La rencontre s'est bien passée. Je n'ai aucune objection à ce qu'ont dit les syndicats" (La Repubblica, 14 septembre 1994).

C'est d'ailleurs au ministre des Finances qu'il revient de récupérer ailleurs

les 3 500 milliards manquants. Il propose la réduction des aides aux agriculteurs et aux coopératives.

Pour le reste, deux autres échéances : lundi 19, les conclusions de la commission gouvernementale sur la réforme des pensions et, le 21, la réunion des 1 500 délégués et cadres syndicaux des trois confédérations à Rome, qui devra trancher entre la proclamation de la grève générale et la signature d'un accord avec le gouvernement.

16 septembre

La réponse des agriculteurs à la provocation de Dini ne se fait pas attendre : *"Bas les pattes devant les aides fiscales !"* Agriculteurs et coopératives menacent le gouvernement. Au cours d'une rencontre avec le ministre des Finances, ils ont clairement annoncé qu'ils sont absolument opposés aux coupes sur les subventions accordées par l'Etat : *"C'est une attaque politique"*, affirment les dirigeants de la Ligue des coopératives. *"Nous sommes prêts à la mobilisation."*

L'UNICITÉ SYNDICALE À LA RESCOUSSE DU GOUVERNEMENT

20 septembre

Les "experts" de la commission gouvernementale n'ont pas trouvé de proposition commune. Cependant, les désaccords avec les confédérations syndicales sont *"peu nombreux, mais substantiels"*. Le gouvernement demande deux jours pour présenter une nouvelle proposition. Le 22 donc, nouvelle entrevue Berlusconi-syndicats prévue. Ce renvoi implique que l'assemblée des 1 500 délégués syndicaux convoqués à Rome le 21 sera une assemblée de simple attente... par rapport à l'éventuelle décision de grève générale. Les dirigeants parlent de *"pas en avant"*.

De Bruxelles, le Conseil des ministres des Finances de l'Union européenne lance une mise en garde au gouvernement italien :

"Le déficit public italien est excessif et les réajustements ne constituent pas une amélioration suffisamment rapide."

Le document approuvé par la Commission européenne constate que le

"déficit public italien est encore très loin de la valeur de référence (...). Les résultats sont insuffisants pour que le pourcentage du déficit budgétaire par rapport au PIB (9,5 %) puisse se rapprocher de la valeur de référence fixée par le traité de Maastricht (3 %)" (11).

Pour sa part, le FMI, dans un document préparatoire à son assemblée générale de Madrid, avertit :

"Faites le minimum nécessaire. Sans assainissement, adieu la reprise et surtout adieu la confiance" (La Repubblica, 20 septembre).

En même temps qu'il a rendu public le projet de budget pour 1995, le gouvernement annonce la suite des plans de privatisation des entreprises nationalisées.

C'est Lamberto Dini qui est le coordinateur, en liaison avec les ministres du Budget et de l'Industrie, de la politique des privatisations. L'Italie s'était engagée vis-à-vis de l'Union européenne à privatiser la totalité de la sidérurgie d'Etat avant le 31 décembre de cette année. C'est la course contre la montre. Le ministre du Budget souligne l'exigence d'accélérer les privatisations.

C'est au tour maintenant du secteur énergétique et, en premier lieu, de l'ENEL (électricité). La banque britannique chargée de son évaluation avant sa mise en vente fait état des difficultés à indiquer la meilleure formule pour privatiser l'entreprise nationale de l'énergie, puisque *"aucune expérience internationale ne peut indiquer quelle est l'option la plus efficace pour obtenir le meilleur rendement possible"* (La Repubblica, 20 septembre 1994). Le sénateur du PDS Cavazzuti donne sa recette :

(11) D'autre part, la dette publique italienne déjà considérable ne cesse d'augmenter. Elle représente 101,8 % du PIB en 1991, 108,2 % en 1992 et 118,3 % en 1993. A noter que la valeur de référence définie par Maastricht est de 60 % du PIB.

"Maintenir le monopole de l'Etat sur la transmission, privatiser la production et puis progressivement la distribution" (La Repubblica, 16 septembre 1994).

Quelques jours plus tôt, le gouvernement annonçait sa proposition de privatiser la société des aéroports de Rome et Alitalia, ainsi que la STET, principale société des télécommunications italiennes.

"NOUS SOMMES DÉJÀ PRÊTS À LA GRÈVE GÉNÉRALE"

21 septembre

"Assemblée très chaude pour 1 500 délégués de la CGIL, de la CISL et de l'UIL à Rome", titre La Repubblica. "Menace de grève générale." A en croire ce quotidien, la grande majorité des délégués n'accorde guère de crédit à la rencontre prévue le lendemain au siège du gouvernement. L'attention de tous se concentre sur l'organisation du combat uni syndicats-travailleurs-retraités contre la loi de finances.

"La partie en jeu est trop grosse pour penser la résoudre avec des rencontres au sommet. Au syndicat, nous accordons toute notre confiance, mais c'est une confiance critique. Nous ne voudrions pas, comme c'est déjà arrivé dans le passé, qu'à l'annonce de l'action succède par la suite une nouvelle politique de compromis",

s'écrit un représentant du conseil d'usine de Fiat-Mirafiori.

"Les grèves spontanées des jours précédents témoignent de ceci : l'usine redevient le centre de la lutte. Les travailleurs sont prêts à descendre sur le terrain contre ceux qui touchent un des points considérés comme hors de discussion. Sur ces points, à Mirafiori, nous sommes tous d'accord, travailleurs récemment embauchés ou travailleurs à la veille de leur retraite. Cela fait des années que nous n'arrivions pas à être unis ainsi. Nous sommes ici pour dire tant au gouvernement qu'au syndicat que, cette fois, on ne nous aura pas. Ceux qui nous représentent doivent savoir que sur les retraites, on ne reculera pas, nous sommes déjà prêts à la grève générale."

Au même moment, la mobilisation commence dans les universités. *"Etudiants contre recteurs, recteurs contre gouvernement, amphes occupés, banderoles de protestations",* rapporte La Repubblica. A Naples, les étudiants occupent le Sénat académique (rectorat), le recteur attaque le ministre et prend publiquement position au cours d'une conférence de presse contre le décret qui prévoit l'augmentation des droits d'inscription : *"Choix hypocrite vers la privatisation de l'université."* Le ministre répond : *"C'est vous qui décidez des augmentations."*

A l'origine, la loi de finances de 1994 avait établi l'échelonnement des droits et cotisations à payer par les étudiants en fonction des revenus, des conditions familiales et du mérite de l'étudiant. La loi avait fixé un plafond qui a très vite sauté, du fait d'un décret-loi qui autorisait les dérogations *"en relation avec les exigences particulières d'organisation pédagogique et scientifique"*. Et les droits d'inscription se sont alors envolés : à Naples, ils passent de 120 000 lire à 300 000 ou 900 000 lire suivant les facultés ; dans d'autres villes, augmentation de 50, 60 % ; 200 % à Reggio de Calabre ; à Milan, les frais d'inscription dans les universités scientifiques atteignent 2,5 millions de lire.

22 septembre

Rencontre syndicats-gouvernements :

"La rupture a été effleurée, renvoi à lundi. Au premier round, les syndicats ont repoussé les propositions du gouvernement. Ils pouvaient se lever et descendre directement dans la rue, mais ils sont restés" (La Repubblica, 23 septembre 1994).

La discussion se poursuit jusqu'à midi. Dans la salle de presse du Palazzo Chigi, les trois leaders syndicaux annoncent : *"Le document du gouvernement ne va pas."* Nouveau sommet prévu à 19 heures pour donner le temps au gouvernement de revoir les points de désaccord et de ressouder la majorité.

Vers 18 heures, L. Dini sort du Palazzo Chigi et révèle le nœud du problème : il

est prévu des économies sur la prévoyance, y compris pour 1995 :

"Il s'agirait de 5 000 milliards et on parle de blocage des pensions d'ancienneté."

A 20 h 30, nouvelle rencontre avec les syndicats. Le gouvernement annonce une nouvelle proposition. Les responsables syndicaux s'enferment dans une salle pendant que les ministres et Berlusconi attendent à la porte. On craint la rupture, mais les syndicats reviennent discuter.

L'homme du FMI s'adresse à eux :

"Si vous n'acceptez pas ces propositions, vous nous suggérez d'augmenter les impôts."

Autrement dit : vous prenez la responsabilité de faire payer à tous votre refus. Réponse de D'Antoni :

"Cher ministre, nous faisons déjà un grand effort et nous nous exposons déjà beaucoup vis-à-vis de notre base. Vous devez comprendre l'engagement que nous sommes en train de prendre dans une affaire aussi délicate".

Dini :

"Je reconnais vos motifs, mais faites-en autant avec nous" (La Repubblica, 23 septembre 1994).

Un nouveau rendez-vous est fixé pour le 26.

L'ENI annonce être prête pour la privatisation. Il s'agit de la puissante société d'Etat du secteur de la chimie et de la pétrochimie. Son administrateur délégué déclare :

"Si le gouvernement le veut, il peut en quelques mois réaliser des recettes importantes destinées à réduire la dette publique."

Et il ajoute :

"Le secteur énergétique est en croissance et présente de bonnes perspectives économiques ; la chimie, après les restructurations réalisées et les récentes recapitalisations, est en état de se maintenir de façon autonome."

23 septembre

Les grandes banques d'affaires internationales félicitent le gouvernement Berlusconi pour les privatisations engagées et pour la rapidité avec laquelle les opérations ont été adaptées aux normes internationales. Les représentants de Goldman Sachs, Salomon Brothers et Lehman Brothers précisent :

"Le point le plus important est de garantir aux offres publiques de vente flexibilité sur les délais et sur le prix" (La Repubblica, 23 septembre 1994).

Dans une interview à *La Repubblica*, l'ancien secrétaire d'Etat américain Kissinger, en voyage en Italie, où il doit rencontrer banquiers et patrons et parler de l'avenir de l'Europe, déclare :

"Donnons une chance à Silvio, les Etats-Unis doivent soutenir ce gouvernement."

26 septembre

"De renvoi en renvoi, la discussion entre le gouvernement et les syndicats sur la réforme des pensions est arrivée à son épilogue tard dans la nuit." « L'accord a été impossible, mais les syndicats ont évité de marquer la rupture par un "non satisfaisant" » (La Repubblica, 26 septembre 1994).

Une mesure jugée positive par les syndicats : le paiement de l'indexation de novembre ne sera pas dévalué comme prévu. L. Dini n'a pas apprécié que le gouvernement "cède" sur ce point, qui coûte 500 milliards de lires. Il lui a été répondu : *"Allons-nous déclencher une guerre sociale pour 500 milliards ?"* En revanche, le gouvernement refuse de céder sur le maintien du droit à la retraite après 35 annuités.

La veille, nouvelle grève à la Fiat-Mirafiori, suivie à 80 %. *"Il y a une grande tension dans le pays, a commenté le vice-secrétaire de la CGIL, la température politique est élevée."* Le ministre du Travail avertit :

"Dans les décisions du gouvernement, ce n'est pas la rue qui décide. Nous ne sommes plus aux temps de la Rome antique !"

Le même jour, le gouvernement annonce les coupes dans la santé : proposition d'un forfait journalier pour les hospitalisations. Vieille idée de tous les gouvernements italiens successifs, mais qu'aucun n'a réussi à mettre en place, par crainte d'un affrontement social. Le ministre de la Santé en est conscient :

"Mon secteur a déjà sacrifié 5 600 milliards. On nous en demande encore 1 000, cela n'est ni possible ni acceptable."

Autres propositions d'économie dans le secteur de la santé : fermeture des hôpitaux qui ont une fréquentation "faible", introduction d'un plafond annuel pour les dépenses pharmaceutiques. Au total, une économie de 6.175 milliards. Un "sacrifice" de 2 000 milliards est demandé à l'armée. Pour l'éducation, réduction de 800 milliards.

30 septembre

A la Chambre est présenté un décret-loi de blocage des demandes de départ en retraite jusqu'au 31 janvier 1995. On parle de 500 000 retraités concernées (après 35 annuités).

Dans la santé : les médecins hospitaliers annoncent une grève de trois jours contre la loi de finances et pour défendre "l'hôpital public". 10.000 postes en moins sont prévus dans l'industrie pharmaceutique, qui s'ajoutent au 9 000 perdus au cours des six derniers mois. *"Nous sommes conduits vers une désindustrialisation de l'Italie"*, déclare un responsable d'une entreprise pharmaceutique.

Réaction également de l'armée :

"C'est la première fois qu'un chef de l'état-major de la défense italienne, entouré des chefs des trois forces armées, escorté par le commandant des carabinieri est descendu au Palazzo Chigi pour protester contre un président du Conseil", écrit La Repubblica. "Berlusconi a reçu les syndicats, il a reçu le patronat, les associations de toute nature, il doit nous recevoir nous aussi, les militaires."

Et de protester contre les restrictions budgétaires dans ce secteur.

ET LE FMI AVERTIT...

3 octobre

De Madrid, où il se trouve à l'occasion de l'assemblée annuelle du FMI, Dini intervient :

"A l'intérieur de la loi de finances, l'action la plus importante entreprise par le gouvernement italien est la réforme de notre système de prévoyance qui est trop généreux." "Pour le ministre du Trésor, il s'agit d'un défi décisif pour la crédibilité de l'Italie. Les jugements internationaux se fonderont avant tout sur ce qui sera fait effectivement sur les pensions. Des interventions dans ce domaine avaient été demandées par les missions de surveillance du FMI. Et la Banque mondiale propose, entre autres, de réduire le rôle des pensions publiques et d'avoir recours à des mécanismes privés de collecte de l'épargne", commente La Stampa.

Devant l'intransigeance gouvernementale, la révolte monte dans toutes les usines et dans toutes les régions d'Italie. Une situation qui conduit les trois confédérations à appeler à une grève générale le 14 octobre.

11 octobre

Les grèves se multiplient, les manifestations continuent de plus belle, au fur et à mesure que la date de la grève générale se rapproche. La ville de Gênes en est déjà à son neuvième jour de grève. Toute la ville est en ébullition, des travailleurs du port aux fonctionnaires.

Le lendemain CGIL, CISL et UIL doivent rencontrer le président de la République, Scalfaro, pour lui exposer les raisons de la grève. *"Laissons passer la poussée de grève, elle est d'ailleurs nécessaire aux syndicats pour qu'ils contrôlent leur base. Et puis tout rentrera dans l'ordre."* Telle est la pensée que le journal financier français *Les Echos* (14 octobre 1994) attribue au gouvernement italien. Le *Wall Street Journal* fait l'éloge de Berlusconi et de sa tentative de réforme des pensions. Et Dini, représentant de l'Italie à la réunion du conseil des

ministres des Finances de l'Union européenne, a entendu les recommandations :

"Vous pouvez accélérer l'assainissement", "contrôle rigoureux des dépenses en particulier des pensions".

Et l'homme du FMI de prendre acte :

"Les recommandations ne font pas force de loi, mais nous ferions bien de les respecter",

déclare-t-il.

12 octobre

Grèves et manifestations se poursuivent dans toutes les grandes villes. Pour la première fois, là aussi, les forces de l'ordre manifestent. Ils sont 20 000 à Rome. Il ne manque que les carabinieri, lesquels, selon certaines rumeurs non confirmées officiellement, auraient l'intention de participer à la grève du 14, rapporte la presse. Les raisons sont les mêmes que celles qui poussent des millions de travailleurs à se mobiliser : l'opposition à la loi de finances et à la remise en cause des pensions.

L'ILVA (principale société de la sidérurgie d'Etat) recherche sa formule de privatisation. Le gouvernement prévoit sa vente à un ensemble de grands industriels italiens et étrangers. Concernant la privatisation de l'ENEL, les dirigeants de la CGIL, de l'UIL et de la CISL apportent leur contribution :

"Le problème, c'est d'avoir une structure plus flexible et on pourrait penser à un holding", propose le dirigeant de la CGIL (La Repubblica, 13 octobre 1994).

"TROIS MILLIONS DANS LA RUE"

14 octobre

Trois cent mille manifestants à Florence, 200 000 à Rome, Milan et Turin, 180 000 à Bologne, 150 000 à Palerme et Naples. Un raz de marée ! Les places des centres-villes sont trop étroites pour accueillir cette déferlante : du nord au sud du pays, par millions, les tra-

vailleurs italiens, les retraités, les jeunes, les paysans, au coude à coude, crient leur refus de voir le gouvernement Berlusconi tailler dans les retraites et les dépenses sociales.

De Palerme à Turin, 80 % à 100 % de grévistes, tous secteurs confondus. Usines, bureaux, administrations, journaux et télévisions, tout est paralysé. Et pourtant, en haut, tout avait été calculé pour éviter pareille démonstration de puissance.

Un dirigeant de la CGIL, Stefano Patriarca, directeur de l'observatoire économique de la CGIL, se défend, dans les colonnes du quotidien financier français *La Tribune-Desfossés*, de vouloir "*déclarer la guerre contre le gouvernement de droite*". Et d'ajouter, avec un ton de vice-ministre :

"Nous ne protestons pas contre le montant global des économies attendues de cette loi de finances (...). En matière de protection sociale, la loi de finances n'envisage que des coupes ponctuelles, au lieu de mettre en place une véritable réforme du système des retraites permettant de réduire les dépenses de ce secteur à long terme."

De Moscou en voyage officiel, Berlusconi lance :

"Si trois millions de personnes ont fait grève et sont descendus dans la rue, il y en a 20 autres millions qui ne sont pas descendus."

16 octobre

Au lendemain de la grève générale, la majorité se divise. Bossi de la Ligue lombarde demande des modifications substantielles. Les démocrates-chrétiens annoncent des amendements. Saisis d'effroi par la grève générale, tous déclarent :

"Nous allégerons les coupes sur les pensions."

Le dirigeant de la Confindustria souhaite rouvrir le débat avec les syndicats.

"Les coupes sont justes, mais on peut en discuter."

Abete déclare :

“Si les syndicats ont des propositions à faire, qu’ils les fassent, si le gouvernement a des réflexions à exprimer, qu’il les exprime. Le dialogue avec les syndicats peut être réouvert à condition qu’ils se déroule sous le signe de la rigueur et sans dénaturer la loi de finances.”

Le PDS annonce qu’il présentera des amendements et des propositions

“pour une rigueur alternative à celle à sens unique du gouvernement” (La Repubblica, 16 octobre 1994).

LE “LOBBY DU NORD”, OFFENSIVE CONTRE L’UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

17 octobre

Une première encore, journalistes, techniciens, employés de la RAI sont en grève contre un plan de restructuration qui prévoit une diminution du personnel de 25 % et une remise en cause du rôle de service public de la chaîne de télévision.

Le *Corriere della Serra* rapporte la naissance du “lobby du Nord”. Un curieux “parti transversal du Nord” : 13 députés issus de tous les partis politiques de la Ligue de Bossi à Refondation communiste (12), en passant par le centre, se sont mis d’accord avec la direction des syndicats pour présenter une liste d’amendements communs à la loi de finances. Un seul point commun entre ces 13 parlementaires, précise le quotidien italien : ils sont tous lombards ! “C’est une rébellion au Parlement contre les subventions qui incluent des transferts dissimulés au Sud”, raconte un député de Forza Italia. “Du reste, nous sommes deux peuples”, ajoute-t-il. “L’assistanat au Sud existe et a existé”, renchérit un député du PDS de Milan. Et ils proposent : “Une réforme à contenu fédéraliste des finances locales” (*La Repubblica*, 16 octobre 1994).

C’est là un événement d’une importance capitale. Face à la mobilisation de la classe ouvrière d’une puissance inégalée depuis des années qui, du Nord au Sud, se dresse pour défendre les mêmes droits, le

même système de prévoyance unique pour tous, un front commun contre nature rassemble les dirigeants des partis politiques de la droite aux diverses fractions issues du Parti communiste, sur un programme fédéraliste, c’est-à-dire d’éclatement de la nation italienne. Quel en est le but, sinon disloquer la classe ouvrière dans son unité de classe pour permettre que soient casées ses conquêtes et ses droits ?

22 octobre

“Aucun accord n’a été trouvé par le gouvernement sur les corrections à apporter aux coupes des pensions.”

De Bruxelles, Dini avertit tout le monde :

“On ne touche pas aux économies sur les retraites !”

Et il maintient :

“La réforme de structure de système des retraites s’appuie sur l’élévation de l’âge de la retraite et sur la réduction des taux de rendement dans l’avenir. Toute modification de ces deux éléments portant sur la réforme invaliderait la manœuvre destinée à rééquilibrer le système de prévoyance à long terme” (La Stampa, 22 octobre 1994).

Le même jour, à Bologne, se tient une assemblée nationale des délégués de la métallurgie, où les 6 000 présents, unanimes dans leurs interventions, affirment la volonté “de jeter Berlusconi à la mer”. Les secrétaires nationaux présents tentent de reporter l’action syndicale dans le cadre de la bataille (parlementaire) pour modifier la loi de finances, rapporte *La Stampa*. Mais la volonté est telle dans toute la Péninsule que les trois confédérations réunies décident d’appeler à une manifestation nationale à Rome, le 12 novembre !

••

(12) Refondation communiste : un des deux partis issus de la crise du Parti communiste italien, dans lequel s’est intégrée la section italienne du Secrétariat unifié.

Tout au long des semaines qui suivent, le flou le plus total est entretenu : négociations, tractations, manœuvres pour désamorcer le mouvement de la classe ouvrière italienne.

Même les inondations catastrophiques qui frappent l'Italie vont être utilisées par les dirigeants de la CISL pour proposer d'annuler la manifestation et de reverser aux régions dévastées les milliards de liras collectés par les travailleurs pour la montée sur Rome. Mais cela ne marche pas.

•
••

10 novembre

In extremis, à une heure du matin, après des heures de concertation entre les trois confédérations, la manifestation nationale est confirmée. Dans toutes les villes, la manifestation se prépare. On attend 850 000 personnes, 8 000 cars, 50 trains spéciaux, 4 navires, annonce la presse. Les leaders syndicaux lancent une dernière adresse à Berlusconi :

"Le choix du gouvernement de poser la question de confiance sur des parties de la loi de finances est grave, irresponsable, inacceptable."

D'Antoni, de la CISL, souligne que le refus du gouvernement

"finira par être dangereux parce qu'il conduit à l'affrontement social, et, de ce conflit, c'est le système industriel qui en fera les frais. Ainsi, il veulent rompre le climat positif instauré depuis l'accord de juillet 1993" (13) (La Repubblica, 11 novembre 1994).

"BERLUSCONI, AVEC L'ARGENT DES FRAUDEURS ET DES VOLEURS, RÈGLE LES PENSIONS ET LES INONDATIONS"

12 novembre

"Un million de personnes ? Un million et demi ? Peut-être encore plus ?"

La Repubblica se perd dans les superlatifs. En tout cas, c'est *"la plus grande manifestation de l'après-guerre"*, du *"jamais vu"*...

Les manifestants ont convergé de toute l'Italie : du Nord, touché par les inondations meurtrières, comme du Sud, *"des jeunes, des familles entières avec les enfants à la main et les retraités"*. Parmi les slogans : *"Berlusconi, va-t-en"*, *"Berlusconi, avec l'argent des fraudeurs et des voleurs, règle les pensions et les inondations"*. Et il y a ce témoignage, parmi des dizaines d'autres, recueilli par le *Corriere della Serra*, d'un ouvrier de la Fiat de Turin :

"Je viens du Piémont (dévasté par les inondations) avec douleur et rage... Je suis venu à Rome parce que je travaille dans une fonderie, je refuse de ne pouvoir prendre ma retraite qu'à 65 ans. Ils me ramasseront avant à la petite cuillère... J'ai commencé à travailler à 15 ans !"

Dans les sommets, face à ce déferlement et à cette "rage" qui a balayé tous les obstacles depuis début septembre, c'est l'affolement. L'évêque de Bergame a diffusé un document s'alarmant du *"climat de défi qui anime les rapports sociaux et politiques aujourd'hui"*, un climat, poursuit-il, qui *"rend toujours plus difficile le dialogue qui a porté au cours des dernières années un pacte social effectif et prometteur"*.

"Il serait dommageable de tout gâcher", s'émeut le patronat, priant le gouvernement de sauver à tout prix ce "pacte social" qui lui a déjà permis de bloquer les salaires... Le gouvernement Berlusconi, contesté de tous côtés, est confronté à une crise très grave au sein de sa propre majorité. Berlusconi s'acharne : *"Nous ne changerons pas notre politique, sous la pression de la rue."*

Lundi 14 novembre, il a été décidé de recourir au vote de confiance pour faire passer sa loi. Larizza, dirigeant de l'UIL, avait alerté :

"Si Berlusconi réussissait à obtenir la confiance, une inondation encore bien"

(13) "Pacte social" entraînant une baisse importante des salaires.

plus grande que celle du Piémont aurait lieu : ce serait l'inondation de la démocratie."

"Le vote de confiance serait un acte très grave, ajoute Cofferati, de la CGIL, car il rendrait impossible le rapport gouvernement-syndicats..."

Le *Corriere della Serra*, le 13 novembre, s'alarme :

« La foule, qui, il y a peu, contestait les chefs syndicaux, applaudit aujourd'hui à nouveau en criant : "Nous avons retrouvé un grand mouvement." »

En haut, on s'inquiète. Quelle solution politique trouver avant qu'il ne soit trop tard ? Casini, dirigeant démocrate-chrétien, s'alarme du *"climat de mort annoncée pour le gouvernement"*.

D'Alema, dirigeant du PDS, propose de *"trouver un terrain commun entre les forces diverses du centre, de gauche et de droite"* — un appel qui s'adresse y compris *"aux démocrates qui sont aussi dans Forza Italia"*, l'écurie électorale de Berlusconi (*La Repubblica*, 10 novembre) !

14 novembre

La presse annonce, qu'enfin la lumière est faite sur le mode de privatisation de l'ENEL. Après des mois de discussion, les ministres concernés se sont mis d'accord : la société de l'électricité est totalement mise en vente et elle sera sur le marché d'ici à juin 1995. L'ENEL sera démantelée en trois parties : production, distribution et transmission.

"NOUS AVONS RETROUVÉ L'UNITÉ"

16 novembre

Le gouvernement a décidé de poser le vote de confiance sur les articles de la loi relatifs aux retraites. Les confédérations proclament une nouvelle grève générale pour le 2 décembre. Le climat se dégrade au sein de la majorité, la Ligue lombarde de Bossi parle du *"coup de force"* de Berlusconi.

Depuis le lendemain de la manifestation, les grèves spontanées et les manifestations ne cessent de se développer dans toute l'Italie, du Nord au Sud, tandis que la mobilisation des étudiants a gagné toute les villes universitaires. La presse annonce trois heures de grève à Milan, des arrêts à Alfa et Pirelli. En Emilie-Romagne, nouvelles assemblées dans la métallurgie et arrêts de travail. En Vénétie, les salariés de la pétrochimie ont débrayé. A Florence, manifestation spontanée de 10 000 personnes ; une grève de quatre heures est prévue dans tous les secteurs. En Campanie, 3 000 ouvriers de Fiat ont défilé dans les rues. A Naples, une manifestation de lycéens et d'étudiants est durement réprimée par les forces de l'ordre. *La Repubblica* parle d'une *"guérilla"* de trois heures, durant lesquelles les jeunes ont résisté aux forces de l'ordre pour obtenir la libération de huit de leurs camarades arrêtés.

Le lendemain, dans la ville, 15 000 manifestants défilent contre l'affrontement de la veille, dont 1 000 métallos d'Ansaldo, précise la presse. Dans toutes les villes d'Italie se déroulent des manifestations massives, avec la plupart du temps l'occupation des lycées et universités.

La Confindustria s'inquiète des grèves spontanées et des manifestations de rue que la presse annonce en rafale. Il faut que le dialogue entre gouvernement et syndicats *"puisse reprendre réellement et au plus vite, sur des bases cohérentes"* et avec l'exigence *"d'assainissement des finances de l'Etat"*. Les dirigeants de la CGIL, de la CISL et de l'UIL se disent prêts pour ce dialogue. Ils doivent rencontrer le ministre du Travail, puis le leader de la Ligue et le ministre des Finances.

C'est une marée montante de grèves et de manifestations qui submerge tout le pays pendant plusieurs jours.

« Grèves et manifestations qui démontrent comment la directive des sommets confédéraux d'absorber toutes les protestations dans la grève générale du 2 décembre n'a pas du tout été suivie. Par une sorte d'effet "Solidarnosc", une large partie des structures syndicales des usines à Milan, Turin, Bologne est déci-

dée à tenir jusqu'à ce que le gouvernement fléchisse" (La Repubblica).

La rencontre des responsables confédéraux avec la Ligue, puis avec le PDS a révélé des "convergences significatives". Bossi est convenu avec Cofferati, D'Antoni et Larizza de demander le retrait de la question des pensions de la loi de finances pour les intégrer à un projet de loi à approuver rapidement. C'est à cette seule condition que les confédérations accepteront le blocage temporaire des pensions de retraite. D'Alema, responsable du PDS, déclare que le point le plus important "est le retrait des coupes dans les pensions et leur substitution par des mesures qui garantiront des économies justes, seule possibilité pour réouvrir la négociation". Sinon il y a le risque "d'un affrontement très âpre et préjudiciable, que nous ne voulons pas" (La Repubblica, 17 novembre 1994).

Pendant ce temps, les travailleurs continuent. Nouveaux arrêts de travail dans toute la Lombardie : 50 000 manifestants à Milan.

"Je suis employé et inscrit au syndicat, s'écrie un manifestant, dernier vote pour la Ligue parce que j'en avais marre des partis. Je devrais partir en retraite l'année prochaine, mais je ne le pourrais pas si la loi de finances passe. Je n'ai plus l'habitude des grèves, mais quand j'ai entendu Berlusconi dire samedi dernier qu'il fallait travailler et non pas faire grève, je ne me suis plus senti ! Cela fait trente-cinq ans que je travaille, il m'enlève la pension et en plus il se fout de moi."

Aux cortèges d'ouvriers, se mêlent ceux des étudiants. Un ouvrier d'Alfa :

"C'est une lutte difficile, mais le syndicat est cohérent, nous avons retrouvé l'unité. C'est déjà un grand succès. Dans nos usines, on vote des motions pour la grève à outrance. Le gouvernement joue avec le feu."

A Bologne : 50 000 manifestants. Les ouvriers sont arrivés à pied ou en bus de toutes les usines de la ville pour une manifestation appelée la veille au soir, sans aucun tract. Le président de la région (PDS) déclare :

" Si la confiance est votée et que les tractations échouent, je convoquerais moi-même à Bologne tous les maires de la région, les syndicats, les entrepreneurs pour dire : "Assez de ce climat d'affrontement, il faut retrouver la raison et le dialogue." »

A Gênes :

"Etudiants et ouvriers, ensemble contre la loi de finances."

A Naples aussi, grèves et manifestations.

POUR DÉFAIRE LA CLASSE OUVRIÈRE : CASSER SES GARANTIES COLLECTIVES NATIONALES

Alors que les travailleurs, retraités et jeunes de toute l'Italie, du Nord au Sud, sur des mots d'ordre communs, pour les mêmes droits, réalisent leur unité de classe, une autre unité, étrange en apparence, se constitue. Massimo D'Alema, secrétaire national du PDS, multiplie les déclarations, applaudies par la Confindustria : "Bienvenue parmi nous, Massimo, il était temps !"

Il est vrai que ses déclarations ont de quoi satisfaire le patronat italien. D'Alema se déclare publiquement en faveur de la flexibilité salariale dans le sud du pays. Le dirigeant du PDS va même plus loin et critique "le syndicat qui devrait se battre pour des salaires flexibles plutôt que de monter la garde pour le contrat national bidon que personne ne respecte", rapporte La Repubblica. C'était la demande même du directeur de la Banque d'Italie quelques jours auparavant. Et D'Alema obtempère. Le patronat a de quoi se féliciter :

"C'est incontestablement un pas en avant, affirme le vice-président de la Confindustria responsable des petites entreprises, le fait que la gauche comprenne qu'il faut parler de flexibilité du travail dans le Sud. Personnellement, je suis convaincu qu'il faut une base nationale égale pour tous et le reste doit être négocié sur la base territoriale."

Ce même jour, Veltroni, directeur de *L'Unita*, est reçu par le pape : le journal du PDS s'est engagé à publier pendant six semaines les *Evangelies*, édition revue par la confédération épiscopale italienne. "Pour repropoter à tous morale et valeurs de solidarité", explique le dirigeant du PDS à Jean-Paul II qui lui réplique : "Les valeurs de l'Evangelies sont éternelles" (*La Repubblica*, 17 novembre 1994).

18 novembre

Pendant que la mobilisation continue (meeting de 10 000 ouvriers à la Fiat-Mirafiori), que le Sénat adopte les amendements proposés par la Ligue du Nord, qui déclare : "Il vaut mieux changer la loi de finances que d'aller vers l'affrontement social", Berlusconi convoque les confédérations.

20 novembre

Elections municipales. Pour Forza Italia, c'est la débâcle après six mois de gouvernement à peine. Dans de nombreuses villes, le PDS a présenté des listes communes avec le PPI (ex Démocratie chrétienne), entente qui reçoit aussitôt la bénédiction des évêques locaux, satisfaits des résultats.

Cette alliance PDS-PPI va se prolonger, en particulier lors des élections régionales à Foggia : meeting commun, congratulations réciproques. D'Alama à Buttiglione (secrétaire du PPI) : "Aldo Moro ? Un vrai catholique démocrate !" Et Buttiglione de lui répondre : "Parfois le communisme donne de bons fruits !" (*La Repubblica*, 1^{er} décembre 1994).

22 novembre

"ENEL : tension ouvrière. De Rome à Cagliari : manifestations antiprivatisation" (*La Repubblica*). Si les directions des trois confédérations condamnent la proposition de Dini de démantèlement du service électrique, ils précisent en même temps qu'ils ne sont pas opposés aux privatisations en soi, mais simplement à la formule retenue par le gouvernement. Le secrétaire de la CISL répète la position des trois confédérations :

"Nous sommes pour une privatisation rapide, mais il faut suivre nos indications" (*La Repubblica*, 22 novembre 1994).

24 novembre

Sommet sur les pensions entre gouvernement et syndicats, puis en soirée avec la Confindustria. Berlusconi est disposé à retirer de la loi de finances la partie concernant les pensions et à présenter un projet de réforme du système des retraites. Mais il refuse de lâcher sur le gel des pensions. Une dernière rencontre est prévue le 30.

De Bruxelles, la Commission européenne lance :

"L'Italie doit faire plus pour rééquilibrer ses comptes."

26 novembre

La lire est au bord du précipice.

"L'incertitude sur l'avenir de l'actuelle majorité continue à peser sur les cotations de notre monnaie (...). Les investisseurs étrangers restent désorientés face à la situation politique italienne", commente *La Repubblica*.

28 novembre

Scalfaro, le président de la République, demande de la "sérénité" pour approuver la loi de finances. Agnelli, patron de Fiat, et Benedetti, patron d'Olivetti, ordonnent : "Non au retrait, oui à la rigueur." L. Dini avertit :

"On ne touche pas au gel des pensions d'ancienneté. Cela coûte 5 000 milliards, précise-t-il, et on ne peut pas trouver ailleurs une telle économie."

UNION SACRÉE SOUS SURVEILLANCE DU FMI

1^{er} et 2 décembre

Mercredi 1^{er} décembre : un colloque au siège de la Banque d'Italie accueille une mission du FMI venue spécialement à Rome pour faire le "check-up" de l'éco-

nomie italienne. On discute équilibre budgétaire, impôts, mai surtout retraites, précise la presse. Les experts du FMI considèrent ce chapitre comme vital pour l'assainissement du pays, et donc comme tout aussi vitale l'issue des négociations syndicats-gouvernement qui sont en train de se dérouler à Palazzo Chigi. Ciampi, prédécesseur de Berlusconi, membre honoraire de la direction de la Banque d'Italie, avertit :

"Sans la paix sociale, l'économie ira au naufrage."

Même jour, au Palazzo Chigi : douze heures de négociations déjà entre le gouvernement Berlusconi et les responsables des trois confédérations syndicales, la CGIL, la CISL et l'UIL. Tout le monde attend. C'est l'accord ou la grève générale, prévue pour le lendemain. *"Une grève générale qui aurait porté un coup fatal au gouvernement"*, selon *La Repubblica*. Le soir, Berlusconi reçoit une délégation de la Confindustria, qui ne quittera plus le lieu des négociations. Commence alors la nuit la plus longue pour le gouvernement Berlusconi. Les négociations se poursuivent dans ce Palazzo Chigi, devenu *"un cercle de l'Enfer où chaque couloir est surveillé par les hommes de la Confindustria"*, rapporte le *Corriere della Sera*. *"J'avais peur, avoue le ministre du Travail au quotidien La Repubblica (...). J'avais compris le danger (...). Pensez au mélange explosif étudiants plus ouvriers."*

Au petit jour : brandissant l'accord, les responsables confédéraux, dans la salle de presse du siège du gouvernement, annoncent leur satisfaction. La grève générale qui aurait dû paralyser le pays n'aura pas lieu. Les trains spéciaux, les cars loués pour les différentes manifestations sont décommandés à temps. En chœur, les confédérations déclarent : *"Deux mois de lutte ont payé, maintenant la loi de finances est plus équitable."* C'est une capitulation en rase campagne.

Qu'on en juge : l'accord se situe dans le cadre inchangé des économies budgétaires (coupes claires dans l'éducation, la santé...), soit près de 50 000 milliards de liras. Les mesures sur les retraites sont dissociées de la loi de finances, mais

s'appliquent déjà : l'augmentation de l'âge de départ à la retraite est maintenue et les départs en retraite d'ancienneté sont suspendus jusqu'en juin 1995, où devra être trouvée une réforme du système de prévoyance.

Si la "réforme" n'est pas adoptée à cette date, Berlusconi a déjà averti que ce gel se poursuivrait.

D'Alema annonce alors que le PDS va déposer son projet de réforme, introduisant la flexibilité :

"Ainsi pourra être éliminée la limite rigide de l'âge de la retraite" (*La Repubblica*, 2 décembre 1994).

Et Pagliarini, ministre du Budget, de saisir la balle au bond :

"La réforme se fera, parole de Pagliarini, et celle du PDS me plaît" (interview à *La Repubblica*, du 3 décembre 1994).

Refondation communiste crie aussi victoire :

"Ce sont les travailleurs qui ont gagné."

Berlusconi exulte :

"L'accord est une victoire de tous (...). La guerre sur les pensions est terminée. Nous avons affirmé clairement que ni une grève générale, ni dix grèves générales, ni cent grèves générales n'auraient pu effacer la vérité des chiffres. Et cette vérité s'est imposée aujourd'hui, étant donné que les syndicats se sont déclarés disposés à participer à la réforme de structure du système de prévoyance. Je considère cela comme un succès important."

Antonio Fazio, gouverneur de la Banque d'Italie, bénit cette entente :

"C'est un accord positif en soi, l'économie ne peut que s'en réjouir."

Les marchés financiers ont réagi positivement, eux aussi : la lire et les titres d'Etat ont gagné du terrain. Le gouvernement a de quoi se féliciter :

"Il y a trois jours, nous étions finis : la majorité n'existait pas, la rue était contre

nous, et les juges au milieu. Maintenant, tout a changé. Cet accord nous fait aller de l'avant, la loi de finances passera."

Cependant, les doutes demeurent.

"Berlusconi a gagné. C'est vrai, il a été très bon. Mais à quoi peut servir au gouvernement cette victoire ? Un ou deux mois de vie de plus !"

Le 5 décembre, les experts du FMI déclarent qu'il n'a pas d'autre alternative que *"rigueur et paix sociale"*. Ils feront leur rapport et donneront leur point de vue officiel sur l'accord, le 12 décembre, après avoir rencontré en particulier les responsables des trois centrales syndicales, la CGIL, la CISL et l'UIL.

Et les étudiants ? Ils avaient choisi, pour manifester dans toute l'Italie, la date du 2 décembre, en raison même de l'appel à la grève générale maintenant annulée. Et, seuls, ils envahissent les rues de Gênes, Bologne, Milan, Turin.

"Les cortèges sont très durs", signale La Repubblica du 3 décembre, "symptôme d'un refus qui sourd des amphithéâtres et qui devient conflit social".

Des affrontements violents avec la police, faisant plusieurs blessés parmi les manifestants, ont lieu à Bari. *"Véritable guérilla urbaine"*, d'après la presse, où 10 000 étudiants déferlent contre la loi des finances et la loi de privatisation des lycées et universités. Mais la "coordination des collectifs étudiants" a décidé d'appeler, à partir du lundi 5 décembre, à la "démobilisation" et à la fin des occupations.

"POURQUOI DRESSEZ-VOUS NOS PROPRES ENFANTS CONTRE NOUS ?"

3 décembre

A partir de cette date et pendant près de deux semaines, les yeux de toute l'Italie se tournent vers la petite ville de Termoli, dans le sud de l'Italie. Dans l'usine Fiat de la ville, 65 % des 3 000 ouvriers vien-

nent de repousser par un référendum l'accord signé entre la direction et les trois confédérations. Cet accord prévoit une modification du temps de travail, s'étalant sur six jours au lieu de cinq et impose donc de travailler le samedi. Conséquence : les heures effectuées par les ouvriers le samedi, jusque-là payées en heures supplémentaires, seront payées en heures normales, et les 270 manutentionnaires devront travailler le dimanche à la place du samedi. Pour peser sur le vote, la direction promet en échange la création de 400 postes supplémentaires. En cas de refus, ce sera la délocalisation dans le Nord ou en Pologne ! Le chantage ne marche pas. Pour les salariés de Fiat, l'horaire flexible signifie une amputation de leur salaire de 300 000 à 400 000 lire, et il refusent de ratifier l'accord direction-syndicats.

Aussitôt, les déclarations contre les "irresponsables" fusent de toutes parts : dirigeants syndicaux, ministres, presse. *L'Osservatore Romano*, organe du Vatican, déclare :

"Termoli se révèle égoïste, écrasée par ce bien-être même conquis au cours des dernières années", et ajoute que "les intérêts corporatistes ne doivent pas prévaloir sur ceux des chômeurs".

La direction de Fiat décide alors d'annuler le vote et d'appeler à un nouveau référendum. Et tous les tenants de l'accord se déplacent à Termoli pour mieux en "expliquer" le contenu : les ouvriers n'auraient pas bien compris : le ministre du Travail, qui rencontre les directions syndicales locales, la direction nationale de Fiat, les responsables fédéraux des trois confédérations syndicales. Et l'évêque désigne les 1 600 ouvriers qui ont voté non à la vindicte publique. Les chefs d'établissements scolaires ont libéré leurs élèves, afin qu'ils aillent manifester contre ces "égoïstes". Des policiers partout.

"Pourquoi dressez-vous les jeunes, nos propres enfants contre nous, comme si nous étions, nous, insensibles à leur avenir pour une misérable poignée de lires ?", lance un ouvrier. "Ce n'est pas de l'égoïsme, comme l'a expliqué l'évêque, parce que permettre à un fils de faire des études, ça coûte, et que quelques cen-

taines de milliers de lires en plus, ça compte", déclare un autre (*Corriere della Serra*, 7 décembre 1994).

Déjà la flexibilité dans le Sud ? Pas seulement, comme l'explique ce syndicaliste.

"J'ai refusé de voter l'accord. Et je crois que c'est de Termoli que partent les attaques contre les ouvriers. L'équipe de nuit par exemple, c'est parti d'ici pour arriver ailleurs. Pour le samedi travaillé, cela partira d'ici pour arriver à Mirafiori (Turin). Cet accord, ils ont commencé à le présenter ici, parce que, à Mirafiori, ils n'auraient pas osé."

Au terme d'une campagne de dénonciation et de pression contre les salariés de Fiat, dans le cadre d'une dislocation du vote des ouvriers de l'usine, appelés à voter équipe par équipe dans des assemblées échelonnées tout au long de la journée, direction et syndicats font passer le oui. *"Un ou deux mois de vie de plus pour Berlusconi ?"*, avait annoncé ce membre du gouvernement au lendemain de l'union sacrée contre la grève générale du 2 décembre.

ET LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI VÉCUT...

22 décembre

Au terme d'une crise gouvernementale ouverte, où chaque composante de la majorité règle ses comptes, le cinquante-deuxième gouvernement italien depuis l'après-guerre a vécu. Berlusconi présente sa démission.

Bien que trahis le 2 décembre par l'unicité syndicale CGIL-UIL-CISL, les travailleurs italiens, par leur unité de classe, ont permis de renverser ce gouvernement qui, aux dires des tenants de l'ordre, devait permettre stabilité et consensus pour la mise en application des plans du FMI et de l'Union européenne. La puissance de la classe ouvrière italienne a ébranlé ce dispositif de "pacte social" qu'il est prévu d'étendre à toute l'Europe. Les experts du FMI, à la suite de leur mis-

sion de contrôle à Rome, ont remis leurs conclusions dans un rapport "ultraconfidentiel" au ministre L. Dini. La presse lâche le contenu du "diktat" de l'organisme international, qui ne fait que réaffirmer :

"Il faut faire au plus vite la réforme structurelle des pensions. C'est ce que les marchés attendent tous."

12 janvier

L'Italie est toujours sans gouvernement. La Confindustria lance un cri d'alarme :

"Le pays court des risques énormes, il faut un gouvernement d'urgence."

Les besoins de l'économie

"ne peuvent se permettre des interruptions dans la gestion des affaires publiques ni des retards dans l'application des mesures d'assainissement financières nécessaires" (*La Repubblica*, 12 janvier 1995).

Le prix Nobel d'économie, Paul Samuelson, déclarait quelques jours plus tôt que l'Italie risquait

"d'être emportée dans un chaos financier comme celui qui a eu lieu au Mexique ces dernières semaines" (*La Repubblica*, 6 janvier 1995).

L'HOMME DU FMI, AVEC LA BÉNÉDICTION DU PDS

13 janvier

Après trois semaines de négociations, consultations, entrevues, le président de la République annonce le nom du successeur de Berlusconi : c'est l'homme du FMI, le coordinateur des privatisations, l'auteur des coupes contre les retraites, Lamberto Dini, qui a été choisi pour former le nouveau gouvernement. A peine a-t-il franchi le seuil du palais gouvernemental, que les marchés applaudissent cette nomination : la lire remonte et l'indice de la Bourse de Milan enregistre une hausse allant jusqu'à 4 %. Les milieux d'affaires sont rassurés :

Dini annonce qu'il prendra "les mesures d'austérité économique et financière nécessaires", au premier rang desquelles la réforme des pensions. D'Alema, au nom du PDS, salue sa nomination :

"Je n'ai pas de préjugés à son égard, j'apprécie ses hautes qualités personnelles (...). Nous avons confiance. Nous nous engageons à collaborer pour que se réalise rapidement son programme."

Et il se déclare prêt à voter la confiance à un tel gouvernement s'il se situe "au-dessus des partis". Déjà, le PDS a prévu

Un comité de préparation à la conférence ouvrière internationale de Banska Bystrica s'est constitué à Turin

Regroupant des militants d'origines politiques diverses, il tire les leçons de la formidable mobilisation ouvrière des mois passés. Ils écrivent dans leur bulletin :

« Nous avons pu constater qu'en Italie aussi la question de l'intégration des syndicats est particulièrement importante. Prenons l'exemple de la loi de finances. Un énorme mouvement spontané s'est manifesté à partir du mois d'août contre les projets du gouvernement, les dirigeants syndicaux ont alors pris position contre la loi et ont proclamé d'abord la grève générale puis la manifestation nationale. Ils ont dû ainsi rompre momentanément leur politique d'intégration qu'ils menaient depuis des années, en particulier celle des accords sur le coût du travail en juillet 1992 (14). Dans les assemblées et les manifestations on a entendu : "Enfin, les syndicats jouent leur rôle !" »

Mais avec l'accord du 2 décembre, les dirigeants se sont à nouveau engagés à prendre en charge la réforme des pensions, avec une loi à approuver d'ici juin. Ainsi le gouvernement, dans l'impossibilité de mener à son terme la liquidation des pensions par lui-même, fait appel à l'intégration syndicale pour défaire les travailleurs. Par l'affrontement, il n'a pas été possible de faire reculer la classe ouvrière italienne ni de liquider les pensions, mais à travers l'accord gouvernement-syndicats, ils peuvent tenter d'avancer dans cette voie. »

Et ils ajoutent :

« Quels sont en effet les moyens possibles pour défaire la classe ouvrière ?

de présenter au nouveau président du Conseil "une nouvelle législation régionale d'inspiration fédéraliste" (La Repubblica, 14 janvier 1995).

Leur programme est prêt. Avec ou sans Berlusconi, c'est toujours le même. Le diktat du FMI doit s'appliquer : liquidation des acquis ouvriers, et, pour cela, dislocation de l'unité nationale de la classe ouvrière italienne. En face, les travailleurs qui ont manifesté leur attachement farouche pour préserver tout ce qu'ils entendent liquider.

D'un côté, l'intégration syndicale, de l'autre la dislocation, les contrats différenciés, en un mot la division des travailleurs sur le territoire national à travers la politique de régionalisation, à travers le fédéralisme.

En ce sens, la déclaration de D'Alema au journal La Repubblica du 13 décembre nous semble préoccupante : "Nous arracherons le drapeau à la Ligue, nous sommes plus fédéralistes que Bossi." Cette politique signifie ouvrir la voie à la division des travailleurs, comme l'ont démontré les accords de Termoli et donc la mise en œuvre des plans de destruction du gouvernement. »

L'un d'entre eux conclut :

"Il n'est pas possible de comprendre la situation dans un pays sans regarder le contexte international ni chercher des solutions valables dans un seul pays. C'est pour cela que la conférence de Slovaquie a une grande importance."

Un appel à faire connaître et soutenir cette conférence a été adopté, ainsi que la rédaction d'un memorandum portant, en particulier, sur l'intégration syndicale, les privatisations et le fédéralisme, memorandum qui sera le mandat de la délégation italienne à la conférence ouvrière indépendante des 11 et 12 mars 1995.

**Le 21 janvier 1995,
Marie Stagliano**

(14) Accord qui supprime l'échelle mobile des salaires après quarante-six ans d'existence.

Portrait d'un homme dangereux

Jacques Delors et sa doctrine : une étude nécessaire

Par Daniel GLUCKSTEIN

Introduction

Du 6 au 12 mars prochains, se réunira, à Copenhague, le "sommet social" convoqué par l'ONU. Il a déjà été fait mention de cet événement dans les colonnes de notre revue. Il a été exposé ici même le but essentiel de cette entreprise, la première du genre : tenter d'associer les organisations syndicales ouvrières du monde entier aux gouvernements et au patronat, et intégrer le tout, sous l'égide de l'ONU, du FMI et de la Banque mondiale dans une espèce de "gestion tripartite mondiale".

Pour des militants ouvriers, une telle initiative représente un terrible danger : celui d'aliéner l'indépendance des organisations que les travailleurs ont construites pour défendre leurs intérêts spécifiques. Et c'est pourquoi, les organisations, groupes, militants d'origines diverses qui constituent l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (et parmi eux les militants et les sections de la IV^e Internationale) mènent campagne depuis plusieurs mois pour dénoncer ce sommet social, y opposant la conférence ouvrière mondiale indépendante de Banska Bystrica (Slovaquie).

Moins connue, en revanche, est l'identité de celui qui, à tous les points de vue, est le "père spirituel" du "sommet social" de l'ONU. Celui qui, à la fin de l'année 1994, revendiquait en ces termes cette paternité :

“J’ai lancé depuis un an l’idée d’un conseil de sécurité économique (...). J’ai donc proposé que dans le cadre de l’Organisation des Nations unies, notamment à l’occasion de son cinquantième anniversaire, l’an prochain, on recherche une formule qui permettrait d’embrasser d’une manière horizontale tous les problèmes économiques. Bien sûr, il ne faut pas en attendre tout de suite des miracles, mais on sortirait du verticalisme des organisations (...). Ce conseil de sécurité économique comprendrait cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Union européenne, Chine, Japon) et un représentant de chaque grande organisation territoriale (Amérique centrale et du Sud, Afrique, Asie, Moyen-Orient). Ce conseil se réunirait une fois par an au niveau des chefs d’Etat et de gouvernement, et à l’échelon des ministres responsables dans l’intervalle. Il essaierait peu à peu de prendre une vision globale des grands paramètres de l’évolution du monde : économie, monnaie, finance, social, environnement, population, etc. (...). Bien sûr, participeraient à ces réunions les représentants des grandes organisations internationales : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la nouvelle Organisation mondiale du commerce, le Bureau international du travail, l’Unesco, etc. (1).”

Celui qui s’exprime en ces termes s’appelle Jacques Delors. La conception qu’il expose du “sommet social” de l’ONU et du conseil de sécurité économique qui devrait, selon lui, y être installé ne relève, en ce qui le concerne, ni de l’improvisation ni d’une passagère foucade. Il faut reconnaître à Jacques Delors une continuité de pensée et de doctrine tout au long du demi-siècle d’action publique qui fut la sienne. Cette continuité, lui-même la revendique, soulignant récemment : *“J’ai la même philosophie de l’existence qu’à l’âge de vingt ans (2).”* Et c’est précisément cette continuité qui rend l’homme et sa doctrine des plus dangereux.

Il pourrait sembler que, renonçant à se présenter à l’élection présidentielle française, Jacques Delors ait, par là même renoncé à jouer un rôle politique de premier plan. Croire cela serait céder à une pernicieuse illusion. Les raisons qui ont poussé Jacques Delors à renoncer à la candidature en France sont précises et il les a lui-même formulées : porteur d’un “projet de société” supposant l’association étroite des organisations syndicales à l’exercice du pouvoir, combinée à la réalisation d’une union sacrée de tous les partis pour la défense de la V^e République, Delors a estimé — ce en quoi on ne lui donnera pas tort — que les conditions politiques et sociales permettant de réaliser ce projet n’étaient pas réunies. En particulier, il a jugé que les réserves émises par les organisations syndicales à l’égard de son projet traduisaient un état d’esprit dans la classe ouvrière plus que rétif à semblable orientation corporatiste.

Mais ce serait une erreur d’en déduire que Jacques Delors a renoncé à tout rôle politique. Les prochains mois montreront dans quel domaine et sur quel terrain il entend exercer ce rôle. S’agira-t-il de prendre la présidence du “conseil de sécurité économique” supposé se mettre en place à Copenhague ? S’agira-t-il d’une tentative de retour en force sur la scène politique française, dans le costume de “l’homme providentiel” ? Nous verrons bien.

Mais la nécessité d’exposer et de comprendre la doctrine et la pensée de Jacques Delors dépasse l’individu lui-même.

(1) Jacques Delors, *L’Unité d’un homme*, éditions Odile Jacob, 1994, pp. 184 et 185.

(2) *L’Unité d’un homme*, p. 31.

Le 19 janvier dernier, tous les parlementaires européens, de toutes tendances politiques, se sont levés comme un seul homme pour applaudir au dernier discours prononcé devant eux par celui qui achevait alors son mandat de dix ans à la tête de la CEE, devenue Union européenne. Il ne s'agissait pas d'une ovation de circonstance ou d'un acte de pure politesse. Tous ont applaudi Delors parce que tous, dans des proportions diverses, se revendiquent de son action, de sa pensée, de son héritage. Tous, c'est-à-dire aussi bien les partis classiquement "de droite", que la démocratie chrétienne, les Verts de toutes nuances, les "socialistes" et sociaux-démocrates de toutes obédiences, ou encore les représentants des "partis communistes" qu'ils soient "rénovés", "reconstruits", "refondés" ou prétendument "orthodoxes".

Tous se disent "deloristes". De même qu'en France, tous les courants et sous-courants, toutes les fractions, tous les clans du Parti socialiste, tous ces dirigeants qui s'entredéchirent autour des restes décomposés d'un Parti socialiste réduit à l'état de cadavre, tous ceux-là ont soutenu la candidature de Delors et pleuré à chaudes larmes à l'annonce de son retrait ; ce sont les mêmes qui se déchirent les oripeaux de sa bannière frappée des douze étoiles de l'Union européenne.

Et le phénomène est vrai également des sommets dirigeants de l'Internationale socialiste. Voilà pourquoi, au-delà de l'homme, la doctrine Delors et son projet politique doivent être connus. Connus pour être combattus.

Il ne s'agit ici ni d'être cru sur parole ni de se livrer à des attaques *ad hominem*. L'homme Delors comme individu ne nous intéresse que pour autant qu'il est porteur d'un projet politique. Précisons : nous prétendons n'avancer que des faits dûment vérifiables, nous appuyer sur des opinions exprimées par le principal intéressé lui-même. Pour autant, nous ne prétendons pas à une quelconque "neutralité" dans l'exposé. Délibérément, nous nous plaçons du point de vue des militants ouvriers que nous sommes, d'un point de vue de classe.

Pour la IV^e Internationale, la lutte de classe n'est pas un vain mot. Notre société, en cette fin de XX^e siècle est, comme par le passé, comme les sociétés antérieures (bien que de manière différente), divisée entre exploiters et exploités, oppresseurs et opprimés. La IV^e Internationale s'adresse singulièrement à tous ceux qui, dans cette lutte de classe, se situent du côté des exploités et des opprimés ; à ceux qui, dans le conflit entre les classes sociales, se rangent dans le camp de la lutte de classe, de la classe ouvrière ; à ceux qui, par milliers et par milliers, ont consacré et consacrent de larges parts de leur existence à édifier, renforcer les organisations ouvrières indépendantes ; à ceux qui travaillent à coaliser les salariés entre eux pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, aux militants syndicalistes, à tous ceux qui, dans les grèves et les actions de classe, affirment la nécessité de défendre de manière commune les intérêts ouvriers.

C'est de ce point de vue de classe, du point de vue des militants ouvriers que nous sommes, que nous affirmons : cet homme et sa doctrine sont dangereux. Il faut, pour pouvoir combattre ce qu'ils représentent, commencer par bien les comprendre, au-delà des apparences, des étiquettes et des classements simplificateurs auxquels on voudrait, pour des raisons bien intéressées, nous contraindre.

“EN FRANCE, L'ENRICHISSEMENT FAIT HONTE”

Traditionnellement, en France comme dans la plupart des pays du monde, la vie politique est divisée en “gauche” et “droite”, “progressistes” et “conservateurs”. A l'époque contemporaine correspondant au développement du capitalisme, la division entre “gauche” et “droite” s'est progressivement remplie, de manière certes approximative, d'un contenu social. “Gauche” est devenu le pseudonyme généralement attribué à ce qui relève du mouvement ouvrier, des organisations qui affichent l'objectif de l'émancipation de la classe ouvrière des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

“Droite” a constitué et constitue le pseudonyme derrière lequel on range généralement les partis ouvertement favorables au capitalisme, au régime de la propriété privée des grands moyens de production. La vie, certes, s'est chargée de remettre en cause cette distinction dans son caractère absolu.

On a vu nombre de gouvernements et de gouvernants de “gauche” faire une politique au moins aussi réactionnaire sur le plan social — voire davantage — que certains gouvernements et gouvernants de “droite”. C'est là le résultat de la soumission des dirigeants des partis officiels du mouvement ouvrier au régime de la propriété privée des grands moyens de production. Et cela n'a pas peu contribué à effacer, ou du moins très largement atténuer dans la conscience populaire, la distinction autrefois plus nette et rigide entre “droite” et “gauche”.

Il n'en reste pas moins que, périodiquement, et singulièrement à la veille d'échéances électorales importantes, des médias intéressés et des hommes politiques chargés d'arrière-pensées font resurgir de la boîte le clivage “droite-gauche”.

On l'a vu encore récemment, lorsque les dirigeants des différents courants du Parti socialiste ont tenté de faire passer Jacques Delors comme un possible porte-drapeau

de la “gauche” contre la “droite”. Entreprise harsadeuse, s'il en est. Jacques Delors a cette particularité d'avoir, tout au long de sa vie publique, indifféremment — et sur un même axe — emprunté les habits de la “droite”, du centre et de la “gauche”. Simple question de circonstances, le contenu social et politique restant rigoureusement identique. Quant à la référence à “la gauche”, Delors lui-même en a défini la signification :

“En France, l'enrichissement fait honte. Ou peur. Et c'est la gauche au pouvoir, au prix d'une stupéfiante et cruelle révolution, qui rétablira les profits des sociétés et fera comprendre aux Français que l'entreprise doit prospérer (...). Resterà à la droite, le jour où elle lui succédera, à faire bon usage de cet apprentissage, accompli par les Français, des réalités économiques (3).”

En agitant de manière mystificatrice l'étendard de la “gauche” contre la “droite”, les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste et d'autres, font appel, dans la conscience des travailleurs, à l'identification entre “gauche” : les travailleurs, “droite” : les capitalistes. Car quoi qu'en disent les uns et les autres, la réalité reste que les travailleurs considèrent que leurs intérêts sont antagoniques avec ceux de la classe capitaliste, ils cherchent à se regrouper sur le terrain de classe, à se regrouper en exploités et opprimés pour se défendre contre la classe des exploitateurs et des oppresseurs.

C'est là une question essentielle. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, écrit en 1848, Marx et Engels écrivent :

“L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte.”

(3) Philippe Alexandre et Jacques Delors, *En sortir ou pas*, Grasset, 1985, p. 48.

Pour Marx et Engels, la lutte des classes constitue le moteur de l'histoire et, singulièrement, le moteur du progrès historique. A l'époque contemporaine, expliquent-ils dans le *Manifeste du Parti communiste*, la bourgeoisie, ayant "joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire" se trouve confrontée à une situation nouvelle, celle où

"les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise et les rapports bourgeois de propriété ; au contraire elles sont devenues trop puissantes pour ces formes qui leur font alors obstacle".

Dès lors, affirme le *Manifeste du Parti communiste*, l'heure est venue pour "le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital".

L'heure donc est venue pour la classe ouvrière, de "s'organiser en classe et donc en parti politique", afin d'abolir le mode d'appropriation privée des moyens de production qui caractérise le système capitaliste et d'établir la propriété sociale. En ce sens, "la classe des ouvriers modernes" constitue, disent Marx et Engels, "les fossoyeurs de la bourgeoisie".

“LES RIVES SULFUREUSES DE LA LUTTE DE CLASSE”

Pourquoi ce rappel ? Parce que tous les courants du mouvement ouvrier, dans leur diversité, ont en commun de plonger leurs racines dans cette définition de la lutte de classe, de l'antagonisme irréductible entre les intérêts sociaux des ouvriers et des capitalistes et, par conséquent, dans cette approche commune de la nécessité de l'organisation séparée des ouvriers sur le plan syndical, politique, pour faire prévaloir leurs intérêts. Avec, bien sûr, des variantes et des nuances, socialistes de toutes obédiences, sociaux-démocrates, réformistes et révolutionnaires, communistes, trotskystes, anarcho-syndicalistes, anarchistes, plongent leur racine, en tout cas sur le plan théorique, dans cette recon-

naissance de la lutte de classe et de la nécessité de l'indépendance de classe.

Le fait est, que d'aucune manière, Jacques Delors ne se revendique du marxisme. Mieux, il affirme avoir toujours consacré ses forces à le combattre. Cela est cohérent avec le point de vue de Delors sur la lutte de classe : une réalité qu'il n'ignore pas, mais qu'il entend combattre, contenir et réduire, au nom de l'intérêt supérieur de la "communauté", de la nation, de l'Europe. Membre de cabinets ministériels de droite, puis de cabinets ministériels de gauche, syndicaliste chrétien ou haut-commissaire au Plan, ministre de Mitterrand ou commissaire de l'Union européenne, la raison d'être de Jacques Delors est de tenter en permanence de se hisser au-dessus de la lutte de classe pour contraindre opprimés et exploités à renoncer à la défense de leurs intérêts spécifiques, au nom d'un "bien commun" qui n'est que le paravent des intérêts spécifiques de la classe capitaliste.

"Le dialogue social est contaminé par ce mal français : la querelle théorique, idéologique et parfois théologique. Rarement les partenaires réussissent à s'en tenir aux problèmes dont ils discutent sans s'égarer sur les rives sulfureuses de la lutte de classes."

La formule est de Delors (4). La dénonciation des "rives sulfureuses de la lutte de classes" permet en une formule de fusionner deux composantes essentielles de la pensée delorienne : la nécessité d'en finir avec la lutte de classe et la référence chrétienne. Une référence constante. Lorsqu'en 1959, Delors fonde la revue *Citoyens 60*, il écrit dans l'article de présentation de cette nouvelle revue, article qui restera inchangé jusqu'en 1963 :

"L'idée qui inspire les responsables de ce magazine est d'être au service de l'homme, de l'homme tout entier et de tous les hommes. Le principe qui les guide est le désir de promouvoir le côté communautaire de l'humanité inspiré par le personnalisme chrétien (5)."

(4) *En sortir ou pas*, p. 131.

(5) Charles Grant, *Jacques Delors*.

Remarquons au passage que ce n'est qu'en 1963 que la phrase : "Le principe qui les guide (...)", est ainsi modifiée :

"Le principe qui les guide est le désir de promouvoir l'humanité inspiré par un socialisme démocratique."

La substitution du "socialisme démocratique" au "personnalisme chrétien" est un changement d'enveloppe, mais pas de contenu de la politique revendiquée par Delors.

Ennemi de la lutte de classe, Delors est par définition l'un des rares responsables prétendument socialistes à ne manquer aucune occasion d'affirmer qu'il a toujours combattu le marxisme, y compris toute référence formelle au marxisme. Déclarant par exemple que

"à la différence de nombreux socialistes et par dessus tout à la différence des marxistes, nous disons que l'homme n'est pas simplement le produit de systèmes économique ou social, mais que chaque personne est un être unique — bien sûr conditionné par sa situation économique, sa naissance, sa culture (6)".

LE "SYNDROME DE LA NUIT DU 4 AOÛT"

C'est peu dire, comme Delors le fait, trente-cinq ans plus tard, qu'il n'a jamais été "un propagateur simpliste de la lutte de classe" (7). C'est peu dire qu'il n'a "jamais été du côté des marxistes et des révolutionnaires" (8).

Ennemi résolu du marxisme et de toute référence à la lutte de classe, Delors est également pour le moins réservé à l'égard du siècle des Lumières et de l'héritage de la Révolution française. Que faut-il penser, par exemple, de cette affirmation :

"Depuis 1789, les Français sont atteints du syndrome de la nuit du 4 août. Ce sont toujours les messieurs du château et les sans-culottes qui s'opposent dans une cérémonie gestuelle et incantatoire de la terreur. Et il faut au moins une menace de guerre pour interrompre ces infernales distractions. La tragédie

algérienne a imposé un répit. Mais, depuis, la "fiesta" s'est constamment amplifiée (9). »

"Le syndrome de la nuit du 4 août" ? Que l'on sache, la nuit du 4 août, c'est l'abolition des privilèges. Il y aurait donc quelque chose "d'inferral" (le terme est important : est inferral ce qui renvoie... aux enfers) à combattre pour l'abolition des privilèges ? Faudrait-il en conclure que Jacques Delors n'est pas favorable aux idéaux d'égalité nés avec les philosophes des Lumières et qui se sont épanouis sous la Révolution française ?

"Vous connaissez mes réserves à l'égard des prophètes du siècle des Lumières et des idéologies du progrès" (10).

Et encore ceci :

"Le progrès a été considéré dans la foulée de la période des Lumières comme lié à la rationalité et aux progrès scientifiques. C'est une vision que je ne partage pas, car je crois que tout est dans le cœur de l'homme (11)."

Décidément, la philosophie des Lumières en général, l'exigence de l'égalité en particulier, ne sont pas la tasse de thé de Jacques Delors. Il écrit par exemple :

"Les individus ne sont pas égaux en intelligence et en capacité de "se défendre" dans la société et dans l'économie (12). »

Ou encore :

"Il faut admettre que certaines personnes naissent sans les moyens de pouvoir assumer leur destin dans la liberté (13)."

(6) Citoyen 60.

(7) *L'Unité d'un homme*, p. 361.

(8) *L'Unité d'un homme*, p. 175.

(9) *En sortir ou pas*, p. 28.

(10) *L'Unité d'un homme*, p. 353.

(11) *L'Unité d'un homme*, p. 216.

(12) *L'Unité d'un homme*, p. 179.

(13) *L'Unité d'un homme*, p. 180.

Ou encore ceci :

"Les Français ont le culte de l'égalité. Ce mot figure en lettres d'or sur leurs monuments aux morts. Mais ce n'est qu'un mot. Il y a vingt ans, le peuple défilait en levant le poing aux cris d'égalité. C'est une idée qui ne viendrait plus à personne. Chacun a compris que l'égalité matérielle n'était point de ce monde (14)."

Ainsi donc l'égalité matérielle n'est point de ce monde ? Elle est sans doute d'un autre monde, au royaume des cieux. Mais en attendant, que s'impose l'inégalité et que s'impose avec elle le talon de fer de l'exploitation capitaliste !

L'hostilité affichée de Jacques Delors à l'égard des idéaux de la Révolution française et du marxisme l'amène à considérer avec mépris ceux qui, membres du même parti que lui, prétendent, à tort ou à raison, se revendiquer de cet héritage. En 1985, membre depuis plus de dix ans du Parti socialiste, il ironise sur "les socialistes (qui) ont la tête pleine de Jaurès, de Blum, de Guesde, de patriarches" (15). Il s'amuse de ceux qui, au sein de son parti, persistaient à considérer "que le capitalisme était contraire aux intérêts de la France" (16).

Au marxisme, Delors concède que "sur la base de sa critique radicale du capitalisme il voulait offrir une perspective aux progrès de l'homme et de la société en mettant à nu les aliénations qui les empêchent de s'épanouir pleinement" (17). Mais — et c'est là l'objection delorienne — "l'homme n'est pas aux prises qu'avec l'aliénation capitaliste. Il est aux prises avec de multiples aliénations" (18). Ces "multiples aliénations" aboutissent à ce qu'en dépit du combat ouvrier, explique Delors, "le capitalisme est toujours là". Et si l'on comprend bien, il sera toujours là. Car l'état de toute société ne dépend pas d'abord de ses structures économiques et sociales, l'évolution sociale passe en premier lieu par les processus internes à ce mécanisme mystérieux qu'est l'âme humaine :

"L'homme retombe toujours dans ses faiblesses. C'est pourquoi il y a beaucoup de mérites à croire dans le progrès de l'homme et dans celui de la société,

tout en sachant que ce progrès est relatif, précaire et qu'il peut être annulé du jour au lendemain par la violence et l'égoïsme qui sont au cœur de l'homme (19)."

"L'ÉGOÏSME DANS LE CŒUR DES HOMMES"

Tout est là : au cœur de l'homme, il y a cette insaisissable tendance à la violence et à l'égoïsme ; violence et égoïsme qui ne procèdent pas de l'environnement économique et social, mais de quelque chose de surnaturel et de surhumain, d'essence divine, disons-le.

A la différence des marxistes, pour qui il faut d'abord modifier les rapports de propriété, arracher la propriété des moyens de production à la classe capitaliste pour en faire la propriété commune et pour qui ce bouleversement des rapports de propriété est la condition de la réorganisation de la société dans tous ses aspects (y compris des modifications dans la culture et les mentalités), Delors, conformément à l'idéologie qui est la sienne, situe "dans le cœur de l'homme" le terrain de la bataille sociale.

Dès lors, il va développer cette effrayante — mais somme toute logique — théorie, selon laquelle "l'égoïsme dans le cœur de l'homme" ne peut se développer si celui-ci manque de tout. Ne peut être égoïste, en effet, que celui qui dispose d'un minimum. Donc :

"Dans les pays développés, l'homme, dès son jeune âge, est saisi d'une peur du tiers monde pourtant exposé à des périls mille fois plus effrayants. Sans cesse, il réclame à la société de nouvelles protections, des assurances de plus en plus sophistiquées. (...)

(14) *En sortir ou pas*, p. 63.

(15) *En sortir ou pas*, p. 43.

(16) *En sortir ou pas*, p. 31.

(17) *L'Unité d'un homme*, p. 353.

(18) *L'Unité d'un homme*, p. 353.

(19) *L'Unité d'un homme*, p. 354.

La protection que nos sociétés ont prodiguée à nos citoyens aura eu pour premier résultat de les affaiblir. Par un effet que l'on observe chez certaines médecines, le remède a détruit l'énergie vitale du corps qu'il devait soigner. Un peuple qui perd peu à peu le goût du danger et du combat est plongé dans l'engrenage du déclin. Face à ceux du Sud-Est asiatique, qui ignorent jusqu'à la notion de protection sociale, d'indemnité chômage, les pays européens avec leur arsenal de garanties et de prévoyance sont alourdis et entravés (20)."

Libérés de toutes entraves, les démunis du Sud-Est asiatiques ! Et les millions qui dorment chaque nuit sur les trottoirs de Bombay, savent-ils au moins leur bonheur, les bougres ? Bien sûr, le lecteur pensera immédiatement au message de la Bible : *"Heureux les pauvres, car ils seront récompensés..."* Grenouille de bénitier, Delors n'a rien inventé.

Mais on aurait tort de ne voir ici que mystique illumination. Celle-ci n'est que l'enveloppe d'une bien commode théorie qui confère une vertu positive à toute entreprise de destruction de la protection sociale, de l'indemnité de chômage et des conquêtes de la classe ouvrière. Et, en homme pratique, Delors s'efforcera, à chaque étape de son existence, de mettre ses actes en rapport avec ses fortes paroles.

Par exemple : comment faire en sorte qu'un *"peuple qui perd le goût du danger"* le retrouve ? Constante est la nostalgie delorienne des époques où un danger extérieur imposait aux opprimés et aux exploités de supporter, sans mot dire, le fardeau de l'oppression et de l'exploitation. Parlant de la situation actuelle, Delors ose écrire ceci :

"Comme il n'y a pas eu cet exutoire que représente une guerre et ensuite la lassitude, la volonté de revenir à la paix, tous les ferments d'agitation demeurent aujourd'hui dans la grande Europe (21)."

Faut-il en conclure que, pour Delors, *"une bonne guerre"* serait un moyen d'aboutir au consensus ? Certes, il y a la Yougoslavie. Mais cette guerre présente l'inconvénient d'être limitée à un petit

bout d'Europe... Alors, à défaut d'une guerre, une bonne crise économique fera l'affaire :

"Seule une terrible menace peut contraindre l'homme à ne pas être un loup pour son frère. Mais, justement, la crise, frappant nos sociétés, en révèle les drames intimes tels que le chômage des jeunes, le rejet des personnes âgées, l'exclusion des immigrés (...)" (22)."

La crise mondiale ouvre la voie du salut :

"Il ne s'agit pas d'un vulgaire fléau frappant les hommes pour leurs péchés, comme les pestes du Moyen Age, mais peut-être du passage obligé d'un âge à un autre, d'une chaotique traversée vers un futur dont on ne perçoit encore qu'indistinctement les contours (23)."

D'UNE VARIÉTÉ TRÈS PARTICULIÈRE DE "SOCIALISME"...

La *"crise"* aujourd'hui, comme hier la guerre, justifie l'appel au consensus, à l'union sacrée :

"Comme la crise pose encore des énigmes — sur sa durée, sa nature, ses effets —, la sagesse populaire dicte aux responsables, politiques et économiques, intellectuels et syndicaux, d'unir leurs réflexions et leurs forces : d'ailleurs, face au malheur, la conjugaison des bonnes volontés constitue toujours la juste méthode (24)."

L'exigence du consensus constitue une constante de la politique prônée et mise en œuvre par Delors. A l'organisation de la société en classes sociales — qu'il conteste et combat —, Delors oppose sa conception des communautés.

"La valeur essentielle est la valeur de la communauté", écrit-il (25), citant

(20) *En sortir ou pas*, pp. 55 et 56.

(21) *L'Unité d'un homme*, p. 255.

(22) *En sortir ou pas*, p. 60.

(23) *En sortir ou pas*, p. 27.

(24) *En sortir ou pas*, p. 27.

(25) *L'Unité d'un homme*, p. 328.

"plusieurs communautés, la famille, les amitiés proches, la nation". Il précise que "selon ma vision personnaliste de la société, l'homme et la femme ne peuvent s'épanouir que dans une appartenance voulue, consentie à des communautés" (26).

La notion de communauté n'est pas née de l'esprit de Jacques Delors. Elle a une histoire et peut donner lieu à diverses traductions. Il peut s'agir de la communauté constituée par la nation et par l'organisation politique et institutionnelle qui permet, en interdisant l'expression des antagonismes sociaux, de soumettre tous les intérêts particuliers à l'intérêt de la "communauté-nation". Cette conception est revendiquée par Delors pour qui le social (qu'il faudrait selon lui appeler le "social") correspond à la recherche du "lien social" qui "va bien au-delà du champ de ce qu'on appelle les relations industrielles, c'est-à-dire les relations entre le patronat et les syndicats ou bien entre l'Etat et les partenaires sociaux. Le social relève d'une conception beaucoup plus vaste (27)."

Une autre variante du point de vue communautariste consiste à faire de l'entreprise et de chaque entreprise la communauté au sein de laquelle ouvriers et patrons devraient unir leurs efforts. Cette conception n'est pas écartée par Delors qui écrit :

"Dans les années soixante, sous l'impulsion de François Bloch-Lainé, et de bien d'autres, on a cherché à penser l'entreprise, pour que chacun y soit à son aise et y ait le sentiment d'être un acteur respecté et participant. Les propositions de réforme étaient parfois audacieuses, mais elles se heurtaient aux réticences de ceux qui avançaient des arguments, soit au nom de l'efficacité, soit au nom de la lutte des classes, soit au nom du principe d'autorité (28) !"

Que ce soit l'une ou l'autre conception, il doit être clairement établi que, lorsqu'il se réfère au "socialisme", Delors a en vue une variété très particulière de "socialisme". Il écrit que "le socialisme est une tentative toujours remise en question pour réconcilier la personne et la communauté". Evidemment, la communauté (communauté de la nation ou de l'entreprise ou de l'Europe) exige non seulement que soit

niée la lutte de classes, mais aussi que soit nié le droit à l'organisation indépendante des exploités et des opprimés pour défendre leurs intérêts spécifiques. Elle aboutit à une constante entreprise de négation de l'existence même de la classe ouvrière.

... AU CORPORATISME

Jacques Delors se situe au premier rang de ces "négationnistes" d'un genre particulier. Il parle d'une "immense classe moyenne qui constitue 70 % de la société". S'il veut bien admettre que la classe ouvrière a existé naguère, c'est pour marteler le fait que cette époque est révolue. Il écrit :

"Pendant longtemps, le mouvement syndical et les partis politiques ont été dominés, c'était normal, par la classe ouvrière. Celle-ci lui a fourni, outre des dirigeants admirables, ses motivations pour le combat politique et syndical. Aujourd'hui, la situation est différente. La société française est composée d'un grand groupe central aux intérêts et aux caractéristiques parfois divergents, mais ayant en commun un mode de vie et une certaine peur devant le changement. A côté, se situent d'autres groupes : les travailleurs indépendants, les agriculteurs, les salariés les plus démunis, et ceux déjà entrés dans la spirale de l'exclusion (29)."

Bien commode description, n'est-ce pas, qui ouvre tout droit la porte à la "lutte contre l'exclusion", cette tarte à la crème au nom de laquelle devraient s'effacer tous les intérêts particuliers. Main dans la main, ouvriers, paysans, employés, patrons, généraux, curés devraient faire front contre l'exclusion et renoncer bien évidemment... à l'égoïsme qui gît au fond du cœur de chacun d'entre nous, car n'est-ce pas :

(26) *L'Unité d'un homme*, p. 33.

(27) *L'Unité d'un homme*, p. 33.

(28) *L'Unité d'un homme*, p. 65.

(29) *L'Unité d'un homme*, p. 174.

"Il n'est de richesse que l'Homme. C'est dans l'homme, dans son cœur, dans son esprit, dans sa volonté que se joue l'essentiel (30)."

C'est cette conception que Delors qualifie encore aujourd'hui de socialisme autogestionnaire, c'est-à-dire en réalité, communautaire ou communautariste. Curieux "socialisme"... dont la première caractéristique est de s'opposer à toute forme d'anticapitalisme.

Evoquant les années soixante-dix, Delors écrit :

"Nombre de socialistes — peut-être la majorité d'entre eux dans ces années là — (...) soutenaient mordicus que l'inflation, la récession, le chômage n'étaient que les symptômes de l'ultime convulsion du capitalisme agonisant (31)."

Incrovable, n'est-ce pas ! Delors revendique le rôle qu'il a joué pour modifier ce point de vue parmi les militants socialistes. Il a rencontré pourtant beaucoup d'obstacles, car, voyez-vous :

"Il était d'autant plus difficile de les en faire démordre que la rupture avec le capitalisme est un mythe porté à bout de bras par les socialistes français depuis leur naissance. Selon ces croyants de l'anticapitalisme, rebelles bien sûr à la loi du marché, il fallait livrer l'assaut contre le profit, considéré comme la force de frappe du capitalisme (32)."

Reconnaissons à Delors qu'il est parvenu à ses fins : il a su convaincre ses collègues ministres et prétendument socialistes de renoncer à livrer assaut contre le profit. Ce rôle spécifique qui fut le sien, Delors l'a toujours clairement revendiqué. Alors ministre du gouvernement Mitterrand-Mauroy, il déclarait :

"Je considère comme un de mes devoirs d'essayer de mieux faire accepter le phénomène de l'entreprise par notre société qui, par ses traditions et sa culture, ne l'a pas bien assimilé jusqu'ici. Cette acceptation passe par des changements dans le système éducatif et le contenu culturel de l'information. Elle suppose aussi qu'on admette la noblesse et l'importance du métier d'entrepreneur (33)."

A la même époque, il déclare dans une interview :

"Aurais-je aimé être patron ? Certainement. C'est un magnifique métier, stimulant par ses aspects de création et de compétition, ingrat parce qu'une entreprise doit impérativement gagner sa vie et celle de ses salariés, mais indispensable à développer pour vaincre les défis des années 80 en se fondant sur de véritables équipes (...)."

Je voudrais insister sur un point. Ceux qui ne sont pas chefs d'entreprise doivent savoir qu'un patron n'a pas toujours la vie facile. Certes, il a des avantages : responsabilités, pouvoir, revenus et, parfois, fortune. Mais il doit posséder un ensemble de qualités assez rares : il lui faut être à la fois innovateur, gestionnaire, conquérant, animateur, homme de dialogue... Se lever tous les matins avec le souci de gagner ou de garder un marché, de faire en sorte que les livraisons arrivent à temps et, surtout, d'étendre son activité, d'investir, de créer des emplois, ce n'est pas facile (34)."

Curieux "socialisme" qui conduit Delors à déclarer :

"Le marché est important. C'est lui qui est le mieux à même d'adapter l'offre à la demande (35)."

C'est sûr : le marché "s'adapte". Il suffit de voir l'évolution de la situation mondiale pour s'en convaincre... Mais si Delors est partisan du marché et du capitalisme, cela ne signifie pas qu'il se contente du marché et du capitalisme tels qu'ils sont. Il déclare :

"Je ne suis un adversaire ni du marché ni de l'individu. Je crois l'avoir montré. Mais il me semble que le marché est très insuffisant, pour fonder, en termes économiques et sociaux, une société solidaire et prévisible (36)."

Qu'est-ce donc que cette société solidaire et prévisible ? :

(30) *L'Unité d'un homme*, p. 175.

(31) *En sortir ou pas*, p. 47.

(32) *En sortir ou pas*, p. 47.

(33) *L'Express*, 31 décembre 1982-6 janvier 1983.

(34) *Les Patrons et la gauche*, éditions Ramsay.

(35) *L'Unité d'un homme*, p. 192.

(36) *L'Unité d'un homme*, p. 207.

"Il convient", écrit Delors, d'aboutir à "un dépassement du citoyen par sa propre participation à l'œuvre collective (37)."

C'est ainsi que la communauté (qu'elle soit l'entreprise ou la société) a pour fonction de permettre l'exploitation capitaliste, dans le cadre de la propriété privée de grands moyens de productions en éliminant l'expression des antagonismes sociaux et par conséquent leurs représentations politiques.

C'est peu dire, en ce sens, que le socialisme communautaire ou communautariste de Delors et de ceux qui l'ont inspiré est très éloigné de la démocratie. Ses sources d'inspiration philosophique, Delors n'en fait guère mystère.

A la question posée :

"Votre enfance a-t-elle été marquée par l'atmosphère et l'éducation religieuses ?"

Jacques Delors répond :

"La réponse est affirmative", précisant qu'il est "un enfant du patronage catholique, puis de la JOC" (38).

Il ne s'agit pas ici de juger des convictions privées d'un homme. Dès lors que Jacques Delors fait étalage de ses convictions, qu'il ne les limite pas à la sphère de la vie privée, mais en fait un élément majeur de son positionnement politique, il nous revient d'aborder la question. "Plus je vieillis, plus il me semble que la doctrine de l'Eglise est bonne", confiait-il récemment à Charles Grant (39).

Une position qui n'est pas circonstancielle :

"L'Eglise au cours des siècles a forgé une doctrine économique et sociale qui comporte des points forts de références (40)."

Les positions de Delors n'ont rien de très original. Elles nous renvoient à la doctrine sociale de l'Eglise, définie dans les encycliques et à l'action de l'Eglise au travers de ses associations, des regroupements politiques qu'elle inspire, des syndicats confessionnels (CFTC) ou "déconfessionnalisés" (CFDT) et à toutes les

transformations vestimentaires auxquelles l'Eglise se prête pour accomplir sa mission.

"CONTENIR LES MASSES DANS LE DEVOIR"

C'est d'abord dans l'encyclique *Rerum Novarum* que Léon XIII, en 1891, donne la première grande formulation de la doctrine sociale de l'Eglise :

"Si la société humaine doit être guérie, elle ne le sera que par le retour à la vie des institutions du christianisme", écrit-il, et "ce qui importe par-dessus tout, au milieu de tant de cupidité en effervescence, c'est de contenir les masses dans le devoir".

Pour contenir les masses dans le devoir, il faut supprimer la lutte des classes.

"L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées, l'une et l'autre (...). Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre (...) la concorde engendre l'ordre et la beauté" (paragraphe 15, sur les "classes sociales").

Mais comment y parvenir ? La solution réside dans l'association entre le capital et le travail au moyen des corporations "dont nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence". A ce propos, Léon XIII écrit :

"La première place appartient aux corporations ouvrières qui en soi embrassent à peu près toutes les œuvres (...). Il est à désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leurs actions." (paragraphe 36, sur "Les corporations")

C'est l'origine du corporatisme contemporain. Dans l'ouvrage qu'il consacre à cette question, Alain Cotta écrit :

(37) *L'Unité d'un homme*, p. 207.

(38) *L'Unité d'un homme*, p. 322.

(39) Charles Grant, *Jacques Delors*.

(40) *L'Unité d'un homme*, p. 317.

"Le néocorporatisme est la solution du problème social. Tel est le message de l'encyclique. Aux vieilles corporations des métiers doivent s'ajouter les nouvelles, les syndicats, les associations d'intérêts, les groupes de toute nature qui réunissent les êtres dans une affection commune (41)."

Peu importent les formes, seule compte la finalité. L'encyclique précise :

"Tout ce qu'on peut dire en général, c'est qu'on doit prendre pour règle universelle et constante d'organiser et de gouverner les corporations de façon qu'elles fournissent à chacun de leurs membres les moyens propres à leur faire atteindre, par la voie la plus commode et la plus courte, le but qu'il se propose. Ce but consiste dans l'accroissement le plus grand possible pour chacun des biens du corps, de l'esprit et de la fortune."

Plus tard, le pape Pie XI, contemporain de Mussolini, s'accommodera parfaitement des corporations et du système corporatif de l'Italie fasciste qu'il loue en ces termes dans son encyclique *Quadragesimo Anno*. On y lit (paragraphe 102) :

"Pas besoin de beaucoup de réflexions pour découvrir les avantages de l'institution, collaboration pacifique des classes, éviction de l'action et des organisations socialistes, influence modératrice d'une magistrature spéciale (42)."

Dans un ouvrage de théologie consacré à cette période, on peut lire :

"Les idées et les directives de Léon XIII ont été réalisées de diverses manières selon les lieux et les circonstances (43)."

Diverses manières en effet... Conscient que les conditions ne sont pas partout réunies pour réaliser le corporatisme mussolinien qu'il apprécie tant, Pie XI, dans *Quadragesimo Anno*, indique la marche à suivre lorsque les "circonstances" — ça ne s'invente pas — "imposent" l'existence d'"associations", c'est-à-dire de syndicats ouvriers :

"Il appartient aux évêques, s'ils reconnaissent que ces associations (d'ouvriers, NDLR) sont imposées par les circonstances et ne présentent pas de danger pour la religion, d'approuver que les

ouvriers catholiques y donnent leur adhésion, observant toutefois à cet égard les règles et les précautions déjà recommandées par Pie X, dont la première et la plus importante est que, toujours, à côté de ces syndicats, existeront d'autres associations qui s'emploient à donner une sérieuse formation religieuse et morale (afin que leur membres) à leur tour infusent aux organisations syndicales le bon esprit qui doit animer toute leur activité."

LE "LABEL" CHRÉTIEN

Démarche intégralement reprise, soixante-trois ans plus tard, par Delors, qui ne se déclare « pas favorable à des forces sociales qui s'inspirent directement du "label" chrétien ».

Mais partisan, en revanche, de promouvoir "des associations qui mettent davantage l'accent sur la doctrine économique et sociale de l'Eglise ou bien sur la spiritualité" (44).

Ainsi, il éclaire le rôle particulièrement actif qu'au sein de la CFTC, Jacques Delors joua avec les groupes "Reconstruction" qui devaient donner naissance à la transformation en CFDT.

Delors ne renonce à aucune opportunité de mettre en avant le rôle politique, qu'à ses yeux l'Eglise doit jouer dans tous les domaines.

S'inquiétant de ce que "l'individu a tendance à se replier sur lui-même" et regrettant que "dans la structure des classes sociales, dans la diminution du rôle joué par l'école, les Eglises, le coup de barre a été trop fort", il conclut :

(41) *Le Corporatisme*, collection "Que sais-je ?", PUF.

(42) *Encyclique Quadragesimo Anno*, paragraphe 102. Les paragraphes précédents sont consacrés à une présentation du système corporatiste mussolinien (par exemple, paragraphe 101 : "La grève et le lock-out sont interdits").

(43) J.-Y. Calvez et J. Perrin, *Eglise et société économique. L'enseignement des papes Léon XIII à Pie XII*, 1959.

(44) *L'Unité d'un homme*, p. 317.

"Il faut un redressement (45)."

De l'Eglise et de la religion, Delors fait découler la dénonciation du "matérialisme", terme par lequel il désigne l'attachement des travailleurs à défendre leurs conditions matérielles d'existence. Ainsi, le livre *L'Unité d'un homme* publie cet échange édifiant entre Jacques Delors et le journaliste qui l'interviewe :

« D. W. : Dans une lettre apostolique du 22 février 1994, le pape dénonce "la fausse civilisation du progrès et la civilisation malade". Au-delà des critiques antimodernistes, son discours n'est-il pas stimulant par l'interrogation fondamentale qu'il pose ?

J. D. : Oui, c'est un discours qui réveille et qui touche le cœur des jeunes générations. C'est indiscutable. »

Et Delors de se féliciter de ce qu'

"en Allemagne où la société s'enfonçait dans l'opulence matérialiste avec le niveau de vie le plus élevé d'Europe, certains ont senti le danger" (46).

DE LA SAINTE CROISADE CONTRE L'OPULENCE...

Voilà le danger : l'opulence, le bien-être matériel, disons tout simplement le droit de tout travailleur de disposer d'un emploi, d'un salaire, d'un logement, de la protection sociale. Tout cela, ce sont des avantages "matérialistes" auxquels les travailleurs devraient renoncer, sacrifiant aux idéologies du partage du travail et des revenus, lesquelles, bien évidemment, manifestent une louable élévation spirituelle.

Cette sainte croisade contre l'opulence et le bien-être matériel, Delors la mène sans préjugé de race ni de continent. Aux "Africains", il est reproché le fait que "le modèle de développement dont ils rêvent soit le nôtre" (47) ; et, même, il leur reproche, parmi les "grandes erreurs de la période postcolonisatrice" (48), celle qui consiste à avoir voulu "copier notre modèle, notamment en matière d'éducation, de santé et de croissance" (49), sans doute en raison du fait que "l'ex-colonisé avait une certaine fascination pour le mode de vie et le mode de pensée du colonisateur" (50).

A sa mission au sommet des institutions de l'Etat ou de l'Union Européenne, Jacques Delors ne cache pas qu'il entend conférer un caractère religieux :

"Juifs, chrétiens, catholiques, protestants, orthodoxes, musulmans ont un même Dieu. Comme par hasard, ils sont issus de la Méditerranée, qui est notre mer commune. (...) Je regrette d'arrêter mon travail à la tête de la Commission européenne. Car mon but aurait été de réunir un forum où les représentants de toutes les religions, de toutes les Eglises dialogueraient ensemble à propos de l'Union européenne, de son projet et de son ouverture aux mondes extérieurs (51)."

Non seulement un forum, mais, au-delà, Delors "espère bien, avant de partir, avoir mis en place des structures de concertation permettant aux Eglises, en général, de participer au débat sur l'avenir de l'Europe" (52). D'ailleurs, Delors se félicite que sous sa direction l'Union européenne ait "progressé" dans son action de "réveiller les valeurs judéo-chrétiennes qui ont joué un rôle si essentiel dans l'histoire et l'identité européenne" (53). Dans tous les domaines, Jacques Delors se comporte sur le plan politique comme un curé. Sa dénonciation du "vagabondage sentimental" (54) en dit long sur l'ordre moral que celui qui se définit lui-même comme "moitié jésuite, moitié dominicain" chercherait à imposer dans notre pays, s'il en avait l'occasion.

(45) *L'Unité d'un homme*. La structure même du livre-programme de Delors éclaire la place qu'il accorde à l'Eglise. Sur les cinq parties de ce livre, une partie entière est consacrée à "La permanence des valeurs", et cette cinquième partie du livre est organisée suivant les chapitres suivants : premier chapitre : "Le catholicisme" ; deuxième chapitre : "Le travail" ; troisième chapitre : "L'éducation" ; quatrième chapitre : "Tradition de modernité".

(46) *L'Unité d'un homme*, p. 361.

(47) *L'Unité d'un homme*, p. 203.

(48) *L'Unité d'un homme*, p. 203.

(49) *L'Unité d'un homme*, p. 203.

(50) *L'Unité d'un homme*, p. 203.

(51) *L'Unité d'un homme*, p. 318.

(52) *L'Unité d'un homme*, p. 287.

(53) *L'Unité d'un homme*, p. 319.

(54) *L'Unité d'un homme*, p. 356.

Pour mesurer la signification concrète de l'adhésion de Delors à la doctrine sociale de l'Eglise, on évoquera le principe de subsidiarité. Le traité de Maastricht, adopté en 1992 par les différents pays de la Communauté européenne, établit dans son article III-D :

"La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité. Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire. L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité."

... À LA SUBSIDIARITÉ

Au moment de sa publication, ce passage du traité de Maastricht a suscité une certaine perplexité. C'était la première fois, en effet, que le terme "subsidiarité", relevant jusque-là exclusivement du vocabulaire et des attributs de l'Eglise, était introduit dans un traité international. L'encyclique du pape Pie XI, *Quadragesimo Anno*, déjà citée ici, définit en ces termes le principe de subsidiarité :

"On ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, aussi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes."

L'application concrète de ce principe amène par exemple le haut fonctionnaire

européen, O'Sullivan, à la Commission de Bruxelles, à déclarer à la délégation de l'Alliance européenne des travailleurs :

"Nous ne prenons aucune directive en matière de protection sociale, nous faisons des recommandations et il revient aux Etats membres de décider s'ils appliquent ou non ces recommandations."

(Sous-entendu : s'ils ne le font pas, ils ne seront pas dans le cadre des critères de convergence de Maastricht et alors... gare à eux.) D'une certaine manière, c'est le même principe qu'applique le Fonds monétaire international. Il établit les plans d'ajustement structurel et déclare aux Etats concernés : pour notre part, nous sommes favorables à ce qu'un prêt vous soit accordé, mais pour que la Banque mondiale accepte, cela exige l'accomplissement d'un certain nombre de critères économiques et sociaux, par exemple la privatisation de tout le service public, le démantèlement des réseaux routiers, le pillage des ressources naturelles par les grandes multinationales.

Vous êtes libres, disent les experts du FMI ; chaque gouvernement est libre d'appliquer ou de ne pas appliquer ces critères de conditionnalité (sous-entendu : s'ils ne le font pas, cela aura pour conséquence que les prêts ne seront pas accordés).

Dans un ouvrage consacré à cette question, Chantal Millon-Delsol établit ceci (55) :

"Historiquement, le principe de subsidiarité s'énonce donc en opposition avec le libéralisme du XIX^e siècle, parce que ce dernier a écarté volontairement et l'idée de secours et les groupes intermédiaires. La doctrine de l'Eglise va, dès l'élaboration originelle de ses principes, s'orienter vers une société corporative pour éviter la société éclatée du libéralisme. Le corporatisme, dont la théorie avait aussi pour père, notamment, Althusius, rappelait la société médiévale dans laquelle l'autonomie des fins n'étaient pas légitimée."

(55) Chantal Millon Delsol, *Le Principe de subsidiarité, origine et fondement*, revue *La Boétie*, n° 4, avril 1990.

Parallèle tout à fait légitime. Le principe de subsidiarité en ce qu'il vise à faire appliquer par les "groupements d'ordre inférieur" la défense des "intérêts de la communauté" s'applique très précisément au rôle que l'Etat, dans le cadre du corporatisme, entend faire jouer aux organisations syndicales.

Que pour la doctrine sociale de l'Eglise, la mise en œuvre du principe de subsidiarité doit se traduire par l'intégration des organisations syndicales aux corporations. Dès lors que le principe de subsidiarité consiste à faire appliquer par "des groupements de rang inférieur" ce qui a été décidé au "rang supérieur", et à ne faire intervenir les "rangs supérieurs" que dès lors que les "rangs inférieurs" se trouvent dans l'incapacité de les mettre en œuvre, il en découle que l'existence même d'organisations syndicales attachées à la défense des seuls droits des salariés est contradictoire avec la mise en œuvre du principe de subsidiarité.

L'intérêt supérieur, en l'occurrence l'Etat, l'Eglise, doit se voir reconnaître le droit, au nom du principe de subsidiarité, d'intervenir à tout instant pour bouleverser les conditions d'existence à tous les niveaux de la société.

Dans un autre ouvrage consacré à la même question, le même auteur écrit (56) :

"L'idée de subsidiarité n'est pas compatible avec des droits pétrifiés et sacralisés, qu'il s'agisse de droits-libertés ou de droits-créances. La notion de droits acquis, signifiant beaucoup plus que l'expression même ne l'indique, traduit cette tendance à immobiliser un droit aussitôt son obtention reconnue."

Il va donc s'agir pour Jacques Delors, dans la mise en œuvre du principe de subsidiarité, de s'attacher à désagréger, sous le contrôle de l'Union européenne, l'ensemble des droits et conquêtes arrachés par les "rangs inférieurs", c'est-à-dire les classes ouvrières des différents pays d'Europe.

Politique fiction ? Mais n'est-ce pas finalement dans cette voie que s'est engagé Jacques Delors lorsqu'il était ministre ?

SON PARCOURS POLITIQUE

Il convient ici de dire quelques mots du parcours politique de Jacques Delors. Celui-ci va répétant que les "valeurs" qui sont "les miennes n'ont pas fondamentalement changé depuis que je me suis engagé dans le social et l'économique, puis dans le politique" (57).

Ou encore :

"Je suis un traditionaliste réformateur, car il me semble que les valeurs fondamentales n'ont pas changé depuis le début de l'humanité. Mon système de valeurs est resté le même depuis l'âge adulte et il me sert de référence pour mon action politique et sociale (58)."

Revenir sur la biographie de Jacques Delors permet de mesurer le contenu de cette continuité politique ainsi revendiquée.

1925 : naissance de Jacques Delors ; jeunesse très religieuse : enfant de chœur, patronage, JOC, JEC. Durant la guerre : scout.

1941 : membre des Compagnons de France.

1944 : adhère au Mouvement républicain populaire (organisation démocrate-chrétienne) qu'il quittera deux ans plus tard.

1945 : entre à la Banque de France.

1950 : adhésion à la CFTC (confédération éditée en France par l'Eglise à la fin du XIX^e siècle en application de la doctrine sociale de l'Eglise et de l'encyclique *Quadragesimo Anno*).

1952 : adhère au mouvement Vie nouvelle, mouvement fondé en 1942 par d'anciens scouts. Mouvement dont, aujourd'hui encore, Jacques Delors indique :

(56) Chantal Millon Delsol, *Le Principe de subsidiarité*, "Que sais-je ?", PUF.

(57) *L'Unité d'un homme*, p. II, introduction.

(58) *L'Unité d'un homme*, p. 359.

« Il rassemble des hommes et des femmes soucieux de mieux comprendre le personnelisme chrétien, en travaillant sur les trois ??? de la religion, de la vie privée et de la vie collective, selon leur vocation ou selon leurs manques. Nous faisons cela dans ce que l'on appelle les "fraternités de voisinage", c'est-à-dire avec d'autres couples ou des célibataires qui étaient dans le même quartier que le nôtre. Nous partageons le pain et nous travaillions sur ces différents sujets. Nous participions à des sessions (59). »

1953 : Entre au groupe Reconstruction de la CFTC.

1956 : rejoint le parti de la Jeune République, formation politique d'inspiration sociale-chrétienne, créée par Marc Sangnier en 1912.

1959 : fonde les clubs Citoyens 60.

1959 : il soutient l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et se prononce pour le oui au référendum sur les institutions de la V^e République.

1959-1962-1963 : participe ou collabore à différents clubs, puis adhère au PSU.

De 1962 à 1969 : devient chef du service des affaires sociales du commissariat au Plan. Durant la même période, rejoint la CFDT. Le "Plan", c'est la grande affaire et la grande époque de Delors.

Trente ans plus tard, il écrit, nostalgique :

"La période professionnelle dont je garde le meilleur souvenir, du point de vue de la satisfaction que je tirais de mon travail professionnel, est celle du Commissariat général du Plan (60)."

Le Plan, "ce n'était pas un choix de carrière", précise-t-il, "mais un choix qui correspondait à une aspiration" (61).

LE PLAN

Il est vrai que le commissariat au Plan présente l'avantage de satisfaire "ma fascination pour le service de l'Etat, et mon admiration pour les hauts fonctionnaires qui, à

l'époque, servaient l'Etat : François Bloch-Lainé, Pierre Massé, Paul Delouvrier" ; sans toutefois présenter l'inconvénient de devoir se soumettre au suffrage universel, car "mon inclination personnelle me portait à transformer la société par l'économique et le social plutôt que par la politique" (62).

Le Plan, aujourd'hui encore présenté par Delors comme la panacée de toute politique, vaut surtout par le fait que sa fonction est... d'associer les syndicats à son élaboration, son contrôle, sa mise en œuvre.

Dans le cadre la préparation du IV^e Plan, Delors est nommé responsable d'un rapport intitulé *Quelle répartition des fruits de la croissance ?*, dans lequel il définit ce que devrait être l'association capital-travail. Il écrit :

"Une politique des revenus est souhaitable, mais il faut l'accord minimal des partenaires sociaux, car la lutte de classe existe (63)."

C'est dans ce rapport qu'il théorise nettement la nécessité d'associer les syndicats à la réalisation de ce qu'il appelle "la politique contractuelle".

1963 : grève générale des mineurs. Qui le gouvernement de Gaulle-Pompidou charge-t-il de présider la commission des trois "sages" chargés de dénouer le conflit ? Delors bien sûr — lequel travaille en étroite collaboration avec le directeur de cabinet du ministre de l'Industrie responsable du déclin des Houillères, un certain... Raymond Barre. Le gouvernement accepte le rapport Delors. Il abandonne au même moment la direction des clubs Citoyens 60.

Juin 1969, de Gaulle vient d'être battu. Le non au référendum l'a chassé du pouvoir.

(59) *L'Unité d'un homme*, p. 18.

(60) *L'Unité d'un homme*, p. 113.

(61) *L'Unité d'un homme*, p. 32.

(62) *L'Unité d'un homme*, p. 19.

(63) Jacques Delors, *Changer*, Editions Stock, 1975.

Les effets différés de la grève générale de mai-juin 1968 s'expriment avec force. Jacques Chaban-Delmas constitue son gouvernement ; il propose à Jacques Delors d'entrer au cabinet du Premier ministre. Delors rédige alors une note établissant un contrat politique avec le Premier ministre. Après avoir relevé quelques-uns "des gaspillages qu'on peut dépasser" : "l'importance excessive des transferts de l'agriculture", "le coût excessif de notre système de santé", "l'anarchie de l'aide sociale distribuant des prébendes à de nombreuses personnes qui n'en ont pas besoin", il explique :

« Face à des problèmes aussi explosifs, tout nouveau gouvernement part avec de sérieux handicaps. Aussi la réforme de la Sécurité sociale promulguée par ordonnance en 1967 a donné l'image "d'un marteau pilon voulant écraser une mouche", a suscité un mécontentement généralisé qui a beaucoup joué dans l'explosion des grèves de mai 1968, sans pour autant apporter des solutions durables et satisfaisantes au problème posé par la croissance continue du déficit de la Sécurité sociale. Désormais, il faudrait éviter toute solution brutale, toute dramatisation excessive des choses et reprendre les problèmes à la base prudemment, dans un dialogue permanent avec les intéressés. La commission des prestations sociales du Plan, qui a si bien fonctionné pour le Ve Plan, pourrait être le cadre le plus adéquat pour une discussion approfondie, à condition que des animateurs pratiquent une maïeutique intelligente à l'égard de tous les groupes intéressés (64). »

"HOMME DE GAUCHE" ?

De ce ralliement, il s'explique ultérieurement en ces termes :

"Certes, je me considérais toujours comme un homme de gauche mais je dois le reconnaître honnêtement, l'avenir ne me paraissait pas clair (...). En 1968, le pouvoir était à prendre. Pourquoi le PC ne l'a-t-il pas ramassé ? Je me perds en conjectures (...). Traumatisé par les événements de Prague 68, par l'arrêt brutal d'une expérience de socialisme démocratique en laquelle je plaçais beaucoup d'espoirs (...). Au total, je me résous à

me consacrer entièrement à mon travail de fonctionnaire (65)."

"Homme de gauche", avec un "avenir pas clair", Delors se retrouve naturellement dans un gouvernement de droite. Gamelle, vous avez dit : gamelle ? Quant à son "travail" de fonctionnaire, quel travail ! Parlons-en. J. Delors fut le véritable inspirateur, l'éminence grise du gouvernement Chaban-Delmas (20 juin 1969-5 juillet 1972). Il y cotoyait, il y dirigeait : Messmer, Debré, Frey, Chirac, Marcellin, Giscard, Guichard, Pons, Fontanet.

Après quoi, membre du conseil général de la Banque de France (1973-1979), il se familiarisa avec les intérêts de la haute finance. Notons ce témoignage, dans *Le Quotidien de Paris* (23 mai 1981), de M. Thierry de Beaucé, ancien chargé de mission du cabinet de Chaban-Delmas : "J. Delors avait l'appui total de Jacques Chaban-Delmas." Delors méritait cette confiance : il avait été l'artisan du fameux accord signé à EDF "qui écartait pour un temps des menaces de grève et confortait la politique sociale du gouvernement". La politique "sociale" de Pompidou, bien entendu.

De 1969 à 1973, Delors est également secrétaire général du comité interministériel pour la formation professionnelle et la promotion sociale. Quittant les cabinets gouvernementaux en 1972, date à laquelle il crée le club Echanges et Projets, en compagnie d'Antoine Riboud, François Dalle, José Bidegain, Jean-Michel Bellorgey, Bloch-Lainé, etc.

Fidèle à cette première expérience gouvernementale et à celui qui l'a rendue possible, Delors dira de Chaban, vingt-cinq ans plus tard, qu'il "se situe dans cette veine du gaullisme qui voulait transformer les rapports sociaux" (66).

(64) 18 juin 1969 : *Lettre de Jacques Delors à Jacques Chaban-Delmas soumettant les conditions de son entrée au cabinet du Premier ministre. Une vision de la politique sociale en 1969.*

(65) Jacques Delors, *Changer, op. cit.*

(66) *L'Unité d'un homme*, p. 53.

C'est en 1974 qu'il adhère au Parti socialiste à l'occasion des Assises pour le socialisme, dans le même mouvement que Rocard et l'aile chrétienne-sociale, c'est-à-dire via le PSU et la CFDT. Membre du comité des experts du Parti socialiste dès 1976, il est élu député européen sur la liste du PS en 1973. 1981 : d'abord conseiller économique et financier de François Mitterrand, puis chef de cabinet de Pierre Mauroy, et enfin ministre de l'Économie et des Finances, il restera à ce poste jusqu'en 1984, c'est-à-dire la fin du gouvernement Mauroy.

Le bilan du passage de Delors au gouvernement est impressionnant. Le quotidien de la hiérarchie catholique, *La Croix*, ne s'y trompe pas, qui, à la fin du mois de juin 1982, titre triomphalement : "La ligne Delors l'a emporté" ! "La ligne Delors", c'est le tristement célèbre tournant de 1982 : pour la première fois en France, le Parlement — de "gauche" ! — vote une loi bloquant les salaires et suspendant la loi du 11 février 1950 sur la liberté de négociations (attaque sans précédent — mais non sans prolongement — contre les prérogatives des organisations syndicales dans ce pays) ; de plus, pour la première fois, une charge patronale importante (la moitié de la hausse du SMIC) est transférée sur le budget de l'État.

Politique qui sera poursuivie, quelques mois plus tard, par un nouveau "paquet" de mesures tout aussi réactionnaires et anti-ouvrières. Inspirateur et maître d'œuvre de cette politique de destruction de tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe, Delors en a toujours tiré fierté. Dès février 1983, il dresse en ces termes son propre panégyrique :

"En 1982, les entreprises ont bénéficié de plus de 19 milliards de francs de prêts bonifiés pour le financement de leurs investissements. Plus de 13 milliards de francs ont été distribués à des taux sensiblement inférieurs aux conditions du marché. (...) En 1983, une enveloppe de 26 milliards de francs est mise à la disposition des entreprises. Par ailleurs, les banques ont été autorisées à consentir, en 1983, 7 milliards de francs de prêts à long terme (...). Ces dispositions en faveur de l'investissement ont été complétées par des mesures d'incitation fis-

cale. S'agissant du renforcement des fonds propres des entreprises, les pouvoirs publics ont (...) incité la communauté à développer la formule des prêts participatifs (...). Ils ont atteint 2 milliards de francs en 1982 contre 450 millions de francs en 1981. Ils devraient représenter 3,5 milliards de francs en 1983. Le Fonds industriel de modernisation distribuera 3 milliards de francs en 1983 et 5 milliards de francs les années suivantes (...). L'ensemble du dispositif d'aide aux entreprises s'est accompagné de mesures visant à alléger leurs charges. Outre la fiscalisation des allocations familiales, le gouvernement a veillé, dans le cadre des contraintes monétaires, à réduire le coût des concours financiers (67)."

Pour déclarer, quelques mois plus tard :

"Jamais un gouvernement n'avait autant fait du point de vue de l'orientation de l'épargne vers les entreprises et l'amélioration de l'environnement financier de l'entreprise (...) (68)."

Une telle attaque, d'une telle ampleur, n'est rendue possible que par la capitulation éhontée (le mot est faible) de tous les dirigeants et de tous les députés du PS et du PCF devant les mesures Delors. Tous, ils ont voté. Pas un ne s'est dressé contre. Alors que ce plan apparaissait chaque jour davantage dans ses effets meurtriers pour les travailleurs, l'organe central du PCF déclarait, imperturbable :

"Nous sommes pour la rigueur et l'effort indispensable dans la situation actuelle (69)."

Delors estime, en l'occurrence, avoir rempli une mission... d'ordre sacré sans doute :

"Il n'est pas besoin d'être un expert en politique pour comprendre les difficultés que j'ai rencontrées pour faire accepter un plan de rigueur qui soit à la hauteur des difficultés de l'économie française (70)."

(67) Précisions données par Jacques Delors, le 28 février 1983, à l'Assemblée nationale, extrait du *Journal officiel*.

(68) Grand Jury RTL-*Le Monde*, le 26 juin 1983.

(69) *L'Humanité-Dimanche*, 23 mars 1983.

(70) *L'Unité d'un homme*, p. 159.

Mais Delors n'est pas homme à baisser les bras, d'autant qu'il se souvient, avec peine et émotion, avoir "été témoin (...) des efforts désespérés du général de Gaulle pour instaurer une véritable participation des travailleurs" (71) (il s'agit, rappelons-le, de la tentative d'instaurer un système corporatiste intégrant les syndicats ouvriers à l'Etat, tentative brisée par le rejet du référendum de 1969).

Mais voilà : ce que la droite ne pouvait réaliser, il revient à la "gauche" d'y parvenir. Tel est le mandat que Delors s'arroge... et accomplit :

"Seul le général de Gaulle pouvait faire la paix en Algérie et seule la gauche pouvait convaincre les Français que l'on ne peut être prospère, puissant et généreux que si l'on a une monnaie stable et que si l'on affronte victorieusement la compétition internationale (72)."

"LA GAUCHE, NON SANS BRAVOURE..."

A propos des résultats de cette politique qui réduit des régions entières en déserts industriels et agricoles, Delors ose écrire aujourd'hui qu'"elle a permis une adaptation réussie des secteurs traditionnels, ceux qui constituaient la base de la deuxième société industrielle. Je veux parler notamment de la sidérurgie, des chantiers navals et des industries mécaniques. Mais c'était très difficile, du point de vue de la culture économique des Français, de gauche comme de droite (73)."

A la question posée :

"D. W. : Le plan acier prévoyait la suppression de vingt mille emplois. Ce fut courageux, mais le plan acier ne fut-il pas aussi un peu la fin du rêve de la gauche (74) ?", il a répondu, cynique : « Non, pas du tout. C'est la fin du "socialisme démocratique dans un seul pays" (75) ! »

Avec fierté, il revendique la responsabilité de ce que :

« La gauche (...) s'est même, non sans bravoure, attaquée à l'inégalité qui

atteint son propre "peuple" : celle entre les salariés exposés au chômage et ceux qui sont assurés de conserver leur emploi toute leur vie. Jusqu'en 1981, les revenus des uns et des autres progressaient à la même cadence. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : les traitements dans la fonction publique évoluent un peu plus lentement que ceux du secteur privé, ce qui est indiscutablement un signe de solidarité (76). »

De son passage au gouvernement, Delors ne tirera que ce seul regret : ne pas avoir pu aller aussi loin qu'il l'aurait souhaité.

"S'il y avait un autre thème que j'aurais aimé, si j'étais resté au gouvernement français, mettre en discussion, c'est probablement celui de la question posée aux syndicats : acceptez-vous de prendre vos responsabilités dans la gestion du système d'emploi ? Et la même question aurait été posée pour l'avenir des systèmes de protection sociale afin de clarifier les responsabilités respectives de l'Etat, du patronat et des organisations syndicales (77). »

C'est donc sur la base de ce bilan que Delors devient, le 25 juin 1984, président de la Commission des communautés européennes avec le parrainage conjoint de François Mitterrand, Helmut Kohl et Thatcher. Il restera dix ans à ce poste, jusqu'en janvier 1995.

On ne développera pas davantage ici le bilan de son action à la tête de la CEE : les limites de volume prévu pour cet article l'interdisent, et le bilan est par ailleurs largement connu. *La Vérité* a eu l'occasion de traiter cette question (78).

(71) *L'Unité d'un homme*, p. 53.

(72) *L'Unité d'un homme*, p. 165.

(73) *L'Unité d'un homme*, p. 162.

(74) *L'Unité d'un homme*, p. 162.

(75) *Ibidem*.

(76) *En sortir ou pas*, p. 76.

(77) *L'Unité d'un homme*, p. 168.

(78) Voir *La Vérité* n° 8 : "Une grande bataille politique s'annonce en Europe" ; *La Vérité* n° 9 : "Rompre la digue", par A. Manuel ; *La Vérité* n° 10 : "Le syndrome italien : un avertissement pour toute l'Europe", par Robert Clément.

Partisan résolu de la doctrine sociale de l'Eglise, Delors a ses sources, ses références. Il ose aussi parfois se réclamer de Proudhon :

“Je retrouve la même méfiance à l'égard de l'Etat tentaculaire, sa prédilection pour l'organisation des communautés de travail, sorte de préfiguration de l'aspiration autogestionnaire, remise en cause d'une société de plus en plus en contraignante étouffant les possibilités d'autonomie des personnes, cassant les harmonies naturelles (79).”

Disons-le tout net : la référence à Proudhon est pour le moins fallacieuse. Elle a surtout pour évidente fonction de donner une caution “socialiste” (au sens du socialisme pré-marxiste) à la pensée et à la politique de Delors. Quoi qu'on pense de Proudhon et quelque désaccord qu'on ait avec lui, il a marqué une étape dans le long cheminement du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste, au sens originel du terme. C'est un véritable tour de passe-passe que d'essayer de relier à l'utopie des communautés de travail des premiers socialistes pré-marxistes le communautarisme réactionnaire et totalitaire d'un Delors.

“UN ORDRE SOCIAL NOUVEAU”

En réalité, la véritable grande source d'inspiration contemporaine de la pensée de Delors, celle qu'il revendique haut et fort, c'est Emmanuel Mounier, fréquemment cité par Delors comme étant son maître à penser. Né en 1905, Mounier est l'inventeur de ce qu'il a lui-même appelé le personnalisme et qui s'est principalement exprimé dans la revue *Esprit*, fondée par lui après la Deuxième Guerre mondiale. Qu'est-ce que le personnalisme ? Un biographe de Delors en propose la définition suivante :

“Le personnalisme cherche à définir une voie médiane entre le communisme qui nie l'individu et le libéralisme qui nie la communauté. A la différence d'un social-démocrate, toutefois, le personnalisme affirme que l'homme a besoin, au même titre, d'une transformation interne, spirituelle, au même titre qu'un ordre social nouveau (80).”

Passons sur “le communisme qui nie l'individu”... comme si le premier pas vers l'épanouissement de l'individu pouvait être autre chose que l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, c'est-à-dire la société sans classe et sans Etat : le communisme ! Passons... et remarquons le sort que le “personnalisme” réserve à l'individu.

Delors écrit :

“Je crois que l'individu est une personne et pas seulement un individu, c'est-à-dire une personne qui ne peut pas être réduite aux autres personnes, et que cette personne ne peut pas vivre sans être partie prenante de communautés qui le lient aux gens (81).”

Et il ajoute :

“Dans ma conception des choses, le couple personne-communauté est considéré comme supérieur au couple individu-société. Ce n'est pas un jeu de mots ! C'est cela qui a toujours été pour moi la ligne de force de mon personnalisme (82).”

Du personnalisme, Mounier donne la définition suivante :

“La personne est une activité vécue d'autocréation, de communication et d'adhésion, qui se saisit et se connaît dans son acte, comme mouvement de personnalisation (...). Ceux qui portent cette expérience à ses sommets y appellent autour d'eux, réveillent les dormants, et ainsi, d'appel en appel, l'humanité se dégage du lourd sommeil végétatif qui l'assoupit encore (83).”

Et de préciser :

“On pourrait presque dire que je n'existe que dans la mesure où j'existe pour autrui, et à la limite : être c'est aimer. Ces vérités sont le personnalisme-même, au point qu'il y a pléonasme à

(79) Jacques Delors, *Changer*.

(80) Charles Grant, *Jacques Delors*.

(81) Charles Grant, *Jacques Delors*.

(82) *L'Unité d'un homme*, p. 214.

(83) Emmanuel Mounier, *Le Personnalisme*, “Que sais-je ?”, PUF.

désigner la civilisation qu'il poursuit comme personneliste et communautaire (84)."

Ainsi donc, personnelisme et communautarisme constituent deux réalités proches, voire identiques. La prise en compte des rapports sociaux de production est exclue de cette philosophie ou, du moins, elle est réduite à un rôle secondaire. Mounier écrit :

"La cristallisation des désordres dans le monde a conduit des personnelistes à se dire révolutionnaires. Le sens des continuités nous détourne d'accepter le mythe de la révolution table-rase : révolutionnaire veut simplement dire que le désordre de ce siècle est trop intime et trop obstiné pour être renversé sans un renversement de vapeur, une révision profonde des valeurs, une réorganisation des structures et un renouvellement des élites (85)."

Mépris à l'égard du "lourd sommeil végétatif qui assoupit l'humanité", appel aux "élites" pour qu'elles "réveillent les dormants" et œuvrent au "renouvellement des valeurs", la démocratie ne trouve guère sa place chez Mounier. "Les partis politiques semblent en voie de dépassement", affirme Mounier (86), qui précise :

"L'Etat parlementaire n'est plus guère qu'une survivance. La démocratie politique doit être entièrement réorganisée sur une démocratie économique effective, adaptée aux structures modernes de la production. C'est sur cette base organique que peut être seulement restaurée l'autorité légitime de l'Etat. (87)."

ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL

On remarque ici un thème qu'on retrouvera avec constance chez Delors : la démocratie de représentation et les partis politiques eux-mêmes étant réputés dépassés, on prétend y substituer une "démocratie économique" qui ne peut se traduire autrement que par l'association capital-travail, l'intégration des producteurs et de leurs représentants, en particulier des organisations ouvrières, à l'Etat et à l'entreprise. Quel rôle politique le christianisme doit-il jouer dans ce cadre ?

"Le christianisme, écrit Mounier, ne semble pas avoir réussi avec le monde

moderne le mariage qu'il a réussi avec le monde médiéval. Est-ce sa fin ? Non, mais celle d'un régime de monde chrétien. Il lui faut revenir à sa position première : renoncer au gouvernement de la terre et aux apparences de sa sacralisation pour former l'œuvre propre de l'Eglise, la communauté des chrétiens dans le Christ, mêlé aux autres hommes pour l'œuvre profane (88)."

Cette conception a guidé, de toute évidence, le comportement politique de Delors. S'il rejoint, dans les années 1950, l'association Vie nouvelle, c'est expliquait-il aujourd'hui, parce qu'elle inscrit son action "dans le droit fil du personnelisme chrétien d'Emmanuel Mounier" (89) et, en particulier, parce qu'elle avait "théorisé" la "distinction des plans". Qu'est-ce que la "distinction des plans" ? C'est la compréhension, selon Delors, que :

"Croire est une option personnelle qui ne doit pas empêcher le chrétien d'avoir des idées à lui sur les problèmes de société (90)."

Est-ce à dire que la religion est affaire privée ? Pas du tout ! Pour reprendre la formule de Mounier, il revient au chrétien de "se mêler aux autres hommes pour l'œuvre profane".

C'est ce que fera Delors durant toute son existence. Agissant au sein de la CFTC en faveur de sa "déconfessionnalisation", il s'en explique ainsi :

"La CFTC de l'époque se fondait sur la doctrine sociale chrétienne qui était largement insuffisante pour expliquer les phénomènes sociaux contemporains puisqu'elle écartait systématiquement le fait fondamental qu'est la lutte de classes (91)."

(84) Emmanuel Mounier, *Le Personnelisme*, "Que sais-je ?", PUF.

(85) Emmanuel Mounier, *Le Personnelisme*, "Que sais-je ?", PUF.

(86) Emmanuel Mounier, *Le Personnelisme*, "Que sais-je ?", PUF.

(87) Emmanuel Mounier, *Le Personnelisme*, "Que sais-je ?", PUF.

(88) Emmanuel Mounier, *Le Personnelisme*, "Que sais-je ?", PUF.

(89) *L'Unité d'un homme*, p. 312.

(90) *L'Unité d'un homme*, p. 312.

(91) *L'Unité d'un homme*.

C'est-à-dire que, dans la mesure où la lutte de classe existe, il faut pour la combattre sur l'orientation du corporatisme, non pas disposer d'une organisation chrétienne séparée, mais infiltrer le christianisme social dans les organisations "profanes", pour reprendre l'expression de Mounier lui-même. Pour preuve, il développe :

« D. W. : A l'instar de Paul Vignaux, vous définissez-vous comme un "catholique laïc" ? »

J. D. : *Oui. Dans le contexte des années cinquante, alors que la démocratie chrétienne avait pris une forme politique et que les militants chrétiens que nous étions voulions partager le combat du mouvement ouvrier, à dominante non catholique, cette appellation était la bonne. Et là aussi je dois payer tribut à Paul Vignaux et à Albert Detraz qui m'ont beaucoup appris dans ces domaines.*

D. W. : *Conserverez-vous la même appellation aujourd'hui ?*

J. D. : *Absolument, même si je considère que la crise de la démocratie dont nous avons parlé est aussi une crise morale et, par conséquent, que le spirituel doit revivifier la société (92).* »

C'est également cela qui explique que Delors ait rapidement quitté la mouvance politique de la démocratie-chrétienne pour participer à la colonisation du Parti socialiste après Epinay, ou même de secteurs entiers du mouvement syndical par le christianisme social. C'est Mounier, toujours, qui agit et pousse Delors et ses compagnons d'idées à "se mêler aux autres hommes pour l'œuvre profane".

Le communautarisme a, semble-t-il, récemment trouvé, outre-Atlantique, un successeur à Mounier, un nouveau gourou. Son nom : Amitai Etzioni. Le *Communitarian Network* qu'il a constitué serait fort de 5 000 membres et compterait parmi ses sympathisants le vice-président américain, Al Gore, Bill Clinton, Helmut Kohl, les dirigeants du Parti conservateur, comme ceux du Labour Party en Grande-Bretagne. Le journal *Courrier international* (93), qui consacre un dossier complet à cette question, relève

que "bien des idées exprimées par Jacques Delors sont proches" de ce courant et aussi que "pour certains, cette théorie ressuscite le spectre de l'idéologie corporatiste".

DU COMMUNAUTARISME AU CORPORATISME

NewsWeek (94) décrit en ces termes cette nouvelle flambée de communautarisme :

« Amitai Etzioni (...) affirme que la solution pour l'avenir est une politique de communauté. Son programme communautariste stipule que les individus ont autant de responsabilités que de droits. Les communautaristes se distinguent des libéraux par le fait qu'ils s'opposent à l'idée que l'intérêt personnel de l'individu peut être une valeur fondatrice de la société.

Mais ils se distinguent des socialistes en se faisant les avocats de petites unités sociales : la famille, le quartier, les écoles, les paroisses et toutes les autres choses qui rendent la vie des banlieusards américains — au choix — soit conformiste et indiscret, soit aimablement agréable. S'il y a une idée en vogue en ce moment au sein de la gauche européenne, c'est bien celle-là.

Pourtant, la France est peut-être un terrain plus fertile que ne le croit Etzioni. Comme Charles Grant (l'ancien correspondant à Bruxelles de *The Economist*) l'a fait remarquer dans un récent biographie, Jacques Delors doit beaucoup à la pensée d'Emmanuel Mounier, un philosophe du "personnalisme catholique" de l'après-guerre, qui cherchait une voie intermédiaire entre l'Etat et l'individu et dont les principes pourraient aisément être qualifiés de communautaristes. Mieux, le président de la Communauté emploie constamment un langage communautariste. "L'individu, a-t-il déclaré à Grant, ne peut pas vivre sans participer à des sociétés qui le lient aux gens."

(92) *L'Unité d'un homme*, p. 313.

(93) 17 novembre 1994.

(94) Cité par *Le Courrier international*, du 17 novembre 1994.

L'attachement de Jacques Delors au terrible terme de subsidiarité s'explique en partie par son désir de garantir aux autorités locales et régionales une liberté d'action. Même dans son action politique, Delors favorise franchement les idées communautaristes. »

Comme on le voit, ce n'est pas faire un procès d'intention que de rapprocher la pensée de Jacques Delors non seulement du communautarisme, mais aussi du corporatisme.

Amitai Etzioni lui-même déclare :

"Je suggère une troisième voie, qui nous rappelle que nous sommes tous frères et sœurs. Nous ne pouvons attendre de l'Etat qu'il prenne soin de nous. Nous devons tous faire des sacrifices, assumer nos responsabilités, apporter notre contribution (95)."

"ETZIONI L'A RÊVÉ, MUSSOLINI L'A FAIT"

L'idée de la troisième voie, qui ne serait ni le capitalisme ni le socialisme, a toujours été, avant la Deuxième Guerre mondiale, pendant et après, la voie du communautarisme ou encore du corporatisme. Rapprochement abusif ? Excès polémique ? C'est le *Sunday Times* de Londres (96) qui titre un article : "Corporatisme : Etzioni l'a rêvé, Mussolini l'a fait." On peut y lire ce qui suit :

« Il est aisé de comprendre pourquoi les hommes politiques occidentaux sont actuellement attirés par le communautarisme, mais aussi pourquoi ni la gauche ni la droite ne semblent prêtes à l'exploiter dans son état actuel.

L'idée cadre bien avec l'orthodoxie européenne, avec la réalité des communautés régionales que sont l'Ecosse ou la Flandre ; et puis il y a un sentiment diffus, la conviction qu'il doit bien exister une façon un peu moins impitoyable de gouverner une société. Chercher une troisième voie entre socialisme et capitalisme est très tentant. On nous propose donc aujourd'hui le communautarisme.

Prenons, par exemple, le Massachusetts protestant de l'époque des Sorcières de Salem (pièce d'Arthur Miller qui raconte les persécutions puri-

taines dont la ville de Salem fut le théâtre au XVII^e siècle). Tout le monde se mêlait des affaires de tout le monde. Les villages pionniers d'alors ne devaient leur survie qu'au respect de règles de fer. Certains n'hésitaient pas à prendre les "mendiants persistants".

Dans les années 1890, le Vatican, cherchant à s'adapter au monde moderne, publia un document beaucoup plus séduisant que tout ce que les marxistes avaient jamais écrit : Rerum Novarum. Cette encyclique de Léon XIII lançait l'anathème sur les capitalistes, les rendant responsables de tous les maux.

Le professeur catholique du nom de Giuseppe Toniolo (1845-1918), sociologue qui formula en 1894 un programme politique d'inspiration chrétienne, élaborait alors un projet d'Etat non capitaliste. Il prévoyait notamment d'éviter les conflits de classes par la création de "chambres de commerce" qui seraient chargées de négocier les salaires ; il prévoyait aussi des tonnes de bureaucrates et des tonnes de textes législatifs. Il donna un nom à son idée : la Stato Corporativo — L'Etat corporatiste. Un peu plus tard, quelqu'un mit en pratique ses idées. Un certain Mussolini. »

Peut-on établir une relation entre la pensée politique de Delors et la pensée politique qui, en Italie, a pris la forme du corporatisme mussolinien ?

La question ne peut être contournée. Le fascisme, avant de devenir synonyme de persécutions raciales, de génocide, dans le cas du nazisme, et de liquidation physique de millions d'hommes, est né, en effet, d'une volonté de mettre en œuvre la doctrine sociale de l'Eglise, celle-là même dont Jacques Delors se fait aujourd'hui le porte-drapeau. Dès la publication de l'encyclique *Rerum Novarum*, les activistes de l'Eglise catholique, clercs ou laïcs, vont s'employer à constituer les instruments capables de mettre en œuvre la doctrine sociale de l'Eglise et de faire évoluer la société vers des systèmes corporatistes.

(95) Cité par *Le Courrier international*, du 17 novembre 1994.

(96) 17 novembre 1994, cité par *Courrier International* de la même date.

Et ce n'est pas un hasard si, plus tard, le pape Pie XI sera amené à signer des concordats avec Mussolini, Salazar et aussi Hitler.

En Italie, au Portugal, en Allemagne et en Autriche, puis en France, sous Vichy, l'Eglise va voir sous des formes souvent très proches se concrétiser le "vœu" de Léon XIII : le retour des corporations. Dans ces pays, les systèmes corporatifs vont en général donner lieu à l'institution de Chartes du travail. D. Parigaux relève que « l'archevêque de Bordeaux, Maurice Feltin, dans une lettre pastorale commentant le décret du 28 août 1942 sur les syndicats uniques, lance un vibrant appel aux catholiques de ne pas refuser leur concours à ces syndicats parce que la Charte du travail du maréchal Pétain "tendait vers la corporation qui est dans la pensée chrétienne" (97). »

C'est un fait : la corporation est dans la pensée chrétienne et de tous ceux qui veulent "dépasser" la lutte de classes en supprimant par la force les organisations de la classe ouvrière — le fascisme s'y emploiera — ou — version Delors — en intégrant ces organisations avec la complicité de leurs directions.

Qu'en est-il du corporatisme de Mussolini en Italie ? La Charte du travail est adoptée en 1927 et le système corporatif mis en place en 1934. La grève est interdite et l'arbitrage est obligatoire. Les syndicats, à l'exception des syndicats fascistes, sont dissous. Le syndicat unique regroupe dans des confédérations distinctes les ouvriers et les patrons. Les secrétaires des sections locales ouvrières sont élus après approbation par décret du ministre du Travail.

Les secrétaires des unions provinciales et des fédérations nationales sont nommés par le président de la Confédération des syndicats fascistes, lui-même nommé par le gouvernement. Les conseils nationaux des corporations ont un rôle consultatif, ils dirigent les vingt-deux "corporations productives d'employeurs et d'employés". Dans les conseils de corporations on trouve : les membres du parti, les représentants des associations professionnelles (employés et employeurs), des membres

de l'Association nationale fasciste. Le Conseil national des corporations est constitué des ministres et secrétaires d'Etat, de représentants du parti et des présidents des confédérations syndicales.

Le but de la corporation est de contribuer à établir "une collaboration féconde de tous les producteurs sous la surveillance de l'Etat". Il est précisé dans les articles de la Charte du travail :

"La nation italienne est une organisation dont la finalité s'impose à toutes les autres et notamment aux individus." "Le travail quel qu'il soit constitue un devoir social et reçoit la protection de l'Etat."

En Allemagne, la Charte du travail du Troisième Reich est adoptée en 1934. Il y avait déjà un "syndicat" unique de tous les patrons et ouvriers, dirigé par les chefs nazis, le Front du travail (23 millions de membres). Au centre de l'organisation corporative allemande, on trouve non pas le métier mais l'entreprise, "la communauté de travail". Cette communauté se conçoit comme la vieille corporation moyenâgeuse, elle est le siège où l'entrepreneur, les ouvriers et les employés travaillent "en vue de la réalisation des buts de l'entreprise et pour le bien commun du peuple et de l'Etat". La communauté d'entreprise est dotée d'un organe, le "conseil de confiance" dont le rôle "est évidemment d'accroître et d'approfondir la confiance réciproque des patrons et des ouvriers" (98). La propriété privée est maintenue, mais l'Etat est représenté en permanence dans l'entreprise par un commissaire du travail.

LA CHARTE DU TRAVAIL DE VICHY

En France, la Charte du travail de Vichy est établie le 4 octobre 1941. Elle a trois objectifs : éliminer la lutte des classes par la collaboration des hommes à l'intérieur de la profession, subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général et la suppression de tout prolétariat.

(97) Denis Parigaux, *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*.

(98) A. Cotta.

Le 14 mai 1941, Pétain déclare :

« Je vous demande de ne pas oublier que vous préparez par une articulation judicieuse de l'économie et du social les bases d'une future corporation. Les comités sociaux de la Charte devront être les piliers de ces corporations dont les Français attendent la renaissance de la patrie et qui, sous le contrôle de l'Etat gardien de l'intérêt collectif, prendront demain la charge du destin économique et social de la profession. »

On a donc une séparation de l'économique et du social. Le domaine économique est celui des syndicats et il y a un syndicat par profession. Le domaine social est réservé aux comités sociaux et aux corporations. Les syndicats professionnels sont scindés en cinq catégories (employeurs, employés, ouvriers, agents de maîtrise et ingénieurs). Les comités sociaux *« réalisent au premier degré la collaboration sociale ou professionnelle entre la direction et le patronat »* (art. 24). L'organisation, comme pour les syndicats, est pyramidale.

« Il est créé dans chaque famille professionnelle ou profession et à chacun des échelons locaux, régionaux et nationaux un organisme corporatif à compétence sociale et professionnelle qui prend respectivement le titre de comité local, régional et national » (art. 27).

« Ce corporatisme français, écrit A. Cotta, est indiscutablement plus proche du Moyen Age que ne le sont ses variétés italiennes et allemandes. La cellule de base est en définitive beaucoup plus la profession que l'entreprise qui échappera aux dispositions du projet lorsqu'elle aura moins de cent membres. Et surtout l'Etat ne fait que « garder » l'intérêt collectif, empêcher que, d'après les propos de René Belin, alors secrétaire d'Etat au Travail, « les intérêts des catégories entre lesquelles étaient partagées les différentes organisations professionnelles, catégories ensuite réunies au sein des comités sociaux, l'emportent sur les intérêts de la communauté française » (99). »

Dans *La France de Vichy*, l'historien Paxton consacre un chapitre à la question suivante : *« Comment échapper à la lutte des classes et à la concurrence : le corporatisme au pouvoir (100). »*

Echapper à la lutte des classes ?

« Le corporatisme se proposait d'organiser toute la population active — patrons, techniciens, ouvriers — en groupes économiques (par branche d'industrie ou par profession) qui se régiraient eux-mêmes et dirigeraient la société. L'Etat autoritaire et le marché libéral chaotique feraient donc place à des groupements « naturels » autonomes. Les associations reposant sur la notion artificielle de classe et soulignant les conflits d'intérêts, tels les syndicats, disparaîtraient au profit d'unités économiques « naturelles » dont les membres auraient tous avantage à écouler leurs produits.

Echapper à la lutte des classes était l'un des objectifs des corporatistes. Refusant de voir qu'il y a une opposition inéluctable entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leurs bras, ils insistaient sur la communauté d'intérêts à l'intérieur de chaque profession et de chaque secteur d'activité, industriel ou commercial. La lutte des classes était à leurs yeux une création artificielle. Si les salariés et employeurs étaient organisés selon de sains principes et si l'on empêchait les agitateurs de manœuvrer les travailleurs, la lutte des classes disparaîtrait (101). »

Echapper à la concurrence ?

« Avec les difficultés financières et économiques que connut l'Europe au sortir de la Première Guerre mondiale, les ententes industrielles se multiplièrent jusqu'à devenir presque la règle après 1930. Le gouvernement français laissait, en pratique, les mains libres à l'entreprise privée et, par consentement tacite, toutes les industries qui étaient à même de le faire s'organisèrent. En 1939, il y avait probablement plus de 2 000 ententes ou accords permettant aux producteurs de fixer les prix et les conditions de vente, et environ 60 cartels internationaux dont faisait partie l'industrie française. L'économie restait « libérale » (entendez par là que les entreprises ou groupes d'entreprises ne contrôlaient pas le jeu de l'offre et de la demande) uniquement dans les secteurs morcelés, primitifs où les producteurs et distributeurs étaient trop nombreux pour être organisés.

(99) A. Cotta.

(100) Paxton, *La France de Vichy*, pp. 204 à 213.

(101) Paxton, *La France de Vichy*, p. 205.

Les corporatistes proposaient tout bonnement d'officialiser ces cartels, organisations, ententes. L'utilité du Parlement dans les questions économiques étant partout mise en doute, ils croyaient que ces groupes "naturels" se constitueraient en un organe législatif, le Conseil national corporatif. Sous la III^e République, le projet de loi Marchandau prévoyait déjà, en 1935, que toutes les entreprises industrielles et commerciales s'organiseraient pour éviter la surproduction et la chute des prix (102). »

Mais le corporatisme, sous des oripeaux passésistes, est la forme moderne, c'est-à-dire à l'époque du capitalisme impérialiste, de la lutte des trusts sur le marché mondial. Déjà, sous Vichy :

« François Lehideux (ministre de Pétain en 1941) désire vraiment rationaliser l'entreprise française désuète et organiser l'industrie européenne pour qu'elle puisse relever ensuite le "défi américain". (...) Le corporatisme tourne à la planification centrale et au dirigisme.

Cette évolution atteint son plein épanouissement en 1943 quand Bichelone, le ministre de la Production industrielle de Laval, trouve un partenaire idéal dans Albert Speer, le nouvel autocrate de l'économie du Reich. Bichelonne est l'un des rares dirigeants de Vichy à comprendre clairement que la planification n'est pas seulement une nécessité imposée par les circonstances. Il prévoit, en ingénieur et en administrateur qu'il est, une application du dirigisme à l'économie d'après-guerre (103). »

“LE DÉSORDRE À CORRIGER”

Le Plan, facteur de rationalisation économique relié à l'intégration corporatiste : l'idée fera son chemin, on la retrouvera dans la pensée et l'action de Jacques Delors. L'Eglise, dans l'entre-deux guerres, n'a cessé de militer en faveur du corporatisme. Il s'agit de débattre des moyens d'arriver à une telle économie d'ordre. Au cours des mêmes “Semaines sociales de France”, organisées par l'Eglise en 1935, la leçon d'ouverture du président de la commission générale des

“Semaines”, Eugène Duthoit, s'intitulait “Par une autorité corporative, vers une économie ordonnée” :

« La corporation est une communauté d'entreprises, devait-il déclarer (...). Il faut donc que l'entreprise particulière soit reliée à l'Etat (...) par un pouvoir coordinateur. (...) A l'esprit purement revendicatif, la corporation tend ainsi à substituer l'esprit de collaboration. »

Le premier cours qui devait suivre, celui du père jésuite Villain, sous-directeur de l'AP, s'intitulait : “Le désordre à corriger.” Contre le système concurrentiel du capitalisme libéral total, précisait-il, le remède est dans l'association syndicale et la “restauration des corps professionnels” organisés (104). »

LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

On comprend l'attrait de la hiérarchie catholique pour la Charte du travail de Pétain qu'elle avait appelée de ses vœux avec tant de ferveur. Elle

« se lança dans une véritable campagne en faveur de la Charte pétainiste, campagne relayée et amplifiée par les services de propagande de Vichy. A tout seigneur tout honneur, ce fut tout d'abord l'ACA (Assemblée des cardinaux et archevêques) qui applaudit “à la pensée généreuse qui inspire la Charte du travail” et souligna que son dessein “est trop conforme à la doctrine sociale de l'Eglise pour ne pas rallier les suffrages de tous les catholiques”». Et puis le 2 octobre 1942, Monseigneur Feltin, alors archevêque de Bordeaux, publia une lettre pastorale où il invitait les catholiques à ne pas refuser leur concours à la Charte. De leur côté, les jésuites de l'Action populaire approuvèrent la Charte du travail et en firent une analyse favorable dans leurs publications. L'abbé Godin, aumônier fédéral de la JOC, dont il sera question ultérieurement à propos des prêtres-ouvriers, l'approuva également.

(102) Paxton, *La France de Vichy*, pp. 206-207.

(103) Paxton, *La France de Vichy*, pp. 212-213.

(104) Cité par Denis Parigaux dans *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*, p. 36.

La Chronique sociale de France elle-même, l'organe des Semaines sociales, en fit un vif éloge dans son dernier numéro de l'année 1941... Quant à Economie et humanisme, la revue des dominicains, elle ne fut fondée qu'au début de 1942, mais défendit l'idée "communautaire" chère au maréchal Pétain, et notamment la "communauté d'entreprise". Sous l'impulsion de deux militants CFTC intégrés à l'Etat vichyssois, les partisans de la Charte créèrent un organisme qui, avec l'appui de l'ACA, devait déployer une intense propagande auprès des militants de la CFTC pour qu'ils s'activent en faveur de la charte (105). »

L'Eglise apporte toute son aide à Vichy.

« L'ampleur des tâches auxquelles était confronté le gouvernement et que la hiérarchie se fixait pour objectif de prendre en charge à l'aide de ses mouvements d'action catholique en vertu du principe de subsidiarité était immense, le nombre de prêtres et de militants notoirement insuffisant et mal préparé à une action de cette envergure. Un effort de formation sans commune mesure avec celui qui avait été entrepris dans le passé s'avérait donc nécessaire. C'est le message qu'allaient délivrer en 1943 les abbés Godin et Daniel dans France, pays de mission ?, proposant un redéploiement total de l'action catholique en milieu ouvrier. L'annonce de cette transformation ne faisait cependant que suivre, d'une part, le lancement du "centre d'études" Economie et humanisme et, d'autre part, les prêtres ouvriers de la "mission de France" et de la "mission de Paris". »

C'est en février-mars 1942 que sortit le numéro zéro de la revue Economie et humanisme. Il comprenait un "manifeste", des "extraits du plan de travail" et des "extraits des statuts". Selon ces statuts, Economie et humanisme était d'abord une association (loi de 1901) dont le but était de créer des "centres d'études des complexes sociaux" ainsi que des "écoles de formation à l'action destinées aux futurs dirigeants des organisations professionnelles" (art. 2). » (page 59).

Dans son manifeste de 1942, *Economie et humanisme* voit les déséquilibres du monde comme le résultat "de la dissolution des communautés organiques". L'ordre communautaire est fondé sur

"une communauté de destin", l'entreprise étant désignée comme une "communauté organique". On trouve dans cette analyse les racines de la future CFDT, et aussi des positions de tous les partisans de la "communauté".

Cette distinction révèle une orientation sensiblement différente de celle que les jésuites de l'action sociale avaient infusée à la CFTC.

« Les dominicains d'Economie et humanisme ont axé quant à eux leur enseignement sur la communauté organique et privilégié l'entreprise comme telle, ce qui donnera l'autogestion à quelques décennies de là, et triomphera avec la CFDT. Les jésuites étaient plus proches du système démocrate-chrétien qui s'était dévoyé en Italie, en Autriche ou au Portugal et en Espagne entre les deux guerres mondiales, tandis que celui des dominicains d'Economie et humanisme, avec ses fondateurs, et notamment François Perroux, est plus proche du système corporatiste du national-socialisme allemand fondé sur le "führer-principe" et sa "communauté d'entreprise" (106). »

Autrement dit : prenant appui sur un socle commun — la doctrine sociale de l'Eglise —, les jésuites étaient plutôt favorables à la Charte du travail et au corporatisme de type mussolinien, tandis que les dominicains se sont exprimés, à travers la revue *Economie et humanisme*, en faveur du communautarisme et de l'esprit communautaire. Rapprochons ces informations de la réponse apportée par Jacques Delors à la question posée (107) :

"Certains de vos amis disent que vous êtes plutôt janséniste, d'autres que vous êtes plutôt jésuite. Etes-vous plutôt janséniste, plutôt jésuite, ou les deux à la fois ?"

Delors répond :

"Ma vraie culture est La Vie nouvelle. Je la dois à la fois à des pères dominicains et à des pères jésuites."

(105) Denis Parigaux, *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*, p. 55.

(106) Denis Parigaux, *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*, pp. 60-61.

(107) *L'Unité d'un homme*, p. 322.

“LA VIE NOUVELLE”

Ce sont donc les partisans de la Charte du travail, organisateurs de l'Action catholique ou d'*Economie et humanisme* en 1941, 1942, 1943, qui devaient constituer quelques années plus tard *La Vie nouvelle*, où Delors devait faire ses premières armes.

Il n'y a, on le voit, aucun excès à établir comment se relie entre elles les idéologies corporatistes et communautaristes qui, à chaque étape du XX^e siècle — et sous des formes nécessairement diverses — ont cherché à mettre en œuvre la doctrine sociale de l'Eglise. Il est aisé, par exemple, de mettre en rapport les propos du maréchal Pétain, le 1^{er} mars 1941, à Saint-Etienne (108), déclarant « *que le prolétaire doit retrouver “dans une communauté de travail les conditions d'une vie digne et libre en même temps que les raisons d'espérer. Cette communauté, c'est l'entreprise. Sa transformation peut seule fournir la base de la profession organisée qui est elle-même une communauté des communautés”* », avec le manifeste doctrinal édité par *Economie et humanisme* en 1943, sous le titre “Vers la révolution communautaire”, stipulant que la répartition du profit “*est facilitée par la division de l'entreprise en noyaux de travail ayant leur comptabilité propre et au sein desquelles les profits varient selon la qualification et l'effort de chacun (...). L'entreprise constituée en communauté de travail a une existence absolument indépendante de la société qui apporte le capital, association d'intérêts (...). Pour faire disparaître la condition prolétarienne, est-il déclaré par ailleurs, il faut que l'ouvrier, par une série de réformes de structure, s'élève peu à peu de la qualité de salarié à la qualité d'associé et qu'il reçoive sa part de propriété et sa part de gestion* (109). »

Cette thèse de la répartition du profit ou du partage des fruits de la croissance, on la retrouvera, quasiment mot pour mot, dans les années 1970 à travers des thèses de la CFDT sur l'autogestion. D'ailleurs, les statuts adoptés par la CFDT en 1964 s'inscrivent de manière explicite, non seu-

lement dans la continuité de la CFTC, mais aussi dans la continuité de l'influence corporatiste d'*Economie et humanisme*. Le préambule des statuts de la CFDT de 1964 affirme notamment :

“Soulignant les apports des différentes formes de l'humanisme, dont l'humanisme chrétien, à la définition des exigences fondamentales de la personne humaine et de sa place dans la société, elle entend développer son action en restant fidèle à un syndicalisme idéologique fondé sur ces exigences qui demeure les siennes. Sur ces bases, elle est résolue à poursuivre sa lutte pour les droits essentiels de l'homme, de la famille et des groupes, dans le respect des devoirs qui en découlent.”

Et de préciser :

“Tout homme a le droit (...) de développer sa personnalité au sein des divers groupes et des communautés naturelles dont la première est la famille, et, pour ce faire, de disposer pour lui-même et les siens de biens matériels, culturels et spirituels (110).”

Même continuité revendiquée par Delors. On sait le rôle joué par ce dernier dans le groupe Reconstructions et tout le processus qui a conduit à la transformation de la CFTC en CFDT. Rien d'étonnant à ce que le même Delors, aujourd'hui encore, revendique — et avec force — cette conception de la communauté au-dessus des classes sociales et de leurs intérêts distincts.

En septembre 1994 (111), il déclare :

« L'Etat-providence n'est pas seulement menacé par son coût croissant. Il est aussi panier percé, puisqu'il n'empêche pas la pauvreté. N'attendons pas, pour que la démocratie se réveille, qu'elle soit en péril.

(108) Cité par Denis Parigaux dans *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*.

(109) Cité par Denis Parigaux dans *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*.

(110) Cité par Denis Parigaux dans *L'Eglise, le corporatisme et Vichy*, p. 94.

(111) *L'Express*, 22 septembre 1994.

Sa vitalité dépend d'un effort constant pour faire participer le plus grand nombre de citoyens à l'aventure collective. Cette aventure, c'est l'affaire d'une "communauté", terme magnifique, dans l'acception française. Je le préfère, de loin, à celui d'"union". Sa richesse vient de l'attachement que lui vouent tous ses membres et qui lui donne une âme. »

La "richesse de la communauté" procédant de "l'attachement que lui vouent tous ses membres" et lui "donne une âme" ? Qu'est-ce d'autre, finalement, que le vocabulaire et l'idéologie du corporatisme de Vichy ?

LE RÔLE QUE LES SYNDICATS DEVRAIENT JOUER

La question syndicale occupe une importance majeure dans la politique préconisée par Jacques Delors. *L'Unité d'un homme* consacre de larges passages à la nécessité de donner (ou de redonner) une place essentielle au syndicalisme. Derrière cette sollicitude et cette compassion toutes chrétiennes, il y a, on va le voir, un point de vue rien de moins qu'intéressé. Delors fait souvent référence à Pierre Mendès France comme l'un des inspirateurs de sa politique. Il est certain que, singulièrement, concernant la place des syndicats, les idées de Delors ne sont pas d'une originalité avérée. Elles ont largement emprunté au livre intitulé *La République moderne*, de l'ancien président du Conseil de la IV^e République, bien que les circonstances historiques n'aient pas permis de mesurer jusqu'où Mendès France serait allé sur cette voie. En ce sens, si la filiation est avérée, ce serait faire preuve d'injustice que d'imputer à la mémoire de Mendès France l'œuvre politique de Delors.

Dans *La République moderne*, Mendès France anticipe sur le rôle que, à son avis, les syndicats devraient jouer dans le cadre d'une modification en profondeur des institutions de la République. Dans un chapitre intitulé "Promotion du syndicalisme", il préconise la mise en place d'un conseil économique et social et de conseils économiques régionaux "au sein desquels les syndicats seront largement

représentés" (112). Dans cette anticipation de ce que seront les institutions mises en place par la V^e République, Mendès France précise :

"Certes, ils conserveront une indépendance sans réserve vis-à-vis de l'Etat, et demeureront les défenseurs naturels des revendications ouvrières. Il n'en reste pas moins que leur participation aux discussions et aux décisions économiques nationales et régionales — participation indispensable à la démocratisation de la vie publique — les associera à des responsabilités nouvelles (113)."

Chacun le comprend : toute la contradiction est là. Comment des organisations syndicales peuvent-elles, d'une part, préserver leur "indépendance sans réserve vis-à-vis de l'Etat" et "demeurer les défenseurs naturels des revendications ouvrières", et, d'autre part, exercer "des responsabilités nouvelles" dans la "participation aux décisions économiques nationales et régionales" ? Il y a, c'est évident, du moins dès lorsqu'il s'agira de passer à la mise en œuvre pratique, une contradiction entre ces deux caractéristiques.

Une contradiction que, pour sa part, Delors entend dénouer, dans le sens du corporatisme et de l'intégration, bien sûr ! La mise en place du Conseil économique et social doit, selon Mendès France, viser "une démocratisation de la vie économique et une meilleure représentation de tous les intérêts ouvriers, agricoles, commerciaux, industriels" (114). Ce thème de la démocratisation économique va être la raison sociale officielle sous laquelle les lois Auroux et toutes les mesures de "démocratie participative" seront inaugurées, aussi bien sous Chaban-Delmas que plus tard dans les années 1980. Poursuivons :

"La composition du Conseil économique régional sera variable d'une région à l'autre en fonction des groupes sociaux, des structures et des productions locales (115)."

(112) Pierre Mendès France, *La République moderne*.

(113) Pierre Mendès France, *La République moderne*.

(114) Pierre Mendès France, *La République moderne*.

(115) Pierre Mendès France, *La République moderne*.

Là encore, on trouve par avance le thème de la régionalisation et des instances du type conseils économiques et sociaux régionaux ou sénats régionaux qui seront au cœur du projet de référendum de De Gaulle en 1969, auquel les organisations ouvrières infligèrent le camouflet que l'on sait.

Enfin, on citera également ce passage :

"Il conviendra aussi que ses membres soient en état de consacrer à leurs fonctions une partie importante de leur temps et qu'ils disposent des moyens de travail appropriés ; ce qui implique leur indemnisation, celle particulièrement des délégués ouvriers qui, jusqu'à ce jour, ne peuvent participer que d'une manière limitée, et parfois même symbolique, aux travaux des comités d'expansion, du fait qu'ils ne sont pas défrayés des journées de salaire perdues (116)."

Comme on le voit : rien d'original dans les propositions qui sont faites depuis quelques années aux dirigeants d'organisations syndicales de prévoir le déroulement de carrière des délégués syndicaux dans le cadre des mesures accompagnatrices de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dans la mise en place de nouveaux statuts disloqués dans la fonction publique.

Mais, répétons-le, Delors a largement dépassé son maître à penser Mendès France. Peut-être parce que ce dernier n'eut jamais l'occasion de mettre en œuvre jusqu'au bout ses conceptions. Il n'a disposé ni du temps dont Delors dispose depuis plus de dix ans, tantôt au gouvernement, tantôt à la tête de l'Union européenne, ni des institutions de la V^e République, ni des institutions européennes permettant la mise en pratique de cette conception corporatiste. Dès son arrivée au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, Delors définit le caractère central, à ses yeux, de la mise en place d'un réel plan intégrant les organisations syndicales. En juillet 1981, dans un article intitulé "Pour une approche syndicale du plan" (117), il écrit :

« Il serait donc souhaitable que les syndicats prennent, à leur tour, l'initiative, et définissent à quelles conditions ils seraient disposés à étendre leur partici-

pation de façon à mettre, conformément à leurs vœux permanents, "plus de démocratie" dans les rapports économiques et sociaux. Telle est la voie que nous voudrions explorer, persuadés pour notre part que, dans une société où la volonté révolutionnaire est moins concentrée, les partis et les élections ne sont plus l'instrument obligatoire de tout progrès politique. Par l'ampleur de leurs responsabilités économiques et sociales, par le fait que la croissance forte et équilibrée de l'économie dépend de l'adhésion de tous les partenaires sociaux, les syndicats peuvent, dans le domaine qui leur est propre, "faire avancer les choses" et redonner aux travailleurs une espérance politique. »

De cette conception découleront les lois Auroux et aussi — on l'a vu précédemment — la suspension de la loi du 11 février 1950, qui réglemente la liberté de négociations et d'accords contractuels entre les représentants des syndicats ouvriers et les représentants du patronat. Durant treize ans, au gouvernement puis à la tête de l'Union européenne, Delors ne cessera de chercher à mettre en œuvre une politique visant à transformer les organisations syndicales. Pour lui, les organisations syndicales ne doivent pas exprimer les revendications ouvrières. Elles doivent s'apercevoir par elles-mêmes du réalisme ou de l'irréalisme de leurs revendications en fonction de l'évolution générale de l'économie et de ses possibilités (soit dit en passant, dans le cadre du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, toute revendication ouvrière, parce qu'elle vise à réduire la part de la plus-value dans les valeurs produites, sera considérée irréaliste), et cela d'autant plus dans la phase actuelle de "l'impérialisme sénile" (118) qui voit la destruction à grande échelle des forces productives afin d'alimenter le gouffre sans fin de la spéculation).

(116) Pierre Mendès France, *La République moderne*.

(117) Article publié dans la revue *Esprit*, sous le pseudonyme de Roger Jacques.

(118) Lire dans *La Vérité*, n^{os} 10 et 11, les articles consacrés à cette question. Relevons à ce sujet cette hallucinante formule de Delors, au sujet de l'emploi : "Nous sommes toujours dans le processus shumpétérien de destructions créatrices qui font la croissance et l'emploi" (*L'Unité d'un homme*, p. 335). Destruction, c'est sûr... Quant à créer...

Durant toute cette période, Delors fera tout ce qui est en son pouvoir pour amener les syndicats à renoncer à leur indépendance, à renoncer au mandat fondé sur la défense des intérêts ouvriers, en échange de la participation au Plan. Il fera tout pour les amener à accepter de devenir des rouages de l'Etat, obéissant à "l'intérêt général" au lieu d'être des instruments de la seule volonté des adhérents.

"LA LIGNE MAGINOT DES AVANTAGES ACQUIS"

Plus le temps passe, et plus Delors accentue cette orientation. Le 25 novembre 1994 (119), il dénonce "la ligne Maginot des avantages acquis" et, à peu près au même moment, il définit en ces termes le rôle des organisations syndicales (120) :

"Certes, je ne suis pas assez naïf pour croire que les groupes de pression et d'intérêt n'aient pas de rôle à jouer, mais pour transcender ces intérêts particuliers et divergents, il faut qu'il y ait des médiateurs. C'est la raison pour laquelle j'insiste, peut-être avec un brin de nostalgie, sur l'importance des relations entre le patronat, les syndicats et l'Etat."

Cette notion de l'organisation syndicale comme médiatrice entre les intérêts particuliers et l'intérêt général manifeste un degré supplémentaire dans la marche au corporatisme et au totalitarisme. Reconnaisant que les groupes de pression et d'intérêts — c'est-à-dire en réalité les classes sociales — ont un rôle à jouer (c'est-à-dire reconnaissant qu'il est impossible de faire disparaître la lutte de classe d'un coup de baguette magique), Delors réclame l'institutionnalisation de médiateurs destinés à transcender ces intérêts particuliers et divergents. Et il inscrit, au premier rang de ces médiateurs, les syndicats.

Les syndicats transformés en médiateurs ? Mais pour parvenir à quels résultats ? Delors ne s'en cache pas : il s'agit de faire des organisations syndicales un instrument d'autodestruction du mouvement ouvrier. Dans cette direction,

l'ancien président de la Commission de Bruxelles accorde une attention particulière, prioritaire, à une question : la remise en cause de la Sécurité sociale.

Déjà, les décisions prises par lui lorsqu'il était ministre avaient arraché ce cri du cœur à un dirigeant du patronat :

"Nous sommes honnêtes et nous reconnaissons que les décisions du gouvernement touchent uniquement le citoyen et le contribuable, et ne pèsent pas directement sur les entreprises. C'est un fait important. Le prélèvement de 1 % du revenu imposable pour la Sécurité sociale est significatif : voilà, pour la première fois, un prélèvement à but social qui ne se fait pas par une augmentation des charges des entreprises. Dont acte ! (121) »

"TENIR AUX FRANÇAIS UN LANGAGE DE VÉRITÉ" !

Mais Delors ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Après avoir justifié la liquidation de pans entiers de l'industrie par la volonté de préserver la Sécurité sociale :

"L'Europe, pour maintenir ses systèmes de Sécurité sociale et son niveau de vie, a déjà fait beaucoup. Elle a supprimé cinq millions d'emplois depuis le premier choc pétrolier (122). »

il justifie à présent l'offensive contre la Sécu par... la nécessité de préserver l'emploi :

"On ne peut pas leur promettre (aux Français, NDLR) à la fois le maintien des avantages procurés par la Sécurité sociale et l'Etat-providence d'un côté, et, d'autre part, la réduction des impôts directs, en même temps que la lutte contre le chômage."

(119) Interview sur RTL.

(120) Interview au journal *Le Monde*, 15 novembre 1994.

(121) Guy Brana, vice-président du CNPF, s'exprime dans les colonnes de *L'Express*, cité dans *Informations ouvrières*, n° 1103, du 22 avril 1983.

(122) *L'Unité d'un homme*, p. 188.

C'est incompatible. Pour lutter contre le chômage il faut, en particulier, mais pas seulement, diminuer les charges qui pèsent sur les salaires, notamment les salaires les plus bas, et si l'on ne veut pas réduire les avantages de la Sécurité sociale, les financer d'une autre manière. Et il n'y a que trois façons de les financer : l'augmentation de l'impôt direct sur les revenus (...); l'augmentation de la TVA (...); un impôt sur le CO² (...). Il n'y a pas d'autre moyen. On ne peut pas avoir à la fois, comme on dit, le beurre et l'argent du beurre (123). »

Et c'est ce que Delors appelle, tenez vous bien, "tenir aux Français un langage de vérité" (124) ! Cinq millions d'emplois pour "sauver la Sécu" et, une fois ce forfait accompli, démanteler la Sécu pour "sauver l'emploi" : ce petit jeu peut se répéter à l'envi... jusqu'à ce qu'il ne reste plus d'emplois ni de Sécu. Si l'auteur de ces propos n'était pas une autorité morale au-dessus de tout soupçon, un symbole d'honnêteté intellectuelle et de droiture spirituelle, cela s'appellerait... une escroquerie.

Quoi qu'il en soit, Delors n'entend pas renoncer. Partant du bilan de ce qui a été fait en matière de "maîtrise des dépenses de santé" et de ce qui reste à faire dans la période qui vient, il écrit :

"Le problème n'a jamais été posé dans toutes ses dimensions. On a donné des coups de pouce, pas toujours inutiles, pour lutter contre le laxisme dans les prescriptions médicales, éviter une consommation abusive de médicaments, ou pour gérer mieux l'hôpital. Mais il faut dire que le système français est particulièrement luxueux en matière de santé : (...) 80 % du financement de la Sécurité sociale sont assis sur les salaires. Face au chômage et à la concurrence internationale, nous devons absolument alléger le coût du travail (125). »

Et, bien sûr, d'élargir le raisonnement au domaine des retraites :

"On pourrait faire le même raisonnement pour les retraites, puisque, avec l'évolution démographique et l'importance du chômage, nous aboutissons à une impasse (126). »

"Pour entrer dans le XXI^e siècle" (127), Delors préconise ceci :

"Pour favoriser le maintien de l'emploi et les créations d'emplois nouveaux, sans réduire le niveau des salaires, il convient donc de diminuer les coûts non salariaux, en particulier pour la main-d'œuvre moins qualifiée (...). L'objectif à atteindre étant la baisse du coût du travail, la réduction pourrait porter, en proportions diverses selon les Etats membres, sur les cotisations sociales des employeurs et/ou sur les cotisations des employés, et/ou sur les impositions qui pèsent directement sur les salaires (...). La promotion de ces formes de travail flexibles pourrait être accompagnée d'une réduction des charges fiscales/sociales qui les grèvent actuellement (128). »

Pour Delors, donc, un syndicat a pour rôle non pas de représenter les intérêts particuliers de ses mandants, c'est-à-dire des salariés, de la classe ouvrière constituée comme classe, et de défendre ses intérêts particuliers contre les intérêts nécessairement divergents des forces sociales inverses (la classe capitaliste, l'Etat), mais de jouer "le médiateur" pour transcender les intérêts particuliers des travailleurs. Transcender, c'est-à-dire les dépasser et dépasser singulièrement ce qu'ils ont de divergent avec les intérêts sociaux adverses. C'est étouffer l'expression démocratique des antagonismes sociaux. C'est se lancer dans une aventure dont l'inspiration et les objectifs ne sont guère différents des tentatives précédentes de mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Eglise : la Charte du travail de Pétain, celle de Mussolini, de Franco, d'Hitler.

Il ne s'agit pas là d'un accident de langage. Déjà, le 21 octobre 1983, présentant son budget 1984, Delors, alors ministre des Finances, avait eu cette phrase terrible :

"Je fais le procès de ceux qui, n'ayant pas la confiance des syndicats, leur cèdent trop."

(123) *L'Unité d'un homme*, p. 70.

(124) *L'Unité d'un homme*, p. 70.

(125) *L'Unité d'un homme*, p. 85.

(126) *L'Unité d'un homme*, p. 85.

(127) Tiré du Livre blanc de la CEE, 1994, rédigé par Delors.

(128) Tiré du Livre blanc de la CEE, 1994, rédigé par Delors.

(Ce budget sera voté par le PCF : "Il faut voter celui-ci avec sa rigueur dans les dépenses, avec ses choix prioritaires, avec ses perspectives, et nous le voterons." - Parfait Jans.)

A cette époque, d'ailleurs, Delors avait, avec le Premier ministre, Mauroy, un désaccord portant précisément sur cet aspect :

"J'étais favorable au blocage des prix et des salaires, mais je souhaitais que le blocage des salaires fût précédé de négociations avec les syndicats pour un contrat national de stabilité. C'était ma méthode, mais Mauroy trouvait que c'était trop risqué et pensait qu'il valait mieux bloquer les salaires par la loi. Je sais que ma méthode était plus périlleuse, mais pour moi il était essentiel de redonner du volume aux syndicats dont la chute d'audience me préoccupait beaucoup (129). »

"LES SYNDICATS DOIVENT TRANSCENDER LEURS CONTRADICTIONS"

En de nombreuses circonstances, ces dernières semaines, Delors a utilisé le terme "d'organisations médiatrices que sont les syndicats et les organisations patronales" (130). Il a même généralisé la formule :

"Le problème éternel du syndicalisme" est "de devoir transcender ces contradictions et amener les gens à un effort de solidarité" (131).

Il n'y a aucune ambiguïté sur le sens qu'il faut accorder à cette mission nouvelle des syndicats invités à "transcender" les intérêts particuliers de leurs mandants. Il ne s'agit pas ici — même si certains font parfois mine de le croire — d'aboutir à des compromis plus ou moins acceptables entre patronat et syndicats. Non, mille fois non, Delors est sur ce point d'une franchise qui l'honore. Delors n'a qu'un but : faire payer les travailleurs. Ecoutez-le déclarer, la voix tremblant d'une légitime indignation :

« Quand les Français entendent "il faut faire payer les riches", ils pensent qu'il y

a une caverne d'Ali Baba. C'est faux, c'est scandaleux, il n'y en a pas (132). »

La spéculation ?

"La bulle financière n'est pas obstacle infranchissable à la promotion des pays en voie de développement (133)."

Et, au journaliste qui insiste :

"Mais cette bulle financière, où les transactions financières sont cent fois plus importantes que les transactions physiques, dont la capacité de rotation est accrue encore par l'informatisation de l'ensemble du marché, n'est-elle pas devenue un obstacle à tous les projets de développements économiques ?",

il répond, tranquille : "C'est excessif (134)."

Ainsi va Delors, qui ne "transcende" pas, on le voit, les intérêts des spéculateurs qui engloutissent les milliards arrachés à la production dans le tourbillon des marchés financiers... mais pour qui les syndicats ouvriers, eux, devraient "transcender" à tour de bras !

Ainsi va Delors, qui — pour ne pas effrayer la "bulle financière", sans doute : "On ne peut pas, dans une période de forte incertitude, obliger les entreprises à ne conclure que des contrats à durée indéterminée (135)." — prône la précarité généralisée :

"La perspective que j'ai esquissée offre à tous des possibilités d'avoir un emploi à durée indéterminée ou à durée déterminée, à temps partiel ou à temps plein, avec des interruptions qui pourront donner lieu à des périodes sabbatiques. Nous avons là une bonne base pour penser une société de plein emploi (136)."

(129) 4 janvier 1989.

(130) *L'Unité d'un homme*, p. 362.

(131) *L'Unité d'un homme*, p. 123.

(132) Grand Jury RTL-Le Monde, 26 juin 1983.

(133) *L'Unité d'un homme*, p. 183.

(134) *L'Unité d'un homme*, p. 182.

(135) *L'Unité d'un homme*, p. 125.

(136) *L'Unité d'un homme*, p. 331.

Ainsi va Delors, dont on ne dira jamais assez le courage, lui qui se heurte à tant d'obstacles.

Obstacles, les organisations syndicales qui refusent de se laisser détruire :

"Nous n'avons pas la culture des bassins d'emplois, ni d'ailleurs identifié ces bassins d'emplois ; les organisations syndicales ont refusé toute cogestion du marché du travail, même au niveau local... (137) »

Obstacles, les paysans qui résistent :

"Il est difficile de faire accepter aux paysans la mise en jachère obligatoire de leurs terres (138)."

Obstacle à l'Europe des régions disloquant les conquêtes ouvrières inscrites dans le cadre national, l'existence des Etats nationaux :

"Ce qui ne va pas, c'est que les Etats nationaux entendent rester totalement maîtres des conséquences de ces politiques dans leur pays (139)."

Par une antiphrase dont il n'a pas le monopole, Delors dénonce comme "corporatisme" le fait que certaines catégories de salariés ont arraché par la lutte de classe des revendications. Pour Delors, et il partage ce vocabulaire avec, non seulement, tous les sommets de l'Eglise, mais avec tous les gouvernements qui, dans le monde entier, obéissent à la politique du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, le "corporatisme", ce n'est pas sa politique visant à museler les syndicats et à les intégrer à l'Etat. Non, le corporatisme, ce serait le fait que les salariés soient attachés à la Sécurité sociale, ou à leurs grilles salariales, ou aux conventions collectives. Les travailleurs du monde entier connaissent cette manipulation de vocabulaire et ne sont pas dupes des intentions politiques qui sont derrière. A ce sujet, Delors écrit :

"J. D. : Le corporatisme a toujours existé dans le domaine de ce qu'on appelle les relations industrielles ou dans le champ du social. Des groupes ont des privilèges relatifs : la sécurité de l'emploi, un système de retraite plus favorable, des compensations plus

importantes lorsqu'ils sont malades. Bien entendu, ces groupes veulent conserver leurs avantages, sans se rendre compte qu'en conservant ces avantages ils privent la société des moyens d'aller à la rencontre des besoins des plus démunis. C'est au syndicalisme de retrouver sa vocation universelle, de transcender ces corporatismes et d'établir une confrontation entre tous les intérêts pour en faire une synthèse. Une synthèse qui ne l'amène pas à se transformer en instance politique mais qui lui permette d'exprimer des revendications, avec un grand souci de l'intérêt national, du bien commun. Avec une attention particulière à donner à un mot que l'on prononce trop souvent, sans en tirer les conséquences : la solidarité (140)."

Dans cette invraisemblable démonstration, s'exprime toute l'éducation jésuitique de Delors. Reprenons.

Un : le corporatisme consiste dans le fait que les travailleurs ont des avantages acquis.

Deux : la sécurité de l'emploi, les régimes de retraite particuliers, de Sécurité sociale particuliers sont, non pas des avantages acquis qui tirent vers le haut tous les avantages acquis de la classe ouvrière, mais des privilèges.

Trois : ceux qui bénéficient de ces privilèges font preuve d'égoïsme car ils veulent les garder.

Quatre : c'est à cause d'eux que la société ne peut aller à la rencontre des besoins des plus démunis (Si des travailleurs, hier pourvus d'un emploi, sont aujourd'hui au chômage, si des chômeurs hier indemnisés sont aujourd'hui au RMI, si des RMistes hier bénéficiaires de ce revenu minimum sont aujourd'hui privés de toutes ressources et SDF, ce n'est quand même pas de la faute des travailleurs qui ont la Sécurité sociale et un emploi. N'est-ce pas plutôt la responsabilité de ceux qui les ont licenciés, de ceux qui les ont précarisés, de ceux qui ont liquidé les indemnités de chômeurs ?).

(137) *L'Unité d'un homme*, p. 125.

(138) *L'Unité d'un homme*, p. 141.

(139) *L'Unité d'un homme*, p. 235.

(140) *L'Unité d'un homme*, p. 84.

Cinq : donc, le rôle des syndicats est de "transcender" ces corporatismes, c'est-à-dire de faire renoncer ces travailleurs à leurs avantages acquis.

Six : ils doivent le faire avec le souci de l'intérêt national, c'est-à-dire de l'intérêt du capitalisme.

"INVENTER DE NOUVELLES SOLIDARITÉS"

On comprend que pour mettre en œuvre une telle politique Delors considère que la tâche essentielle du syndicalisme est, dit-il, "*d'accepter la cogestion de la politique de l'emploi*" (141). Et ce grand spécialiste en matière de syndicalisme de décréter tout de go :

"C'est parce que le syndicalisme en France refuse toujours de cogérer qu'il est incapable de représenter l'ensemble des travailleurs."

Il est certain que le syndicalisme obligatoire, dans le cadre de la Charte du travail de Pétain ou de celle de Mussolini, totalement engagé dans le "plan" de l'Etat fasciste, pouvait affirmer représenter l'ensemble des travailleurs : de toute façon, ceux-ci n'avaient pas le choix ! D'ailleurs, Delors est catégorique :

"Le syndicalisme doit exiger la renaissance du commissariat général du Plan au lieu de discussions sur le type de société que l'on veut et la manière dont on va maîtriser les défis et les enjeux de l'avenir."

Cette conception du syndicalisme va, dans l'esprit de Delors, au-delà même du syndicalisme ouvrier. Il écrit (142) :

"En venant au syndicalisme (ouvrier, mais aussi agricole ou patronal), avec ce que vous êtes, vous participez à l'élaboration de la société de demain. A un moment où beaucoup, soucieux d'être dans le vent, affichent des idées à la mode, vous trouverez les solides racines de ce qui fait une communauté de travail, vous inventerez de nouvelles solidarités qui sauront concilier responsabilité individuelle et justice sociale (...). La politique, c'est le changement par le haut. Le syndicalisme, l'entreprise, la vie associa-

tive, les mouvements sociaux, c'est le changement par le bas. J'ai toujours pensé qu'il fallait accepter les deux, et, mieux encore, les combiner."

Mais comment convaincre les dirigeants des organisations syndicales de jouer ce rôle à ce point aux antipodes de celui pour lequel se sont constituées les organisations ? Dans le passé, c'est sur la base de défaites de la classe ouvrière, en 1933 en Allemagne, en 1922 en Italie, en 1940 en France, qu'il s'est trouvé des dirigeants syndicaux issus du mouvement ouvrier syndical indépendant pour accepter de s'intégrer aux organes de l'Etat. On connaît les exemples tristement célèbres de Belin et d'autres.

Mais en France, dans les années 1980-1990, quels que soient les coups portés aux organisations ouvrières, la classe ouvrière n'a pas subi de défaite majeure. Il faudra donc trouver des relais à l'intérieur du mouvement syndical. En toute modestie, confessant un "*talent de pédagogue*" qu'il n'hésite pas à qualifier de "*don*" (143) (un don de Dieu, sans doute), Delors décrit en ces termes sa méthode :

"J. D. : Dans la mesure où, pour moi, la stratégie du changement passe par des hommes et des femmes qui doivent en être les propres acteurs, pratiquer une sorte de maïeutique devient nécessaire. Elle doit faire de vos interlocuteurs, organisations représentatives, membres d'un parti, opinion publique, des partenaires qui s'approprient, en quelque sorte, l'analyse de la situation, prennent conscience de la nécessité d'une action et se donnent les motivations nécessaires pour la réaliser (144)."

Il est certain que c'est là le *nec plus ultra* : transformer vos interlocuteurs, par exemple des représentants syndicaux, en partenaires qui s'approprient votre analyse et mettent en œuvre votre politique, c'est en effet pratiquer à un degré inconnu l'art de la maïeutique. Plus qu'un art, c'est une école : l'école du corporatisme.

(141) *L'Unité d'un homme*, p. 44.

(142) *En sortir ou pas*, "post-scriptum" rédigé par Jacques Delors.

(143) *L'Unité d'un homme*, p. 338.

(144) *L'Unité d'un homme*, p. 338.

En 1847, Marx écrivait ceci :

“Les principes sociaux du christianisme ont justifié l’esclavage antique, glorifié le servage médiéval, et ils savent au besoin approuver l’oppression du prolétariat, bien qu’avec un air quelque peu contrit.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d’une classe dominante et d’une classe opprimée et, pour cette dernière, ils se contentent d’exprimer pieusement le vœu que la première soit charitable.

Les principes sociaux du christianisme promettent dans le ciel la compensation (...) de toutes les infamies et justifient ainsi la perpétuation de ces infamies sur la terre.

Les principes sociaux du christianisme déclarent que toutes les infamies commises par les oppresseurs contre les opprimés sont soit le juste châtement du péché originel et d’autres péchés, soit des épreuves imposées par le Seigneur, dans son infinie sagesse, aux âmes sauvées.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l’abaissement, la soumission, l’humilité, bref tous les attributs de la canaille. Le prolétariat, qui refuse de se laisser traiter en canaille, a beaucoup plus besoin de son courage, de son respect de soi, de sa fierté et de son goût de l’indépendance que de son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont hypocrites ; le prolétariat est révolutionnaire.”

Près d’un siècle et demi a passé depuis que ces lignes ont été écrites. Le capitalisme ascendant a cédé la place à l’impérialisme sénile, engagé dans la spirale de la destruction en masse des forces productives, de la spéculation et du pillage. Les formes mêmes des offensives contre la classe ouvrière s’en sont trouvées modifiées, le visage de ses contempteurs également. Mais, sous des formes modifiées, la bigoterie, l’hypocrisie et le jésuitisme sont toujours debout. Il revient au prolétariat de les abattre et, avec eux, le système d’oppression et d’exploitation dont ils sont le rempart.

Daniel Gluckstein

Révolution et contre-révolution en Grèce

Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1944 ?

Par Dimitri ASTERIOU

Il y a environ cinquante ans, en décembre 1944, dans les rues d'Athènes, les travailleurs affrontaient dans un combat impitoyable les forces armées d'une puissance étrangère. Ce n'était pourtant pas les armées nazies qui avaient dû abandonner la Grèce, mais les forces militaires britanniques qui, selon les termes de leur commandant en chef, Scobie, "*nettoient Athènes et Le Pirée des forces rebelles*".

Ces événements sanglants expriment le fait que la liquidation du second conflit mondial vit déferler une vague révolutionnaire qui, en contradiction avec les buts de guerre de tous les belligérants, menaçait l'ordre établi. La guerre impérialiste tendait à se transformer, pour reprendre les formulations de Lénine, en guerre civile. C'est-à-dire que les masses exploitées et opprimées se dressaient pour mettre fin au carnage par leur propres moyens et s'attaquaient aux responsables du carnage.

"La IV^e Internationale édifie sa politique non pas sur la fortune des armes des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, une guerre des ouvriers contre les capitalistes sur le renversement des classes dominantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale", déclarait le Manifeste de la conférence d'alarme de la IV^e Internationale, adopté en mai 1940, et qui est le dernier document d'ensemble élaboré par Léon Trotsky.

En mai 1940, la machine de guerre nazie écrase les Pays-Bas, la Belgique, la France et bientôt étendra sa domination à l'échelle de toute l'Europe. En octobre 1940, c'est au tour de la Grèce d'être entraînée dans la tourmente...

L'article de François Forgeue "*La vague révolutionnaire de 1943-1945*" (1) est revenu sur la manière dont, à l'échelle internationale, les masses tra-

(1) Article de François Forgeue paru dans *La Vérité*, n° 11.

vailleuses défendant leur existence même, ont regroupé leurs forces ; puis, sous des formes multiples, ont engagé l'assaut contre le "vieux monde", le monde de la propriété privée des moyens de production.

Cet article souligne le rôle contre-révolutionnaire joué par la bureaucratie stalinienne et son appareil international (les différents PC) pour contenir, puis faire refluer cette vague révolutionnaire.

L'article qui suit est consacré à l'action des masses ouvrières et opprimées de Grèce pendant cette période. Leur mobilisation s'inscrit dans ces développements révolutionnaires d'ensemble et le rôle contre-révolutionnaire du Parti communiste grec fut une expression de la politique contre-révolutionnaire du Kremlin et des partis qui lui étaient soumis.

Si la lutte révolutionnaire des masses grecques constitue une composante de la vague révolutionnaire internationale, c'est au travers de spécificités dont l'analyse aide à saisir le contenu des mouvements qui, dans toute l'Europe et au-delà, ont alors fait vaciller l'ordre établi.

OCCUPATION ET LUTTE DE CLASSE. LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE MÛRIT

Surexploitation et répression impitoyables, sous-alimentation et souffrances sont le lot des masses ouvrières et populaires de Grèce dans les conditions produites par l'occupation du pays (2). Ce sont ces conditions mêmes qui poussent à la lutte.

Dès janvier 1942, les anciens combattants de la guerre gréco-italienne et des secteurs des masses populaires manifestent à Athènes contre la famine. En avril 1942, la première grande grève éclate. Le 12 avril, la grève commence dans les PTT. Bientôt, elle s'étend à d'autres branches, aux travailleurs de la fonction publique, aux travailleurs municipaux, aux travailleurs du service public de l'agriculture, au personnel des hôpitaux, aux travailleurs des banques. Malgré les arrestations et les menaces (la caractérisation de la grève comme délit relevant d'une loi d'exception prévoyant la peine capitale), 50 000 fonctionnaires et employés civils sont en grève pendant dix jours.

Le 21 avril, le gouvernement soumis à l'occupant met fin aux arrestations, il

paye les salaires, il accorde des augmentations de 30 %, il promet de la "soupe populaire" et il libère les personnes emprisonnées au cours de la grève. Au cours du même mois, 3 000 personnes qui manifestent à Karditsa contre le "marché noir" obtiennent l'annulation de la réquisition de la production agricole. Au mois de juin de la même année, 4 000 paysans manifestent pendant trois jours dans la province de Pylia, dans le Péloponnèse, contre les taxes imposées par le gouvernement.

Le 16 juin 1942, 20 000 personnes manifestent dans la ville d'Athènes, elles entrent dans le vieux palais (siège du gouvernement) et obligent le Premier ministre à commander l'approvisionnement immédiat de 500 tonnes de gruau destinées à la soupe populaire. Au mois d'août, 3 500 ouvriers de l'usine d'engrais du Pirée sont en grève pour des revendications économiques.

(2) La Grèce était une république depuis 1923. En 1935, la monarchie était restaurée (coup d'Etat du général Kondylis). Puis, face à la montée du mouvement des masses (grande grève de Salonique en mai 1936), une dictature est instaurée en août 1936 autour du général Métaxas. L'Italie de Mussolini attaque la Grèce en octobre 1940. En 1941, le pays est occupé par les forces allemandes et italiennes. Les débris du régime Métaxas et d'autres politiciens bourgeois se regroupent autour du roi dans un gouvernement dont le siège est au Caire.

Au mois de septembre, une nouvelle grève de masse des employés civils et des ouvriers qui dure huit jours éclate de nouveau à Athènes et au Pirée. Quand le gouvernement, pour briser la grève, décrète le licenciement massif des employés civils en grève, les ouvriers de l'Imprimerie nationale refusent de publier l'ordonnance de licenciement et entrent aussi dans la grève. Le cinquième jour de la grève généralisée, une puissante manifestation combative se heurte aux carabinieri italiens et aux gendarmes grecs. La grève se termine quand des augmentations de salaires sont obtenues par les ouvriers et les employés civils et que les travailleurs emprisonnés au cours de la grève sont libérés.

Au mois d'octobre, les employés civils de Salonique sont en grève. Des grèves d'ouvriers de diverses branches éclatent à Edessa, Naoussa, Kosani. Une grève généralisée de l'ensemble des salariés éclate à Volos pour demander des augmentations de salaires.

Au mois de décembre 1942, il y a une nouvelle grande grève à Athènes et au Pirée. 40 000 personnes manifestent à Athènes avec le mot d'ordre "*Du pain, la soupe populaire, à bas la terreur !*" et se heurtent aux forces de répression des occupants. Le 21 février 1943, Hitler, dans un discours à la radio, prévient les peuples des pays occupés : "*Les Allemands donnent leur sang et eux ils doivent donner leur sueur pour le nouvel ordre.*"

Le 23 février, une décision allemande décrète la "relève" des citoyens grecs pour travailler à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce.

Le lendemain, Athènes est paralysée par la grève, tandis que 100 000 personnes manifestent, se heurtent aux carabinieri et aux policiers. Malgré les morts et les blessés, les manifestants ne reculent pas, ils brisent le barrage, ils réussissent à entrer dans le ministère du Travail, où ils brûlent une partie des archives. La décision de "relève" est suspendue (3).

Le 5 mars, une nouvelle grève des employés civils et des fonctionnaires éclate

et une nouvelle manifestation a lieu pour exiger l'annulation de la "relève" qui menaçait 80 000 travailleurs. Plusieurs milliers de travailleurs se heurtent aux forces allemandes et italiennes qui tirent sur eux ; les rues sont semées de morts et de blessés. Pourtant, les manifestants réussissent à pénétrer dans l'enceinte du ministère du Travail et à mettre le feu. Le bâtiment est réduit en cendres et avec lui les listes prêtes de la relève.

La Grèce est le seul pays occupé dans lequel la tentative du régime nazi d'imposer la "relève" est complètement annulée. C'est une grande victoire non seulement de la classe ouvrière grecque, mais aussi du prolétariat européen et mondial. Le *Rapport final de l'administration militaire en Grèce*, qui a été rédigé avant le retrait de l'armée allemande, note que "*la tentative d'introduire le travail obligatoire en Grèce a été un échec*".

Le 6 avril, les Allemands remplacent le Premier ministre Logothetopoulos par I. Rallis. Le rapport secret allemand, la Br B nr 16206/43, présente ainsi son portrait : "*Anticommuniste par conviction (...), il est considéré comme l'homme de confiance de Pagalos, qui est l'homme des Anglais.*" Un choix qui n'est pas dû au hasard, si on prend en considération les développements qui suivent.

En septembre 1943, une nouvelle vague de grève déferle à Athènes, au Pirée, à Volos. Les propriétaires des usines de Volos demandent à l'administration italienne d'utiliser l'armée pour reprendre les usines occupées par les grévistes. Mais les soldats italiens refusent d'attaquer les grévistes.

L'Internationaliste, organe du comité central du Parti des communistes internationalistes de Grèce, section de la IV^e Internationale, écrit à propos de ces luttes :

"Cette situation a rempli la bourgeoisie de préoccupations et d'inquiétude (...). Elle voit clairement s'élever à l'horizon le spectre de la révolte sociale générale des travailleurs (...). Les manifestations nationalistes des masses ne rassurent pas la bourgeoisie. Avec son

(3) La "relève" : politique des autorités d'occupation nazie visant à réquisitionner et à déporter en Allemagne les travailleurs des pays occupés.

instinct de classe, elle sent que ces manifestations reflètent plutôt l'indignation des masses contre le régime terrible de la répression des impérialistes étrangers (...). Elle sent dans son subconscient que ce mouvement populaire de l'EAM (Front national de libération) (4), malgré le fait qu'il soit nourri systématiquement par le poison nationaliste, renferme en son sein beaucoup de dangers pour elle-même. Dangers qui n'ont pas leurs racines dans les dispositions révolutionnaires de sa direction, mais dans l'esprit anticapitaliste qui se développe de plus en plus parmi les masses (...). La bourgeoisie se prépare systématiquement à faire face aux dangers d'un tel développement." (L'Internationaliste, 19 septembre 1943).

Le Parti communiste grec a constitué l'EAM, qui a pour objectif la "libération nationale" dans le cadre de la politique des "grands alliés" dans la guerre. Il s'adresse aux partis bourgeois qui refusent d'y entrer.

En réalité, l'EAM est une sorte de front populaire avec le "fantôme de la bourgeoisie", expression de la volonté de la direction stalinienne de subordonner le mouvement de résistance des masses au maintien du système capitaliste.

La férocité de la répression exercée par les forces d'occupation, avec leur cortège de destructions de villages entiers, d'exécutions massives, de réquisitions de la production agricole, de famine et de souffrances, nourrit les rangs du mouvement des partisans qui prend un caractère de masse.

Bien que la direction du PCG-ELAS (Armée nationale populaire de libération) (5) définisse comme objectif la "lutte pour la libération nationale" et subordonne son action aux besoins militaires des Alliés en se soumettant au commandement suprême des forces alliées au Moyen-Orient, l'ELAS contient des dangers pour la bourgeoisie et les Alliés.

Malgré la politique de sa direction stalinienne, elle constitue une organisation de milliers de paysans et d'ouvriers armés, non seulement dans la montagne, mais aussi dans les villes, où se forme "l'ELAS de réserve".

C'est pourquoi les représentants du gouvernement essaient dès le début de créer des contrepoids à l'ELAS en appuyant l'EDES et l'EKKA (6), qui entrent à plusieurs reprises en conflit avec les forces de l'ELAS. En réalité, la guerre civile entre, d'un côté, les masses ouvrières et paysannes armées et, de l'autre côté, les unités militaires au service de l'impérialisme allemand, mais aussi de l'impérialisme britannique, dont le dénominateur commun est la défense de l'ordre bourgeois, commence déjà sous l'occupation nazie.

L'année 1943 voit l'organisation massive des "bataillons de sécurité" par le gouvernement Rallis (7). Ces bataillons sont organisés et armés par les forces allemandes d'occupation, mais l'appui des britanniques ne leur manque pas. Dans un rapport "top secret", destiné au quartier général suprême des Alliés du Moyen-Orient et rédigé le 12 août 1943, le chef de la mission militaire britannique en Grèce, le chef de brigade Eddy (pseudonyme du E C W Myers) note :

"En accord avec vos directives récentes, j'ai donné l'ordre aux agents anglais et grecs qui travaillent sous ma direction de torpiller l'œuvre d'ELAS et de l'EAM... Cette organisation (EDES) nous serait utile comme contrepoids à l'ELAS et quand elle sera renforcée elle pourra éventuellement être utilisée contre l'ELAS. Un jour, la liquidation de l'ELAS sera rendue nécessaire (...). J'appuie dans les limites du possible l'EKKA (...). Il serait utile que nos agents prennent contact avec les représentants du gouvernement (Rallis), c'est-à-dire avec les hauts officiers de l'armée, de la

(4) EAM : Front national de libération, organisation "large" de résistance et de lutte pour la libération du pays, front dominé par le Parti communiste grec.

(5) ELAS : Armée nationale populaire de libération, formation militaire de l'EAM, dont la direction est contrôlée par le PC grec.

(6) EDES : Armée démocratique grecque de libération, organisation militaire promonarchiste, armée par les Britanniques, mais qui maintient un lien avec le gouvernement soumis aux forces d'occupation. La lutte contre les partisans de l'ELAS est sa véritable raison d'être.

(7) Rallis : gouvernement qui coopère avec les autorités fascistes et nazies d'occupation.

gendarmerie, etc., dans l'objectif de les encourager à l'idée qu'ils ont la tâche et le droit de dénoncer auprès des autorités d'occupation les dirigeants de l'EAM et de l'ELAS (...). De cette façon, quand l'heure viendra, ces organisations ne seront pas en position de s'opposer aux intérêts britanniques (...)" (rapport X, 12 août 1943, 85-4 L.S, cité par V. Mathiopoulos, *La Résistance grecque et les Alliés*).

C'est l'époque où les Alliés, à travers leur quartier général suprême au Moyen-Orient, donnent l'ordre aux organisations grecques de partisans d'arrêter, pour une période indéfinie, les opérations contre les forces d'occupation. En été 1943, le premier ambassadeur allemand à Athènes sous l'occupation, Gunther Altenbourg, a essayé, à travers Rallis, de prendre contact avec le gouvernement grec du Caire pour lui demander de servir de médiateur auprès des Britanniques pour qu'ils cessent leur aide aux partisans.

En octobre 1943, l'agent britannique en Grèce, le capitaine Donald Stott, participe à une réunion tenue chez le maire collaborateur Georgatos, avec l'Allemand Loos, chef de la police militaire secrète dans les Balkans, réunion qui avait pour objectif l'action commune contre l'EAM. Au mois de novembre, le même agent britannique organise une réunion avec la participation d'un officier de la Gestapo et des représentants des bataillons de sécurité récemment créés, de la gendarmerie, de la police, de l'EDES d'Athènes, de l'organisation X, de la RAN, de l'Action nationale (8).

L'effondrement de l'Italie a des répercussions majeures en Grèce. Les forces des partisans sont renforcées par l'adhésion des soldats italiens et des dépôts entiers d'armes, de médicaments, de nourriture de l'armée italienne passent aux mains des partisans. Par ailleurs, le fait que les Allemands soient maintenant obligés de s'occuper de l'administration d'occupation de toute la Grèce, à part la Macédoine de l'Est et la Thrace qui sont sous occupation bulgare, conduit à ce que toute une série de régions passent sous le contrôle des partisans.

1943 est l'année pendant laquelle le cours de la guerre s'inverse et où la perspective de la victoire militaire change définitivement de camp. C'est l'année de

la victoire de Stalingrad : le 2 février 1943, le maréchal Paulus capitule. C'est sans aucun doute la détermination, le sacrifice de millions d'ouvriers et de paysans soviétiques, défendant, malgré la politique criminelle de Staline et de la bureaucratie, les conquêtes issues de la révolution d'Octobre, qui expliquent cette victoire. En ce sens, elle est ressentie par les masses du monde entier comme une victoire contre l'impérialisme.

Aussi, l'année 1943, c'est avant tout l'année où les masses commencent à intervenir pour leur propre compte, dans le but de mettre fin par leurs propres moyens au carnage impérialiste. C'est l'année où l'effondrement du régime fasciste en Italie aboutit au commencement de la révolution. C'est l'année où, avec l'importance que cela a pour l'ensemble des Balkans, le mouvement des partisans en Yougoslavie dépassant les limites que lui avait fixées Staline, instaure son pouvoir dans les régions libérées : c'est en novembre 1943 que se réunit à Jajce, en Bosnie, le Comité national (AVNOJ) qui déclare assumer le pouvoir exécutif, se prononçant pour une Fédération des peuples de Yougoslavie et déclarant déchu le gouvernement monarchique résidant à Londres et auprès duquel Staline avait maintenu un ambassadeur.

La vague révolutionnaire en Italie et dans les Balkans n'est pas indépendante de la résistance croissante des masses grecques, en même temps qu'elle lui donne une puissante impulsion.

Cinquante ans plus tard, alors que sur la base des plans de ruine du FMI et de la décomposition généralisée du système impérialiste, on tente de jeter à nouveau les peuples des Balkans les uns contre les autres, qu'on tente d'opposer le peuple grec aux "Slaves", qu'on programme la dislocation de l'Italie, le rappel de ces événements n'a pas qu'une valeur historique : ils rappellent que les peuples et les travailleurs, quand ils parviennent à s'engager dans une voie indépendante,

(8) X, RAN, Action nationale sont des organisations militaires d'extrême droite. Celle qui porte comme nom la lettre X est dirigée par le colonel Grivas et coopérera avec les forces nazies contre les partisans, puis sera utilisée par les services britanniques.

sont à même de faire échec à la régression et à la barbarie qu'engendre l'impérialisme.

Comme l'évalue correctement la résolution de la conférence des sections européennes de la IV^e Internationale qui, malgré les coups terribles qu'elles ont reçus, arrivent à se réunir au début de 1944 :

"Le conflit impérialiste se prolonge encore, non pas grâce à la résistance efficace qu'est capable d'opposer l'impérialisme allemand à la poussée des autres impérialismes, mais parce que la guerre est entrée dans sa phase ultime où se pose le problème de sa liquidation et où les préoccupations d'ordre social déterminent plus que jamais l'action militaire des impérialismes anglais et américain et l'orientent selon leurs intérêts impérialistes et selon l'intérêt supérieur du capitalisme mondial."

"LES ANGLAIS ET LES AMÉRICAINS NE VIENDRONT PAS COMME DES LIBÉRATEURS"

Le 15 décembre 1943, le comité central de l'EAM demande l'élargissement du gouvernement en exil au Caire et propose qu'une délégation de ce gouvernement, de quatre ministres, ait son siège en Grèce pour *"diriger directement la lutte pour la libération nationale"*. Au début de janvier 1944, le X^e Plénum du comité central du PCG propose *"la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui coordonnera la lutte nationale avec les opérations des Alliés"*. Les grèves ouvrières et les manifestations continuent en 1944. En janvier, les employés civils et les travailleurs des banques d'Athènes sont en grève ; ils demandent de la nourriture et l'arrêt de la terreur. Les ouvriers du textile et des ports de guerre sont en grève.

Au mois de mars, la grève des chemins de fer du SEK et du SPAP (noms des différentes compagnies de chemin de fer) paralyse les transports. C'est l'année où la terreur se déchaîne. Les bataillons de sécurité et les forces allemandes commencent à organiser des opérations armées dans les quartiers ouvriers d'Athènes, mais rencontrent une vive résistance. A

Athènes, Volos, Edessa et dans d'autres villes, des grèves et des manifestations pour des revendications économiques et contre la terreur se développent.

Le 23 avril 1944, des élections ont lieu pour désigner les délégués pour le Conseil national, convoqué dans le village de Korishades d'Euritanie, du 14 au 27 mai. Il est convoqué au même moment que la conférence du Liban.

Le trotskyste Stavros Verouhis (9), secrétaire général de la Confédération générale des invalides de guerre, est élu délégué pour le Conseil national par une assemblée de 2 000 paysans d'Eubée. Il n'arrivera pas à destination : il est assassiné par les stalinien.

Tandis que le développement du mouvement exprime la tendance vers le pouvoir des travailleurs, la direction stalinienne du PCG essaye de faire entrer sa dynamique dans le cadre du *"gouvernement d'unité nationale"* en le subordonnant à la bourgeoisie et aux Alliés.

C'est pourquoi il doit littéralement étrangler la voix de ceux qui, au niveau des mots d'ordre, peuvent exprimer la perspective indépendante du mouvement ouvrier en lui indiquant une autre direction, celle du pouvoir ouvrier dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les trotskystes sont les victimes de la férocité fasciste. A Nésos, en juin 1943, sont exécutés les dirigeants et les militants trotskystes d'Acronauplie où ils avaient été emprisonnés par la dictature de Metaxas et qui, par la suite, ont été livrés aux forces d'occupation. Parmi eux, se trouve Pandelis Pouliopoulos (10), ex-secrétaire général du PCG, et l'un des fondateurs de la section grecque de

(9) Stavros Verouhis était un grand blessé de la Première Guerre mondiale, aveugle. Secrétaire général de la Confédération nationale des mutilés et victimes de guerre et éditeur du journal *La Voix des victimes*, dirigeant de l'organisation archéomarxiste (voir note 11), il rejoint la section grecque du mouvement pour la IV^e Internationale en 1939.

(10) Pandelis Pouliopoulos reste l'une des grandes figures du mouvement ouvrier grec et de la IV^e Internationale. Né en 1900, devenu avocat, il est parmi les premiers dirigeants du Parti communiste grec, devient secrétaire général en 1924 après le

l'Opposition de gauche ; face au peloton d'exécution, il s'adresse en italien aux soldats italiens en les incitant à la révolte contre les impérialistes et en prédisant la révolution prolétarienne à venir. Les soldats italiens se refusent à tirer ; Pouliopoulos sera finalement exécuté par un peloton d'officiers fascistes.

Pandelis Pouliopoulos et les autres dirigeants de la IV^e Internationale en Grèce avaient adopté en novembre 1940, dans la prison d'Acronauplie, une résolution ayant pour titre *Le Moment de la guerre et nos tâches*. Ils prévoyaient :

« *Le mouvement de la révolution sociale et le mouvement qui lui est lié de la révolution des peuples coloniaux qui termineront cette guerre vont embrasser des masses opprimées de la planète incomparablement plus importantes que le mouvement analogue de la guerre mondiale précédente. (...) Il ne faut pas oublier que la lutte contre la guerre n'est pas une lutte spéciale "antiguerre", comme la lutte syndicale, paysanne etc., mais fondamentalement la lutte de classe globale du prolétariat pour le renversement du capitalisme menée dans une période de guerre dans tous les secteurs et parmi toutes les couches travailleuses.* »

Le groupe de trotskystes parmi les 100 personnes exécutées à Kessariani, le 1^{er} mai 1944, tombe en chantant *L'Internationale*.

Les trotskystes et les archéomarxistes (11) ont à faire face aussi à la férocité meurtrière des staliniens.

Des militants qui entrent dans les rangs des partisans, des militants qui jouent un rôle d'avant-garde dans les grèves sont assassinés par les staliniens. En les exterminant, le PCG assassine ceux qui dégagent les objectifs indépendants de la classe ouvrière.

« *Aucun gouvernement "d'unité nationale" nous donnera les libertés démocratiques, la paix, l'amélioration de notre vie (...). Les libertés, la paix, l'amélioration de notre vie, nous les conquerrons par notre lutte de classe, et le gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans les garantira. (...) Vive la lutte révolutionnaire pour le*

pouvoir soviétique socialiste ! Vive la fédération balkanique socialiste ! Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe ! »
(*L'Internationaliste*, 28 mai 1944).

Le PCG assassine ceux qui essaient d'empêcher le remplacement d'un esclavage des masses exploitées par un autre esclavage :

« *Les Anglais et les Américains ne viendront pas en Grèce comme des libérateurs, mais comme des bourreaux et des oppresseurs (des ouvriers et des paysans). Les aspirations de ces derniers (...) ne peuvent pas être satisfaites par la voie de la lutte nationaliste (...), mais par la lutte de classe intransigeante pour la liquidation des fronts de guerre, la fraternisation des prolétaires par-dessus des frontières nationales et par le combat commun pour abattre le capitalisme et pour instaurer le régime socialiste* »
(*L'Internationaliste*, 20 juin 1944).

LA RÉVOLTE DANS L'ARMÉE GRECQUE DU MOYEN-ORIENT

Le mouvement au sein des forces armées grecques stationnées au Moyen-Orient et sa répression sauvage constituent une expression du conflit entre révolution et contre-révolution en Grèce. S'exprimant en pleine guerre, c'est un maillon de la chaîne des événements conduisant à ceux de décembre 1944 et aux développements d'après-guerre.

V^e Congrès de l'Internationale communiste. En 1927, il rejoint l'Opposition de gauche internationale et édite, à partir de 1928, la revue *Spartakos*. Son groupe s'unifiera avec d'autres groupes d'opposition, pour finalement donner naissance à l'Organisation unitaire des communistes internationalistes de Grèce (EOXQE). Arrêté en 1938, transféré de camp en camp, il sera exécuté, le 6 juin 1943, à Nezeri, dans les conditions rapportées dans l'article. Il laissait derrière lui une œuvre politique et théorique, dont toute une série d'éléments ont été élaborés en captivité.

(11) "Archéomarxiste" : organisation qui a son origine dans un groupe publiant la revue *Archives du marxisme*. Elle se scinde en deux en 1934, l'une des fractions fusionnant avec l'organisation Spartacus pour former la section du Mouvement pour la IV^e Internationale. L'autre s'orienta vers le Bureau de Londres (comité de liaison des différentes organisations centristes, comme le POUM d'Espagne et l'ILP d'Angleterre).

En fait, les événements du Moyen-Orient ont été un laboratoire pour ce qui allait suivre, en relation avec les objectifs de l'impérialisme britannique, qui veut restaurer, après la guerre, sa domination en Grèce, et avec la politique de la bureaucratie de l'URSS et de la direction du PCG qui œuvraient à la défaite de la révolution.

Après l'effondrement militaire de la Grèce, le siège du "gouvernement libre" royal, appendice de l'impérialisme britannique, est transféré au Caire. Il est suivi par les hommes et les officiers de la dictature de Métaxas. Le Caire est aussi le siège du commandement de l'armée royale grecque du Moyen-Orient, sous les ordres du quartier général britannique, qui veut créer une armée pour imposer ses solutions au peuple grec après la fin de la guerre.

Les rangs de l'armée s'accroissent par la mobilisation de Grecs d'Egypte, par l'arrivée des réfugiés des îles de la mer Egée de l'Est (Lesbos, Ghios, Samos, Ikare), de quelques combattants de Crète et d'une partie de l'armée de la région d'Evros, qui arrive au Moyen-Orient à travers la Turquie.

Dès le début, s'est constituée, dans l'armée grecque, l'Organisation militaire antifasciste (ASO), avec des sections dans la marine militaire (AON) et dans l'aviation militaire (AOA). Cette organisation collaborait avec l'Organisation antifasciste des Grecs d'Egypte. L'ASO adopte le programme de l'EAM. Notons ici que la colonie grecque d'Egypte (150 000), dans sa majorité écrasante, à part une couche limitée de bourgeois aisés, était formée par des masses ouvrières et populaires. Des contacts étroits se développent avec les organisations de marins, dont la fédération (Fédération des organisations grecques des marins, OENO) possède des locaux à Alexandrie, Port-Saïd, Suez.

Bien que par leur programme, ces organisations plaçaient leur action dans le cadre de la "lutte des Alliés", leur nature comme organisations politiques dans l'armée, leur caractère de masse, leur existence comme organisations parallèles et leurs initiatives qui mettaient en cause

la hiérarchie militaire, développaient une dynamique incompatible avec les objectifs des "grands alliés". Le problème de la monarchie, pilier de la dictature de Métaxas, marionnette des impérialistes britanniques, pierre de touche de la reconstruction de l'Etat bourgeois après la guerre, les conspirations continues des officiers royalistes dans l'armée représentaient des éléments de conflits et d'agitation incessante.

Les événements de février-mars 1943 ont été le prélude à une révolte plus importante en 1944. L'éloignement par le gouvernement grec des officiers de la deuxième brigade considérés comme démocrates, les démissions putschistes des officiers qui mettent comme condition à leur présence l'éloignement de tous les officiers démocrates, sont l'étincelle qui met le feu aux poudres. Contre ce mouvement, des comités sont créés dans l'armée, des soldats et des officiers arrêtent les officiers démissionnaires. Quand le gouvernement essaie de tourner la première brigade contre la deuxième, l'agitation s'étend également dans les rangs de cette unité. Des officiers et des soldats, membres de l'ASO prennent en charge la direction des unités militaires. La révolte s'étend à d'autres unités de l'infanterie, de l'aviation, de l'artillerie. Le fait qu'ils refusent la nomination d'officiers britanniques dans ces unités manifeste l'état d'esprit régnant dans l'armée grecque du Moyen-Orient. Pour l'état-major britannique, il est clair qu'une telle armée n'est pas la plus adéquate pour instaurer en Grèce leur propre ordre d'après-guerre. Les autorités britanniques craignent aussi que le "virus" puisse s'étendre à d'autres armées. Elles redoutent l'écho et la liaison de ces soldats révoltés avec les masses des pays coloniaux de la région.

En juillet 1943, l'assassinat d'un soldat du 6^e bataillon de la 2^e brigade qui résidait en Syrie, au moment de son transfert dans les prisons britanniques, provoque la révolte des soldats qui exécutent son assassin, arrêtent l'officier responsable du bataillon et d'autres officiers, passent à tabac le chef de la brigade. Les forces britanniques interviennent : elles désarment les 5^e et 6^e bataillons, procèdent à des arrestations massives, elles font passer les

soldats arrêtés devant les tribunaux militaires qui condamnent les meneurs à la peine capitale et à la prison perpétuelle, elles liquident complètement la 2^e brigade. Elles procèdent à une épuration similaire dans la marine militaire.

Le 10 mars 1944, le Comité politique de libération nationale (PEEA) est créé en Grèce. Le 15 mars, le Comité envoie un télégramme au gouvernement du Caire dans lequel il déclare que sa fondation a pour objectif "*l'union des forces nationales pour coordonner la lutte de libération nationale aux côtés des Alliés*" et qu'il "*visait avant tout à la formation d'un gouvernement d'unité nationale générale*" et il appelle le gouvernement du Caire à contribuer à avancer vers ce but.

Dans l'armée du Moyen-Orient, un Comité d'unité nationale se crée, qui déclare se relier au PEEA. Le Premier ministre Tsouderos ordonne l'arrestation des membres du Comité. La nouvelle des arrestations et de la préparation de moyens plus généraux de répression provoquent la révolte généralisée de l'armée grecque. Les mutins prennent d'assaut et occupent le bureau du commandement du Caire.

L'intervention militaire des Britanniques commence ; ils reconquièrent le bureau de commandement et le bataillon de garde, ainsi que l'intendance militaire et les bureaux du quartier général. Ils déportent les soldats et les officiers "rebelle" dans des camps de concentration. Le général en chef des forces britanniques du Moyen-Orient, Paget, éloigne le ministre grec de l'Armée, en annonçant qu'il se charge "*du contrôle direct de l'armée grecque*".

Dans toutes les unités, on rédige des mémoires de protestation signés par la quasi-totalité des soldats et par de nombreux officiers. En même temps, des manifestations de protestation sont organisées. Les colons grecs, mais aussi les Egyptiens manifestent leur solidarité avec les rebelles. En outre, dans le cas de la liquidation de la 1^{re} brigade, les soldats britanniques refusent d'exécuter les ordres. Face à la fraternisation des soldats grecs et britanniques, des unités coloniales sont utilisées. L'offensive des Britan-

niques pour le désarmement des unités grecques dure trois semaines. La même offensive a lieu également dans la marine militaire, dont les équipages sont débarqués. L'ensemble des forces armées grecques du Moyen-Orient sont désarmées et 20 000 soldats et officiers sont envoyés par les Britanniques dans des camps de concentration éloignés.

Ces troupes devaient être envoyées au front en Italie. Leur liquidation était une des expressions du fait que pour l'impérialisme britannique le besoin de faire face à la révolution l'emportait sur les nécessités militaires dans la guerre avec les forces de l'Axe. Quand le régiment blindé a demandé à être transféré sur le front des Balkans, la réponse des Britanniques a été de le transférer dans un camp de concentration à Damas. La seule chose qui reste de l'armée grecque du Moyen-Orient est la brigade de montagne, constituée d'éléments royalistes et fidèles à l'impérialisme britannique, et le "bataillon sacré", formé exclusivement d'officiers professionnels. Ces unités prétoriennes constitueront par la suite la seule force armée du gouvernement Papandréou (12) qui sera utilisée pour réprimer la révolte prolétarienne de décembre 1944 à Athènes.

STALINE GAGNE LA CONFIANCE DES IMPÉRIALISTES

Pendant les événements du Moyen-Orient, le 18 avril, le Foreign Office avise l'ambassade grecque à Londres que les difficultés concernant le problème grec "*ne peuvent être clarifiées qu'à travers l'entente directe entre le Premier ministre britannique et le maréchal Staline*".

Le 15 avril, Churchill a envoyé un message au ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Molotov, où il écrit entre autres :

"La position que vous avez prise en Italie en ce qui concerne Badoglio m'encourage (...).

(12) Ce Papandréou est le père de l'actuel Premier ministre et dirigeant du PASOK. Leader du parti bourgeois de Venizelos.

Nous ne pouvons pas avoir, dans la marine et dans les brigades, des rebelles qui prendront des décisions politiques sous notre administration en Méditerranée. Je suis sûr que vous comprendrez que rien d'autre que l'anarchie ne peut résulter de cette attitude. A la veille de grands événements, il faut que règne la discipline dans les forces armées. Il est nécessaire de laisser la politique aux politiciens et aux décisions générales des chefs des grands alliés. J'espère que vous allez me soutenir sur ce point au moins (...) » (archives du Foreign Office, F0371/43729).

Trois jours après, le 18 avril, un deuxième message du Premier ministre britannique à Molotov suit, concernant les événements du Moyen-Orient, révélant la grande inquiétude qui régnait parmi les cercles dirigeants de l'impérialisme britannique.

Staline et la bureaucratie soviétique ont gagné la confiance de ces cercles comme défenseurs de l'"ordre" contre l'"anarchie" des masses.

"Mais, en fin de compte, les procès de Moscou, avec leurs accusations fantastiques et leurs exécutions tout à fait réelles, ont renforcé dans ces cercles la confiance dans le Kremlin en tant que partisan de l'ordre. L'extermination massive des héros de la guerre civile et de tous les représentants de la jeune génération qui avaient des rapports avec eux était la preuve la plus convaincante que le Kremlin n'est pas un simulateur et ne ruse pas, mais qu'il liquide sérieusement et définitivement le passé révolutionnaire" (Trotsky, "Le Kremlin, facteur conservateur dans la politique mondiale", 1^{er} juillet 1939).

La politique du Kremlin est déterminée par les intérêts d'auto-conservation de la caste bureaucratique, par la crainte que lui inspire la classe ouvrière. Le surgissement de la révolution, dans les conditions terribles de la guerre et de la barbarie où sont jetées les masses, n'est plus un pronostic, mais une réalité. Cependant, des victoires révolutionnaires du prolétariat après la guerre, mettant en cause les conditions ayant conduit à la domination de la bureaucratie en URSS (isolement de l'URSS résultant des défaites du prolétariat mondial), représenteraient un formi-

dable appel pour la classe ouvrière de l'URSS à renverser la bureaucratie qui lui avait confisqué le pouvoir politique, pour reprendre entre ses mains le contrôle des conquêtes de la révolution d'Octobre. C'était là une menace mortelle pour Staline et la caste bureaucratique. Ces intérêts d'autoconservation définissent la politique du Kremlin : la guerre ne doit pas se terminer par la victoire de la révolution prolétarienne, mais par la restauration de l'ordre impérialiste. Dans ce cadre, la bureaucratie du Kremlin, profitant du rapport de forces créé et du fait que, face aux événements révolutionnaires, les impérialistes "victorieux" ont besoin de son concours, vise au renforcement de ses propres positions.

Les PC staliniens, subordonnés aux intérêts de la bureaucratie soviétique, intègrent leur politique — dans le cadre "*de l'alliance des forces démocratiques*" —, aux besoins des "*grands alliés*". Sur la base de la conciliation avec la bourgeoisie "nationale" de leur pays, ils lèvent le drapeau de l'"*unité nationale*". Cette politique, qui aliène l'indépendance de la classe ouvrière et qui empoisonne sa conscience, exprime leur intention de respecter l'ordre bourgeois et prédétermine l'attitude des PC face à une révolution éclatant lors de la dernière phase de la Deuxième Guerre mondiale. L'objectif n'est pas le pouvoir prolétarien, mais tout au contraire la restauration de l'ordre bourgeois à travers l'"*unité nationale*", c'est-à-dire par la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Cette politique d'unité nationale et de soutien aux "grands alliés" aidera à imposer, au lendemain de la guerre, des solutions contre-révolutionnaires.

C'est cette même politique, visant à la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie, menée par le Parti communiste de Grèce, qui a joué un rôle essentiel dans les épreuves que le peuple grec a connues depuis la guerre. C'est la soumission à la bourgeoisie qui a permis l'entrée en scène du régime réactionnaire et dictatorial des colonels. C'est cette même politique qui a fait obstacle à la volonté de la classe ouvrière de transformer la débâcle de ce régime en remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie, aboutissant à la situation

actuelle. Aujourd'hui, avec autant de force que dans la période de la fin de Deuxième Guerre mondiale, la défense de l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, la mise en avant d'une politique indépendante de la bourgeoisie est une nécessité.

En Grèce, comme dans d'autres pays, les masses commencent à occuper la scène de l'histoire, avant même la fin de la guerre. Elles veulent qu'après la guerre, ce soit elles qui prennent les décisions concernant leur destin. A l'intérieur de la Grèce, dans les forces armées grecques du Moyen-Orient, cette volonté s'exprime d'une façon organisée. Le chef de l'impérialisme britannique demande le concours contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique et des PC subordonnés à celle-ci pour faire face à la révolution. Il avait ce concours en ce qui concerne l'Italie, ce qui est évoqué dans son message à Molotov.

Il le demande à nouveau concernant la Grèce. Il l'obtiendra. Le PC grec utilisera son prestige, le courage de ses combattants, la confiance que les masses ont en lui pour tenter d'interdire au mouvement des masses de s'attaquer aux racines de l'exploitation et de la guerre et, lorsque cela ne sera pas suffisant, pour le désarmer face à la contre-révolution.

LES ACCORDS DU LIBAN ET DE GAZERTA

Alors que le mouvement des soldats grecs du Moyen-Orient est violemment réprimé, les Britanniques préparent intensivement la conférence du Liban.

Le 22 avril, S. Venizelos, qui a remplacé Tsouderos comme Premier ministre, invite au Moyen-Orient des représentants du PEEA et de l'EAM.

Le 24 avril, le lendemain de la fin du désarmement de l'armée grecque, les Britanniques nomment Georges Papan-dréou Premier ministre. Non seulement les Britanniques, mais aussi le gouvernement du Quisling grec, I. Rallis (13), se sont occupés de son transfert au Moyen-Orient (il y arrive le 15 avril, au cours de la

répression de la révolte dans l'armée). Le 21 avril, Papan-dréou remet un mémoire à l'ambassadeur de Grande-Bretagne dans lequel il propose *"de faire savoir, pour encourager le peuple grec, qu'après la Libération, la Grèce sera occupée par des armées alliées"*.

A l'intérieur de la Grèce, le développement du mouvement de masse et de l'ELAS a créé une situation dans laquelle les vieux partis bourgeois ont perdu leur influence et leur capacité de contrôle. Le Premier ministre Tsouderos décrit cette situation dans son rapport au roi Georges, le 8 mars 1944 :

"Les partis ou plus précisément les chefs des vieux partis (...) n'ont aucune force réelle leur permettant de résister à n'importe quelle orientation de l'opinion publique (...). L'opinion publique est orientée par les éléments de gauche de toutes sortes et par les gens armés de la montagne (...). La jeunesse de notre pays (...), particulièrement dans les villes, s'est rangée du côté de la gauche (...)."

Face à l'effondrement de l'Axe et à la révolution montante, les forces de la contre-révolution se réordonnent. Ignorant l'opposition entre "démocratie" et "fascisme", Stylianos Gonatas, un des fondateurs des bataillons de sécurité, s'adresse au gouvernement du Caire en parlant du

"réveil du flanc bourgeois, mais qui est toujours incapable pour le moment (...). Les bataillons de sécurité ont été les seuls adversaires valables de l'EAM. Où, ailleurs, sinon auprès des Allemands, les bataillons de sécurité auraient-ils pu se procurer des armes (...) ? Ces personnes, qui se sont procuré ces armes auprès des Allemands, ne les retourneront jamais contre les Alliés. Que l'on soit sûr que cela n'arrivera jamais" (Em. Tsouderos, Anomalies grecques au Moyen-Orient).

De tous les côtés, se prépare l'arsenal contre-révolutionnaire. Mais pour son utilisation efficace, le concours du PCG à la défaite du mouvement est indispensable.

(13) Quisling, chef du gouvernement pronazi norvégien mis en place par l'occupant. Son nom est devenu symbolique des politiciens qui, dans les différents pays d'Europe, forment des gouvernements subordonnés à l'impérialisme allemand.

A la veille de la conférence du Liban, les représentants du PEEA, de l'EAM et du PCG ont envoyé un télégramme à Churchill signé par A. Svolos pour le PEEA, par M. Porfirogenis (membre du bureau politique du PCG) pour l'EAM et par P. Roussos pour le PCG. Dans le télégramme, ils remercient Churchill de son "intérêt en faveur de notre pays et de son avenir" et ils font référence à sa "tristesse tout à fait justifiée concernant les événements récents qui ont eu lieu parmi nos forces du Moyen-Orient". Ils caractérisent ces événements comme des "actions malsaines de personnes irresponsables, actions qui ont mené aux résultats pénibles et catastrophiques devant être condamnées par tous". Ils assurent : "Nous ferons tout notre possible pour établir l'unité nationale (...). Nous savons que l'aide de nos grands alliés et surtout de la Grande-Bretagne, et de son hardi chef, ne manquera pas." Trois textes différents, de la part du PEEA, de l'EAM et du PCG, dans lesquels ils condamnent le mouvement du Moyen-Orient, ont été aussi remis au Premier ministre, G. Papandréou.

Dans son rapport concernant la conférence du Liban, destiné au bureau politique du PCG (26 août 1944), P. Roussos écrit à propos de la révolte dans l'armée et la marine grecques :

« Il semble qu'à celle-ci aient participé les éléments les plus différents, c'est-à-dire aussi bien de la gauche qui étaient sympathisants du PEEA que d'autres tendances qui voulaient simplement l'éloignement de Tsouderos, mais semble-t-il, d'autres éléments aussi, par exemple, des trotskystes qui cherchaient d'autres objectifs étrangers à notre politique d'unité nationale. La rébellion a eu une répercussion immense dans tout le Moyen-Orient, auprès des Egyptiens, mais avant tout, elle a tellement exaspéré les Alliés que, le président Roosevelt a parlé dans un télégramme destiné à Churchill, du "retour" de la Grèce dans le camp des Alliés. On a essayé d'en finir avec cette ambiance (...) » (PCG, textes officiels).

L'accord du Liban et l'accord corrélatif de Gazerta ouvrent, grâce au PCG-EAM, la voie à l'intervention de l'impérialisme britannique en Grèce et à l'instauration du

gouvernement de Georges Papandréou, alors qu'en réalité celui-ci n'avait aucun point d'appui à l'intérieur du pays.

Par l'accord du Liban (mai 1944) ont été décidés : la formation d'un gouvernement d'"unité nationale" avec la participation du PCG-EAM, la création d'une "armée nationale sous les ordres du gouvernement", "la discipline aux ordres du gouvernement de toutes les unités des partisans de la Grèce libre". Il y est également décidé que le règlement de la situation transitoire relève de "l'initiative totale du gouvernement et du quartier général du Moyen-Orient". Concernant la question de la monarchie, la tâche de "clarifier" le problème du régime politique est dévolue au gouvernement d'"unité nationale".

Le PCG accepte la liquidation de l'ELAS, il se charge de soutenir activement la reconstruction de l'Etat bourgeois en Grèce après l'effondrement de l'occupation nazie, il accepte la restauration de la domination britannique sur le pays.

P. Roussos, dans son rapport destiné au bureau politique du PCG, en juillet 1944, explique que lors de sa rencontre avec le conseiller de l'ambassade d'URSS au Caire, après la fin de la conférence du Liban, ce dernier lui a transmis l'opinion de l'ambassadeur d'URSS, opinion qui était la suivante :

"a) L'accord du Liban correspond à la situation actuelle des choses.

b) L'attitude de votre délégation a été correcte.

c) Vous devez entrer au gouvernement, et

d) Vous devez veiller à ce que cette opinion soit transmise dans les montagnes (auprès des partisans)" (PCG, textes officiels).

Entre la conférence du Liban et celle de Gazerta, la réunion anglo-grecque a lieu à Rome, avec la participation de Churchill et de G. Papandréou. Selon le procès-verbal de la réunion, G. Papandréou déclare :

"Pour le moment (...), l'Etat est désarmé et les armes sont entre les mains des organisations qui représentent seulement une minorité. Mon programme est de modifier cette situation (...). Pour

cet objectif, il faut créer une armée et une police nationales, et, pour réussir, l'aide britannique militaire est indispensable."

Le 31 août 1944, six délégués de l'EAM arrivent au Caire pour participer au gouvernement de Papandréou ; parmi eux, se trouvent M. Porfirogenis, membre du comité central du PCG, et G. Zevgos, membre du bureau politique du PCG. Peu de jours après, le siège du gouvernement est transféré à Gazerta en Italie, comme Churchill l'avait demandé. Le 25 septembre 1944, l'accord de Gazerta est signé ; il est signé, du côté grec, par G. Papandréou, par S. Sarafis (14) pour l'ELAS, par N. Zervas (15) pour l'EDES, et du côté britannique par Henry Wilson (chef suprême des forces terrestres des Alliés en Méditerranée) et Harold McMillan (responsable de la Grande-Bretagne pour l'Italie et les Balkans).

Essentiellement, il s'agit d'un accord entre l'impérialisme britannique et le PCG. C'est ce qui intéresse les responsables britanniques : ils savent que le PCG ayant le contrôle du mouvement en Grèce, dans une situation de dislocation de l'Etat bourgeois dans laquelle il n'y a aucun besoin militaire de débarquement des forces britanniques, l'armée allemande quittant hâtivement la Grèce, celui-ci dispose de la clé ouvrant la porte à l'entrée des forces britanniques en Grèce et à la mise en place du gouvernement de Papandréou contrôlé par eux. L'accord de Gazerta décide :

"Toutes les forces des partisans (...) se mettent sous les ordres du gouvernement grec d'unité nationale. Le gouvernement grec met ces forces sous les ordres du général Scobie qui est nommé, par le maréchal suprême des Alliés, général administrateur des forces en Grèce (...). Les chefs des unités des partisans interdiront toute tentative de leurs unités de s'emparer du pouvoir. Un tel acte sera caractérisé de crime et sera puni en conséquence. Concernant Athènes, aucune décision ne sera prise, sauf sous les ordres directs du général Scobie."

L'objectif est, selon l'accord, l'établissement d'un "pouvoir politique légal". La direction du PCG, en soutenant l'accord, considérait comme un crime tout pas vers

la prise du pouvoir par les masses révolutionnées et armées. Le vide du pouvoir que laisse le retrait des troupes nazies ne doit en aucune façon être comblé par le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le concours contre-révolutionnaire du PCG est indispensable à la bourgeoisie grecque et aux impérialistes britanniques. Mais la bourgeoisie grecque et les impérialistes savent que, pour restaurer l'ordre bourgeois, il faut écraser le mouvement de centaines de milliers de milliers d'ouvriers et de paysans, qui a sa propre dynamique. Les forces de la contre-révolution se préparent pour l'écrasement de la révolution, avec le concours du stalinisme. Les accords du Liban et de Gazerta servent à ce but : leur permettre de déclencher la bataille contre la révolution à partir de positions plus favorables pour elles.

Peu d'années après, le Premier ministre du "gouvernement d'unité nationale", G. Papandréou, écrira :

« Décembre (1944) peut être considéré comme un "cadeau de Dieu". Mais pour que décembre ait pu avoir lieu, il fallait d'abord venir en Grèce. Et cela n'était possible que si le PCG participait au gouvernement, c'est-à-dire, grâce au Liban. Et pour que les Britanniques, qui étaient indispensables à la victoire, puissent venir ici, il fallait d'abord la signature de l'accord de Gazerta » (journal Kathimerini, 2 mars 1948).

LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT PRÉCÉDÉ CEUX DE DÉCEMBRE

Les derniers mois, avant le retrait des troupes allemandes de Grèce, le contrôle de toute une série de régions du pays passe aux mains de l'EAM-ELAS, tandis qu'Athènes et Le Pirée sont une poudrière à cause de l'agitation bouillonnante des ouvriers et d'autres couches populaires, forgés par les dures luttes qu'ils ont menées pendant l'Occupation.

(14) Sarafis : militaire de carrière, rallié au PC, commandant de l'EAM.

(15) N. Zervas : officier réactionnaire, chef de l'EDES.

A travers le combat des masses ouvrières et paysannes contre l'occupation nazie, les éléments d'un autre pouvoir que celui de la bourgeoisie se dégagent. Au-delà de la forme directe que prenait le mouvement de masse, il posait le problème d'un pouvoir établi par les organisations des ouvriers et des paysans. L'objectif du PCG est d'empêcher la centralisation de ces éléments.

Dans les jours qui suivirent le retrait des Allemands de la capitale (12 octobre) et l'arrivée des premières troupes britanniques et du gouvernement Papandréou, le pouvoir flotte littéralement dans la rue.

Mais la direction du PCG fait tout son possible pour que les unités militaires britanniques entrent sans entraves à Athènes et pour l'instauration du gouvernement Papandréou : elle donne l'ordre à l'ELAS d'Attique de ne pas entrer à Athènes, elle appelle le peuple à *"se mettre aux ordres du gouvernement national (...) aux côtés des Alliés"*, à assurer *"l'ordre"* et à éviter *"de se faire justice à soi-même"*, puisque le châtement des collaborateurs *"est l'œuvre du gouvernement national"* (résolution du bureau politique du PCG, 6 octobre 1944).

Essentiellement, le PCG protège les diverses unités et bandes armées qui avaient servi l'occupation nazie et qui, maintenant, après le retrait des Allemands, sont exposées à la fureur du peuple armé. Par la suite, ces unités seront utilisées par le gouvernement de Papandréou et par Scobie pour la répression sanglante de la révolution.

Le PCG, pour faire passer sa politique, utilise le prestige énorme qu'il a parmi les masses, ainsi que celui, renforcé, de l'URSS qui, dans la conscience des masses, a pris en charge le poids principal de l'écrasement du fascisme dans la guerre. Il fait la même chose que les autres partis "frères" qui, dans les autres pays, offrent également leurs services pour le refoulement de la révolution et pour la restauration de l'ordre bourgeois.

Avec une sincérité cynique, G. Zevgos, membre du bureau politique du PCG, écrivait en 1945 :

"En octobre 1944, le PCG a prouvé d'une façon éclatante la sincérité de sa politique. Au moment de la libération de la Grèce, il a préservé un ordre exemplaire dans Athènes et dans le reste du pays. Il avait toute possibilité de prendre le pouvoir et d'exterminer ses adversaires qui n'étaient que des collaborateurs traîtres à la nation."

G. Papandréou lui-même écrivait que si, entre le 12 et le 18 octobre, l'EAM-ELAS avaient pris le pouvoir, *"l'état de l'EAM aurait été consolidé"*. Une telle consolidation aurait été le résultat non seulement du rapport de force intérieur, mais aussi du rapport de force entre les classes qui existait alors au niveau mondial.

Quand Papandréou, Scobie, McMillan, ministre britannique pour le Moyen-Orient, et leurs collaborateurs arrivent en bateau à Poros, le 16 octobre, ils ne se précipitent pas pour entrer à Athènes. Les nouvelles selon lesquelles des unités d'ELAS libèrent des villes et des villages qui passent sous leur contrôle, qu'à Athènes les masses populaires manifestent en faveur de l'EAM-ELAS les remplissent d'inquiétude.

Le 17 octobre, le bureau politique du PCG adopte une résolution dans laquelle il est souligné :

"Les braves enfants de la Grande-Bretagne libérale et alliée trouveront l'accueil le plus chaleureux et le soutien du peuple allié grec libéral qui aime le progrès. (...) Nous soutenons le gouvernement d'unité nationale (...)"

Le même jour, G. Zevgos embarque au Pirée à bord du cuirassé où attendent Papandréou, Scobie, etc. Il leur transmet la résolution du bureau politique de son parti et les informe que le PCG

"a donné des ordres à toutes les directions d'accueillir chaleureusement le gouvernement et Scobie, en manifestant la décision du peuple grec de résoudre tous les problèmes normalement, avec l'aide de la Grande-Bretagne "antifasciste" et "progressiste" » (16) (Th. Hatzis, *La Révolution victorieuse perdue*, tome 3, p. 166).

(16) Zevgos : secrétaire général de l'EAM de 1941 à 1944, membre de la direction du PCG.

Le PCG permet au gouvernement de Papandréou, gouvernement soumis aux Britanniques, d'installer son Etat croupion, place Syntagma, et de tenter de reconstruire l'Etat bourgeois, parce que, en réalité, le pouvoir de ce gouvernement n'est consolidé ni à Athènes, ni dans le reste du pays.

Les comités de l'administration populaire exercent le pouvoir dans le reste du pays. Ils s'occupent de l'approvisionnement et de la distribution de la nourriture. Dans les villes, face au refus des industriels de faire fonctionner les usines, ou dans le cas où les usines sont abandonnées par leurs propriétaires, on procède à des saisies, et les ouvriers se chargent de leur fonctionnement. Ces comités organisent aussi les soins gratuits et l'enseignement public.

Cette situation, en relation avec l'existence de 60 000 combattants armés de l'ELAS, était contradictoire avec le processus de restauration de l'Etat bourgeois, auquel la direction stalinienne du mouvement donnait son concours ; aussi, cette situation conduisait-elle inéluctablement à l'affrontement.

Tout d'abord, le gouvernement de Papandréou et les Britanniques ont gagné du temps. Papandréou procède à la réorganisation des unités contre-révolutionnaires armées, en attendant l'arrivée des forces militaires britanniques.

« Le pouvoir public était très réduit. L'armée n'existait presque pas. Il y avait des organisations armées, mais celles-ci ne constituaient pas l'Etat. Au contraire, leur existence seule était la négation de l'Etat (...). En plus, il n'y avait pas de forces militaires britanniques importantes »
(G. Papandréou, *Sa vie*, p. 353).

L'impérialisme britannique, la bourgeoisie grecque et le Premier ministre Papandréou préparent et organisent l'offensive contre-révolutionnaire. Au cours de la réunion entre Churchill et Staline, à Moscou, les 10 et 11 octobre 1944, Churchill avait donné à Staline le fameux papier avec les pourcentages (17). Juste après la fin de la réunion, Churchill écrit, dans un mémoire destiné à Eden, ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne :

“Le système des pourcentages... (a pour objectif) d'exprimer l'esprit avec lequel le gouvernement britannique et le gouvernement soviétique abordent les problèmes de ces pays. (...) Ici (concernant la Grèce) il est entendu que la Grande-Bretagne dirigera dans le sens militaire et qu'elle essayera d'aider le gouvernement royal grec actuel à s'installer à Athènes (...). L'Union soviétique serait prête à céder cette position et ce fonctionnement à la Grande-Bretagne, de la même façon que la Grande-Bretagne reconnaissait la relation étroite entre la Russie et la Roumanie.”

La bureaucratie stalinienne a donné à l'impérialisme britannique la “liberté d'action” en Grèce. Le 7 novembre, Churchill télégraphie à Eden :

“Parce que le prix élevé que nous avons payé pour obtenir de la Russie la liberté d'action en Grèce est connu, il ne fallait pas hésiter à utiliser les troupes britanniques pour soutenir le gouvernement royal grec de M. Papandréou (...). Cela a pour conséquence une intervention des troupes britanniques (...). Il faut examiner comment nous étendrons le pouvoir grec. De toute façon, j'attends l'affrontement avec l'EAM (...).”

Avec l'accord des ministres de l'EAM, Papandréou remet le maintien de l'ordre à Athènes et au Pirée entre les mains de la police des villes, corps qui avait offert ses services au régime nazi sous l'Occupation ; la Garde civile nationale (18) doit remettre ses pouvoirs à la police. La police libère et protège des collaborateurs qui ont été arrêtés par la Garde civile.

“Le peuple indigné a commencé à faire des recherches chez les traîtres à la nation et les collaborateurs connus. Il a arrêté un grand nombre de ceux qui avaient été libérés par la police, ainsi

(17) Note citée par Churchill dans ses *Mémoires*, dans laquelle le rôle dominant de l'impérialisme en Grèce était ainsi corrigé : GB-USA, 90 % ; URSS, 10 %. Pour la Roumanie, le pourcentage était inversé (GB-USA, 10 % ; URSS, 90 %) ; et dans le cas de la Yougoslavie, 50 %-50 %).

(18) La garde civile nationale est une des organisations de l'EAM.

que d'autres collaborateurs et, comme il n'avait pas confiance en la police, il les a remis aux unités de l'ELAS" (Hatzis, op. cit., p. 225).

Les 22 et 23 octobre, de grandes manifestations réclament le désarmement de l'organisation X, la mise hors de service de la police, l'évacuation des bataillons de sécurité de l'École polytechnique.

Le 15 novembre, des membres de l'organisation X, retranchés dans un hôtel de la place Omonia, tirent sur le peuple qui revient d'une manifestation : sept morts et beaucoup de blessés. Le peuple encercle le bâtiment et est prêt à y mettre le feu. B. Bartziotas, secrétaire de l'organisation d'Athènes du PCG et responsable de l'OPLA (19), qui est chargé par le bureau politique du PCG du maintien de l'ordre à Athènes, intervient. Grâce à son intervention, les membres de l'organisation X sont sauvés et sont transférés en voitures blindées britanniques à Thissio, où ils se retranchent sous la protection des tanks britanniques.

En même temps, l'OPLA impose l'"ordre" au sein du mouvement des masses par l'assassinat de militants trotskystes et d'autres dissidents du PCG.

Le 16 novembre, Scobie, qui est chargé par Papandréou de l'administration militaire de l'Attique, sans qu'il y ait de réaction de la part des ministres de l'EAM-PCG, déclare Athènes zone interdite à l'ELAS. A tel point que les officiers des bataillons de sécurité de Rallis, par décision du ministère des Affaires militaires, touchent la moitié de leur salaire et que ceux qui ont donné leur démission avant le 12 octobre touchent la totalité de leur salaire.

LES TRAVAILLEURS FACE AU GOUVERNEMENT D'"UNITÉ NATIONALE"

Les représentants de l'EAM au gouvernement sont chargés, prenant la responsabilité du ministère des Finances et du ministère du Travail, de la "reconstruction économique" du pays. Ils fixent les salaires à un niveau de famine pour "faci-

liter" aux capitalistes le redémarrage des activités productives et pour limiter les dépenses de l'Etat concernant les salaires des employés civils et des fonctionnaires. Le gouvernement demande aussi le contrôle sévère de l'aide aux personnes sans ressource, parce qu'il considérait leur nombre comme excessif. Il n'impose que des taxes à ceux qui ont fait fortune pendant l'Occupation, décision contraire à la revendication populaire de confiscation de ces fortunes.

La circulation de la livre britannique d'Occupation provoque une nouvelle vague de marché noir, grâce auquel des gens font fortune, tandis que le peuple souffre toutes les privations.

L'indignation contre la politique économique du gouvernement commence à s'exprimer. De nombreux comités s'adressent à la CGT, au comité central de l'EAM, au comité central du PCG, au ministère du Travail, dont le ministre est Porfirogenis, membre du comité central du PCG.

La réponse invariable des dirigeants stalinien, c'est que les travailleurs doivent se protéger des "éléments obscurs" et qu'il faut s'opposer à toute tentative d'organisation de grèves, car des incidents ne peuvent que servir les ennemis du peuple. Ces positions font écho à la position du PCF contre les grèves après la Libération : "La grève est l'arme des trusts."

Le mécontentement contre cette politique commence à s'exprimer. Des estimations négatives de la politique de la direction du PCG commencent à apparaître dans différents rapports à l'intérieur du parti : "Il y a plusieurs rapports des comités de districts, de villes et de régions dans les archives du comité central du PCG" (Hatzis, op. cit., tome 3, p. 239).

La pression des travailleurs sur les organisations syndicales augmente. Le 19 novembre, *L'Emploi* (organe des employés civils et des fonctionnaires) publie un article dans lequel des augmentations de salaires sont revendiquées.

(19) OPLA : milice de "sécurité" du parti stalinien. Employée en particulier pour liquider physiquement les militants trotskystes, et les dissidents du PCG.

Le lendemain, le comité central des employés et des fonctionnaires (il a été formé pendant les grèves sous l'Occupation) ayant à sa tête son secrétaire, K. Nikolakopoulos, membre du comité central de l'EAM et cadre du PCG, demande des augmentations de salaires et des allocations pour tous les employés civils. Selon le témoignage de Th. Hatzis, lors de la conversation avec le ministre des Finances de l'EAM, qui refusait de donner des augmentations, le secrétaire du comité central des employés déclare :

"Les salariés n'accepteront pas de payer pour que les ploutocrates et les exploités fassent fortune" (Hatzis, *op. cit.*, tome 3, p. 253).

Des mobilisations massives commencent. Malgré le prestige immense dont dispose la direction du PCG-EAM auprès des travailleurs, ces derniers s'apprêtent au combat, malgré la position contraire de la direction.

Le secrétaire de l'organisation d'Athènes du PCG, B. Bartsiotas, appelle les cadres du parti du secteur des employés : il condamne leur attitude parce qu'elle est contraire à la ligne du parti et il leur demande de convoquer les organisations de base pour qu'elles prennent des décisions condamnant toute mobilisation.

Pourtant, le personnel prend partout des décisions en faveur de la mobilisation. Pendant les derniers jours de novembre et les premiers jours de décembre, les employés civils et les fonctionnaires sont en grève.

Le journal *L'Emploi*, le 4 décembre 1944, publie un reportage sur les mobilisations de la semaine précédente et écrit dans son éditorial que les employés

"ne peuvent accepter la nouvelle violence et la nouvelle violation de leurs libertés qui sont soigneusement préparées. Avec une fureur aussi antinationale et aussi antipopulaire que pendant la période noire du régime du 4 août (20) et de l'Occupation (...). Ceux qui ne comprennent pas cela commettent une erreur énorme."

LE COMBAT D'ATHÈNES

Les forces de la contre-révolution se préparent à l'affrontement en transférant, à l'intérieur de la Grèce, des forces militaires britanniques et la brigade de montagne. *"Notre but, c'est l'armement de l'Etat et le désarmement des organisations."* (Georges Papandréou).

Le 22 novembre, Papandréou signe le projet d'accord que lui avaient soumis les ministres de l'EAM, qui décidait la dissolution de toutes les organisations de partisans, ainsi que de la brigade de montagne et du Bataillon sacré

Le bureau politique du PCG a envoyé à toutes les organisations du PCG une circulaire concernant l'incorporation des combattants de l'ELAS de la classe de 1936 dans l'armée nationale. Parallèlement, le quartier général de l'ELAS donne l'ordre que les combattants de l'ELAS démobilisés soient inscrits dans les organisations d'anciens combattants.

Le 25 novembre, le bureau politique du PCG explique aux combattants étonnés que cet ordre est donné dans la perspective de la dissolution à bref délai de l'ELAS.

Le PCG, avec sa ligne pour la création d'une "armée nationale" unique avance la même ligne que celle du PCF, dont le secrétaire général Thorez déclarait : *"Un seul Etat, une seule armée, une seule police."* Mais "un Etat", c'est-à-dire l'Etat bourgeois, "une armée" nécessitent la dissolution de l'ELAS, l'écrasement de l'EAM. Churchill télégraphie à Scobie : *"Notre objectif clair, c'est la défaite de l'EAM."*

Papandréou mandate Scobie pour qu'il donne l'ordre de dissolution de l'EAM et de l'EDES. Le quartier général britannique décide alors :

"Tous les hommes de l'ELAS et de l'EDES seront démobilisés entre le 10 et le 20 décembre."

(20) C'est le 4 août que la dictature de Métaxas s'installe au pouvoir.

Le 26 novembre, Scobie appelle Sarafis et Zervas pour qu'ils appuient sa décision. Sarafis déclare que seul le gouvernement grec peut décréter la démobilisation de l'ELAS. Le 28 novembre, Papandréou propose un nouveau projet : maintien de la brigade de montagne et du Bataillon sacré, création d'une brigade à partir des forces de l'ELAS et d'une unité analogue à partir des forces de l'EDES. Le ministre du PCG, G. Zevgos, propose la dissolution simultanée de l'ELAS, de l'EDES, de la brigade de montagne et du Bataillon sacré. Papandréou refuse.

Le 1^{er} décembre, une réunion élargie du comité central de l'EAM propose le désarmement général de toutes les unités de partisans et la constitution d'une garde civile provisoire qui sera le noyau de la "nouvelle armée nationale".

Déjà, pendant la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, les forces armées britanniques et les forces grecques auxiliaires de ces dernières sont en position de combat.

Le 1^{er} décembre, Scobie lance l'ordre de démobilisation des partisans. Zevgos déclare que les actes de Scobie "ne sont sûrement pas approuvés par le gouvernement de la Grande-Bretagne alliée". Le même jour, Papandréou convoque le Conseil des ministres, excluant les ministres de l'EAM. Le lendemain, les ministres de l'EAM, non membres du PCG, démissionnent. Les démissions des ministres du PCG suivent.

Une nouvelle réunion du comité central de l'EAM décide une manifestation de protestation pour le 3 décembre ; Papandréou interdit la manifestation.

Le 3 décembre, une marée humaine non armée investit le centre d'Athènes. Sur la place Syntagma, les policiers, qui avaient pris des positions de combat dans les bâtiments environnant la place, tirent sur la foule. Les rues sont semées de morts et de blessés. Quand les masses se reforment pour continuer la manifestation, de nouveaux tirs les déciment. Après la dispersion de la manifestation, les masses ouvrières et populaires qui rentrent dans les quartiers passent à la contre-offensive contre les policiers et les membres de l'organisation X, dissolvent les bandes

armées, commencent à occuper les commissariats de police.

Le lendemain, la grève générale est déclarée. Les funérailles des victimes se transforment en une manifestation populaire immense. Les manifestants subissent une nouvelle attaque armée, place Omonia. Ils passent à la contre-offensive, mais ils s'arrêtent quand les forces britanniques font leur apparition pour protéger les policiers et les membres des bataillons de sécurité : les manifestants ont reçu des directives de ne pas se heurter aux forces britanniques.

Dans les quartiers populaires, le peuple prend d'assaut les commissariats de police les uns après les autres, et les membres de l'organisation X trouvent refuge au centre de la ville, sous la protection des unités britanniques.

Churchill télégraphie à l'ambassadeur britannique en Grèce, Leeper : agissez comme si vous vous trouviez "dans une ville occupée". Le "combat d'Athènes", qui va durer cinq semaines, a commencé. Les masses prolétariennes d'Athènes mèneront la lutte avec la plus grande combativité et le plus grand héroïsme. Il y aura des milliers de victimes dans cette lutte.

Le Premier ministre Churchill dans son discours à la Chambre des Communes, le 19 janvier 1945, déclarait :

« Pendant trois ou quatre jours, nous nous battîmes pour empêcher un hideux massacre au centre d'Athènes ou toute forme de gouvernement eût été balayée et le trotskysme triomphant instauré. Je crois que "trotskysme" est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également vrai en Russie. »

Churchill, en donnant un nom à la révolution, rappelle la base commune de son accord avec la bureaucratie stalinienne contre la révolution prolétarienne, donc contre ceux qui l'incarnent au niveau du programme.

Giannis Ioannidis, un des plus hauts dirigeants du stalinisme en Grèce pendant l'Occupation, dira, quelques années plus tard, dans ses mémoires :

« A ce moment-là, Churchill se préparait à aller à Yalta. Et s'il nous demandait cela à nous, il le faisait pour pouvoir y aller et dire qu'il avait fait tout son possible, mais que nous (...) nous étions des trotskystes. Et Churchill a dit à Staline : "Qu'est-ce qu'on peut faire, ce sont des trotskystes ?" Churchill considérait qu'à Yalta il y aurait une discussion concernant la Grèce et il voulait tirer son épingle du jeu. C'est pourquoi il est venu à Athènes. Il a dit : "J'y suis allé, j'ai fait tout mon possible, mais eux, ce sont des trotskystes." De cette façon, il était correct avec nous et avec Staline aussi » (G. Ioannidis, *Mémoires*, pp. 359-360).

Le prolétariat d'Athènes lutte héroïque-ment, mais les manœuvres militaires de la direction du PCG sont des manœuvres de défaite. La façon avec laquelle l'appareil stalinien traite les problèmes militaires est la conséquence de sa politique. Alors que l'enjeu, pour les deux classes, était la question du pouvoir, le PC fait barrage au combat de la classe ouvrière pour ce pouvoir. Dans les conditions de la révolte prolétarienne de décembre, expression de l'acuité extrême et du caractère inconciliable des contradictions de classe et résultat sur ce terrain d'un enchaînement des événements que l'appareil stalinien ne pouvait pas contrôler, la politique du PCG est l'exercice d'une "pression armée" ayant pour objectif un "gouvernement d'unité nationale réelle" qui ne mettait pas en cause la domination britannique. De cette façon, le PCG désarmait politiquement le mouvement, en l'amenant à la défaite et au désarmement de l'ELAS par l'accord de Varkisa.

Le 6 décembre, et alors que, la veille, les forces britanniques ont commencé l'offensive militaire ouverte directe, le comité central de l'EAM, dans sa résolution, déclare qu'elle a pour objectif la création d'un "gouvernement d'unité nationale réelle".

Le 7 décembre, au bureau politique du PCG, Ioannidis, connu comme "l'homme de l'Internationale communiste" en Grèce, considère que "la lutte qui a commencé et continue à Athènes, même si elle finit par la victoire du mouvement, est nuisible à la guerre générale menée par les Alliés". Le bureau politique décide que le comité central de l'ELAS suspende

l'offensive au centre de la ville où les forces britanniques et les forces grecques étaient regroupées pour chercher une solution politique (Hatzis, *op. cit.*, p. 344).

Le 17 décembre, le bureau politique du PCG adopte une résolution dans laquelle il définit les objectifs de l'appareil stalinien : "La constitution d'un gouvernement démocratique grec d'unité nationale réelle."

La direction du PCG divise la direction de l'ELAS entre le quartier général, qui est responsable des forces de l'ELAS au-dessus de la ligne Thèbes-Chalkis — qui représentent les unités les plus importantes et les plus nombreuses de l'ELAS — et le comité central de l'ELAS. Le comité central de l'ELAS donne au quartier général de cette dernière l'ordre de ne pas attaquer les forces britanniques dans le reste du pays. Le PCG s'incline devant l'impérialisme britannique et, en même temps, il refuse toute politique de fraternisation avec les soldats britanniques.

Des renforts importants de l'ELAS n'arriveront jamais à Athènes. L'ordre de l'offensive générale au centre de la ville ne sera jamais donné.

Les masses prolétariennes d'Athènes livreront essentiellement bataille avec les forces de l'ELAS de réserve de la ville. La politique du PCG maintient les masses prolétariennes d'Athènes isolées du reste du pays. Et pourtant elles continueront à combattre, même quand, à cause du renforcement continu des forces britanniques et à cause de la politique du PCG, le rapport des forces sera inversé.

Les Britanniques transfèrent continuellement des troupes, y compris du front d'Italie, à Athènes. Les avions et la flotte britanniques bombardent impitoyablement les quartiers ouvriers d'Athènes et du Pirée. Les quartiers populaires sont aussi bombardés par l'artillerie installée par Scobie sur l'Acropole et sur la colline du Lycabette. Au total, l'impérialisme britannique jettera dans le combat d'Athènes 60 000 hommes des troupes métropolitaines et coloniales. 12 000 citoyens sont arrêtés au cours du combat d'Athènes et envoyés dans les camps de concentration en Afrique du Nord, où ils rencontrent les soldats qui ont été emprisonnés lors de la

révolte dans l'armée grecque du Moyen-Orient.

Les Britanniques procèdent à des arrestations et à des exécutions massives dans les quartiers qu'ils prennent d'assaut.

L'UNION SOVIÉTIQUE ET LE DÉCEMBRE GREC

Comment l'URSS réagit-elle pendant les événements de décembre ? La presse soviétique se tait. Aucune déclaration n'est faite par les autorités soviétiques.

Les autorités britanniques informent officiellement et régulièrement Staline et les autorités soviétiques sur le déroulement des conflits et sur les développements à Athènes et expriment leur satisfaction quant à l'attitude de l'URSS.

Le chef de la mission militaire soviétique en Grèce, Grigori Popov, observe froidement les événements à partir de l'hôtel Grande-Bretagne, place Syntagma.

Le 27 décembre, un haut officier du Foreign Office, dans une note concernant la Pologne remarque :

"Je suis contre le fait d'exercer plus de pression sur Staline (...) au moment où il a une bonne attitude concernant la Grèce et que nous désirons globalement des contacts militaires plus étroits avec lui" (archives du Foreign Office, FO 371/3942, C18085/G).

La pression à laquelle fait référence l'officier du Foreign Office concerne la politique de Staline en Pologne, où il procède à la transformation du PKWN en gouvernement provisoire de la République de Pologne.

Le 31 décembre, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Vichinski, le fameux procureur des procès de Moscou, informe l'ambassadeur grec à Moscou de la décision de l'URSS d'envoyer un ambassadeur en Grèce.

C'est lors de la réunion de Churchill et de Staline, en octobre 1944, à Moscou, qu'ils se sont mis d'accord sur le fait que la classe ouvrière allemande devrait être

écrasée, qu'*"il fallait une occupation de l'Allemagne pendant de nombreuses années"* et que l'Allemagne devrait *"être divisée comme Etat"*.

Face à la position de Churchill expliquant que

"la Grande-Bretagne doit être la force dirigeante en Méditerranée et qu'il espère que le maréchal Staline lui laissera avoir le dernier mot en Grèce, exactement comme ce dernier l'a en Roumanie", Staline a répondu : *"Pour la Grande-Bretagne, le fait qu'elle n'avait pas le contrôle des voies de la Méditerranée était une question sérieuse. Je suis d'accord avec le Premier ministre qu'elle doit avoir le dernier mot en Grèce"* (procès-verbal de la réunion).

La politique des "sphères d'influence" n'est qu'un aspect de l'accord contre-révolutionnaire global entre les forces impérialistes victorieuses et la bureaucratie stalinienne. Pour que le mouvement révolutionnaire mondial, qui se développe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, soit contraint au recul et que la domination impérialiste soit préservée dans les centres vitaux, grâce à la politique du Kremlin et de son appareil international des partis communistes, l'impérialisme cède à la bureaucratie soviétique ce qu'on appelle "le glacis". Mais dans cette zone, appelée *buffer zone*, Staline, également, assure à ses "alliés" qu'il ne permettra aucune action autonome de la classe ouvrière. Pendant les conversations avec Churchill, en octobre, Staline l'assure :

"Quand l'Armée rouge est entrée en Bulgarie, les communistes bulgares ont commencé à constituer des soviets. L'Armée rouge a mis fin à cela. Les communistes ont arrêté la police bulgare et l'Armée rouge l'a libérée. En tout cas, Ercoli (Togliatti) est un homme intelligent, il n'est pas extrémiste et il ne commencera pas une aventure en Italie."

Les partis communistes, dans les différents pays, ont servi cette politique contre-révolutionnaire globale. La révolution grecque et la révolte des masses prolétariennes à Athènes ont été sacrifiées sur l'autel de cette politique du stalinisme.

Les dirigeants staliniens du PCG eux-mêmes disent, à leur façon, qu'ils ont joué

ce rôle en servant les intérêts de la bureaucratie soviétique. P. Roussos, dans son livre *Les Cinq Grandes Années*, faisant référence à sa rencontre, en 1946, avec Dimitrov, qui pendant la période de décembre était à la tête de la section des relations internationales du comité central du PCUS, écrit qu'il lui avait dit, à propos des événements de décembre :

"La vérité est cruelle. Et nous la comprenions. Notre intérêt national immédiat connaissait une épreuve terrible dans le cadre de notre mouvement international, qui consolidait ses positions récemment acquises, particulièrement dans les Balkans" (volume 2, p. 424).

Le secrétaire général du comité central du PCG, Georges Siantos, au XI^e Plénum de ce même comité central, le premier après décembre, déclarait, à propos du combat d'Athènes : *"Notre résistance a beaucoup contribué aux décisions de Yalta"* (PCG, textes officiels, volume 5, p. 424), tandis que le journal du PCG, *Rizospastis*, le 2 octobre 1945, écrivait :

"La résistance de décembre n'était pas faite pour écraser l'empire britannique. Elle était une protestation armée, qui n'a pas été perdue."

L'ÉPILOGUE DE LA TRAGÉDIE

Face à la résistance du peuple d'Athènes, qui dépasse toutes les prévisions, Churchill lui-même, avec son ministre des Affaires étrangères, Eden, arrive à Athènes le 23 décembre. Ils ont une réunion avec les responsables britanniques en Grèce et, par la suite, avec l'archevêque Damaskinos, qu'ils veulent nommer vice-roi.

Le 26 décembre, tandis que les combats se déchaînent, une conférence a lieu, à laquelle participent des responsables britanniques, l'ambassadeur américain, McVeigh, l'ambassadeur français, le chef de la mission militaire soviétique, Popov, l'archevêque Damaskinos, Papandréou, des représentants des partis bourgeois et une délégation de trois membres de l'EAM. Churchill souligne la puissance militaire des Britanniques et fait référence

à la formation d'un gouvernement de large unité. Tous les participants sont d'accord pour que Damaskinos soit nommé vice-roi. En réalité, il s'agit d'un premier pas décisif pour la restauration de la monarchie.

Le 28 décembre, les troupes britanniques lancent l'offensive générale. L'impérialisme britannique a besoin d'écraser la révolte d'Athènes, pour consolider sa domination en Grèce, pour défendre ses intérêts coloniaux dans la Méditerranée de l'Est et pour faire face au mouvement révolutionnaire mondial des masses. C'est pourquoi, dans le Conseil de guerre de la Grande-Bretagne, le 29 décembre, il est souligné :

"Si les affaires en Grèce évoluent comme nous l'espérons, le résultat pourrait être d'arrêter la vague immense d'anarchie en Europe et de décourager des révoltes semblables dans d'autres pays" (Foreign Office, 371/48244 R197/4/G19).

Comme l'écrit le journaliste André Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide* :

"Staline, en tout cas Churchill est le premier à le reconnaître, a respecté, au moins pendant un certain temps, l'engagement pris en ce qui concerne la Grèce. C'est-à-dire qu'il laissa massacrer par les Anglais, sans lever le petit doigt, les maquisards de l'ELAS qui, conduits par les communistes hellènes, s'étaient assurés, après la retraite allemande, le contrôle de la quasi-totalité du pays."

La bureaucratie stalinienne seconda l'impérialisme britannique qui agissait, certes, au compte de ses propres intérêts, mais aussi au compte de "l'ordre mondial" tel qu'il s'établissait et tel qu'il allait être codifié quelques mois plus tard à Yalta. La Grèce devait coûte que coûte demeurer dans la sphère d'influence de l'impérialisme. C'est ce que reconnaît le Conseil de guerre de l'empire britannique qui, en fait, exprime à sa manière la portée internationale de la révolution grecque, dans le cadre de la montée révolutionnaire généralisée en Europe et dans le monde.

Pendant la nuit du 4 au 5 janvier, les forces de l'ELAS abandonnent Athènes.

Le 11 janvier, les représentants de l'EAM signent l'armistice, qui oblige l'ELAS à replier ses forces dans divers points limites du pays et à abandonner Salonique.

Le 8 février, les négociations entre le PCG, d'une part, et le vice-roi et les représentants du nouveau gouvernement, Plastiras, d'autre part, commencent. Les négociations ont lieu au même moment que la conférence de Yalta.

Dans ses mémoires sur la conférence de Yalta (*Yalta, Roosevelt et les Russes*), le ministre américain Stettinius écrit que, lors d'une réunion des trois chefs d'Etat de l'Angleterre, des Etats-Unis et de l'URSS, Staline demande à Churchill ce qui se passe en Grèce, expliquant tout de suite qu' "il n'a pas l'intention de critiquer les Britanniques concernant la Grèce, mais qu'il veut plutôt être informé", Churchill a répondu que la paix a été réinstallée et a ajouté que le gouvernement britannique était reconnaissant au maréchal Staline de n'avoir "pas montré un grand intérêt pour les affaires grecques".

Le 12 février, l'accord de Varkisa est signé. La veille, la conférence de Yalta s'était terminée. L'accord de Varkisa, qui

impose le désarmement de l'ELAS et livre les militants aux offensives et aux mesures de répression du pouvoir, est une application concrète des accords contre-révolutionnaires de Yalta.

Le comité central de l'EAM donne l'ordre au quartier général de l'ELAS de commander la démobilisation. Jusqu'à la fin de février, les combattants de l'ELAS remettent leurs armes et, le 28 février, l'ELAS cesse d'exister.

Pourtant, pour la bourgeoisie et les impérialistes, leur œuvre contre-révolutionnaire n'est pas finie. Ils ont remporté une première victoire, qui néanmoins n'assure pas la stabilisation du régime bourgeois. Malgré la terreur sanglante sur laquelle est fondée la restauration de la monarchie, la résistance des masses, les grèves et les démonstrations immenses pendant la période qui suit les événements de décembre montrent que les réserves de la révolution sont encore très grandes. Pour que la bourgeoisie et l'impérialisme stabilisent le régime de l'après-guerre en Grèce, il a fallu une nouvelle phase de contre-révolution sanglante.

Dimitri Asteriou

Nouvelles de la IV^e Internationale

BRÉSIL



Article paru dans *O Trabalho* n° 363,
du 7 au 19 décembre 1994 :

**“Partenariat entre
une corde et un cou !**

**FHC compte sur les ONG
pour appliquer son programme,
en attaquant les services publics”**

« Le programme de gouvernement
divulgué par Fernando Henrique Cardoso
(FHC, nouveau président du Brésil, entré

en fonction depuis le 1^{er} janvier, NDT),
accorde une grande importance au partenari-
ariat avec les ONG (organisations non
gouvernementales) dans “la lutte contre
la misère et la famine”. Il va jusqu’à dire
qu’“un grand nombre d’ONG se consac-
rant à la prestation innovatrice de ser-
vices publics, se sont déjà substituées ou
sont en mesure de le faire, avec une effi-
cacité plus grande, à l’activité insuffisan-
te et parfois inexistante de l’Etat”.

Ce n’est donc pas un hasard si le nou-
veau représentant de la Banque mondiale
au Brésil, Dennis Mahar, a dit que le mot
clé des nouveaux projets de la Banque
mondiale au Brésil est le “partenariat
avec les gouvernements et les ONG”
(*Folha de Sao Paulo*, 1^{er} novembre
1994). C’est une stratégie mondiale : dans
le même temps qu’avec le FMI elle
impulse l’ajustement structurel, en atta-
quant les services publics et en dérégle-
mentant le travail, la Banque mondiale ne
consacre pas moins de 30 % de son bud-
get aux projets conjoints avec les ONG.

Les ONG, qui en cinq ans sont passées
de 4 000 à 50 000 dans le monde, manipu-
lent des sommes gigantesques. Aux Etats-
Unis, elles totalisent 600 milliards de dol-
lars par an, plus de quatre fois la valeur de
la dette extérieure brésilienne. Au Brésil,
on estime qu’il existe 5 000 ONG, occu-
pant 80 000 personnes. Elles perçoivent,
en seules dotations internationales par le
biais des banques, près de 400 millions de

dollars annuels, qui s'élèvent à 700 millions si on y ajoute les donations faites par virements postaux. Ces valeurs n'incluent pas les dotations officielles (du pouvoir public).

Corruption

Avec autant d'argent entre les mains, les ONG deviennent des foyers de corruption. Les "ONGistes" eux-mêmes l'admettent. Betinho, lui-même responsable de l'Ibase (ONG) et coordinateur de la campagne contre la famine, reconnaît qu'il existe des ONG qui s'adonnent à des affaires de corruption ("pilantrópicos") (...).

Le ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) n'a aucun contrôle sur l'utilisation des 53 millions de reals (près de 62 millions de dollars) destinés aux ONG pour le financement de projets d'éducation spéciale. Ce sont des moyens venus du salaire-éducation, dont le ministère ignore le sort, parce qu'il n'y a pas assez de personnel pour leur surveillance.

A Rio de Janeiro, quatre ONG qui s'occupent des enfants abandonnés ont manipulé à elles seules 2,3 millions de dollars l'année dernière. Selon l'ancien président de la fondation Centre brésilien pour l'enfance et les adolescents, Alda Marco Antonio, "on a créé un monstre et les ONG se sont transformées en un moyen de gagner sa vie".

Il ajoute : "Si on supprime le problème des enfants abandonnés dans les rues, on supprime aussi leur travail" (O Estado de Sao Paulo, 21 novembre 1994).

Les ONG jouent aujourd'hui un rôle politique dans divers pays, agissant pour empêcher la révolte sociale contre les plans du FMI et de la Banque mondiale. Sous prétexte de "faire participer la communauté", elles justifient la liquidation des services publics et l'abandon des devoirs de l'État.

Leur "distance" par rapport aux gouvernements n'est qu'apparente. La vérité est qu'elles sont (bien) payées pour aider à l'application de l'ajustement. »

PÉROU

BRASIL:
¿POR QUE PERDIO LULA?

SOLIDARIDAD CON LOS DESPEDIDOS DE SIDERPERU

CHARO OLIVERA ¡LIBERTAD!

ONU: PACTO SOCIAL CONTRA LOS PUEBLOS

PEONES DEL FMI!

NEGOCIO RENTABLE Y CRIMINAL DEL IMPERIALISMO

EL TRABAJO
UNA LIBRE DE LA LUCHA DE CLASES N° 127

EDITORIAL
LOS TRABAJADORES NO TIENEN CANDIDATO

En un país donde se vive en un estado de guerra social, donde la explotación y la explotación de la fuerza de trabajo por parte de la burguesía es el eje central de la vida social, donde la lucha de clases es el eje central de la vida social, donde la explotación y la explotación de la fuerza de trabajo por parte de la burguesía es el eje central de la vida social, donde la explotación y la explotación de la fuerza de trabajo por parte de la burguesía es el eje central de la vida social...

Editorial de *El Trabajo* n° 127, 17 décembre 1994 :

"Les travailleurs n'ont pas de candidat"

« Avec une dictature dont la tête se vante d'être "fonds-monetariste", un Congrès constituant démocratique qui n'a jamais été ni constituant ni encore moins démocratique, mais bien plutôt un appendice de Fujimori, une Constitution née sous le signe de la fraude réalisée dans le référendum (où, cependant, une immense majorité a voté contre la proposition et le maintien de la dictature) — tout cela allant de pair avec l'aggravation des conditions de vie de l'immense majorité nationale —, les élections occupent déjà le premier plan, sans cependant parvenir à occulter ou à amoindrir la lutte entre les classes. Ainsi, par exemple, la combative marche des mineurs de Raura à Lima est là pour le démontrer.

Dans cette "kermesse électorale" à l'organisation difficile, avec "pactes entre caballeros" et des craintes légitimes de fraude, il se trouve qu'en dépit de la perfection des candidats à faire peuple en utilisant les procédés les plus divers allant du

déguisement pur et simple à la danse folklorique, ceux-ci ont des difficultés à masquer leur ferveur envers la politique du Fonds monétaire international.

C'est ainsi qu'au son des danses populaires, tout en narrant leur "passé de pauvre", en versant des larmes de crocodile et en se présentant comme des "gens respectables", tous ces messieurs et dames qui aspirent à la présidence de la République proclament sans fard qu'ils ne cesseront pas de payer la dette extérieure, qu'ils poursuivront les privatisations, qu'ils ne s'écarteront pas d'un millimètre des plans d'ajustement structurel dictés par le FMI entraînant inexorablement les fermetures d'entreprises, la destruction des emplois productifs, le chômage massif et le démantèlement de la Sécurité sociale, de l'éducation et de la santé publiques. Ils se font tous tout aussi nettement — Perez de Cuellar le premier — les porte-parole de l'ONU, de l'OEA et du "nouvel ordre mondial" dont les architectes sont à la Maison-Blanche et à la direction des grandes banques internationales.

Dans une difficile tentative pour concilier cette réalité de leurs plates-formes politiques et la nécessité où ils sont de gagner la faveur populaire, les candidats à la présidence battent des records dans l'art de tromper le peuple par des mensonges ouverts ou des semi-vérités. Ainsi, par exemple, ces agents du FMI et leurs lettres d'intention savent bien que leurs plans ne peuvent qu'engendrer plus de crise et de chômage, mais ils annoncent la création de "millions d'emplois"... Et il en va de même pour tout.

Cela ne fait aucun doute : les travailleurs n'ont pas de candidat dans ces élections. Ils n'ont pas leurs propres porte-parole politiques. Ni Fujimori, Perez de Cuellar, Toledo, Mercedes Cabanillas, Barrantes, ni les autres ne représentent leurs intérêts de classe, coïncidant avec ceux de la nation. Ils ne méritent pas leur confiance.

Cependant, la lutte des classes ne s'arrête pas et ne s'arrêtera pas. Au contraire, une nouvelle polarisation entre les classes couve dans le pays et ranime la volonté du mouvement ouvrier et popula-

re de trouver une voie de centralisation de ses forces. C'est cette situation qui appelle de façon aiguë et absolue la nécessité d'une nouvelle représentation politique des travailleurs et de ceux qui sont spoliés par le capital. »

MEXIQUE



- Déclaration :**
- « Face à la crise économique, l'issue c'est :
 - Augmentation générale des salaires !**
 - Non à la réduction de l'emploi !**
 - A bas le pacte et le "programme d'urgence économique" de Zedillo !**
 - Utilisation des profits de la spéculation pour la production, l'emploi !**
 - Annulation de la dette extérieure !**
 - Annulation du traité de libre commerce !**
 - Dehors Zedillo ! Dehors le PRI !**
 - Congrès constituant souverain issu d'élections libres ! »**

« Quelques heures après l'écrasement du peso face au dollar, a commencé "le plus grand désordre dont on ait mémoire en matière de prix", "une situation chaotique où virtuellement tous les prix des

biens et services ont été augmentés". Une semaine plus tard, un nouveau coup : augmentation, du double, des taux d'intérêt.

La ruine du peso, avec son cortège inflationniste, entraîne une nouvelle réduction du marché intérieur, ce qui entraînera de nouvelles fermetures d'entreprises, un chômage accru, aussi bien parmi les ouvriers que parmi les employés. Quatre-vingt-quinze pour cent des entreprises environ sont menacées par les hauts taux d'intérêt.

Si l'application des plans d'ajustement structurel — imposés par le FMI et appliqués par les gouvernements successifs du PRI — a fait qu'il existe plus de 40 millions de pauvres, les nouvelles mesures annoncées s'en prendront plus brutalement encore aux familles travailleuses.

L'origine de la crise qui a amené le peso à l'abîme réside dans le pillage que subit le pays de la part du capital financier nord-américain.

Le déficit du compte courant de la balance des paiements (la différence entre l'argent qui entre et celui qui sort du pays) a fait exploser le peso. Ce déficit a deux causes :

a) l'augmentation des intérêts de la dette extérieure à payer (dette que le peuple n'a pas contractée, et dont il n'a pas profité) en conséquence de l'augmentation des taux d'intérêt dictée par le gouvernement des Etats-Unis pour provoquer un flux de capitaux vers son pays, afin de financer ainsi son déficit et sa crise ;

b) L'accroissement démesuré du déficit commercial mexicain causé en grande partie par l'ouverture sans discrimination de notre marché et par la politique du "dollar bon marché", tout cela au prix de la réduction de la consommation des grandes masses.

Le déficit du compte courant de la balance des paiements a été financé par des prêts en provenance du capital spéculatif, placé en grande partie sur des titres de la dette publique (ce qu'on appelle les tesobonos, dont environ 30 milliards de dollars arrivent à échéance en 1995).

Les capitaux spéculatifs ont commencé à quitter le pays face au surendettement croissant de l'économie mexicaine et à la défiance envers le régime du PRI. Aujourd'hui, l'effondrement de la monnaie mexicaine est un élément supplémentaire de crise pour l'économie nord-américaine et latino-américaine. La politique de Clinton de "libre commerce", c'est-à-dire de prédominance absolue des intérêts du capital américain, ne peut que mener le pays à un chaos plus grand encore.

Un élément politique fondamental de la situation est l'absence de démocratie. Dans notre pays, l'existence d'un régime centré sur un président dictatorial, basé sur les décisions d'un seul, la fraude électorale et la répression, aggrave les conditions dans lesquelles fonctionne le capitalisme sénile. Maintenant, cela est plus clair que jamais : démocratie et régime du PRI sont incompatibles. Plus, les travailleurs ne sauront atteindre le bien-être tant que ce régime existera (...).

Il est nécessaire de combattre pour la mobilisation indépendante des travailleurs contre les pactes, contre la dévaluation, contre le gouvernement de Zedillo et le traité de libre commerce.

Des secteurs des travailleurs des villes et des campagnes ont lutté, principalement depuis 1988, sur le mot d'ordre de "*Dehors le PRI !*" Aujourd'hui, il faut appeler à la lutte pour de nouvelles institutions, pour un Congrès constituant souverain, véritable représentation du peuple, qui adopte démocratiquement les décisions de rompre avec la politique "d'ajustement structurel", d'annuler le traité de libre commerce, de refuser de payer la dette extérieure, d'utiliser les profits des spéculateurs pour encourager l'emploi et la production.

Dans cette voie, il est nécessaire d'engager la lutte pour une augmentation des salaires d'urgence, pour la défense de l'emploi, pour dire non à la privatisation, notamment de Pemex, de la Sécurité sociale et des universités.

Pour notre part, nous sommes partie prenante des efforts pour organiser un *Forum national de discussion sur le*

pacte, les effets de la dévaluation et les droits du travail, d'où pourront sortir des propositions de lutte.

Un forum où il sera possible de discuter des origines de la crise, de la situation du travail et de la nécessité de l'indépendance politique et syndicale des travailleurs.

Un forum qui soit un point d'appui pour la lutte pour l'unité de la classe travailleuse.

L'appel à ce forum est proposé dans le cadre de la préparation d'une conférence ouvrière mondiale indépendante qui aura lieu en Slovaquie, les 11 et 12 mars 1995, afin de décider ensemble des mesures de lutte contre les plans d'ajustement structurel que les différents gouvernements du monde, l'ONU, le FMI et l'OIT prétendent appliquer de façon plus systématique, comme on peut le voir aujourd'hui dans notre pays avec les nouveaux plans annoncés par Zedillo, Clinton et le FMI, après la dévaluation. »

Mexico, le 30 décembre 1994,

Organisation socialiste des travailleurs

Riflessioni, 17 novembre 1994 :

“Et après la grève générale ?”

« On n'a vraiment pas souvenir d'une grève générale aussi réussie et aussi massive que celle du 14 octobre (...).

Il n'y a qu'un seul problème : obtenir le retrait de loi de finances, le retrait du projet sur les retraites, des coupes dans la santé, les salaires, etc.

Face à cette question, quelques problèmes se posent :

“Cette grève n'est pas une déclaration de guerre contre le gouvernement de droite”, a déclaré Stefano Patriarca, de la CGIL. “Nous ne voulons pas que le gouvernement retire la loi de finances, mais nous espérons qu'il accepte de modifier certaines mesures.”

Et, d'autre part, D'Alema lui-même a déclaré être favorable à la révision du système des retraites et “se rendre parfaitement compte de la nécessité de faire des sacrifices”.

Cependant, les travailleurs qui sont descendus dans la rue par millions, qui ont fait grève massivement, qui manifesteront encore la semaine prochaine, ne l'ont pas fait et ne le feront pas pour obtenir des modifications ; ils veulent le retrait, parce qu'ils refusent la remise en cause des conquêtes et parce qu'ils ne sont plus disposés à payer une crise et un déficit qu'ils n'ont pas provoqués (...).

C'est l'unité de la classe ouvrière, des travailleurs, la lutte pour la défense sur tout le territoire national, la réaction soudaine et spontanée que nous avons vue dans les usines, dans les hôpitaux, dans les écoles, depuis septembre.

C'est la force que nous avons vue dans la grève générale. »

ITALIE



FRANCE

**Notes préparatoires
au plénum du CCI,
4 et 5 février 1995**

« 1) **Quel est l'objet de la conférence nationale convoquée le 4 février prochain ?** Il s'agit de définir les tâches politiques de la section française de la IV^e Internationale en rapport avec la situation politique mondiale. Dans la situation nouvelle ouverte en 1989 par la chute du Mur de Berlin, les semaines qui viennent de s'écouler ont marqué le franchissement d'un seuil qualitatif : un "tournant dans le tournant", en quelque sorte. Cette situation nouvelle place la section française de la IV^e Internationale devant des opportunités nouvelles de construction.

L'objet de la conférence nationale est de définir pour tout l'encadrement de la section française les voies et les moyens de faire face à nos responsabilités politiques. Un pas en avant décisif peut être réalisé dans les six mois qui viennent dans la construction du parti ouvrier indépendant. Il s'agit, pour y parvenir, tout à la fois de comprendre les caractéristiques de la situation politique et de dégager les moyens de surmonter les faiblesses et insuffisances de direction.

2) **Ce que nous avons appelé le "tournant de 1989" était marqué par l'effondrement de l'ordre mondial édifié à Yalta et Potsdam au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.** La chute du Mur de Berlin, non seulement sonnait le glas du stalinisme, mais mettait en évidence la faillite du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Dès le tournant de 1989, nous avons indiqué que l'effondrement de l'ordre de Yalta et de Potsdam ouvrait une période d'instabilité où il faudrait à l'impérialisme tenter, dans les pires convulsions, de redéfinir les bases d'un nouvel ordre mondial. Mais cela dans des conditions où la tendance à la destruction des forces productives et à la putréfaction des rapports sociaux de production aboutirait, avions-nous écrit dès l'époque, à ce que non seu-

lement l'impérialisme serait impuissant à étendre les rapports de propriété capitalistes à l'Est de l'Europe, mais plus encore, à ce résultat en apparence paradoxal : la dislocation du marché, s'exprimant avec force dans les tentatives chaotiques de rétablir les règles du marché à l'Est de l'Europe, aurait comme résultat en retour l'accélération de la dislocation du marché mondial et, y compris, d'introduire dans les pays impérialistes eux-mêmes tous les ingrédients de la dislocation qui se manifeste à l'Est de l'Europe.

3) **Le rapport présenté au conseil général a analysé les tendances de "l'impérialisme sénile", soulignant le caractère régressif de décomposition et de dislocation de l'impérialisme parvenu à ce stade de sénilité.** Les développements de ces dernières semaines permettent de préciser les conséquences politiques de cette dislocation. Une rapide analyse de ces développements permet de dégager des éléments communs que l'on peut synthétiser de la manière suivante :

a) Toutes les institutions édifiées par l'impérialisme pour asseoir sa domination tendent aujourd'hui à se disloquer.

b) L'impérialisme américain, impérialisme dominant, ne peut œuvrer à sa propre survie qu'en tentant de renforcer sous toutes les formes sa propre domination sur l'ensemble de la planète, y compris sur les autres impérialismes de plus en plus relégués à un rôle secondaire.

c) De ce point de vue, il tend, pour défendre ses intérêts propres, à remettre en cause lui-même toutes les relations institutionnelles existantes à la surface de la planète.

d) L'impérialisme américain lui-même n'hésite pas à montrer du doigt le caractère inadapté de ces institutions héritées des rapports de domination du passé.

e) La résistance de la classe ouvrière et des peuples (qui, malgré les coups subis, ne cèdent pas devant les plans du FMI et de la Banque mondiale et cherchent sur le terrain de la lutte de classe à se défendre) aboutit à rendre impossible la stabilisation de nouvelles formes institutionnelles de

domination correspondant aux besoins de l'impérialisme.

f) Cela se mesure, par exemple, dans l'extrême difficulté de l'impérialisme à imposer ses plans corporatistes, comme on l'a vu, par exemple, en Europe, et plus précisément en France.

g) Il en découle que la bourgeoisie, l'impérialisme mondial, les différents impérialismes sont placés dans une situation où ils sont contraints de "faire avec" des institutions disloquées ou en voie de dislocation sans être vraiment en mesure de les remplacer et sans que les masses soient en mesure pour l'instant de les balayer. Sans que, pour autant, l'impérialisme puisse renoncer à ses propres plans.

h) Cela ouvre une longue période de non-maîtrise de la situation mondiale, une période pendant laquelle l'impérialisme et le capital financier, pour les raisons qui procèdent de leur propre crise (voir le rapport sur l'impérialisme sénile), ne peuvent faire autrement que de chercher à porter les coups les plus brutaux contre la classe ouvrière et les peuples. Une longue période durant laquelle ils seront aidés au premier plan dans cette tâche par les appareils décomposés issus du mouvement ouvrier, singulièrement l'appareil stalinien "rénové" aujourd'hui vendu à Washington et aussi toutes les composantes de l'Internationale socialiste.

i) Mais, précisément parce que l'impérialisme n'est pas dans une situation d'aller jusqu'au bout de ses plans destructeurs, cette longue période ouvre aussi des espaces à la résistance de la classe, à l'action de la classe. Non pas en vue d'une victoire immédiate et prochaine, mais d'une accumulation de force permettant, à partir de ce mouvement de résistance, de préparer les conditions du passage ultérieur de la défensive à la contre-offensive. Dans cette situation où les coups les plus brutaux sont portés contre les peuples (prenant y compris la forme des guerres, de la dislocation des Etats nationaux, de la famine et de la surexploitation) au sein même de ces processus de décomposition, la classe ouvrière est amenée, dans les pires difficultés, à chercher les moyens de travailler à la recomposition de ses forces.

j) C'est au regard de cette situation complexe, difficile et contradictoire, que nous sommes amenés, comme IV^e Internationale, à occuper une responsabilité dans l'aide apportée à la classe ouvrière pour ouvrir la voie d'une politique ouvrière indépendante. Une responsabilité que, comme IV^e Internationale, nous ne pouvons assumer en dehors des processus mêmes de la lutte de classe.

Une responsabilité que nous ne pouvons assumer qu'à partir du moment où nous nous insérons dans le mouvement même de la classe ouvrière, dans le mouvement même de ses organisations, en respectant ce qu'elles sont.

4) Nous sommes arrivés à un seuil qualitatif au sein de la situation ouverte par le tournant de 1989. D'une certaine manière, "un tournant dans le tournant". La situation mondiale semble caractérisée par une perte de maîtrise des mécanismes institutionnels, perte de maîtrise de la situation y compris du point de vue de l'impérialisme le plus fort. Le krach financier initié par la chute du peso mexicain procède de mécanismes qui échappent à l'impérialisme américain. C'est le jeu propre de la spéculation financière qui a abouti à ce que la spéculation se constitue d'une certaine manière comme un marché "comme les autres". Dès lors, les grands groupes institutionnels investissent et retirent leurs capitaux au gré de leur jugement sur les tendances haussières ou baissières des marchés spéculatifs. En l'occurrence, l'effondrement du peso mexicain, bien qu'il porte un coup majeur à la monnaie américaine, a été porté par les grands "investisseurs institutionnels", contraignant l'administration Clinton à investir en trois jours 40 milliards de dollars pour défendre la monnaie américaine.

Mais cela n'empêche aucune des conséquences de l'effondrement du peso. A savoir : d'une part, un coup mortel porté au traité de libre échange d'Amérique du Nord ; d'autre part, un encouragement à l'effondrement en chaîne des monnaies faibles de par le monde (en particulier, la lire italienne, la peseta et, sans doute à terme, le franc français) ; enfin, par ce biais, l'accentuation de toutes les tentatives par lesquelles l'impé-

rialisme américain cherche, sur le dos des impérialismes concurrents, à récupérer les milliards qu'il a dû investir pour défendre le dollar.

Sous une autre forme, les développements en cours en Tchétchénie manifestent l'enlèvement et l'impuissance d'Eltsine à assurer l'ordre dans cette région. Au-delà, ils remettent en cause une pièce majeure du dispositif du maintien de l'ordre impérialiste dans cette partie décisive du monde.

Le secrétaire d'Etat américain a déclaré en substance ce 17 janvier que la guerre en Tchétchénie n'a pas été conduite comme elle aurait dû, ni au rythme qu'il aurait fallu. Ce n'est donc pas le principe de la guerre qui est en cause, au contraire ; ce n'est pas le principe de la police qu'Eltsine doit faire régner au compte de l'impérialisme dans cette partie du monde qui est remis en cause ; ce qui est en cause, c'est le caractère convulsif, disloqué et finalement porteur de crises encore plus graves de la politique d'Eltsine transformant une opération de "simple police" en aventure militaire et politique.

L'impérialisme américain, contraint, pour sa propre survie, de préserver et élargir ses parts de marché et, pour cette raison, de mener une guerre à outrance contre les autres impérialismes, en est amené à remettre en cause, au fur et à mesure, toutes les institutions internationales qui procèdent de l'équilibre antérieur entre les différents impérialismes.

C'est ainsi qu'il multiplie les critiques extrêmement brutales à l'égard du FMI, dont l'ancien secrétaire d'Etat, George Shultz, propose la fusion avec la Banque mondiale. Au FMI, les Etats-Unis reprochent également de ne pas défendre leurs intérêts spécifiques, par exemple sur l'Algérie, et de faire la part trop belle aux intérêts de l'impérialisme français.

C'est ainsi qu'il multiplie les attaques contre l'ONU : le gouvernement américain ne paie plus ses cotisations, il est aujourd'hui le plus gros débiteur de l'ONU et menace de réviser brutalement à la baisse sa contribution financière. A l'ONU, l'impérialisme américain reproche

de ne pas défendre de manière suffisamment étroite ses propres intérêts.

C'est ainsi que les critiques et les attaques se multiplient également contre l'OTAN. C'est ainsi qu'à peine les accords du GATT avaient-ils été signés, mettant en place l'Organisation mondiale du commerce, cette OMC était remise en cause par l'impérialisme américain, lui préférant les accords bilatéraux du type APEC avec le Sud-Est asiatique.

Même le sommet social de Copenhague, mis en place par l'ONU pourtant sur l'axe de la mise en œuvre du corporatisme, se heurte à la volonté de l'impérialisme américain de garder les mains libres. C'est ainsi que, sur les sept puissances impérialistes du G 7, à deux mois du sommet de Copenhague, une seule, à savoir la France, a décidé d'être partie prenante au niveau des chefs d'Etat de ce sommet social.

Et il faudrait parler également de la crise de l'Union européenne, dont il apparaîtrait aujourd'hui de manière évidente qu'elle est condamnée à la dislocation. D'une part, ce qu'ils appellent le "noyau dur", qui n'est autre que la zone mark directement sous l'emprise de l'impérialisme allemand s'assujettissant dans le cadre des relations avec les Etats-Unis quelques autres pays et contraignant la France à passer sous ses fourches caudines ; d'autre part, un vaste marais de pays en proie à la plus grande dislocation et qui constituent des espèces de marches de l'empire européen disloqué.

Et il faudrait parler de l'Eglise elle-même. Et il faudrait parler de la tendance à la dislocation des Etats nationaux qui a commencé avec l'Afrique, s'est poursuivie à l'Est de l'Europe et dont on voit aujourd'hui qu'elle est au cœur de l'offensive de l'impérialisme en Italie... et au-delà.

5) La même appréciation peut être portée sur les institutions de la V^e République. De toute évidence, celles-ci agonisent. La crise de dislocation du RPR (qui se relie et recoupe la dislocation de tous les partis institutionnels, à commencer par le PS) frappe la colonne vertébrale

de l'Etat et de la V^e République. Le RPR frappé à mort, ce sont les institutions de la V^e République qui sont frappées à mort. La dislocation institutionnelle procède d'abord et avant tout de l'impuissance de la bourgeoisie française à préserver ses propres parts de marché. Dans la véritable guerre que lui mène l'impérialisme américain, le capital financier français est conduit à céder ses positions les unes après les autres. Il y a sans doute des différences d'intentions, de souhaits ou de rêves entre telles ou telles fractions de la bourgeoisie, mais toutes sans exception (même celles qui ont affirmé à un moment où à un autre une velléité de préserver les intérêts spécifiques de la bourgeoisie française) sont amenées à céder. Et, en même temps qu'elles cèdent du terrain vis-à-vis de l'impérialisme américain, elles sont amenées à chercher, pour reconquérir des parts de marchés, à casser le coût du travail en France même.

C'est cela qui permet de comprendre que le programme commun de tous les candidats institutionnels soit celui fixé par l'Union européenne. Ce qui est logique pour Le Pen, Balladur, Chirac, de Villiers, Barre. Mais c'est vrai également pour le PS dont, à des titres divers, la subordination à la politique du FMI et de l'Union européenne nourrit la tendance à la destruction de leur propre parti. Cela est vrai de Hue, aligné sur Washington comme l'ensemble de l'appareil stalinien "rénové", et de Laguiller qui en constitue la couverture "gauche". Sans parler des Verts, deloristes par essence. Sous des formes et dans des proportions diverses, ils visent à mener l'offensive pour réduire le coût du travail. Et la réduction du coût du travail passe nécessairement par la déréglementation, la dislocation de la Sécurité sociale, la remise en cause des statuts et conventions collectives.

Mais en même temps — et c'est là qu'est la source de la crise —, aucune des fractions de la bourgeoisie, aucun de ses représentants institutionnels n'est en mesure aujourd'hui d'imposer jusqu'au bout ces plans corporatistes à la classe ouvrière. La crise de la bourgeoisie française, c'est la crise d'un impérialisme de plus en plus relégué au second plan, pris entre le marteau de l'impérialisme améri-

cain dominant et l'enclume d'une classe ouvrière qui, quels que soient les coups portés (à commencer par les coups portés par les gouvernements d'union de la gauche-front populaire) cherche les voies et les moyens de ne pas se voir détruire et de voir détruites et intégrées ses organisations.

6) Car à la base de cette situation mondiale de non-maîtrise par l'impérialisme des formes mêmes de la dislocation de ses institutions, il y a la résistance des masses, leur volonté de combattre, leur engagement dans le combat. Dans cette situation, marquée à la fois par la décomposition et la recombinaison, l'élément déterminant, comme le dit le *Programme de transition*, c'est l'activité des masses : "*L'orientation des masses est déterminée d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.*"

Cette citation du *Programme de transition* conserve aujourd'hui toute son actualité. Il ne saurait être question d'en déduire un quelconque point de vue objectiviste. Dire que les lois de l'histoire sont plus fortes que la décomposition organisée par les appareils bureaucratiques ne signifie pas qu'automatiquement la victoire des masses est assurée et que la voie est ouverte sans obstacle pour le triomphe de la révolution socialiste. Nous le savons, nous l'avons écrit : socialisme ou barbarie reste l'alternative. Nous savons qu'on ne peut exclure catégoriquement que l'impérialisme décomposé, avec l'aide des appareils, parvienne à imposer à l'humanité un gigantesque retour en arrière vers la barbarie. Il n'en reste pas moins que l'élément déterminant de la situation, c'est l'activité des masses.

Le prochain numéro de *La Vérité* consacre un article important à la situation qui s'est développée depuis plusieurs mois en Italie. On a vu, dans ce pays, la venue au pouvoir de Berlusconi sur la base de la trahison organisée des sommets dirigeants du mouvement ouvrier ; on a vu

Berlusconi prétendre bouleverser les relations entre les classes sociales, singulièrement sur la question du régime des retraites, c'est-à-dire du cadre juridique qui constitue la classe ouvrière comme classe. On a vu la réaction et le soulèvement de millions et de millions de travailleurs italiens, bousculant les tentatives de division et d'intégration des sommets syndicaux subordonnés, inféodés aux compromis historiques et à ses suites. On a vu finalement le recul de Berlusconi, la chute de son gouvernement.

Mais on voit aussi, aujourd'hui, à travers la constitution du gouvernement Dini et les gages que D'Alema lui donne, que, déstabilisée, contrainte de reculer, la bourgeoisie se prépare à réattaquer avec le soutien des appareils, et toujours sur le même axe : celui du fédéralisme, de la dislocation du caractère unitaire de la classe ouvrière italienne qui s'est constituée en une seule classe à travers les mêmes garanties collectives et les organisations qu'elle a constituées.

A travers cet exemple italien, s'exprime le caractère ininterrompu de la lutte de classe, mais aussi un autre aspect. Si les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques, il n'en reste pas moins que la capacité à faire reculer les plans du FMI, de la Banque mondiale, des gouvernements et des appareils à leur service, relève d'abord et avant tout de la capacité de la IV^e Internationale à aider au regroupement sur une orientation politique ouvrière indépendante, sur le terrain de l'indépendance de classe.

7) C'est sur ce point qu'intervient la réflexion sur la place que nous occupons. La génération qui constitue une part importante de l'encadrement de la section française de la IV^e Internationale a été recrutée et formée il y a une vingtaine d'années, en rapport avec l'analyse qui était faite sur la période de "l'imminence de la révolution".

Si on relit les textes de l'époque, on mesurera que la période de l'imminence de la révolution intégrait le fait que l'ordre de Yalta et Potsdam n'était pas immuable et que l'unité mondiale de la lutte de classe mettait à l'ordre du jour le

renversement du régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, renversement par le mouvement des masses elles-mêmes. L'imminence de la révolution recouvrait à nos yeux toute une période historique, vérifiant l'alternative "socialisme ou barbarie" (en ce sens, la période d'imminence de la révolution incluait également l'imminence de la contre-révolution). Affirmer cette orientation, c'était notamment opposer le marxisme à tous ceux qui prétendaient que l'humanité connaissait un nouvel âge d'or, un troisième âge du capitalisme triomphant. Cette analyse sur la période de l'imminence de la révolution débouchait sur le caractère essentiel du facteur subjectif. Il en découlait l'orientation de reconstruction de la IV^e Internationale, dans la transition appliquée à la construction du parti révolutionnaire.

Rappelons que c'est dès l'amendement de 1947 qu'a été ébauchée l'orientation de transition et que, dès 1962, la conférence internationale de ceux qui combattaient pour la reconstruction de la IV^e Internationale avait décidé de ce qui allait devenir la ligne de la conférence mondiale ouverte. Cette orientation de transition, codifiée ultérieurement sous le nom d'orientation stratégique de la "ligue ouvrière révolutionnaire", concentrait d'une certaine manière à la fois le rejet de l'objectivisme et le rejet du subjectivisme.

Rejet de l'objectivisme, c'est-à-dire de la position politique qui s'en remet, en apparence, aux développements objectifs de la lutte de classe (en réalité aux appareils) pour régler la question de la direction du prolétariat. Rejet du subjectivisme qui vise à substituer, à l'insertion dans les mécanismes réels de la lutte de classe, l'activité subjective d'un groupe coupé de la classe ouvrière.

Mais si cette appréciation de la période d'imminence de la révolution rejetait à la fois l'objectivisme et le subjectivisme, il n'en découle pas que l'interprétation et la mise en œuvre qui en ont été faites aient évité ces deux écueils. Il s'en faut de beaucoup. Et cela pour des raisons qui tiennent à l'isolement des trotskystes dans leur propre classe, à la crise de la IV^e Internationale, à la pression des appareils sur un

groupe faible, jeune ; et aussi à l'activité souterraine des Berg and Co camouflant leurs réelles positions politiques.

Il est certain que, pour ces raisons, à cette génération de cadres et de militants venus à l'action politique il y a une vingtaine d'années, s'est imposée une interprétation mécanique de la signification de la période de l'imminence de la révolution. Un mélange entre l'attente d'un "grand soir" imminent, une confiance abstraite dans la capacité des masses à ouvrir la voie à la révolution par leur propre action, combiné à un point de vue subjectiviste, coupent l'activité du parti du moment réel de la classe ouvrière et des rapports réels en son sein. Et cette conception politique, cette interprétation mécanique de l'appréciation sur l'imminence de la révolution a nourri, sans aucun doute, une difficulté à saisir correctement notre place, oscillant entre la dilution-adaptation aux appareils et l'isolement sectaire par rapport aux processus dans la classe.

Le tournant opéré dans la construction du Parti des travailleurs et la transformation du PCI en CCI, aussi bien que le tournant opéré à l'échelle internationale combinant la reproclamation de la IV^e Internationale et l'engagement dans le cadre de l'AET et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a matérialisé une modification dans notre compréhension de la place que nous occupons. Plus que jamais, on vérifie qu'un groupe disposant de forces, même limitées, mais soudé sur un programme, la compréhension commune des événements et des tâches et tourné vers l'activité des masses cherchant par elles-mêmes la voie de l'émancipation, un tel groupe peut et doit, il a la responsabilité de prendre des initiatives permettant aux processus objectifs de la lutte de classe de se réaliser pleinement et jusqu'au bout.

Dans l'acharnement de toutes les forces ennemies du prolétariat contre la IV^e Internationale, dans l'acharnement singulièrement des dirigeants des sommets officiels du mouvement ouvrier, et particulièrement dans l'acharnement des Jospin, Cambadélis, Grosset et tous les renégats, il y a la compréhension de la place que nous occupons. L'offensive

constante et constamment renouvelée contre la section française de la IV^e Internationale n'est pas l'expression d'un acharnement dans la persécution. Il exprime le fait que tous ces gens-là, qui nous ont bien connus et qui nous connaissent encore, considèrent qu'un Parti des travailleurs de 6 300 cartes en 1994, un Parti des travailleurs ayant collecté en moyenne plus de 5 300 cotisations par mois, est une force suffisante pour constituer un point d'appui pour la volonté de résistance de la classe ouvrière. Et ils ont raison de le considérer ! Encore faut-il que nous-mêmes, comme direction du courant, ne nous situions pas en deçà de cette compréhension de notre place ! Une place qui est fondée sur la continuité de la bataille du marxisme depuis la I^{re} Internationale et incluant tous les efforts d'organisation de la classe ouvrière de toutes les Internationales.

Précisément parce que tous ces gens-là ont lié leur sort à la défense de l'ordre bourgeois dans sa phase d'absolue décadence et décomposition ; précisément parce qu'ils ont lié leur sort collectivement et individuellement à la mise en œuvre des plans corporatistes du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et du GATT, ils perçoivent la destruction de la section française de la IV^e Internationale comme un passage obligé pour la mise en œuvre de cette politique de destruction des forces productives. D'une certaine manière, ils nous renvoient l'image inversée de la conscience que nous devons acquérir et dont nous devons imprégner chacun des axes de la construction du parti : la conscience de ce que nous sommes, de notre responsabilité, de ce qu'il nous revient de faire.

8) Ne pas substituer le subjectivisme à une orientation conséquente de construction du parti, c'est ne jamais perdre de vue que si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors tous les aspects de notre activité politique doivent répondre aux exigences de la démocratie ouvrière. C'est la question centrale. "*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*", nous devons intégrer l'exercice de la démocratie ouvrière non pas comme

une règle de bon comportement (1) mais comme l'axe stratégique et pratique à partir duquel nous pouvons et devons nous orienter.

Précisons : lorsque nous avons dit que la IV^e Internationale a été détruite au plan organisationnel par la crise de 1950-1953, nous avons mis à l'ordre du jour la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais la reconstruction de la IV^e Internationale impliquait de surmonter la crise de la direction.

Or la crise de la direction ne se limitait pas aux conséquences de la dislocation pabliste, mais impliquait de surmonter les effets que la crise de dislocation du mouvement ouvrier à l'échelle internationale faisaient peser à l'intérieur même de notre organisation. Cela signifiait, par conséquent, que le seul axe sur lequel surmonter la crise de la IV^e Internationale, c'est l'axe du combat pour le front unique sur le terrain même de la démocratie ouvrière.

a) La démocratie ouvrière inclut la défense des organisations édifiées par la classe pour se défendre et se constituer en classe. Donc le combat pour la préservation des organisations syndicales confédérées. Donc l'exercice de la démocratie syndicale. Dans les organisations syndicales, les militants du CCI contribuent avec l'ensemble des syndiqués à la démocratie syndicale, c'est-à-dire à la vie démocratique des instances, et au respect de toutes les dispositions permettant aux syndiqués de s'approprier leur syndicat. L'offensive qui se mène contre les trotskystes, en particulier contre leur présence au sein des organisations de la classe ouvrière (cf. Mairé, mais pas seulement lui) ne vise pas seulement à nous expulser de la classe.

Au-delà, en prétendant exclure un courant ouvrier "traditionnel" qui est celui de la IV^e Internationale, c'est la nature même des organisations que l'on remet en cause. Mettre à l'ordre du jour l'expulsion des trotskystes des organisations ouvrières, c'est mettre à l'ordre du jour la destruction des organisations en question en raison même de ce que ceux qui veulent nous exclure sont les apôtres de l'intégration des syndicats.

De ce point de vue, le combat pour la démocratie syndicale est indissociable du combat pour l'indépendance des organisations, donc du combat contre le "sommet social" de Copenhague, pour Banska Bystrica.

b) La démocratie ouvrière, c'est le combat pour la souveraineté de la classe ouvrière dans sa lutte de classe et sur sa lutte de classe. Le *Bulletin de l'UIMM*, tirant les leçons des grèves récentes dans la métallurgie et la chimie, distingue la situation d'Alsthom Belfort, où les choses sont allées, selon lui, à la limite de ce qui était possible sur le plan des concessions patronales, et tout cela à cause du "durcissement" d'un responsable syndical Force ouvrière qui s'est "arc-bouté".

Le message est on ne peut plus clair. Ce qui met les choses "à la limite" pour la classe capitaliste, c'est l'aide à la réalisation du combat de classe sur le terrain de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire du combat de grève. Qu'il s'agisse du comité de grève intégrant les organisations syndicales et les délégués des grévistes comme à l'Alsthom La Courneuve, ou du pas dans cette direction qui a été constitué par les délégués des piquets se réunissant avec les organisations syndicales (et non pas à leur place, et contre elles, comme auraient voulu l'imposer le PCF et Lutte ouvrière) et aidant ainsi à forger l'unité de la classe dans ses organismes de combat.

c) Le respect de la démocratie ouvrière intègre le respect de la démocratie d'association. C'est le combat pour des associations de défense de la démocratie communale respectant le cadre constitué, mettant à égalité les adhérents du Parti des travailleurs et des travailleurs et militants de toutes tendances. C'est aussi, sur un autre plan, le combat pour les antennes du CLIL, c'est-à-dire pour un regroupement des militants laïques qui, sur le terrain

(1) Encore que dans la discussion, des rapports "civils" soient nécessaires. Les divergences sur des questions politiques ne peuvent manquer d'apparaître comme le résultat de la recherche constante des moyens permettant de défendre consciemment les intérêts de notre classe. Mais précisément parce qu'elles naissent de ce besoin, elles doivent être discutées comme des questions politiques, sans concession sur le fond, avec civilité dans la forme.

même de la revendication démocratique fondamentale, est la défense de la laïcité.

d) Le respect de la démocratie ouvrière s'incarne, en ce qui nous concerne, dans notre décision de construire aussi le Parti des travailleurs. Au même titre — mais sur un plan différent — que le comité de grève, ou les associations de défense de la démocratie communale, les organisations laïques, sont des organes de la démocratie ouvrière, le Parti des travailleurs lui-même, comme regroupement se situant sur le terrain de l'indépendance de classe, regroupant des courants d'origines diverses, a sa place spécifique sur le terrain du combat pour la démocratie ouvrière. Et nous avons pour devoir de discuter ce qui relève de la responsabilité du CCI, comme courant inséré dans le combat pour le parti ouvrier indépendant, respectant les instances et son cadre (plate-forme d'action politique).

e) Le combat pour la démocratie ouvrière intègre le combat pour la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu, c'est-à-dire pour l'Assemblée constituante souveraine, combat qui aboutit, en cette circonstance de l'élection présidentielle de 1995, à l'orientation de non-participation à l'élection, telle qu'elle a été proposée par le comité directeur au conseil national du parti du 18 février.

On pourrait ajouter beaucoup d'autres éléments. Qu'est-ce qui relie entre eux l'ensemble de ces éléments ? Ce qui les relie entre eux avec leurs spécificités, c'est le bolchevisme. Le bolchevisme, c'est la rupture avec la bourgeoisie, la rupture avec le régime de la propriété privée des grands moyens de production, la rupture avec les privatisations, la rupture avec les corporatismes, la rupture avec le stalinisme, la rupture avec l'Internationale socialiste. Nous devons apprécier dans toute sa portée la signification de la déclaration faite par Mitterrand lors de ses vœux à la presse. Justifiant son orientation politique depuis 1981, Mitterrand a, selon *Libération* (7 janvier 1995), déclaré que « la gauche n'avait "pas le choix" après 1981. Ou bien c'était "la politique de Lénine" avec toutes les conséquences que l'on imagine, ou bien c'était "la politique

de compromis qui me sera reprochée". » Et *Libération* d'ajouter : "Il n'y avait apparemment rien entre la dictature du prolétariat et le système monétaire européen..." En dernière analyse, c'est assez vrai.

Il y a là la reconnaissance du vice à la vertu. Oui, c'était ou bien Mitterrand, ou bien Lénine. C'est toujours ou bien Mitterrand, ou bien Lénine. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie la démocratie ouvrière. Cela signifie l'aide aux travailleurs pour qu'ils réalisent leur mouvement d'émancipation. C'est-à-dire une orientation politique tout entière tournée sur la réalisation du front unique. Cela signifie aussi que le plus grand soin doit être apporté à préserver tout ce qui peut l'être, à consolider tout pas en avant, à conforter tout point d'appui dans le lent et difficile combat de la classe ouvrière contre sa destruction comme classe. C'est la raison de notre acharnement à défendre les organisations ouvrières et au combat contre leur intégration. C'est la raison qui nous amène à faire de la défense de la Sécurité sociale, de la protection sociale collective, l'un des axes majeurs de la manifestation du 1^{er} ou du 2 avril s'opposant directement aux institutions de la V^e République.

C'est la raison qui nous a amenés aussi à considérer que, Luptak et l'Association des ouvriers de Slovaquie se situant sur le terrain de la défense des ouvriers contre les privatisations, nous avons pour devoir de les conforter sur cette position, de les appuyer en tenant compte des conditions difficiles de leur combat, tout en restant indépendants de leur politique et de leurs décisions, par exemple à l'égard du gouvernement. C'est ce qui nous amène à être solidaires de nos camarades du Parti des travailleurs en Algérie qui, dans la situation extrêmement grave et tragique dans laquelle est plongé tout le peuple algérien, ne sont pas restés neutres par rapport à une opportunité qui s'ouvrait vers le rétablissement des libertés démocratiques et ont contribué à l'accord de Rome qui, certes, est un compromis, mais un compromis dont le communiqué du PT algérien publié dans *IO* souligne qu'il se situe sur le terrain de la reconnaissance du pluralisme, de la reconnaissance des droits de

chaque citoyen quels que soient son sexe, sa religion, ses opinions. C'est à juste titre que le Parti des travailleurs d'Algérie, qui n'est pas une secte en dehors de la situation de son peuple et de sa classe, a pris la responsabilité d'essayer d'agir dans ce sens, tout en préservant son indépendance politique (cf. *le communiqué*).

Cela nous ramène plus généralement aux responsabilités que, comme trotskystes, nous sommes amenés à prendre dans le combat pour le front unique, dans le cadre de l'Alliance européenne des travailleurs et de l'Entente internationale, et aussi comme Parti des travailleurs en respectant courants et militants qui, tout en n'étant pas acquis à notre programme, sont amenés à participer à égalité au regroupement pour une politique ouvrière indépendante.

9) La démocratie ouvrière réelle est le respect de toutes les institutions que la classe ouvrière a édifiées pour se défendre ; elle implique pour nous, militants trotskystes, le respect du cadre organisé du CCI, de la section française de la IV^e Internationale démocratiquement centralisée. Précisions : syndicats, comités de grève, associations de défense, parti, section de la IV^e Internationale sont différentes institutions édifiées par la classe ouvrière pour se défendre comme classe. Mais la spécificité de la section de la IV^e Internationale, c'est de se situer sur le terrain du centralisme démocratique. Sa spécificité, par conséquent, c'est de concentrer son programme dans ses formes d'organisation, de concentrer l'orientation d'expropriation du régime de la propriété privée des grands moyens de production jusqu'au bout dans son organisation centralisée. Sa spécificité, par conséquent, c'est d'établir, sur la base de la compréhension commune des événements et des tâches, l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation. Et de combiner ainsi la plus large liberté dans la discussion avec la plus absolue unité dans l'action. Et c'est sur ce terrain qu'il nous faut surmonter nos difficultés et nos faiblesses.

Si on observe ce qui a été évoqué précédemment, il faut dire clairement que

l'aide à la constitution de comités de grève, la conférence de Banska Bystrica, l'intervention dans différents épisodes de la lutte de classe, a procédé d'abord et avant tout, non pas d'une attente par rapport aux événements mais d'une insertion volontaire des trotskystes dans les processus mêmes de la lutte de classe sur la ligne du front unique, comprenant que l'aide à la mobilisation des masses réalisant l'unité est l'expression la plus élevée du combat pour la démocratie ouvrière. Pour des bolcheviques, il n'y a pas d'autre méthode dans la construction du parti. C'est précisément dans la mise en œuvre de cette méthode (reliée inévitablement à objectifs-résultats).

Illustrons-la à partir d'exemples récents. Le congrès du Parti des travailleurs s'est réuni le 3 décembre. Ce fut, de l'avis de tous, un bon congrès. Sur la base d'une discussion tout entière orientée sur la capacité des masses à faire reculer le FMI, la Banque mondiale et les gouvernements qui les frappent, le congrès du Parti des travailleurs s'est conclu sur la décision de tâches pratiques. Parmi lesquelles : *Informations ouvrières*, la bataille pour sa diffusion et l'organisation des adhérents pour sa diffusion ; la campagne des élections municipales, la présentation de listes ; et, bien sûr, la campagne financière permettant d'organiser le financement et des municipales, et de Banska Bystrica, et du rassemblement du printemps à Paris. Des résolutions précises ont été adoptées.

Or le comité politique, réuni à la mi-janvier, a été confronté à ces questions, à l'expression des problèmes de direction non résolus. La campagne financière, par exemple, bien qu'exposée dans ses méthodes de manière détaillée par la résolution du congrès, n'avait été que très partiellement mise en œuvre. Quel problème cela pose-t-il ? Bien sûr, cela pose un problème financier par rapport au retard que nous prenons sur notre campagne. Mais au travers des problèmes financiers, cela pose, en outre, un problème d'orientation politique. La résolution du congrès dit : nous nous engageons à aller chercher des petits contrats, 10 F par 10 F, 20 F par 20 F, sur sept mois, en nous adressant aux adhérents, puis autour des adhérents aux

sympathisants, et ainsi nous leur demandons de financer en s'organisant avec nous. La décision de mettre l'accent sur les petits contrats traduit l'orientation stratégique : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."

Ne pas avoir mis en œuvre cette orientation sur un front d'ensemble comme direction exprime une incompréhension de cet axe stratégique. De fait, c'est un repli sur le terrain de l'objectivisme : dans l'attente d'avoir un objectif global, dans l'attente que les événements vont nous amener de l'argent, on renonce à l'action subjective pour organiser de manière ordonnée l'activité des militants, à commencer par l'activité des militants trotskystes eux-mêmes, réunis en unité de base organisant la campagne financière, non comme un poids supplémentaire mais comme un facteur d'organisation et de construction. Et cela recoupe inconsciemment une attitude objectivisme de la lutte de classe, ne prenant pas les responsabilités qui sont les nôtres. Et la même observation pourrait être faite concernant les élections municipales et la constitution des associations de défense de la démocratie communale, ou en vue de la diffusion d'*Informations ouvrières* et la bataille pour les contrats d'unité de base mettant en rapport l'engagement de l'unité de base du CCI comme avec l'accomplissement de leurs objectifs par les sections du Parti des travailleurs.

C'est là tout le problème du rapport entre la section française de la IV^e Internationale et la construction du parti ouvrier indépendant. Nous portons un jugement sur la situation : dans les mois qui viennent, le gouvernement et toutes les forces coalisées chercheront à casser la classe ouvrière, mais précisément les relations politiques ne permettront pas d'aller jusqu'au bout ; dans les mois qui viennent, dans les six mois d'ici le mois de juin, il y aura des opportunités et de l'espace. Nous pouvons durant cette période organiser dans le parti ouvrier indépendant, construire un Parti des travailleurs qui marque un pas en avant par rapport aux résultats de l'année précédente, non seulement placer les cartes, lever les timbres, mais recruter très largement. Et ainsi d'asseoir le parti ouvrier dans des rap-

ports différents à l'aube d'une situation politique dont nous disons qu'elle sera extrêmement tendue. En sachant pertinemment que ce que nous allons réaliser par le recrutement, le renforcement du PT, l'accomplissement des tâches, aidera les masses, non pas à gagner de manière immédiate, mais au moins à préserver le plus possible leurs propres institutions et, ainsi, créer les conditions pour que dans le cadre de l'agonie de la V^e République le mouvement de la classe puisse se projeter en avant.

Mais, pour pouvoir le faire, il ne suffit pas que le Parti des travailleurs adopte une orientation adéquate. Encore faut-il que, comme militants du CCI combattant à égalité avec les autres courants, intégrant dans ce combat notre propre apport du point de vue de la progression politique, nous n'attendions de personne le feu vert pour engager nos campagnes, pour les organiser, en commençant par les organiser dans les unités de base du CCI afin d'aider au développement de la discussion pour l'ensemble des militants du Parti des travailleurs organisés dans ses sections. Et c'est là l'enjeu de notre conférence nationale des 4 et 5 février.

10) Les notes retenues par le comité directeur pour préparer la discussion du conseil national du parti le 18 février mettent à l'ordre du jour un plan de six mois concentré sur le rassemblement national et les municipales. Il nous revient donc de dire, unité de base par unité de base, secteur du CCI par secteur du CCI, comment nous entendons mettre en œuvre un tel plan. Et en particulier, rompre avec "l'à peu près", le partiel, les retards pris dans la dernière période. C'est-à-dire définir sans attendre les propositions d'objectifs pour la manifestation nationale du 1^{er} ou du 2 avril, les moyens de financement, suivre semaine par semaine. Et, ainsi, construire des relations politiques qui soient celles d'un parti ouvrier indépendant.

11) Il s'agit bien évidemment d'un plan d'ensemble, aucun aspect ne peut être écarté : ni le travail jeune, ni le contrat global, ni la vente de *La Vérité*, ni aucun aspect. Il s'agit, comme direction, de se hisser aux tâches d'élaboration

politique théoriques et pratiques qui sont indissociables. La direction ne peut se construire sur le terrain du bolchevisme qu'à la condition de rejeter toute forme de praticisme, comme toute forme d'objectivisme.

La décision prise par le comité politique de constituer des cellules d'élaboration autour de chaque membre du comité politique, cellules fonctionnant comme comité de rédaction des rubriques d'*Informations ouvrières* et plus généralement comme cellule d'élaboration sur dif-

férentes questions posées correspond à ce besoin.

12) Réfléchir à la sélection des cadres du CCI dans les départements et régions. Elargir graduellement les secrétariats départementaux du CCI, organiser la répartition des responsabilités, l'organisation des CO du CCI en relation avec les fractions nationales. Rechercher ainsi pour la totalité des unités de base les moyens de la compréhension homogène de l'orientation et déterminer les tâches spécifiques par la libre discussion. »

Nouvelles de l'Entente internationale

SUISSE



Le Journal, bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière :

“Votations du 4 décembre : l'impasse de la coalition”

« (...) Une petite majorité aurait accepté la révision de l'assurance maladie proposée par le conseil fédéral ; une écrasante majorité aurait refusé l'initiative du PSS et de l'USS pour une saine assurance maladie ; une écrasante majorité aurait accepté les mesures de contrainte (...).

En fait, la majorité (57 %) s'est abstenue. Ce qui signifie que : 22,2 % du corps électoral ont accepté la révision de l'assurance maladie proposée par le conseil fédéral ; 32,9 % ont refusé l'initiative du PSS et de l'USS ; 31,3 % ont accepté les mesures de contrainte. Les votations du 28 novembre expriment la méfiance de la

majorité de la population, la confusion. Faut-il s'en étonner ?

Ruth Dreifuss expliquait qu'elle ne soutenait pas l'initiative du PSS et de l'USS "pour une saine assurance maladie" parce qu'elle entraînerait des charges supplémentaires pour les employeurs avec le risque d'une augmentation du chômage (...).

C'est la politique de coalition du PSS qui conduit à l'impasse. Continuer dans cette voie, c'est permettre au conseil fédéral d'imposer l'élévation de l'âge de la retraite pour les femmes, la baisse des indemnités de chômage et la généralisation du travail précaire.

Trois mille enseignants vaudois ont manifesté contre la remise en cause de leurs acquis, 490 syndiqués des Transports publics genevois ont voté une résolution prévoyant le recours à la grève pour défendre leur salaire, 169 syndiqués de la fonction publique neuchâteloise ont voté le rejet du démantèlement du statut de fonctionnaire, les délégués des 12 000 travailleurs de l'imprimerie qui ont fait grève pour le renouvellement de leur CTC viennent de refuser les propositions patronales. La volonté de résister, l'exigence d'une autre politique existent (...).

PORTUGAL

Tribuna Livre, n° 32, 26 décembre 1994 :

"Dehors le gouvernement des faillites et de la police de choc, le gouvernement de Maastricht !

Il faut un gouvernement qui réponde aux propositions des travailleurs et des populations pour sauver le pays de la crise et de la misère dans lesquelles on est en train de le plonger !"

« Les travailleurs du verre de Manuel Pereira Roldao (MPR), réunis en assemblée avec leur syndicat, avec le maire et les conseillers municipaux du PS et du PCP, ont adopté une proposition pour sauver cette entreprise du verre.

Le maire, conjointement avec la direction syndicale, s'est rendu à Lisbonne pour présenter cette proposition au gouvernement de Cavaco Silva. Celui-ci leur a dénié la possibilité de pouvoir la mettre en pratique.

Ce gouvernement — qui dit ne pas avoir d'argent pour permettre aux travailleurs et à leurs organisations de relever les entreprises et de garantir la production nationale — trouvent bien des millions pour indemniser les patrons, les armateurs et les agriculteurs qui acceptent de fermer les usines, brûler les bateaux ou détruire les exploitations agricoles. Il dit n'avoir pas d'argent pour permettre aux municipalités de ratifier les projets de relance de l'économie et garantir le pain à celui qui travaille, mais il a des millions pour des projets d'un luxe faramineux, comme l'Expo 1998.

Le gouvernement de Cavaco Silva, deux fois battu dans le "pacte social" et dans la révision constitutionnelle, doit être immédiatement chassé.

Il faut un gouvernement qui réponde positivement au maire de Marinha Grande, aux travailleurs de la MPR et à leurs syndicats. Il faut un gouvernement qui réponde positivement à tous les travailleurs, à la majorité du peuple et de ses élus locaux. Il faut un gouvernement qui rompe avec Maastricht.

C'est là la responsabilité du PS et du PCP, qui représentent historiquement les intérêts des travailleurs et le 25 avril, et

Tribuna Livre
la luta de classes

1012
Publicação do Movimento para a Unidade dos Trabalhadores - MUIT - órgão do Partido Comunista dos Trabalhadores (P.C.T.)

Fora o Governo das falências e da Polícia de choque, o Governo de Maastricht!
É necessário um Governo que responda às propostas dos trabalhadores e das populações para salvar o país da crise e da miséria em que está a ser mergulhado!

Os trabalhadores do sector do Vidro Manuel Pereira Roldao (MPR), reunidos em assembleia com o seu sindicato, com o município e com os vereadores do PS e do PCP, aprovaram uma proposta de resolução para salvar esta empresa de vidro.

O Presidente do Município, juntamente com o vereador responsável pelo Município de Marinha Grande, foram a Lisboa para apresentar esta proposta ao Governo de Cavaco Silva. Este último recusou a possibilidade de poder pô-la em prática.

Este Governo — que diz não ter dinheiro para permitir aos trabalhadores de manter as suas organizações — encontra milhões para indemnizar os patrões, os armadores e os agricultores que aceitam fechar as fábricas, queimam os navios ou destroem as explorações agrícolas. Diz não ter dinheiro para permitir aos municípios ratificar os projectos de relance da economia e garantir o pão a quem trabalha, mas tem milhões para projectos de um luxo faramineux, como o Expo 1998.

O Governo de Cavaco Silva, duplamente derrotado no "Pacto Social" e na revisão constitucional, deve ser imediatamente chassado.

É necessário um Governo que responda positivamente ao Presidente do Município de Marinha Grande, aos trabalhadores da MPR e aos seus sindicatos. É necessário um Governo que responda positivamente a todos os trabalhadores, à maioria do povo e dos seus eleitos locais. É necessário um Governo que rompa com Maastricht.

É a responsabilidade do PS e do PCP, que representam historicamente os interesses dos trabalhadores e o 25 de Abril, e



que le vote du peuple a porté majoritairement aux municipalités. C'est leur responsabilité que de former ce gouvernement.

Les travailleurs sont parvenus à réaliser l'unité avec leurs organisations à la MPR. Les travailleurs ont la capacité de réaliser cette unité au niveau de tout Marinha Grande, de généraliser cette unité à l'échelle de tout le pays.

Les dirigeants syndicaux et les élus municipaux de Marinha Grande ont donné l'exemple à tous les dirigeants syndicaux, à tous les élus locaux du pays.

Le MUT-AET a aidé à réaliser l'unité à la MPR. Le MUT-AET se construit pour aider à réaliser l'unité dans le pays et en Europe, contre les plans de Maastricht et du FMI.

C'est en liaison avec ce combat dans chaque pays que l'Alliance européenne des travailleurs, partie prenante de l'Entente pour la construction d'une Internationale ouvrière, est en train d'organiser la conférence ouvrière mondiale pour l'indépendance du mouvement syndical.

Cette conférence est la réponse au "sommet social" de Copenhague, qui sera réalisé en mars 1995 par les "grands" de ce monde pour tenter de lier les mains des organisations syndicales dans l'application de ces plans. »

TOGO

Nyawo, n° 32, 1^{er} au 15 décembre 1994 :

"Constituons un comité d'initiative pour la défense des sociétés d'Etat et du secteur public au Togo

Contre les privatisations

Contre la liquidation du Code du travail

Contre les plans du FMI et de la Banque mondiale"

« Tous, nous voyons comment le patrimoine national appartenant aux travailleurs et au peuple togolais est en voie de liquidation. (...) Aujourd'hui, c'est le Code du travail qu'ils veulent liquider.

Depuis 1983, pour rembourser cette "dette", les mesures suivantes ont été imposées par le régime d'Eyadéma :

- des licenciements massifs dans la fonction publique avec la mise à la retraite forcée après trente ans de service, d'importantes réductions de dépenses sociales : santé, éducation, subventions aux produits de première nécessité ;

- la fermeture de plusieurs entreprises publiques avec les licenciements massifs : Togofruits, Salinto, Sotexma, Compagnie du Bénin, Société des transports routiers, etc. ;

- la privatisation de nombreuses sociétés d'Etat dont la Société togolaise de sidérurgie (STS) (...).

C'est pourquoi nous appelons à la constitution d'un comité d'initiative :

- Pour la défense des sociétés d'Etat et du secteur public au Togo ;

- Contre les privatisations ;

- Contre la liquidation du Code du travail ;

- Contre les plans du FMI et de la Banque mondiale. »

ÉTATS-UNIS



Editorial de *The Organizer*, novembre 1994 :

“Quel mandat, Newt ?

125 millions de gens sont restés chez eux

L’abstention massive montre qu’à présent, plus que jamais, nous devons construire un parti ouvrier !”

« *“Les gens qui gagnent leur vie en essayant d’expliquer au reste du monde ce qui s’est passé le 8 novembre et quel était le message adressé aux hommes politiques par les Américains passent à côté du message le plus évident et le plus essentiel : 125 millions de gens qui auraient pu voter sont restés chez eux.”*

C’est ainsi que débute l’éditorial de la lettre du LPA de novembre 1994. Le LPA est une organisation nationale dirigée par l’ancien président de l’OCCA, Tony Mazzochi. Cet éditorial poursuit :

“N’écoutez pas ceux qui parlent d’apathie. Les Américains ont écouté le débat, ont considéré que c’était une rhétorique creuse et qu’ils n’avaient aucune raison de voter pour des alternatives qui ne leur proposaient pas les solutions réalistes aux problèmes auxquels ils sont confrontés

pour tenter de vivre décemment et d’être à peu près sûrs que s’ils travaillent dur et jouent le jeu, ils peuvent raisonnablement espérer un avenir assuré pour eux et leurs enfants.”

Nous partageons totalement cette analyse. Newt Gingrich, les Républicains — et tous les soi-disant “nouveaux démocrates”, y compris Bill Clinton — ont proclamé haut et fort qu’ils avaient reçu le “mandat” du peuple américain d’opérer un nouveau tournant politique à droite sous la bannière du “contrat avec l’Amérique”. Mais cette assertion, largement reprise dans les médias à grand renfort de publicité, est totalement bidon.

64 % des électeurs n’ont pas jugé utile de se déplacer pour voter le 8 novembre. Le nombre de votant est de 36 %, ce qui représente une nouvelle chute par rapport au niveau déjà bas des 41 % de votants lors des élections de 1990. Ce que cela signifie — et ce que les médias ont soigneusement choisi d’ignorer — c’est que le “mandat de Newt” représente seulement 18 % du corps électoral !

Qui vote, et qui ne vote pas ?

Le *New York Times* rapporte que les jeunes inscrits sur les listes électorales se sont massivement abstenus cette année. Les Noirs, dont le nombre d’inscrits a toujours été inférieur en pourcentage à celui des électeurs blancs, se sont également largement abstenus. Globalement, près de 125 millions de personnes sont restées chez elles le jour des élections.

Est-ce par “manque d’intérêt” ? Les gens se moquent-ils de savoir qui sont leurs dirigeants ? La réponse est non. Les deux tiers des Américains qui n’ont pas voté n’ont pas vu pourquoi ils voteraient. C’était leur façon d’exprimer leur dégoût à l’égard des hommes politiques aujourd’hui. Que les deux partis aillent au diable, ont-ils dit. Pourquoi voter quand il n’y a rien pour quoi voter ?

L’immense masse des abstentions sont celles des travailleurs. Ce sont les jeunes, employés dans les petits boulots qui ne leur permettent pas de vivre. Ce sont les Noirs qui ont traditionnellement fourni

une large majorité aux démocrates avec pour seul résultat de voir ces derniers adopter par exemple la réforme raciste de la couverture sociale. Ce sont les syndicalistes qui ont vu leurs "alliés" politiques les abandonner lorsqu'ils étaient remplacés par des jaunes pendant leurs grèves. Ce sont les grandes masses de travailleurs inorganisés qui voient de même leurs emplois délocalisés vers des camps de travail forcé, des maquiladoras et des usines en Asie qui font travailler des enfants de dix ans.

La nécessité d'un parti ouvrier

La nécessité d'un Labour Party pour les travailleurs de ce pays est devenue dans la dernière période une dramatique évidence. L'adoption du traité du GATT par le Congrès le 29 novembre — sous la pression des lobbies de Clinton, Bush et Reagan — n'est que le dernier exemple du caractère bipartite des attaques de la classe dirigeante contre les travailleurs de ce pays et du monde.

La construction d'un Labour Party n'est pas un rêve d'idéaliste ou un projet pour le lointain futur. C'est une nécessité immédiate et urgente, comme le note à juste titre la dernière édition de la *Lettre du LPON*, sous le titre "Il nous faut un Parti ouvrier démocrate en 1995 !" :

« D'ici 1996, très peu de travailleurs aux Etats-Unis auront une illusion quelconque sur le fait que le Parti démocrate en général, et M. Clinton en particulier, sont des "amis des ouvriers". Les travailleurs peuvent avoir une véritable alternative pour 1996, avec des candidats des travailleurs et des communautés au Congrès, aux législatures d'Etat et peut-être même à la présidence — si nous réussissons à fonder un parti ouvrier en 1995.

Les efforts du LPA pour organiser un congrès de fondation l'an prochain, comme prévu (par le comité national du LPA d'octobre 1993) est par conséquent la clé pour l'avenir du mouvement ouvrier et des travailleurs dans leur ensemble" (Lettre du LPON, n° 4, août-octobre 1994).

L'opinion selon laquelle le LPA doit immédiatement fixer la date pour le

congrès de fondation du parti ouvrier en 1995 est largement partagée par les partisans d'un parti ouvrier à travers le pays. La secrétaire du LPA de Kansas City a exprimé précisément la nécessité urgente de construire un parti ouvrier dans son intervention à la Conférence contre la coopération avec le patronat du 13 novembre à San Francisco. Ancel notait :

"Selon un sondage du Times-Mirror de juillet, 33 % de l'électorat ne soutiennent aucun des deux partis et 53 % considèrent qu'il devrait y avoir un troisième grand parti dans ce pays. Combien de ces gens voteraient-ils pour un tel parti, je ne sais pas. Mais ils en veulent un.

Allons-nous remplir ce vide ? Telle est la grande question. Et je pense que c'est une question urgente. Car si ce n'est pas une politique ouvrière qui remplit ce vide, il le sera par autre chose, et plusieurs groupes pourraient le tenter. Il y a bien sûr Perot qui est là. Mais il y a également des groupes qui pourraient constituer une aile encore plus à droite que Perot.

Et qui réussira est une question que nous devons débattre d'urgence. Nous ne pouvons attendre que quelque chose se fasse spontanément, que les gens appellent spontanément à une politique indépendante à notre goût. Nous devons faire bouger les choses. Et si nous ne le faisons pas, quelqu'un d'autre le fera" (voir le texte complet de cette intervention en page 9).

Judy Ancel a raison. Les gens sont prêts pour une alternative. Un Labour Party — fondé sur la puissance réelle du syndicalisme organisé mais englobant et associant des travailleurs inorganisés, des groupes de communautés et des organisations des minorités et de femmes — peut ouvrir cette perspective. L'aspiration à le soutenir existe.

Aujourd'hui plus que jamais, attelons-nous à la construction d'un tel parti. Nous pouvons — nous devons — construire un parti ouvrier en 1995 pour que les travailleurs puissent avoir une alternative véritable en 1996 ! »

BELGIQUE

**LA TRIBUNE
DES TRAVAILLEURS**

Publication bilingue, créée par le Comité de l'AET des Travaillistes - Comité International de Travail

CONTRE la politique de RÉGRESSION SOCIALE,
**INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS
de travailleurs et de jeunes**



**DEUX MOIS DE
MOBILISATION
ÉTUDIANTE**

Dans ce numéro

- Après la grève générale des entreprises publiques
- Accord interprofessionnel et sécurité sociale
- L'ONU prépare un "sommet social"...

Premier bilan
(pages 10 à 12)

Appel
pour une conférence
indépendante de délégués
des travailleurs, des
chômeurs et de la jeunesse

En 1994, 100 exemplaires ont été distribués en Belgique. N° 30, 11 décembre 1994, 50 FB

**La Tribune des travailleurs, n° 30,
11 décembre 1994 :**

"Débattre ensemble pour combattre ensemble"

« A l'initiative du comité belge de l'AET se tiendra, le 25 février 1995, à Bruxelles, une conférence indépendante de défense des travailleurs, des chômeurs et de la jeunesse. L'appel à cette conférence est joint à ce numéro de notre journal (...).

La Sécurité sociale

Dans les extraits du communiqué du SETCA que nous publions en page 3, le président de cette centrale de la FGTB rappelle les enjeux de la Sécurité sociale. Constatant que l'accord interprofessionnel va accroître le déficit de la Sécurité sociale, le communiqué poursuit : *"La seule manière d'éviter pareil marasme serait la mise sur pied d'un financement alternatif pour la Sécu, c'est-à-dire faire contribuer aussi les autres revenus que ceux du travail. Mais, sur ce point également, l'accord est muet."*

(...) Un constat s'impose : avec le plan global, le patronat voit diminuer ses cotisations sociales. Le "financement alternatif" est assuré par diverses formes d'im-

pôts qui frappent en premier lieu les travailleurs. Dès lors, contrairement au but affirmé, les revenus du travail sont encore diminués. Ceux du capital augmentent : le coût salarial diminue pour les patrons et le plan global diminue l'impôt des actionnaires. En même temps, le bureau du plan lui-même reconnaît qu'il n'y a aucune garantie que les impôts servant actuellement au "financement alternatif" de la Sécurité sociale ne soient pas demain détournés vers d'autres objectifs budgétaires comme le paiement de la dette publique... (...).

Le rôle de l'Union européenne...

Une chose est claire : la décision de diminuer partout les charges sociales a été prise à l'échelle européenne et est incluse dans le *Livre blanc* de Delors. Cette opération est liée à l'offensive générale de privatisation et de destruction des pensions légales.

Cette offensive n'est pas seulement européenne, elle est mondiale. Par exemple, le FMI (Fonds monétaire international) exige du Sénégal qu'il abolisse le Code du travail qui constituait une des meilleurs protections sociales d'Afrique. La Banque mondiale a imposé au gouvernement du Bangladesh qu'il annule une convention nationale d'augmentation des salaires passée avec les syndicats. En d'autres termes, dès que l'on rentre dans ce processus, il est sans fin (...).

... et du FMI

Comme on le lira ci-contre, l'ONU, le FMI et la Banque mondiale préparent ensemble un prétendu "sommet social" pour tenter d'associer les organisations syndicales à leur œuvre de perte.

A l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, des syndicalistes, des responsables d'organisations de tous les continents organiseront début mars une conférence ouvrière indépendante internationale en Slovaquie. Le but de cette conférence est de coordonner à l'échelle internationale la résistance à cette opération antisociale engagée conjointement par l'ONU et le FMI. »

ESPAGNE



Debate Social, n° 123, 14 décembre 1994 :

“Iberia : unité contre les licenciements !

**Pour des assemblées rejetant
le plan de l’Union européenne
et du gouvernement,
unité pour défendre les emplois
et les salaires”**

« Profitant de la division laissée par le référendum, l’entreprise publique Iberia prétend présenter 5 300 licenciements, supprimer le quart du personnel, pour appliquer les plans de l’Union européenne, à l’approbation de laquelle il est soumis (...).

Comme les mobilisations l’ont montré une fois de plus, aucun travailleur de Iberia ne veut de licenciements, de suppression de lignes ou de vente d’actifs. Il est indispensable de rétablir l’unité et cela n’est possible qu’en défendant les emplois de tous, les salaires et les droits de tous les collectifs, catégories et travailleurs.

Comme l’ont démontré l’année dernière les mobilisations à Air France, à la TAP, à Olympic Airways, à la Lufthansa... dans toute l’Europe, les travailleurs de ce secteur refusent d’accepter la liquidation des compagnies publiques d’aviation au profit des spéculateurs.

Nous ne sommes pas seuls. Nous pouvons défendre Iberia, le groupe Iberia, toutes les lignes aériennes avec l’unité des travailleurs de ce secteur de toute l’Europe (...).

Le gouvernement n’a pas par lui-même la force de liquider Iberia. C’est pourquoi, voyant les mobilisations, les résistances (la goutte d’eau a été le refus du Sepla), voyant que les travailleurs s’appuyant sur la coordination syndicale, peuvent prendre l’initiative, il a eu recours aux dirigeants des CCOO et de l’UGT membres du conseil d’administration et de la commission exécutive de l’entreprise, pour organiser un référendum. Car sans cela, ils ne pouvaient imposer ni 5 200 licenciements, ni 3 500, ni 2 100. L’entreprise a menacé de détruire tout de suite la compagnie en vendant des lignes et des filiales, les dirigeants des CCOO et de l’UGT, de l’ASETMA, SEOTV et SITCPLA ont organisé le référendum pour “légitimer” le licenciement de 3 500 personnes et la baisse des salaires (entre 3 et 15 %) afin de “sauver Iberia et les emplois”. Ils ont décidé du référendum, des questions, de la façon dont le référendum était organisé et contrôlé, et ils en ont donné les résultats.

La résistance des travailleurs au plan de liquidation n’a pu s’exprimer que de façon très limitée par l’abstention et le vote non dans le référendum, car dans ce référendum il n’y avait pas d’alternative au plan de l’entreprise. Il est faux que les travailleurs aient voté pour les licenciements, chacun a voté pour ce qu’il pensait être le moindre mal afin d’éviter des licenciements (...).

Préparer maintenant la rencontre européenne de travailleurs du secteur aérien qui aura lieu le 22 janvier à Madrid permet d’appuyer la défense de Iberia sur la lutte pour sauver les transports publics dans toute l’Europe. Avec la force que nous donne le combat commun, il faut briser les manœuvres de division de l’entreprise : assemblées démocratiques souveraines qui réalisent l’unité de toutes les organisations et des travailleurs, qui décident :

- de rejeter tout plan de licenciements et de privatisation-démantèlement, de

rejeter les plans de l'Union européenne ;

- du retrait de tous les syndicats de la commission exécutive, du conseil d'administration, de la commission de suivi et de la "commission technique" ;

- la grève générale et la paralysie des aéroports. »

SLOVAQUIE-FRANCE



La Voix des ouvriers, journal de l'Association des ouvriers de Slovaquie (ZRS).

Déclaration de la ZRS (Association des ouvriers) de Slovaquie et du PT (Parti des travailleurs, France)

« Dans le cadre des relations fraternelles existant entre les partis, les organisations et les militants, dans le cadre de l'Alliance européenne des travailleurs et de l'Entente internationale des travailleurs, les délégations du Parti des travailleurs de France et du ZRS de Slo-

vaquie se sont réunies en Slovaquie en date du 13 janvier 1995.

Elles ont constaté la dégradation de plus en plus accentuée de la situation des peuples du monde, avec les guerres, les conflits, le chômage, la précarité, la misère et la paupérisation qui s'étendent dans le monde entier et sur tous les continents. Elles ont constaté que dans le monde les conflits les plus barbares et les guerres se développent sous prétexte de conflits inter-ethniques, massacrant les populations civiles et les travailleurs au nom des intérêts des "puissants".

Le PT et la ZRS estiment que cette situation a une seule cause : la déréglementation généralisée qui liquide les droits et garanties, les conquêtes sociales, qui déstructure le travail et tous les acquis, et en particulier ceux concernant la protection sociale collective, la santé, l'instruction...

C'est le travail des enfants qui s'étend dans le monde entier, y compris dans les pays de l'Ouest. C'est l'analphabétisme qui non seulement n'est pas éradiqué dans les pays dits du tiers monde, mais se développe aujourd'hui y compris dans les pays de l'Ouest.

Après un échange de vues basé sur les faits, le PT et la ZRS estiment devoir dénoncer les privatisations qui sont la source de l'économie spéculative qui détruit les tissus industriels et l'agriculture dans tous les pays.

Ensemble, nous estimons devoir dire aux gouvernements, au FMI, à la Banque mondiale, à l'Union européenne et à l'OMC : vous ne pouvez poursuivre cette politique entraînant le monde entier à la barbarie.

Ensemble, nous appelons les peuples, les organisations libres et indépendantes à l'unité contre les prétendues clauses sociales et autres pactes sociaux qui ont pour objectif de généraliser la déréglementation, la précarité, la remise en cause des acquis, et de poursuivre la politique de privatisation. Unissons-nous pour :

- la défense des emplois existants contre les plans de licenciements et le développement du chômage ;

- la défense des conventions collectives contre la déréglementation et la flexibilité du travail ;
- la défense des salaires ;
- la défense de la protection sociale et de la santé ;
- le droit à l'instruction et à la culture.

C'est pourquoi la ZRS et le Parti des travailleurs appellent toutes les forces ouvrières et démocratiques à se rassembler dans la conférence indépendante ouvrière de Banska Bystrica pour la défense des revendications des travailleurs d'Europe et du monde, pour l'indépendance du mouvement ouvrier, les 11 et 12 mars... »

Le 13 janvier 1995

Avant toute chose, je réaffirme qu'une telle démarche est la conséquence de l'absence, dans le pays, des conditions politiques nécessaires au libre débat, à la participation de l'ensemble des partis politiques dans la recherche des solutions.

J'ai participé, car pour le Parti des travailleurs le pays s'enfoncé dangereusement dans la guerre et la décomposition. Un parti responsable, attaché aux intérêts du peuple et de la nation, se doit de tout faire pour empêcher le pire, pour soulager les souffrances qui n'ont que trop duré. Il y a urgence, plus particulièrement depuis le 1^{er} novembre qui a marqué une aggravation sans pareille de la situation : assassinats, torture, répression...

Au cours des discussions, six jours durant, ont été soulevées les conditions politiques nécessaires à l'arrêt de cette spirale infernale et par conséquent au rétablissement du peuple algérien dans ses droits.

Dans cette réunion, il n'était pas question de dégager un projet de société commun, mais uniquement de se mettre d'accord, par l'échange des points de vue, sur les garanties et conditions permettant la concrétisation d'une solution politique au drame algérien.

Les participants ont affirmé leur accord sur le fait que le choix d'un projet de société est du ressort du peuple qui, par la confrontation des différents programmes, dégagera lui-même librement sa représentation politique et ses institutions en toute souveraineté. Pour cela, il a besoin d'être rétabli dans ses droits démocratiques et donc qu'il soit mis fin à la guerre qui déchire le pays.

Une plate-forme commune a été dégagée pour cet objectif. Elle est le produit de discussions libres dans le respect des programmes politiques. Bien évidemment, cette plate-forme ne contient pas toutes les propositions de chaque parti.

En ce qui le concerne, le Parti des travailleurs considère que la souveraineté du peuple, la démocratie, impliquent des élections libres et démocratiques sans délai, à une Assemblée constituante sou-

ALGÉRIE



Communiqué du Parti des travailleurs :
Le 17 janvier 1995

« J'ai représenté le Parti des travailleurs à la deuxième rencontre qui a regroupé à Rome les principaux partis algériens.

veraine qui rédigera une Constitution garantissant les droits et libertés pour tous les citoyens, consacrant le principe d'égalité dans tous les domaines, et qui désignera un gouvernement responsable devant elle. «Un gouvernement qui aura pour unique souci la préservation des intérêts des travailleurs, paysans et jeunes qui constituent la majorité du peuple.

Cependant, j'estime que la plate-forme constitue une ouverture politique sérieuse qui, si elle était concrétisée, permettrait, par le rétablissement des libertés, à chaque parti de soumettre ses propositions au peuple algérien. Je signale les garanties et conditions qui sont, de mon point de vue, essentielles :

1. *La libération effective des responsables du FIS et de tous les détenus politiques. Assurer aux dirigeants du FIS tous les moyens et garanties nécessaires leur permettant de se réunir librement entre eux et avec tous ceux dont ils jugent la participation nécessaire à la prise de décisions.*

2. *L'ouverture du champ politique et médiatique. L'annulation de la décision de dissolution du FIS. Le plein rétablissement des activités de tous les partis.*

3. *Levée des mesures d'interdiction et de suspension des journaux, des écrits et des livres prises en application du dispositif d'exception.*

4. *La cessation immédiate effective et vérifiable de la pratique de la torture.*

5. *L'arrêt des exécutions, des peines capitales, des exécutions extrajudiciaires et des repréailles contre la population civile (...).*

— *Fermeture des camps de sûreté, levée de l'état d'urgence et abrogation du dispositif d'exception (...). Un appel urgent et sans ambiguïté pour l'arrêt des affrontements. Les Algériennes et les Algériens aspirent au retour rapide de la paix civile (...).*

— *La liberté de l'information, le libre accès aux médias et les conditions du libre choix du peuple doivent être assurés.*

— *Le respect des résultats de ce choix.*»

La plate-forme contient en outre des principes démocratiques que nous jugeons d'une extrême importance pour les fondements de la démocratie, tels que notamment :

— *Le rejet de toute dictature quelle que soit sa nature ou sa forme, et le droit du peuple à défendre ses institutions élues.*

— *Le respect et la promotion des droits de la personne humaine tels qu'énoncés par la Déclaration universelle, les pactes internationaux sur les droits de l'homme, la convention internationale contre la torture, et consacrés par les textes légaux.*

— *Le respect de la légitimité populaire. Les institutions librement élues ne peuvent être remises en cause que par la volonté populaire (...).*

— *La garantie des libertés fondamentales, individuelles et collectives quels que soient la race, le sexe, la confession et la langue.*

— *La consécration du multipartisme.*

— *La séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.*»

Le peuple algérien a trop souffert. Il a besoin de souffler. Il est grand temps que l'exercice de la politique, par le libre débat, se substitue au langage des armes.

Une solution politique est possible. Le contenu de la plate-forme adoptée par les participants à la réunion de Rome est réaliste et réalisable. Tourner le dos à une possibilité de rétablissement de la paix équivaldrait à préparer la dislocation de la nation algérienne.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont interpellés. Le peuple algérien en est témoin et juge.

Je joins la plate-forme adoptée par les participants à la réunion de Rome. »

Louisa Hanoune,
porte-parole
du Parti des travailleurs

qui ne prétende se fixer pour objectif la "lutte contre le chômage" et la "création de millions d'emplois".

Le modèle est toujours le même : à l'annonce de ces objectifs succède toujours immédiatement l'appel à de nouvelles réductions et économies, à de nouveaux sacrifices pour les travailleurs.

Ce n'est pas par hasard que ce langage est tenu précisément maintenant. C'est le langage et la méthode du sommet social de l'ONU qui doit avoir lieu en mars à Copenhague et s'est fixé pour objectif de lier dans tous les pays les organisations ouvrières, les syndicats surtout, à une politique qui sape et détruit les droits et la place des travailleurs dans la société.

Le ministre Blüm veut obtenir que l'ANPE prête des chômeurs de longue durée aux entreprises... ce qui doit être un levier pour casser vers le bas les salaires minimum garantis par les conventions collectives.

La "troisième étape de la réforme de la santé" va, selon la mise en garde du président de la chambre des médecins, Vilmar, "*exclure des soins certains groupes d'âge et de patients*".

Le ministre Kanther annonce enfin une réforme du statut des fonctionnaires...

Pas un travailleur ne peut comprendre que la direction des syndicats et du SPD veuille participer aux "conversations" —

annoncées par Kohl pour fin janvier — pour y représenter les intérêts des travailleurs...

Dans tous les pays, les travailleurs ont fait l'expérience contraire. "*Si vous entrez dans le lit des patrons, vous êtes cuits*", disait récemment un syndicaliste améri-

Dans tous les pays, les travailleurs ont fait l'expérience contraire. "*Si vous entrez dans le lit des patrons, vous êtes cuits*", disait récemment un syndicaliste américain contre le "jointism", le mot américain qui correspond à notre "Mitgestaltung" (*littéralement : comodelage*). Les grèves dans les services publics viennent de la même expérience que le "comodelage" ne garantit contre la privatisation ni les salaires, ni les emplois, ni la défense du service public. Ce sont toutes ces expériences qu'unifiera la conférence ouvrière internationale qui se tiendra les 12 et 13 mars dans la ville slovaque de Banska Bystrica.

Pas un social-démocrate ne peut accepter que les responsables de ses organisations participent fin janvier aux conversations annoncées par Kohl et lui tendent ainsi la main pour une politique qui ne cesse de détruire des acquis ouvriers. Ces conversations n'ont qu'un but : donner à un gouvernement Kohl affaibli une nouvelle possibilité d'imposer son programme sous une forme agravée. »

Henning Frey

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X